

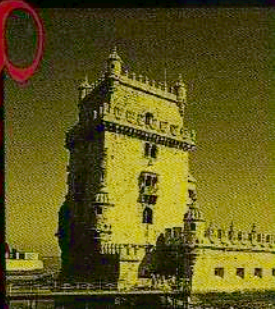


D'EUROPE

NATIONS

CD 254A

histoire du
Portugal



ROBERT DURAND

946.9
42-19"
JR



HATIER

CD25A

TFN-653

ROBERT DURAND

histoire du
Portugal

Collection dirigée par
Serge Berstein et
Pierre Milza


HATIER

N 2468

946.9"12-19" DUR

ROBERT DURAND

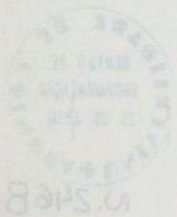
histoire du
Portugal

CD25A

Collection dirigée par
Serge Bernstein et
Pierre Milza

©HATIER 1992
I.S.B.N. 2-218-03835-8
Dépôt légal 92 01 17

Toute représentation, adaptation ou reproduction,
même partielle, en tous pays
faite sans autorisation, est illicite
et exposerait le contrevenant à des poursuites.
Loi du 11 mars 1957



Sommaire

<i>Introduction</i>	11
Une terre contrastée	11
Les hommes de la saudade	14
Acteurs et produits de l'Histoire	16
L'histoire du Portugal ne commence pas à Ceuta...	17
... mais Ceuta inaugure une ère nouvelle	18
Chapitre I : Grands ancêtres, précieux héritages	21
Les premiers constructeurs	21
La marque de Rome	23
Joyaux wisigothiques	26
Un Islam discret	29
Chapitre II : Portugal pluriel (XI^e-XIII^e siècles)	33
Un nom pour un pays	33
Un roi pour un État	34
Ourique : petite cause, grands effets	36
Le rectangle portugais	39
Multiples visages	41
Multiples villages	43
Une province de l'Europe romane	46
Chapitre III : L'émergence d'un État et l'éveil d'une Nation	51
Une langue pour un peuple	52
Alcoçaba : monastique et royale	55
La reine morte : l'histoire	58

La reine morte : le mythe	60
La reine morte : la mémoire de la pierre	63
De l'État féodal à l'État moderne	63
Une « première » en Europe : la réussite d'une révolution bourgeoise	65
Batalha : l'indépendance préservée et exaltée	66
Chapitre IV : Le choix du grand large	71
De <i>padrão</i> en <i>padrão</i>	71
Quels mobiles ?	76
Des terres, des hommes, de l'or et des épices	77
« Sublimes infants », « génération illustre »	79
La caravelle et le portulan	82
Écueils et réticences	85
Chapitre V : Consolider, exploiter, célébrer	87
Les rois à l'heure du choix	87
Sans Christophe Colomb	90
Tordesillas ou le partage du monde (1494)	92
Les armes au secours des épices	93
Profits et pertes	94
La célébration architecturale : le style manuélien	96
La célébration picturale : le polyptyque de Saint-Vincent	103
La célébration littéraire : Camões	104
Menaces : l'apparition des censeurs	107
Chapitre VI : Éclipse : l'indépendance confisquée	111
Alcacer-Kébir : le crépuscule d'une dynastie	111
L'indépendance impossible	112
L'union n'est pas l'intégration	115
Déboires coloniaux	117
« En attendant le retour de D. Sebastião »	120
Quand trop pèse l'impôt	121
Chapitre VII : Séquelles : le coût de la restauration	123
Restaurer une dynastie nationale	123
Reconquérir l'indépendance politique...	125
... au risque de la dépendance économique	126
S'amarrer au Brésil...	128

... au risque d'abandons en métropole	132
Instaurer une autorité absolue...	133
... sans briser l'Inquisition	134
L'or est moins créateur que les épices...	137
... et la personnalité nationale s'exprime dans le baroque	138
Chapitre VIII : Entre le despotisme et les Lumières	145
Pombal, énigmatique et déconcertant	145
« Ensevelir les morts et prendre soin des vivants »	148
Intolérables jésuites, intolérant ministre	150
Despotisme... éclairé ?	153
Quand l'or brésilien se fait rare	155
A l'épreuve de la Révolution française	157
Chapitre IX : « Régénération »	159
Régénérer la vie politique : l'impossible voie démocratique	160
Régénérer la vie politique : la voie bourgeoise	165
Régénérer l'économie : l'entrée dans l'ère industrielle	167
Régénérer l'empire : le retour en Afrique	170
Régénérer l'expression littéraire	172
Chapitre X : Promesses et désillusions de la République	177
Genèse d'une République	178
Six millions de Portugais...	182
... mais quelques centaines de milliers d'électeurs	184
Contre l'Église...	185
... pour une éducation laïque	187
Vaincre la faim...	189
... sans accroître la dépendance...	190
... ni rompre les équilibres financiers	192
Mourir pour la patrie... africaine	194
Rendez-vous manqué avec la classe ouvrière	195
Une société politique désarticulée	197
Les délices de l'instabilité	199
Le bateau ivre	202

Chapitre XI : L'État nouveau : les chefs et leurs idées	205
Formation d'un « docteur » solitaire	206
Ascension d'un dictateur	208
Dieu, patrie, autorité, famille, travail	212
L'épigone	216
Chapitre XII : L'état nouveau : autoritaire et corporatiste	219
Une façade présentable	219
Qui t'a fait président ?	221
Y a-t-il des ministres au Conseil... ?	223
... et des députés à l'Assemblée ?	224
« Révolution économique-sociale » ?	228
Au service de l'autorité : la police politique	231
Entre le légal et l'illégal	233
La police en échec ? L'affaire Delgado	236
Chapitre XIII : L'état nouveau : la pensée sous l'éteignoir	239
La soumission des clercs...	240
... au bénéfice de l'État	242
Des voix qui crient dans le désert	244
Des bâillons pour la presse	247
L'université immobile et l'université rebelle	249
Les carcans de la pensée et de l'action politiques	250
Chapitre XIV : L'état nouveau : les retards accumulés	253
Routine dans l'agriculture	254
Déséquilibres industriels	256
Le touriste et l'émigré au secours de l'économie	258
L'école et l'hôpital	262
Chapitre XV : L'état nouveau : malade de son empire	265
L'empire exploité	266
L'empire contesté	269
L'empire rebelle	271
« Non ou la vaine gloire de commander »	273
Chapitre XVI : Réapprendre la démocratie	277
Le 25 avril	277

Les ambiguïtés de la victoire	280
La surenchère des capitaines	284
Le coup d'arrêt	287
Normalisation	289
Stabilisation	292
Pour un ancrage européen	294
La révolution aux champs : le flux...	295
... et le reflux	298
La révolution à l'école...	301
... et dans l'Église	304
Chapitre XVII : A l'heure européenne	307
La démocratie tranquille	308
Le réalisme à la portugaise	313
Les risques de l'Europe verte	315
La recherche de nouveaux « créneaux »	318
Le tremplin de la lusophonie	321
<i>Conclusion</i>	325
<i>Chronologie</i>	329
<i>Lexique</i>	337
<i>Éléments bibliographiques</i>	341
<i>Index</i>	343

Introduction

La représentation de l'espace portugais par la cartographie fournit des images contrastées. Ainsi dans la plupart des études consacrées à la péninsule ibérique, le Portugal est représenté sous la forme d'un rectangle blanc, sans fleuves, ni villes, ni montagnes : le désert (ou le néant) aux flancs d'une péninsule où seule compte l'Espagne, quadrichrome, dont les fleuves, le Douro et le Tage, disparaissent dans les sables sans atteindre l'Océan. A l'inverse, dans les années soixante du XX^e siècle, la propagande salazariste représentait l'ensemble des possessions « portugaises », empire colonial inclus, en les réunissant sur un fond européen, pour titrer : « Le Portugal n'est pas un petit pays ».

Il n'est certes pas sensé de résumer mille années de l'histoire d'un pays en deux images. Celles-ci suggèrent cependant que c'est grâce à son empire que le Portugal peut prétendre jouer un rôle international et que sans lui son poids est négligeable. Est-ce à dire que la décolonisation, à partir de 1974, l'a condamné à un rôle de figurant en Europe et dans le monde ?

Une terre contrastée

Accroché au sud-ouest de l'Europe, le Portugal fournit à celle-ci son avancée continentale la plus occidentale, au Cabo da Roca, à la latitude de Lisbonne. Avec ses quelque 90 000 km² – 92 000 en y ajoutant son domaine insulaire de Madère et des Açores – le Portugal arrive pour la superficie au 7^e rang des pays de l'Europe des Douze. Il forme un rectangle allongé du nord au sud sur 560 km et dont les petits côtés dépassent de peu les

200 km. Sa frontière terrestre est sensiblement plus indentée que sa façade maritime : 1 215 contre 832 km. Cette disproportion est due au fait qu'au nord et à l'est la frontière est tributaire de fleuves (Minho au nord, Douro, Tage, Guadiana et leurs affluents respectifs à l'est) qui introduisent des anomalies dans la linéarité. A l'ouest et au sud, en revanche, la mer est moins capricieuse, qui ménage de très longs littoraux rectilignes. Les ports n'avaient donc que des possibilités limitées d'implantation, notamment au sud du Douro. Mais l'estuaire du Tage, son élargissement sous la forme de la mer de Paille, offrait néanmoins des conditions idéales pour l'implantation et l'essor d'une grande ville portuaire.

Le rectangle portugais est vigoureusement compartimenté par les lignes du relief. Celles-ci sont grossièrement orientées du nord-est au sud-ouest, en prolongement des chaînes et des fleuves espagnols. En allant du nord au sud, on rencontre d'abord le profond sillon de la vallée du Douro ; il constitue la limite méridionale d'une région très accidentée. Puis on se heurte à la Cordillère centrale, prolongement de la Meseta espagnole, qui culmine à près de 2 000 mètres dans la serra da Estrela. Ensuite le franchissement du Tage offre de nouveaux horizons, beaucoup plus vastes, avec des plateaux peu accidentés.

Ces principales lignes du relief constituent autant d'obstacles à la circulation nord-sud. Leur rôle historique est également important : elles ont servi de frontières successives avec l'Islam. En effet, vers l'an mille, la frontière était sur le Douro ; à la fin du XI^e siècle, elle s'établissait sur la Cordillère centrale ; au milieu du XII^e, elle se fixait sur le Tage. Le paysage actuel porte encore témoignage de ce rôle de frontière par les ruines de châteaux qu'on peut y observer.

En revanche, cette disposition parallèle des principaux reliefs au nord du Tage permet aux influences atlantiques de pénétrer profondément à l'intérieur du pays. Il est d'ailleurs habituel, en répétant le grand géographe portugais Orlando Ribeiro, de définir le Portugal comme « atlantique et méditerranéen », ce qui ne manque pas d'étonner ceux qui réservent ce dernier qualificatif aux pays touchés par une mer qui ne



s'avance pas, à l'ouest, au-delà de Gibraltar. Pourtant, le régime des pluies, les températures, la végétation, tout invite à opposer les régions du Nord et du Centre à celles du Sud, c'est-à-dire celles de l'Au-delà-du-Tage (Alentejo).

Au nord, les influences atlantiques se manifestent par des pluies abondantes, assez régulièrement réparties sur toute l'année, avec une couverture végétale qui fait une place importante aux espèces à feuilles caduques. Au sud, les pluies se raré-

fient pour faire place à une longue saison sèche estivale ; c'est le domaine de l'olivier et du chêne-liège. Dans la réalité les oppositions sont moins contrastées et la rupture entre nord et sud moins franche. Mais le changement de paysage est néanmoins toujours frappant. Pourtant cette opposition nord-sud, que l'on retrouvera aussi dans les structures agraires et dans les comportements religieux ou politiques, ne doit pas occulter une autre opposition, tout aussi fondamentale, entre la côte et l'intérieur. C'est le littoral, en effet, qui fournit les deux principales villes, Lisbonne et Porto, deux géants à l'échelle portugaise ; c'est lui qui concentre les structures d'accueil pour touristes ; lui encore qui propose les principales zones d'activité industrielle. Mais déjà au XV^e siècle c'était lui qui animait les expéditions lointaines et qui tirait profit de l'exploitation de l'empire.

Les hommes de la saudade

C'est bien évidemment à travers le comportement des hommes, plutôt que dans la confrontation des paysages, que l'on tentera de définir l'identité portugaise. Ils n'étaient guère plus d'un million les Portugais qui, au XV^e siècle, portèrent les étendards du royaume aux quatre coins du monde. Ils sont aujourd'hui un peu plus de 10 millions, mais près de 200 millions d'hommes parlent leur langue sur les cinq continents. Au moment de leur entrée dans la Communauté européenne, leur comportement démographique ne diffère guère de celui de leurs partenaires : des taux de natalité et de mortalité proches de la moyenne communautaire, un âge moyen sensiblement moins élevé, une mortalité infantile, en revanche, la plus élevée d'Europe mais en rapide régression, témoignent du fait que les archaïsmes encore en place seront vite gommés. Par ailleurs, on notera que la population portugaise est aussi une population à dominante rurale : deux Portugais sur trois vivent toujours en dehors des villes (contre un sur trois en Grèce et un sur quatre en Espagne). On retrouve évidemment ces caractéristiques dans la répartition par secteurs d'activité de la population active : avec ses 22 % de main-d'œuvre employée dans l'agriculture, le Portugal est le plus rural des pays de la communauté européenne. Pourtant, de nouveau, on ne peut s'empêcher de relever

les contrastes déjà entrevus entre le Nord et le Sud comme entre l'Ouest et l'Est. Au nord, c'est la micropropriété, un parcellaire très exigü, des exploitations en dessous du seuil permettant l'autosubsistance ; au sud, c'est le latifundium, la grande propriété, la grande exploitation extensive, mi-agricole, mi-forestière. A l'est, ce sont les villages qui se dépeuplent, dans l'impossibilité où ils se trouvent de nourrir leur population. A l'ouest, en revanche, ce sont les grandes villes déjà mentionnées : une capitale politique et économique, Lisbonne, hypertrophiée, qui réunit, dans les limites de l'agglomération, le cinquième de la population du pays ; une métropole régionale, Porto, qui, toujours en termes de population agglomérée, approche le million d'habitants. Paradoxe de ce pays aux deux tiers rural et qui concentre la majeure partie de sa population urbaine en deux agglomérations seulement. Lisbonne et le désert portugais...

Mais ces hommes aux genres de vie contrastés parlent tous, et cela depuis la fondation de l'État, au XII^e siècle, la même langue. Face au voisin espagnol chez qui le castillan n'a réussi à s'imposer ni en Catalogne, ni en Galice, la langue portugaise apparaît comme un élément essentiel de la manifestation d'identité. Langue des troubadours au Moyen Age, c'est surtout la langue de Camões, le chantre de l'aventure outre-mer, et celle par laquelle s'exprime la *saudade*, cette langueur nostalgique indéfinissable, entretenue par tous ceux que les nécessités de la vie ont contraints à vivre loin de la terre natale, et passage obligé de toutes les considérations sur l'« âme portugaise ».

Pour rester dans les clichés – mais l'outrance de la caricature n'est jamais dénuée d'enseignements – on évoquera aussi cette douceur et cette mesure portugaises, souvent opposées au tragique, à l'exaltation, à l'excès des Espagnols : douceur de la langue, où les chuintantes et les nasales l'emportent sur les gutturales ; douceur des spectacles populaires, où la corrida ne comporte pas de mise à mort du taureau ; douceur des mélodies populaires ou du fado coimbrais et lisboète. Mais cette douceur ne doit pas être dissociée de l'énergie, de l'opiniâtreté, du volontarisme, tout aussi répandus dans le peuple portugais et dont témoigne toute l'histoire du pays.

Acteurs et produits de l'histoire

Les comportements du peuple portugais, les expressions de sa sensibilité ne sont pas liés à l'influence d'un « milieu naturel », encore moins à un substrat ethnique. Ils s'expliquent, en revanche, en partie du moins, par le déroulement historique qui a propulsé un petit peuple vers des destins mondiaux. La situation du pays, sur cette frange sud-occidentale de l'Europe atlantique, a certes pu contribuer à susciter la vocation maritime et à en faciliter la réalisation. Mais ce sont bien les hommes et leur volonté de s'affirmer qui sont responsables des principales évolutions. Cela n'est évidemment pas spécifique au Portugal. Ce qui l'est bien plus, en revanche, c'est l'utilisation qui a été faite de cette histoire. Comme pour chaque peuple, en effet, cette histoire est faite d'un enchaînement de succès et d'échecs. Mais ces derniers sont d'autant plus violemment ressentis qu'ils interviennent après des périodes porteuses des espoirs les plus fous. Or dans ces périodes fastes les Portugais se sont sentis investis d'une mission aux dimensions planétaires, au point de se considérer comme le nouveau peuple choisi par Dieu pour accomplir un destin exceptionnel. Dans les périodes de malheur qui suivent, ils cultivent à la fois un sentiment de nostalgie de la grandeur perdue et de culpabilité pour n'avoir pas su conserver la faveur divine : ce sont deux des multiples composantes de l'insaisissable *saudade*.

La nostalgie peut aussi s'associer avec l'espoir d'un retour à l'âge d'or. C'est ce qui se produit dans le « sébastianisme », un mouvement de type messianique qui se développe après la disparition du roi Sébastien I^{er}, en 1578, à la bataille d'Alcacer-Kébir. A partir de cette date, en effet, on attend périodiquement le retour du « roi caché » (*encoberto*) et on ne manquera pas de reconnaître un « nouveau Sébastien », soit (en période difficile) dans des prétendants au trône, soit (en période de prospérité) dans tel détenteur du pouvoir, y compris après la disparition de la monarchie, en 1910. Autrement dit, les Portugais, acteurs privilégiés de l'histoire du monde, ont vécu non seulement sur le souvenir de leurs grandes réalisations, mais aussi sur le mythe de la permanence d'un sauveur providentiel, qu'il suffit de savoir découvrir. Cette attente a pu être, par moment,

démobilisatrice, mais elle a le plus souvent joué en sens inverse, en catalysant les énergies autour d'un projet national. A l'heure du choix européen, les Portugais se souviennent que leur option pour le grand large a été précédée par trois siècles d'ancrage à l'Europe.

L'histoire du Portugal ne commence pas à Ceuta...

C'est de la prise de la ville marocaine de Ceuta, en 1415, que l'on date traditionnellement les débuts de l'expansion maritime, et l'historiographie portugaise a longtemps été attirée en priorité par cette époque. Pourtant les trois siècles qui ont précédé Ceuta ont aussi contribué à modeler l'identité portugaise. Celle-ci, en effet, s'est d'abord forgée dans les luttes contre le voisin castillan qui n'a jamais admis, dans les faits, l'indépendance portugaise proclamée au milieu du XIII^e siècle. Dans la mémoire collective portugaise, le moment le plus important, pour la période médiévale, de cette opposition se situe vers la fin du XIV^e siècle, lorsque les troupes portugaises ont mis en déroute l'armée de l'envahisseur castillan : le lieu de la victoire est devenu un lieu de mémoire privilégié, sous la dénomination de *Batalha* (la bataille), où sont célébrées à la fois l'indépendance préservée et la gloire d'une dynastie. Auparavant – évidemment sans analogie dans l'Europe médiévale – cette indépendance avait été acquise par une révolution de la bourgeoisie de Lisbonne qui avait réussi à imposer un souverain portugais aux dépens du candidat castillan soutenu par la partie la plus influente de la noblesse. Ainsi naissait, pour 200 ans, la dynastie d'Avis. Déjà Lisbonne imposait ses vues.

Pendant toute cette période, le Portugal est bien une région de l'Europe : mêmes structures de pouvoir, mêmes rapports de domination, même obédience à l'Église romaine, mêmes formes d'expressions, à travers l'art roman, puis l'art gothique.

Après Ceuta, le Portugal, résolument tourné, désormais, vers l'Atlantique, n'oublie pas pour autant l'Europe. On y retrouvera notamment tous les grands mouvements artistiques européens et tous les grands courants de pensée. Les soixante années de domination espagnole, après 1580, parenthèse douloureuse dans l'histoire de l'État indépendant, n'entament en

rien la conscience de l'identité portugaise dans l'ensemble ibérique. Elles renforcent, au contraire, les sentiments de méfiance, voire d'hostilité, et incitent à cultiver les différences. Les traités d'alliance avec tel ou tel autre pays européen peuvent parfois y contribuer, au risque d'engendrer d'autres dépendances, comme celles qui se créent, dans le domaine économique, vis-à-vis de l'Angleterre. Cela dit, il n'est pas question de minimiser le rôle de l'expansion maritime et coloniale dans la formation de la conscience portugaise (et de l'inconscient des Portugais).

... mais *Ceuta inaugure une ère nouvelle.*

L'histoire portugaise rejoint, au xv^e siècle, l'histoire universelle. Il nous appartiendra d'en évoquer les circonstances, d'en suivre les étapes, d'en déterminer les mobiles, d'en examiner les moyens. Pour l'heure, dans ces considérations liminaires, il nous suffira de souligner la contribution des Découvertes au façonnement de la personnalité portugaise.

En se limitant aux aspects les plus explicites, on notera d'abord et encore des formes d'art et des lieux de mémoire célébrant l'excellence de l'exploit : il s'agit notamment de l'art dit « manuélín », bien représenté à Lisbonne et à Tomar. Ce sont aussi des hommes, tels Henri le Navigateur ou Magellan, que les manuels scolaires de tous pays ont rendus familiers aux écoliers du monde entier. C'est aussi une œuvre littéraire de renommée mondiale, *les Lusíades*, de Camões, exaltation de l'exceptionnel destin d'une nation.

Ce qui reste surtout de cette expansion portugaise commencée en 1415, ce sont des communautés lusophones rassemblant près de 200 millions d'hommes répartis sur les cinq continents. Parmi eux, une diaspora d'émigrés établis de l'Europe au Canada, et du Brésil à l'Australie, en passant par l'Afrique du Sud. C'est là que l'on cultive ce mal-être engendré chez les Portugais par l'éloignement de la terre natale, mais c'est là aussi que, à la seconde ou troisième génération, on s'enracine en s'insérant avec une certaine souplesse dans le tissu social autochtone, sans pour autant renoncer à son identité.

Mais l'attachement à l'outre-mer, ce fut aussi, au milieu des années soixante-dix du xx^e siècle, une décolonisation tar-

dive, précédée de 13 années de guerre. Ce fut la prétention à imposer à des peuples africains des formes d'économie et des structures sociales contraires à leurs aspirations et à leurs intérêts, sous le prétexte d'une « mission civilisatrice » confiée de tout temps au Portugal. Ce fut en même temps la justification d'un immobilisme autour des valeurs traditionnelles à l'intérieur du pays considéré comme le conservatoire d'une civilisation chrétienne menacée par l'évolution des sociétés voisines. Pendant un demi-siècle, en effet, la dictature salazariste a pu imposer sa chape sur un petit pays qui se rassurait sur sa grandeur en additionnant à ses 90 000 km² les deux millions de km² de son empire : autoritarisme et colonialisme s'épaulaient. Jamais, sans doute, au cours de son histoire, le Portugal n'avait aussi ostensiblement tourné le dos à l'Europe que pendant ces cinquante années.

Nombreux pourtant étaient alors les Portugais qui ressentaient cet isolement par rapport à l'Europe comme contraire aux traditions et aux intérêts de leur pays. Quand il devint possible de choisir entre dictature et démocratie, entre empire et Europe, les foules se répandirent dans les rues de Lisbonne pour fleurir d'œillets les fusils devenus inutiles : c'était le 25 avril 1974. La page ouverte à Ceuta était tournée. Le Portugal acceptait d'être désormais un « petit pays », mais ses habitants manifestaient qu'ils étaient un grand peuple. Ils jetaient l'ancre pour prendre, avec l'enthousiasme créatif qui les habite depuis des siècles, le risque de l'Europe.

Grands ancêtres, précieux héritages

Le Portugal est né en tant qu'État souverain un peu avant le milieu du XII^e siècle, mais il lui faudra plus d'un siècle de luttes avec le voisin musulman pour qu'il puisse atteindre l'essentiel de ses dimensions actuelles. On pourrait de ce fait considérer sa naissance comme un avatar de la reconquête chrétienne de la péninsule ibérique. Les choses ne sont pourtant pas aussi simples : le Portugal a aussi une protohistoire dont le rôle doit d'autant moins être occulté qu'elle est responsable de strates intéressantes de son patrimoine.

Les premiers constructeurs

La strate culturelle la plus ancienne est représentée par les mégalithes et les *castros*. La civilisation mégalithique nous a laissé deux types de constructions, réparties en deux zones, de part et d'autre de la Cordillère centrale : au nord il s'agit de dolmens à couloirs entièrement mégalithiques comportant des dalles peintes ; au sud ce sont surtout des menhirs, ou des dolmens à chambre en encorbellement, et comportant des dalles gravées. Les spécialistes s'interrogent toujours sur l'origine des traditions mégalithiques observées sur le territoire portugais. Ce qui semble assuré, c'est que ces traditions ont pénétré dans la péninsule par l'ouest et qu'on peut les dater de la première phase de l'âge du bronze.



Cependant ce qui caractérise le mieux la partie occidentale de la péninsule ibérique c'est ce que l'on appelle la « civilisation des *castros* » ou encore la civilisation « castrale ». On entend par *castros* de petits noyaux de peuplement fortifiés, établis fréquemment sur des hauteurs d'accès difficile. L'habitat, exclusivement en pierre, y est le plus souvent de forme circulaire. Les plus anciennes de ces réalisations peuvent être contemporaines des constructions mégalithiques, mais la plupart sont à rattacher à l'âge du fer et sont antérieures aux premiers apports celtes. Leur zone privilégiée s'étend au nord de l'aire mégalithique. Leur contenu socio-politique est assez clair : isolés, de superficie réduite, réunissant quelques dizaines de familles, les *castros* sont des lieux de forte solidarité familiale ou clanique, dont l'envers est la difficulté à s'unir face à un envahisseur.

Parmi les ensembles les mieux conservés et les mieux étudiés, on fera une place privilégiée à la *citania* de Briteiros, dans le Minho, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Guimarães. Datant de l'âge du fer, elle réunit toutes les caractéristiques de la culture des *castros* du Nord-Ouest ibérique. Bien qu'ayant subi deux siècles de domination romaine avant son abandon au III^e siècle de notre ère, l'agglomération a fourni d'importants vestiges, conservés au musée de Guimarães, qui permettent de reconstituer les pratiques de l'âge du fer dans cette région. Une triple enceinte défend l'ensemble de l'habitat, contenu par l'enceinte intérieure de forme ovale, dont les diamètres sont approximativement de 150 et 250 mètres. Environ 150 constructions en pierre occupent cet espace, la plupart de forme circulaire et d'environ cinq mètres de diamètre. Ces maisons sont desservies par deux rues principales, pavées, larges de deux mètres, et par un réseau de ruelles plus étroites aboutissant à des placettes. Outre cet habitat, on trouve par ailleurs un édifice à vocation funéraire, dont la forme rappelle certaines constructions mégalithiques, mais qui relève en fait de la tradition celte.

C'est que, à partir du VI^e siècle avant J.-C., l'ensemble de l'Ouest ibérique a été occupé par divers peuples celtes, dont les Lusitaniens, qui s'établirent dans les régions centrales de l'actuel Portugal. Ils y ont entretenu et développé la métallur-





Briteiros. Maison circulaire caractéristique de l'habitat de l'âge du fer

gie du bronze et du fer. Ils ont aussi construit systématiquement leurs maisons en pierre, en adoptant pour elles, à l'exemple des premiers constructeurs de *castros*, le plan circulaire. La présence des Lusitaniens fut, par ailleurs, plutôt unificatrice, en accentuant partout le caractère guerrier et pastoral.

La marque de Rome

L'occupation romaine devait porter un coup fatal à la civilisation des *castros*. Par incitation ou par contrainte, leurs habitants ont été amenés à délaisser les sommets au profit d'un habitat de plaine. La confrontation entre Romains et Lusitaniens, quant à elle, commença au début du II^e siècle avant J.-C. et ne prit fin, avec la victoire définitive de César, qu'un siècle et demi

plus tard. La résistance lusitanienne fut émaillée de multiples exploits que la mémoire collective réunit volontiers autour de la personne de Viriathe, promu au rang de héros de la première résistance « nationale ». Ce pasteur, originaire de la serra da Estrela, avait participé à des raids pour butin en Bétique, dans le Sud ibérique, lorsqu'il prit la direction de la guérilla des montagnards lusitaniens contre les légions romaines, en 147 avant J.-C. Le harcèlement mené par les Lusitaniens fut tel qu'il amena Rome à conclure une paix avec Viriathe qui reçut alors le titre d'« ami du peuple romain ». Mais la trêve fut de courte durée, puisque Viriathe mourut assassiné l'année suivante (139). Cependant, il avait eu le temps d'amorcer le rapprochement des éleveurs montagnards avec les agriculteurs des plaines, riches mais exposés. On peut y voir les prémices d'une prise de conscience des intérêts communs à toute une région, se substituant à l'ancienne rivalité castrale.

Mais c'est bien, cependant, l'intégration de l'Ouest ibérique à l'Empire romain qui devait ancrer plus sûrement le futur Portugal à l'Europe. Outre la langue et la culture latines, la région bénéficia alors d'un réseau urbain et d'infrastructures routières qui marquent toujours son paysage. Ainsi la principale route reliant actuellement Lisbonne à Braga occupe le tracé de la principale voie romaine. Parmi les très nombreuses villes créées au cours de cette période, il faut évidemment mentionner Lisbonne, fondée en l'honneur de César (*Felicitas Julia Olisipo*), même si, contrairement à Braga, Santarem ou Béja, elle n'était pas chef-lieu de l'une des circonscriptions administratives entre lesquelles se répartissait la province de Lusitanie. Mais les deux villes qui témoignent le mieux des réalisations romaines sont Evora et Conimbriga. La première, malgré son nom qui peut être d'origine celtique, est, comme Lisbonne, une fondation (ou refondation) de Jules César, même si sa muraille d'enceinte ne date que du III^e siècle. Elle offre l'un des temples romains les mieux conservés de la péninsule : il s'agit de l'édifice appelé communément temple de Diane, mais qui en fait était voué au culte impérial. Édifié sur plan rectangulaire, il était entouré de colonnes surmontées de chapiteaux corinthiens dont il reste les exemplaires originaux du côté nord. Conimbriga n'a pas connu



Évora. Temple romain, dit
« Temple de Diane »

la même destinée qu'Évora : elle a souffert de la concurrence de sa voisine du Nord, Aeminium, mieux située, là où la voie romaine franchissait le Mondego. L'aboutissement de la rivalité devait intervenir à la fin du VI^e siècle lorsque le siège épiscopal fut définitivement transféré de Conimbriga à Aeminium : après lui avoir ravi son évêque, celle-ci attira l'ensemble de la population de Conimbriga, avant de la dépouiller de son nom pour devenir, au IX^e siècle, Coimbra.

Mais revenons à Conimbriga. Les fouilles commencées en 1930 par Virgilio Correia, poursuivies de 1954 à 1971 par les archéologues de Bordeaux, ont abouti à la mise en évidence d'un ensemble monumental impressionnant, remanié à plusieurs reprises au cours de la période romaine. L'ensemble s'articulait autour du forum d'Auguste, délimité à l'est par une basilique, siège du tribunal, et par la curie, tandis qu'à l'ouest s'élevaient divers bâtiments commerciaux, et au nord le temple dédié à Rome et à Auguste. Plus tard, au temps des Flaviens, ce forum fut détruit et remplacé par un nouveau, entouré d'un portique monumental. Outre ces édifices, les fouilles ont révélé des thermes et des immeubles d'habitation, ainsi que, extra-muros, un amphithéâtre

Conimbriga est bien le lieu d'où l'on peut le mieux, à l'heure actuelle, apprécier l'ampleur de la romanisation au Portugal. Mais celle-ci s'étendit aussi aux campagnes où les villas rurales, centres de grands domaines, se sont multipliées, notamment dans le Sud. On notera, parmi celles qui ont fait l'objet de fouilles importantes, celles de Torre de Palma (Monforte do Alemtejo) et São Cucufate (Béja). Pourtant il est difficile de mesurer les transformations induites par la présence romaine dans les cultures, même s'il est évident qu'il a fallu développer la culture des céréales pour faire face aux besoins, au moins temporaires, d'une forte armée romaine d'occupation.

Joyaux wisigothiques

De nouvelles strates culturelles devaient cependant venir s'ajouter à la romaine avant que le Portugal n'accède à l'indépendance. La première, comme dans tout l'Occident romain, fut germanique, dans ses versions suève et wisigothique. La région située au nord du Tage fut d'abord rattachée, à partir du ^v siècle, au royaume suève, dont la capitale était Braga. Période obscure, malgré le témoignage, au ^v siècle, de l'évêque de Chaves, Hydace. Période au cours de laquelle s'ébauche peut-être néanmoins une conscience de patrie, entendue au sens de cadre territorial relevant d'un peuple en opposition constante avec son cousin wisigothique. Cela se traduit notamment par

une frappe monétaire individualisée et par un réseau de relations privilégiées avec les ennemis des Wisigoths : Francs de Gaule, Grecs d'Espagne, papauté. Cela se traduit surtout par une conversion plus précoce de l'arianisme au catholicisme, en 559, soit trente ans avant les Wisigoths (compte non tenu de la conversion personnelle d'un souverain suève, Rechiarius, un siècle plus tôt). Cependant on serait bien en peine de dresser un bilan culturel de près de deux siècles de présence suève : il se perd le plus souvent dans celui de la domination wisigothique.

On retiendra pourtant une figure importante des dernières décennies de la domination suève : c'est celle de l'évêque Martin de Braga. Issu d'une famille d'Europe centrale, formé sans doute dans les écoles italiennes, il arriva à Braga vers 550 et fut vite promu évêque, puis archevêque. Il réunit deux conciles où il s'employa à faire triompher la liturgie romaine et à combattre les manifestations du paganisme et de diverses hérésies. Il réussit la partie de son programme qui consistait à interdire la désignation des jours de la semaine par les noms des astres (lundi, jour de la lune...) ou par ceux des dieux (mardi, jour de Mars...). Aujourd'hui, avec les Grecs, les Portugais sont les seuls en Europe à désigner les jours de la semaine en fonction de leur seule situation par rapport au dimanche, considéré comme le premier jour (*secunda, tertia*, etc... pour lundi, mardi etc...). En revanche, le projet d'éradication des pratiques magiques et des superstitions d'origine païenne n'aboutit pas : les conciles, jusqu'au XVII^e siècle, dénonceront toujours les mêmes « déviations », dont on peut observer encore aujourd'hui la permanence dans les campagnes du nord du Portugal.

En 585, le royaume suève, vaincu par son voisin, perdit son indépendance : ses débris ont dès lors constitué la sixième province du royaume wisigothique de Tolède, celle de Galice, et cela pour un peu plus d'un siècle, jusqu'à la conquête musulmane de 711. La Galice a conservé quelques singularités encore pendant un demi-siècle, avant de se fondre dans l'ensemble wisigothique. A partir de ce moment, les décisions se prennent à Tolède et les grands courants ibériques de pensée se développent autour de personnalités étrangères à la région, comme Isidore de Séville. Seule la vie monastique témoigne d'une certaine

originalité, grâce à un autre évêque de Braga, Fructueux, dont l'action se développe dans la seconde moitié du VII^e siècle. Ses monastères, comme ceux d'Irlande, accueillent des familles entières qui se soumettent à un ascétisme rigoureux, bien éloigné des préoccupations de modération préconisées par Isidore de Séville.

Cependant l'ancien royaume suève ne tourne pas le dos à la péninsule, dont il reçoit et accepte les influences. Cela est particulièrement manifeste dans le domaine artistique où l'Ouest ibérique adopte les principales tendances de l'art romano-wisigothique. Si on ne devait retenir, en territoire portugais, qu'une seule de ses réalisations, ce serait assurément l'église São Frutuoso de Montelios. Construite à proximité de Braga dans la seconde moitié du VII^e siècle pour servir de mausolée à l'évêque ascète Fructueux, elle représente l'un des joyaux de l'architecture religieuse de ces siècles. Elle est établie sur un plan en croix grecque dont les quatre bras sont strictement égaux. A leur croisée, au-dessus du carré central, s'élève une tour qui domine sensiblement les toitures des autres parties. On y trouve tous les ingrédients de l'art romano-wisigothique, accompagnés d'influences orientales ayant transité par l'Italie et plus précisément par Ravenne. Comme dans la plupart des édifices wisigothiques, la construction est faite de gros blocs bien taillés et montés à joint vif. A l'intérieur, on observe l'emploi systématique de l'arc outrepassé (dit aussi « en fer à cheval »), également cher aux Wisigoths : il apparaît dans la triple arcature qui permet de passer du carré central dans chacune des autres parties, mais il est utilisé aussi pour dessiner le plan même de l'abside et des bras du transept. Les influences ravennates, quant à elles, sont sensibles dans l'équilibre général (comparable à celui que l'on observe, dans cette ville, au mausolée de Galla Placidia) et dans le décor extérieur. Ici une succession d'arcs de formes diverses, utilisés en frises ou dessinés sur les façades, animent les murs et rompent l'austérité du matériau, tandis que des frontons triangulaires soulignent les sommets des quatre murs où aboutissent les bras de la croix grecque. Quant au tombeau du saint, il est édifié dans une niche ménagée à l'extérieur, dans le mur nord de l'abside. C'est du moins la situation que

l'on peut observer actuellement, situation tributaire d'une restauration discutée, effectuée en 1931. Par ailleurs cette description fait à bon compte abstraction de l'énorme église franciscaine du XVIII^e siècle qui domine et mutile en partie la chapelle funéraire wisigothique. Cela ne suffit pourtant pas pour écarter ce joyau architectural de notre quête des strates qui fondent l'édifice portugais.

Un Islam discret

Il reste à évoquer une dernière domination précédant l'instauration de la monarchie portugaise : celle des Arabes et des Berbères porteurs de l'Islam. Sa durée et son intensité ont considérablement varié du nord au sud du pays. On peut, en effet, considérer que l'ensemble du pays a été conquis dès les mois, au plus tard les années, qui ont suivi le passage des troupes musulmanes d'Afrique en Europe, en 711. Mais si la présence musulmane fut relativement brève et surtout très peu pesante au nord du Douro, à l'inverse, les régions situées au sud du Tage durent attendre le milieu du XIII^e siècle pour s'en libérer. D'où, bien évidemment, des traces différentes de la domination musulmane selon les régions. Mais combien de musulmans, arabes et berbères, occupèrent l'Ouest ibérique au cours du VIII^e siècle ? Ont-ils, par ailleurs, bouleversé les structures anciennes, en partie héritées de Rome à travers des régimes germaniques admirateurs de l'Empire romain ? Autant de problèmes que l'on souhaiterait résolu pour tenter de mesurer l'islamisation et l'orientalisation de la région. Si l'on estime à environ 50 000 le nombre des guerriers venus d'Afrique qui se sont installés dans l'ensemble de la péninsule au VIII^e siècle, on peut considérer que la partie occidentale n'a pas dû connaître une occupation très dense, compte tenu de sa situation atlantique et de son caractère excentré par rapport à Cordoue, la capitale de l'émirat, puis du califat. Mais l'influence ne se mesure pas seulement au nombre. Il faut, en effet, tenir compte du fait que ce sont sans doute des familles entières, et non des guerriers célibataires, qui se sont installées dans ces régions, ce qui leur a permis de conserver

plus sûrement leurs habitudes de vie. Par ailleurs, si l'islamisation des autochtones semble avoir stagné jusqu'à l'an mille, elle a beaucoup progressé au cours des deux siècles suivants dans les régions encore dominées par les musulmans. L'arabisation a sensiblement affecté la langue portugaise, après avoir fortement contaminé le latin de la région : environ 500 mots sont passés de l'arabe au portugais. Ils affectent surtout les domaines du vêtement, du mobilier et de la technique, c'est-à-dire ce qui attirait le plus les chrétiens soumis à la domination musulmane et provoquait leur admiration.

Autre témoignage de l'arabisation : la toponymie, notamment au sud du Mondego où beaucoup de noms de lieux rappellent le souvenir de propriétaires arabes. Quant aux monuments de la région qui révèlent l'influence de l'Islam, ils sont en très petit nombre, des destructions importantes ayant suivi la reconquête. Il faudra se satisfaire de deux exemples, d'intérêt différent. En inversant l'ordre chronologique, on s'intéressera d'abord à la mosquée de Mertola, au sud-est de Béja, en Alentejo. Établie en contrebas du château, mais dominant néanmoins le reste du village enserré par sa muraille et tourné vers le Guadiana, elle a été transformée en église dès la reconquête du milieu du XIII^e siècle, sans que la structure de l'édifice soit sensiblement modifiée. L'autre témoignage de l'influence orientale en matière architecturale est d'un tout autre ordre : il s'agit de l'église de Lourosa, à mi-chemin entre Coïmbre et la serra da Estrela. Édifiée au début du X^e siècle, c'est la meilleure illustration en territoire portugais de l'art des Mozarabes. On appelle ainsi les chrétiens ayant vécu sous régime musulman et ayant adopté la langue, le costume, l'onomastique de l'occupant, mais non sa religion. Admirateurs de la civilisation musulmane telle qu'elle se manifestait alors à Cordoue, ils en ont introduit des éléments dans leurs propres édifices culturels. A São Pedro de Lourosa, comme dans les églises mozarabes du Léon, on est resté fidèle au plan basilical à trois nefs, en privilégiant les lignes horizontales. L'abside, de plan quadrangulaire à l'intérieur comme à l'extérieur, émerge peu de l'ensemble. Mais l'emploi systématique de l'arc outrepassé tant dans l'arcature séparant les nefs que dans les fenêtres hautes (formées d'un arc double,

connu dans l'art musulman sous l'appellation d'*ajimez*), témoin d'une ouverture aux courants venus du califat de Cordoue.

Ainsi Lusitaniens, Romains, Suèves, Wisigoths, Arabes et Berbères : chacun de ces peuples a assuré sa domination sur le territoire qui constitue le Portugal et chacun y a laissé son empreinte, plus ou moins affirmée. Au Portugal même, on a longtemps ignoré la richesse de ce patrimoine antérieur à l'indépendance, au point de confondre parfois ce qui relevait des Wisigoths et ce qui émanait des Mozarabes... Pire, l'imaginaire collectif a souvent attribué aux Maures, comme en témoigne la toponymie, les grandes constructions castrales de l'âge du fer. Cette rapide évocation avait pour objectif d'attirer l'attention sur l'importance de ce passé anté-portugais. Elle nous servira aussi de point d'ancrage dans la description de la naissance de l'État indépendant.

Un nom pour un pays

« Une région ou un pays n'existent que si on peut les nommer. A partir de quand parle-t-on de Portugal ? Sous quelle forme et dans quel but ? »

On sait que peu de temps après l'arrivée des musulmans dans la péninsule, la résistance chrétienne commença à s'organiser dans le Nord-Ouest, où s'éleva un premier État chrétien, le royaume asturien ou astur-léonais. Celui-ci comprenait quatre grandes unités administratives (Asturies, Léon, Castille

Portugal pluriel (XI^e-XIII^e siècles)

Quelle que soit l'importance des dominations antérieures à l'an mille, il reste que la véritable histoire du Portugal commence avec la reconquête chrétienne. Car c'est bien elle qui a déterminé son cadre territorial, son nom, son régime politique et l'originalité de ses structures. Mais cette reconquête s'est effectuée sur une longue durée : pas moins de quatre siècles. D'où l'existence, au plan territorial, de plusieurs Portugal successifs, selon l'avancée de la « frontière » avec les musulmans. Mais les phases successives de la reconquête ont imposé aux différentes zones une organisation militaire et administrative différente selon leur degré d'éloignement des zones de combat : d'où aussi plusieurs Portugal simultanés. Portugal pluriel : c'est sur ces bases qu'il faudra édifier un État et une Nation.

Un nom pour un pays

Une région ou un pays n'existent que si on peut les nommer. A partir de quand parle-t-on de Portugal ? Sous quelle forme et dans quel but ?

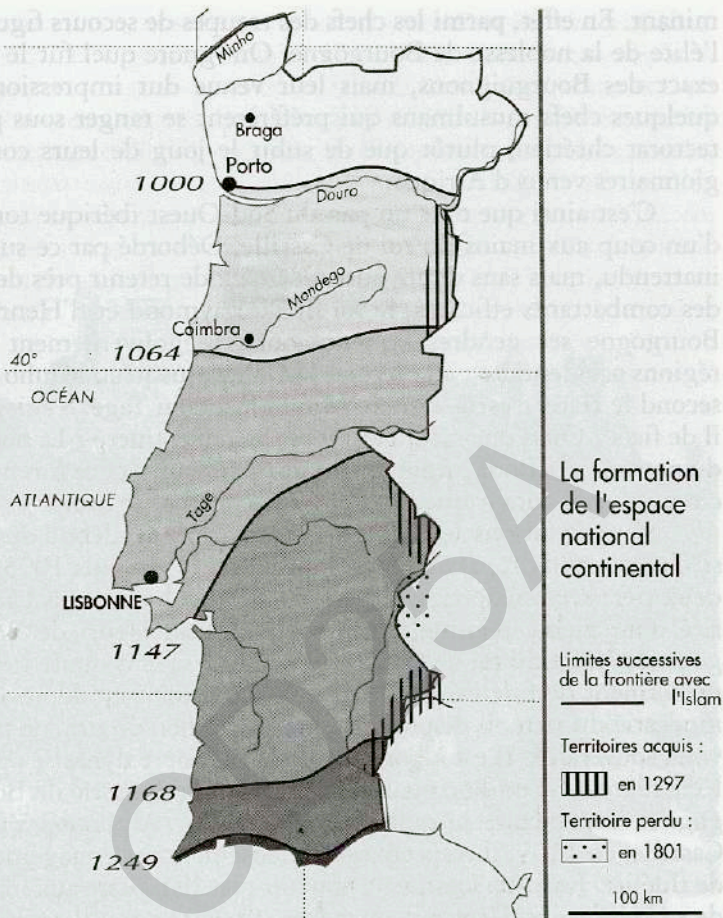
On sait que peu de temps après l'arrivée des musulmans dans la péninsule, la résistance chrétienne commença à s'organiser dans le Nord-Ouest, où s'ébaucha un premier État chrétien, le royaume asturien ou astur-léonais. Celui-ci comprenait quatre grandes unités administratives (Asturies, Léon, Castille

et Galice) dénommées « terres » ou « provinces », et soumises à l'autorité d'un comte ou d'un duc. Mais ces circonscriptions étaient encore trop vastes pour relever directement d'un seul commandement, ce qui provoqua l'émergence d'entités plus petites, elles-mêmes confiées à des gouverneurs. C'est à la faveur de ce mouvement que, dès la fin du IX^e siècle, le territoire situé entre le Douro (au sud) et le Lima (au nord) put s'émanciper de la province de Galice et se ranger lui-même sous l'autorité d'un duc. Celui-ci siégeait de préférence à Portucale, un ancien centre suève, formé par la réunion de la vieille acropole de Calem (Vila Nova de Gaia) et d'un établissement portuaire plus récent situé à proximité. Déjà doté d'un centre épiscopal et donc chef-lieu d'une cité portant son nom, Portucale devint naturellement le chef-lieu de la nouvelle circonscription administrative, que l'on appelait tour à tour « territoire » ou « terre » ou « province » de Portucale. Plus tard, on oubliera le noyau urbain primitif de Calem pour ne retenir que la réalité portuaire, et la ville s'appellera Porto. Mais le pays conservera le nom primitif de sa première capitale.

Quant aux ducs, ils pourront transmettre leur fonction à leurs descendants jusqu'en 1071, assurant ainsi à leur famille une forte implantation territoriale. Mais leur influence s'étendit difficilement au sud du Douro lorsque la reconquête y progressa : après s'être emparé définitivement de Coïmbre en 1064, le roi de Castille et Léon, Ferdinand I^{er}, y nomma un autre duc, un Mozarabe, coupant court à toute velléité de constituer dans l'Ouest une province trop importante. Ainsi, à la fin du XI^e siècle encore, le mot Portugal, en tant que substantif, ne désigne qu'une ville, celle de Porto ; employé comme adjectif, il désigne la circonscription dont la ville était le chef-lieu. Autrement dit, il existe bien une terre portugaise ou une province portugaise, mais de Portugal point. Et rien ne peut encore laisser présager le succès du mot.

Un roi pour un État

Il fallut un coup de pouce du destin pour assurer l'unification des terres de l'Ouest, puis leur autonomie. Il se présenta



par la conjonction de deux événements extérieurs. Le premier, ce fut en 1086 l'apparition en Espagne de nouveaux conquérants venus d'Afrique, les Almoravides, qui réunifièrent dans la péninsule un pouvoir musulman émietté entre une vingtaine de petits états rivaux. Le rapport de forces jusque-là favorable aux chrétiens fut alors renversé et le roi de Castille et Léon, Alphonse VI, dut déléguer une partie de son pouvoir et faire appel à des renforts extérieurs : c'est le second événement déter-

minant. En effet, parmi les chefs des troupes de secours figurait l'élite de la noblesse de Bourgogne. On ignore quel fut le rôle exact des Bourguignons, mais leur venue dut impressionner quelques chefs musulmans qui préférèrent se ranger sous protectorat chrétien, plutôt que de subir le joug de leurs coreligionnaires venus d'Afrique.

C'est ainsi que tout un pan du Sud-Ouest ibérique tomba d'un coup aux mains du roi de Castille. Débordé par ce succès inattendu, mais sans doute aussi désireux de retenir près de lui des combattants efficaces, le roi fit de Raymond et d'Henri de Bourgogne ses gendres et leur confia le gouvernement des régions occidentales : au premier la Galice, jusqu'au Minho ; au second le reste, c'est-à-dire du Minho jusqu'au Tage. S'agissait-il de fiefs ? Ou d'une reconnaissance de souveraineté ? La nature du pouvoir des Bourguignons n'était pas précisée et ce furent les circonstances autant que les hommes qui firent le droit.

Si nous faisons le point de la situation au début du XII^e siècle, elle nous apparaît de la façon suivante : depuis 1093, les deux tiers septentrionaux de l'actuel Portugal sont sous l'autorité d'un même homme, d'origine française, Henri de Bourgogne, gendre du roi de Castille, auquel il est sans doute lié par un serment de fidélité. Il s'intitule comte, mais en dépit de la modestie du titre, il dispose en fait, à titre héréditaire, de pouvoirs souverains. Il est à l'origine de la première dynastie appelée à régner sur un Portugal indépendant : la dynastie de Bourgogne. Cependant, jusqu'à la mort du roi Alphonse VI de Castille, en 1109, il respecte scrupuleusement ses engagements de fidélité. Ensuite, lorsque le pouvoir castillan passe aux mains de sa belle-sœur, Urraca, l'autre fille du défunt roi, il refuse de s'y plier : le processus d'indépendance est enclenché.

Ourique : petite cause, grands effets

Ce n'est pourtant pas par Henri de Bourgogne, mais par son fils, Alphonse-Henri, que la monarchie portugaise devait être proclamée. Il importe d'en préciser les circonstances. Après la mort du comte Henri, en 1112, le pays connut plusieurs années de difficultés. En effet, sa succession fut alors revendiquée



Leiria. Château sur lequel s'est appuyée
la reconquête chrétienne (XII^e siècle)

quée à la fois par sa veuve, la « reine » Thérèse, et par son fils Alphonse-Henri. La première alla chercher des appuis auprès de l'aristocratie galicienne, tandis que le second s'entourait de fidèles portugais. Ceux-ci sortirent finalement vainqueurs de cette guerre des clans : en 1128, Thérèse fut déposée, le clan galicien fut écarté, et Alphonse-Henri assumait la fonction comtale. Il dut néanmoins attendre encore douze années avant de prendre le titre de « roi des Portugais ». Il ne franchit, en effet, le pas qu'après s'être assuré de succès significatifs sur les musulmans.

C'est là qu'intervient, en 1139, l'épisode d'Ourique, dont l'exploitation politique et idéologique a été sans commune mesure avec la relative banalité effective. De quoi s'agit-il ? Sans doute de l'une de ces razzias annuelles dirigées contre les Almoravides et destinées à se procurer du butin, un épisode de cette guérilla sans visée territoriale, mais qui régulait l'échange entre les deux dominations, la chrétienne et la musulmane. Ce raid, cependant, pénétra plus loin en territoire musulman que les précédents, si du moins on peut localiser la bataille d'Ourique au lieu-dit de ce nom en Alentejo. Cela dit, le succès d'Ourique ne relevait pas du pur hasard : il avait été préparé par la construction, quatre ans plus tôt, du château de Leiria, poste avancé en direction des Maures.

De toute manière, quelles que soient son importance et sa localisation, le combat d'Ourique est indissociable de l'apparition, l'année suivante, du titre de roi, en remplacement de celui de comte, dans la titulature d'Alphonse-Henri. Il est vrai qu'en 1137 le roi de Castille, Alphonse VII, avait, quant à lui, pris le titre d'empereur, et de ce fait la hiérarchie ibérique était encore respectée. Pourtant, c'est seulement en 1143, à Zamora, que l'« empereur » reconnaîtra à son voisin portugais le titre de roi, sans pouvoir d'ailleurs obtenir de lui l'hommage vassalique, qu'Alphonse-Henri avait préféré prêter au pape, suzerain moins contraignant parce que plus éloigné.

Plus tard, beaucoup plus tard, l'exploitation idéologique d'Ourique devait recevoir de nouveaux développements. Au XIV^e siècle, on accrédita l'idée qu'Alphonse-Henri avait spontanément été acclamé roi sur le champ de bataille par ses troupes,

ce qui aurait constitué la reconduction d'anciennes pratiques germaniques et situé la monarchie portugaise dans la continuité wisigothique. A la fin du XV^e siècle, la légende s'accrut de connotations religieuses : avant la bataille, le Christ serait apparu à Alphonse-Henri pour l'assurer de la victoire. Le fondateur de la monarchie apparaissait alors comme l'élu de Dieu, et le peuple portugais se voyait conforté dans sa mission d'évangélisation et de colonisation universelles, tandis que l'institution monarchique était située dans une sphère qui dissuadait toute velléité de mise en tutelle. C'est dire tout le pouvoir évocateur et tout le stimulant nationaliste d'Ourique dans les mentalités portugaises, et cela jusqu'au XX^e siècle, y compris après la disparition de la monarchie.

Le rectangle portugais

Sans son idéalisation, Ourique n'aurait pas laissé de traces dans les annales portugaises, car son rôle militaire est négligeable. En revanche, les combats menés par Alphonse-Henri peu avant le milieu du siècle eurent une tout autre portée : en 1147, en effet, le nouveau roi s'assura la possession de deux villes importantes, Santarem et Lisbonne, la première par ses propres forces militaires, la seconde grâce à l'aide d'une flotte anglaise et flamande faisant voile vers le Proche-Orient dans le cadre de la seconde croisade. Désormais la frontière du Tage était atteinte et des régions déjà plus marquées par l'influence musulmane étaient rattachées au royaume. Du point de vue religieux, ces nouvelles populations étaient soit musulmanes, soit chrétiennes (mozarabes). Mais aux yeux des hommes venus des bords du Douro, rien ne les distinguait : même langue, mêmes vêtements, mêmes coutumes. Il fallut parfois l'intervention d'hommes d'Église éminents, écoutés du roi, pour qu'on ne réduise pas en esclavage des prisonniers chrétiens ! Mais cela ne suffit pas toujours à sauver les Mozarabes, qu'il s'agisse de simples fidèles ou de membres du clergé, de la violence des croisés : l'évêque mozarabe de Lisbonne lui-même périt victime de leur aveuglement en 1147.

L'achèvement territorial allait cependant être de nouveau différé, en raison de l'arrivée dans la péninsule d'une nouvelle vague musulmane, elle aussi porteuse d'une volonté de régénérer l'islam andalou : celle des Almohades. Dix ans après la prise de Lisbonne par Alphonse-Henri, ceux-ci réussirent à unifier le Sud ibérique. La reconquête chrétienne piétina de nouveau, malgré l'arrivée des renforts constitués par les Ordres militaires. Quelques villes furent cependant enlevées aux musulmans, comme Alcacer, Evora, Serpa, Moura, mais ces efforts furent anéantis par la grande offensive almohade de 1184 qui imposa de nouveau le Tage comme frontière.

Les successeurs d'Alphonse-Henri, mort en 1185, durent s'employer à refaire le terrain perdu. Cela leur prit soixante-cinq années. On peut s'étonner d'une telle durée. Mais il ne faut pas oublier que la présence musulmane au sud des possessions portugaises n'avait pas que des inconvénients : c'est par son intermédiaire que l'or, monnayé ou non, parvenait en territoire chrétien, et il pouvait être plus intéressant de maintenir sous protectorat un prince musulman solvable plutôt que de l'évincer brutalement. C'est ce que ne comprenaient pas toujours les croisés du Nord-Ouest de l'Europe lors de leurs escales portugaises : à cinq reprises, entre 1189 et 1217, ils intervinrent pour aider à la reprise des places. Peine perdue ! Ce n'est qu'au milieu du XIII^e siècle que le roi Alphonse III (1248-1279) décida d'en finir, en conquérant la pointe sud-occidentale de la péninsule, qu'il désignera de la même façon que les Arabes : *al-Gharb* (Algarve), c'est-à-dire l'Ouest. La titulature royale put alors s'amplifier : Alphonse III et ses successeurs s'intitulèrent désormais « roi de Portugal et d'Algarve ».

Le rectangle portugais est alors formé, et définitivement, si l'on met à part quelques rectifications frontalières mineures, comme celle que devait entériner, en 1297, le traité d'Alcañices avec la Castille, et au terme duquel le Portugal recevait une étroite bande de terre peu peuplée, dans la région de Riba Côa, au nord-est du pays. Beaucoup plus tard, en 1801, le Portugal devra céder à la Castille la ville d'Olivença, en Alentejo, sur la rive gauche du Guadiana. De toute manière ces limites ne devaient rien à une conscience « nationale », mais, comme

celles de la Castille ou de l'Aragon, elles étaient le fruit d'initiatives royales et de succès militaires. A l'intérieur, on ne trouvait encore qu'une mosaïque d'entités socio-politiques.

Multiple visages

Si la reconquête a généré plusieurs Portugal successifs, elle a aussi imposé la coexistence, pendant plusieurs générations, de plusieurs Portugal simultanés. Le grand médiéviste portugais José Mattoso en a bien mis en évidence les nombreux aspects. Il y a alors non seulement un Portugal chrétien et un Portugal musulman (et mozarabe), mais aussi un Portugal éloigné des zones de combat et un Portugal de la frontière ; un Portugal conquérant et colonisateur, et un Portugal conquis et colonisé. Or ces différents Portugal ne fusionnent qu'à partir de la seconde moitié du XIII^e siècle. On n'insistera pour l'instant que sur l'un de ces contrastes, le plus fondamental, celui qui juxtapose des régions où l'autorité seigneuriale s'impose et celles où l'emporte la structure d'autonomie villageoise ou urbaine, et que nous appellerons respectivement le Portugal de la contrainte et le Portugal des franchises.

On sait que ce qui caractérise la plupart des régions de l'Occident européen aux environs de l'an mille, c'est l'éclatement des pouvoirs entre une multitude de petites cellules rivales dont le maître, un châtelain ou un haut dignitaire ecclésiastique, porte le titre de seigneur ou de sire. Ce processus d'émiettement avait commencé dès les temps carolingiens, quand les rois avaient vu leur autorité contestée à la périphérie de leurs royaumes, par les « princes », puis quand ceux-ci, à leur tour, avaient été victimes de la volonté d'indépendance de leurs propres comtes. En dehors de l'espace carolingien le même phénomène s'est manifesté dans la péninsule ibérique, d'abord en faveur des ducs des provinces, puis, à l'intérieur ou à la périphérie de celles-ci, en faveur des comtes.

Le comté de Portugal, au XI^e siècle, avant l'installation d'Henri de Bourgogne en 1095, n'échappa pas à l'évolution générale. Dans les zones périphériques du comté, qui sont aussi

les plus accidentées et les plus compartimentées par le relief, certains gardiens de châteaux réussirent à dominer de manière autonome les populations environnantes et à se comporter en seigneurs. Ils appartenaient auparavant à la suite armée des comtes, mais s'en détachèrent alors pour former et gérer leur propre cellule de pouvoir, mobilisant les paysans à leur service et les traduisant devant leur propre tribunal au moins pour les litiges relevant de la basse justice. Pourtant, contrairement à ce qui se passe dans un certain nombre de régions européennes, ces châtelains ne réussirent pas à rivaliser vraiment avec les comtes. Par ailleurs le mouvement s'étendit très peu au sud du Douro, qui resta sous autorité publique.

Le mouvement seigneurial devait cependant connaître un regain d'activité au cours du XII^e siècle, et cela avec la complicité objective des souverains. En effet, les troubles consécutifs à la mort du comte Henri en 1112 ont amené chacun des belligérants, la « reine » Thérèse et le comte Alphonse-Henri, à s'attacher une clientèle de fidèles qu'il a fallu rémunérer par des dons de terre. Or la plupart de ces dons étaient assortis de privilèges d'autonomie administrative, fiscale et judiciaire : il était ensuite tentant, pour les bénéficiaires ou leurs successeurs, à la faveur de difficultés passagères du pouvoir royal, de passer de l'autonomie déléguée à une indépendance usurpée. C'était une seconde voie, plus efficace, de constitution de seigneurie. Outre les seigneurs laïcs, les ordres religieux et militaires en furent les principaux bénéficiaires : ce sont eux qui dominent la plus grande partie du pays au sud de la Cordillère centrale.

Ainsi le « Portugal de la contrainte » est-il relativement étendu : la seigneurie est la structure dominante dans le Minho, comme aussi en Estrémadoure et en Alentejo. Néanmoins cette seigneurie n'est pas excessivement rigoureuse, car l'autorité royale a longtemps pu conserver l'exercice de la haute justice et le contrôle de la plupart des châteaux. Par ailleurs les exigences des seigneurs ont sans doute été freinées par l'attrait qu'exerçaient sur leurs sujets les régions de frontière.

Multiplés villages

La région des franchises correspond en gros au Portugal central, entre le Douro et le Tage. Mais la situation est en fait beaucoup plus complexe : si on trouve peu de villes et villages dotés de chartes de franchise au nord du Douro, elles sont, en revanche, nombreuses au sud du Tage. Surtout, on s'aperçoit que l'octroi des franchises affecte en priorité les zones exposées, les zones frontalières : frontière du Douro vers l'an mille, frontière du Tage vers 1150, mais aussi frontière avec la Castille à tout moment. Dans ces régions, villes et villages reçoivent du roi d'amples libertés, de manière à attirer des immigrants et à les y maintenir. Dans un second temps, au XIII^e siècle, les plus grands des seigneurs se verront contraints de consentir à leurs sujets des avantages analogues pour assurer le peuplement et la mise en valeur de leurs terres.

Ces villages occupent souvent des positions défensives importantes, sur des sites de collines, d'éperons ou de pitons rocheux. Un certain nombre sont aujourd'hui abandonnés, mais d'autres occupent toujours l'espace délimité par l'enceinte médiévale. Dans l'un et l'autre cas, ils permettent de reconstituer le cadre de vie des paysans portugais et constituent un élément intéressant du patrimoine architectural. Il est difficile de faire un choix entre eux pour illustrer leur présentation. Voici d'abord un village bien vivant, mais tout à fait isolé, du Tras-os-Montes, la région du Nord-Est portugais : Pena Roia. A l'extrémité d'une plate-forme ovale d'un demi-hectare de superficie est édifié un château, comportant un fort donjon quadrangulaire ; une muraille d'enceinte souligne les bords de la plate-forme et en assure la défense. Au pied de cet ensemble, quelques dizaines de maisons regroupées autour de l'église constituent le village : village ouvert, exposé, mais où hommes et animaux peuvent à tout moment trouver refuge à l'intérieur de l'enceinte.

Veut-on une autre formule ? En Beira Alta, voici Marialva, centre romain occupé par les musulmans au temps du califat de Cordoue, repris par les chrétiens au cours du XI^e siècle. Le village médiéval était entièrement contenu dans une enceinte de

600 mètres de longueur, percée de quatre portes. Le château occupe une position dominante et relativement centrale à l'intérieur de l'enceinte. Il est lui-même entouré de sa propre enceinte, très forte, dont le donjon constitue l'ultime réduit défensif. Le tissu urbain y était sans doute très lâche, à l'image de ce que l'on trouvait alors dans le Sud-Ouest français, avec des jardins séparant les maisons. Notons que les derniers habitants n'ont évacué l'espace intra-muros qu'au début du ^{XX}^e siècle, pour aller rejoindre le village ouvert établi à proximité immédiate de l'enceinte ou la bourgade qui s'est développée à quelques centaines de mètres, et qui portent l'un et l'autre le même nom de Marialva.

Enfin, sur un site beaucoup plus tourmenté, voici Monsanto, toujours en Beira, face à la frontière castillane. Le village actuel a émigré vers le bas de l'escarpement, du côté le moins accidenté, le plus propice aussi aux cultures. Mais le village médiéval était entièrement perché et contenu dans une vaste enceinte, faite de gros blocs de pierre soigneusement taillés et bien ajustés. Les ruines d'une église romane entourée de tombes en marquent encore le centre. Mais seule la haute cour possède les citernes nécessaires aux réserves d'eau.

On pourrait continuer longtemps cette évocation des villages ou bourgades ; on pourrait collecter d'autres exemples dans les régions plus longtemps dominées par l'Islam. Mais le lecteur s'étonnera peut-être déjà de l'évocation qui précède, car le village ne trouve pas habituellement place dans un ouvrage d'histoire générale. Pour justifier ce choix, quelques remarques s'imposent. D'abord, sur la coïncidence entre chartes de franchises et villages fortifiés ou dominés par un château. Cette coïncidence peut, en effet, paraître paradoxale, car on associe plus spontanément château à seigneurie, et donc à contrainte, qu'à autonomie villageoise, et donc à franchises. Il faut répéter, à ce sujet, que la plupart des châteaux sont royaux et que l'une de leurs raisons d'être est de défendre, à un moment donné, une frontière, ce qui explique les privilèges et libertés consentis aux villageois. Sur un tout autre plan, on remarquera que l'on retrouve dans le Portugal des ^{XI}^e-^{XIII}^e siècles les formes villageoises qui marquent aussi les campagnes des autres pays euro-

péens : rien ne ressemble plus à un village fortifié portugais qu'un *castrum* italien ou languedocien, ou qu'un castel aquitain ou un bourg de la France de l'Ouest.

Mais comment vit-on dans ces villages ? Comment se manifestent les solidarités issues des franchises ? Elles intéressent divers pôles de l'activité du village. Les plus fréquentes sont occasionnées par les activités agraires, notamment les activités pastorales, dans le cadre des immenses zones non cultivées que comportent tous les villages et que l'on appelle le *monte*. Elles se manifestent par la présence de bergers communaux et de percepteurs des taxes de dépaissance prélevées sur les troupeaux étrangers transhumants, les uns et les autres rémunérés par le « conseil », c'est-à-dire l'organe de gestion du village. Dans certains cas, la justice elle-même est en partie municipale, même si un représentant de l'autorité centrale siège toujours dans le tribunal. D'autres, enfin, accèdent à l'autonomie financière et fiscale en négociant avec les représentants du roi le montant global de l'impôt pour l'ensemble du village, puis en assurant la répartition et la perception par foyer. Ainsi, la communauté villageoise des XII^e et XIII^e siècles constitue un ensemble cohérent, non exempt, certes, de rivalités internes, mais solidaire vis-à-vis de l'étranger.

Quant à la vie quotidienne de ces paysans de l'Ouest ibérique, elle ressemble à celle de tous leurs congénères de l'Europe médiévale. La plupart s'adonnent, dans le cadre de petites exploitations, à une polyculture de subsistance, faite de céréali-culture, de viticulture et d'oléiculture. Les techniques y sont les mêmes qu'ailleurs, avec l'utilisation de l'araire comme instrument de labour, et les rendements céréaliers dérisoires. Mais c'est une situation qui devait traverser les siècles : on pouvait encore observer, au milieu du XX^e siècle, dans le nord-est du pays, des champs de céréales, blé ou orge, dont les rendements ne dépassaient pas les quatre ou six quintaux à l'hectare. En agriculture, le Moyen Âge portugais se poursuit bien au-delà du XV^e siècle !

Une province de l'Europe romane

L'attention du voyageur qui visite le Portugal n'est peut-être pas spontanément attirée par l'art roman, sauf sans doute à Coïmbre. Pourtant les réalisations de l'époque romane furent nombreuses et leurs vestiges restent importants, au point qu'ils justifient pleinement les deux volumes consacrés récemment au Portugal roman dans la célèbre collection « la Nuit des temps » des éditions Zodiaque. Bien entendu, cette forme d'art n'intéresse que les parties septentrionale et centrale du pays, c'est-à-dire les régions libérées de la domination musulmane avant la fin du XII^e siècle.

La diffusion au Portugal de l'art roman s'explique par trois facteurs qui sont liés. Le premier a déjà été évoqué : c'est la présence, à la tête du pays, à partir de la fin du XI^e siècle, d'une famille de princes d'origine bourguignonne. Elle rend compte par elle-même d'une continuité certaine dans les contacts avec les régions nord-pyrénéennes, et du renouvellement des courants artistiques. Ces princes bourguignons, apparentés à certains grands abbés de Cluny, favorisent par ailleurs la fondation de monastères d'obédience ou d'inspiration clunisienne, lesquels remplacent peu à peu les anciens monastères de type wisigothique. Le mouvement, à vrai dire, avait commencé dans la décennie précédant l'arrivée des Bourguignons, mais son essor est bien consécutif à leur implantation. Enfin, on notera que la présence d'un prince bourguignon à Braga et d'un autre en Galice ne pouvait qu'encourager l'afflux de pèlerins d'outre-monts vers le sanctuaire de saint Jacques, à Compostelle. Le XII^e siècle voit, en effet, se mettre en place le grand flux des pèlerins vers le tombeau présumé de l'apôtre. Or on sait l'importance de ce chemin de Saint-Jacques comme relais des influences artistiques européennes à cette époque. Mais une question se pose alors : cet art roman en territoire portugais n'est-il qu'une copie de l'art « français », éventuellement relayé par Saint-Jacques de Compostelle, ou comporte-t-il une part d'originalité ? Après avoir longtemps privilégié le premier terme de l'alternative, les spécialistes s'accordent maintenant plutôt sur le second.

Certes, les influences étrangères sont importantes, mais

sans elles pourrait-on encore parler d'art roman ? Ainsi dans les plus grands édifices, en général les cathédrales, on reconnaît l'influence de diverses provinces françaises : normande à Lisbonne et à Evora, limousine à Porto, « franco-normande » à Coïmbre. C'est dans cette dernière ville que l'on trouve le monument d'emblée le plus intéressant, car le moins remanié : il s'agit de la vieille cathédrale (*Sé Velha*). Son histoire est difficile à reconstituer, mais on peut sans risque relier l'origine de sa construction au choix, par le roi Alphonse-Henri, au lendemain de la bataille d'Ourique, de Coïmbre comme capitale. Il est possible, cependant, que des difficultés financières ou l'incapacité de tel évêque aient amené à différer les premiers travaux jusqu'au début des années soixante du XII^e siècle.

La première impression qui se dégage de la cathédrale de Coïmbre est celle d'un édifice conçu dans une perspective défensive, dans le cadre d'une société entièrement accaparée par l'effort de reconquête et peu assurée du caractère définitif de ses acquisitions territoriales. C'est du moins ce que suggèrent la forme cubique générale, le parapet crénelé ou les petites fenêtres du rez-de-chaussée rappelant des archères. L'édifice pouvait en effet constituer un réduit défensif efficace face à d'éventuels assauts ennemis : bien protégés par les merlons, les archers pouvaient dissuader toute tentative d'escalade des murs, tandis qu'une population assez nombreuse aurait trouvé refuge à l'intérieur ou sur les toits. Pourtant les impératifs de la fonction défensive ont dû s'effacer en partie devant les aspirations esthétiques. Celles-ci se manifestent d'abord par la profondeur de l'ouverture du portail de la façade occidentale et par celle de la fenêtre supérieure qui tient lieu de rosace. Elles se manifestent surtout par l'impression voulue d'horizontalité qui se dégage de l'ensemble, un peu comme dans les églises mozarabes des deux siècles précédents, elles-mêmes influencées par l'art musulman de Cordoue. Le mouvement est créé par les fenêtres et par leurs appuis ; celles de la façade principale sont particulièrement remarquables : petites fenêtres jumelées, dans l'esprit musulman ou mozarabe, elles sont prolongées par des arcs aveugles qui donnent une impression d'ouverture continue. Les bandes lombardes qui soutiennent la fenêtre centrale partici-

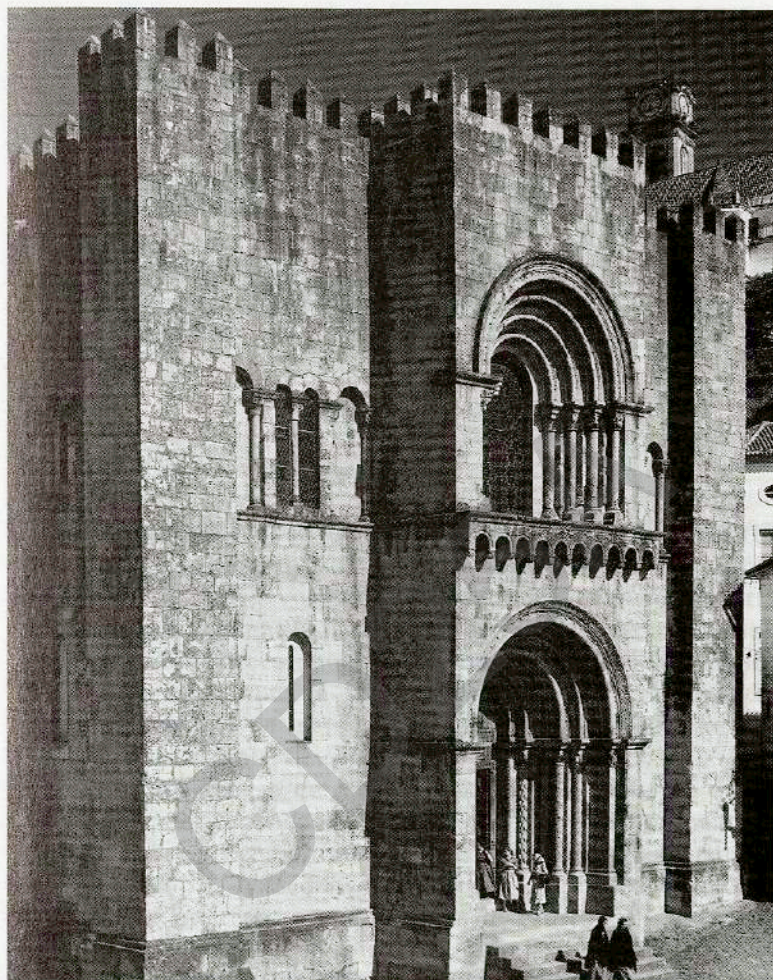
pent également à cette impression d'horizontalité et concourent à équilibrer l'austérité et la verticalité de la fortification.

On a, bien entendu, recherché les édifices européens susceptibles d'avoir servi de modèle. Mais les rapprochements architecturaux que l'on peut faire ne signifient pas nécessairement des influences. Cependant on s'accorde à considérer que si les architectes — deux Français — ont pu s'inspirer de réalisations antérieures, leurs références sont plutôt françaises qu'italiennes. De toute manière la *Sé Velba* de Coïmbre, par son adaptation à la conjoncture militaire et par la conservation des traditions décoratives mozarabes, réalise une forme d'art roman tout à fait originale.

Les amateurs d'art roman s'attarderont encore longtemps en terre portugaise pour découvrir les richesses des petits sanctuaires, souvent rattachés abusivement au « roman bénédictin ». Ils pourront ainsi remarquer les nuances chronologiques et géographiques de la sculpture, en opposant les régions méridionales où, sous l'influence de l'Islam et du mozarabisme, la stylisation des représentations animalières est constante, aux régions septentrionales où se développe un art figuratif très original.

En dehors des édifices religieux, il nous reste aussi un important témoignage de l'activité des architectes romans et du dynamisme des communautés : il s'agit de la Maison municipale (*Domus municipalis*) de Bragance, édifiée probablement au cours de la première décennie du XIII^e siècle et située à l'intérieur de l'enceinte fortifiée de la ville primitive. C'est un édifice bas, de plan pentagonal, d'appareil grossier. Il est éclairé par des arcs en plein cintre reposant deux par deux sur un pilier carré surmonté d'une imposte débordante. La hauteur des piliers, et donc des fenêtres, varie d'un côté de l'édifice à l'autre, en fonction de la hauteur du socle sur lequel ils reposent. L'horizontalité est soulignée par la corniche supérieure qui repose sur des modillons représentant des figures humaines ou animales.

En somme, l'art roman portugais illustre, à sa manière, quelques-unes des caractéristiques du pays. En faveur jusqu'à la fin du XIII^e siècle, il témoigne du retard pris par le Portugal dans beaucoup de domaines par rapport au reste de l'Europe. Diver-



Coïmbre. La cathédrale romane
(Sé Velha, XI^e siècle)

sifié d'une région à l'autre, il est le révélateur du caractère pluriel du royaume des XII^e et XIII^e siècles. Il restait, après l'achèvement territorial du milieu du XIII^e siècle, à construire un État et une Nation.



... dans les temples, varie d'un côté de l'autre, en amon-
... sur lequel ils reposent. L'horizontalité est
... par la corniche supérieure qui repose sur des
... représentant des figures humaines ou animales.
... beaucoup de domaines par rapport au reste de l'Europe.

L'émergence d'un État et l'éveil d'une Nation

L'évolution des institutions politiques portugaises à la fin du Moyen Age accompagne assez fidèlement celle des autres pays européens. On y voit naître notamment les rouages institutionnels qui assurent le passage des temps féodaux aux temps modernes. L'autorité monarchique, fondée jusqu'alors sur des liens contractuels, dans le cadre des engagements vassaliques, s'impose désormais de manière naturelle et incontestée. Le roi, de suzerain qu'il était, devient un véritable souverain.

Il est plus délicat, en revanche, de dater la naissance d'une nation. On peut cependant réunir des éléments témoignant de la prise de conscience par une population de son appartenance à un même peuple, possédant une histoire commune, se reconnaissant des intérêts communs dans le cadre d'un territoire habité par des ancêtres communs et qu'on nomme patrie. Ces composantes de la nation se mettent en place au Portugal à partir du XIII^e siècle, mais elles n'ont guère l'occasion de se manifester avant la fin du XIV^e, lorsque l'indépendance du pays est menacée par les prétentions castillanes.

L'une des premières pierres de l'édifice état/nation est posée à Alcobaça, le plus grand des monastères royaux. Il est contemporain des premières manifestations littéraires de la langue portugaise.

Une langue pour un peuple

L'unification linguistique constitue l'une des composantes de la conscience nationale. Au Portugal, cette unification est réalisée dès le milieu du XIII^e siècle. La langue portugaise qui se définit alors est le fruit d'une synthèse entre le galaïco-portugais pratiqué au Nord et les dialectes mozarabes parlés au Sud. Le choix de Lisbonne comme capitale à partir du milieu du XII^e siècle, l'importance des villes (Coïmbre, Santarem, Evora) de cette zone centrale, ont concouru à promouvoir dans la langue portugaise les dialectes du Centre et du Sud et ont accentué les différences avec le galicien. On estime entre 500 et 1 000 le nombre des mots d'origine arabe intégrés au portugais. L'essor décisif du portugais comme langue nationale eut lieu au temps du roi Denis I^{er} (1279-1325), lorsque celui-ci l'adopta comme langue de sa chancellerie. Bien entendu, ni l'orthographe, ni la syntaxe n'étaient encore fixées, mais la même langue était comprise d'une région à l'autre, sans, par ailleurs, déborder des frontières, ce qui constituait un puissant facteur de conscience nationale.

Langue communément parlée, puis langue administrative, le portugais était-il aussi une langue de culture ? Si on raisonne en termes quantitatifs, on répondra par la négative : l'essentiel de la production littéraire relève toujours du latin. En termes de qualité, il n'en va guère autrement, dans la mesure où l'on ne rencontre pas toujours l'originalité souhaitée. En effet, la seule création importante des derniers siècles médiévaux est celle du chroniqueur Fernão Lopes, le Froissart portugais, auteur, entre 1430 et 1450, d'une *Chronique de D. Pedro* (Pierre I^{er}), d'une *Chronique de D. Fernando* (Ferdinand I^{er}) et des débuts de la *Chronique de D. João* (Jean I^{er}). Il faudrait ajouter à cette production en langue portugaise quelques traités techniques, sur la chasse notamment, et la littérature morale qui cherche à définir l'idéal du bon roi et du bon gouvernement. Les uns et les autres sont influencés par les ouvrages castillans et français consacrés aux mêmes thèmes. Ils reflètent l'ouverture du Portugal aux modes littéraires et aux soucis politiques ou idéologiques européens.

Il faut cependant mettre à part l'œuvre poétique compilée

dans le *Cancioneiro Geral* (« Chansonnier général ») et qui illustre mieux qu'aucune autre l'originalité portugaise. Portugaise ? En fait, il faut ici oublier la frontière avec la Galice et revenir à cette langue antérieure au portugais et commune à l'ensemble des régions du nord-ouest de la péninsule : le galaïco-portugais. Car sur les quelque 160 poètes répertoriés entre la fin du XII^e et le milieu du XIV^e siècle, neuf sont incontestablement portugais et sept incontestablement galiciens, les autres d'identification incertaine. Cette poésie courtoise commence, au Portugal, en 1196, soit un siècle après ses premières manifestations en Aquitaine. Mais elle se poursuit un siècle après les dernières productions françaises, jusqu'au milieu du XIV^e siècle. Jean de Meung a alors achevé *le Roman de la Rose*, les *Minnesänger* ne sont plus créés et Dante a écrit sa *Divine comédie* deux générations plus tôt. Comme dans l'art, on retrouve ici le retard portugais, celui d'un « finistère » européen. Mais la postériorité ne signifie pas pure imitation et manque d'originalité créatrice. Parmi les quelque 1 685 textes actuellement recensés, plusieurs centaines n'ont pas d'équivalent dans les autres aires de production de la poésie courtoise.

On regroupe l'ensemble en trois genres : chants d'ami, chants d'amour, chants de médisance et de raillerie. La grande originalité par rapport au reste de la famille européenne, ce sont les chants d'ami où le poète met en scène une femme, qui exprime ses sentiments à l'égard de celui qu'elle aime. Cette femme n'est pas une femme mariée, mais une jeune fille, pas une dame d'ascendance illustre, mais une jeune femme dans laquelle tous les milieux sociaux peuvent se reconnaître ; une « fiancée » qui attend son « promis », réel ou imaginé, aux prises avec les dangers du voyage, de la mer ou de la guerre. Elle l'attend dans des lieux agréables, près de sources, de rivières, de fontaines, au bord de la mer, parfois près d'un sanctuaire. La nature est omniprésente, dispensant abondamment ses fleurs et ses oiseaux. Elle l'attend presque toujours en compagnie d'autres femmes : la mère, gardienne du foyer, la sœur, confidente, sans qu'on soupçonne l'existence d'un père ou d'un frère. Les chansons de médisance et de raillerie sont beaucoup plus heurtées et empreintes de violence. Elles raillent les couards, les

félons, les malchanceux, avec en contrepoint un idéal de grandeur d'âme, de hardiesse et de prouesse, autres thèmes chers à toute la grande famille des troubadours et des trouvères. Courtoisie tardive dans l'ensemble européen, mais sans déchéance : au contraire, l'apport galaïco-portugais constitue un prolongement original et important.

Cette culture était bien évidemment diffusée en dehors du réseau des établissements d'enseignement. Avant la création de l'Université à la fin du XIII^e siècle, l'enseignement était dispensé par les écoles cathédrales et conventuelles. Les dominicains et les franciscains étaient particulièrement actifs dans les villes, mais les grandes abbayes des autres ordres possédaient aussi leurs écoles. Les programmes, à base de grammaire et de logique, exceptionnellement de philosophie et de théologie, ne différaient pas de ceux des autres écoles européennes. C'est Denis I^{er} qui créa l'Université à Lisbonne et lui obtint l'approbation pontificale en 1290. Ses objectifs étaient sans doute de fournir au pays des administrateurs compétents. Mais la fondation n'atteignit jamais ses objectifs. Malgré un nombre très réduit de maîtres (moins d'une vingtaine, cinq seulement au début du XIV^e siècle) et d'étudiants (entre 100 et 200, alors que Montpellier en réunissait plus de 1 000), l'Université ne trouva pas longtemps place à Lisbonne où elle était jugée fautrice de troubles. Transférée à Coïmbre en 1308, elle n'y resta que trente ans, accusée de gêner la quiétude des bourgeois et des couvents. Elle y revint cependant en 1354, pour 23 ans, avant de repartir pour Lisbonne. Ce chassé-croisé entre Lisbonne et Coïmbre ne pouvait pas favoriser un enseignement de qualité. Non seulement l'Université portugaise n'atteignit jamais une réputation comparable à celles de Paris, Oxford, Bologne ou Salamanque, mais elle n'accéda que très tardivement aux enseignements les plus prestigieux. Elle dut longtemps, en effet, se contenter d'enseigner les deux principaux « arts », la grammaire et la dialectique, ainsi que le droit sous ses deux formes, canonique et civil. Elle dut attendre la fin du XIV^e siècle pour obtenir un enseignement de la théologie, considérée comme l'achèvement de toutes les sciences. En fait le rôle essentiel de l'Université – mais ce n'est pas négligeable – a consisté à diffuser au Portugal,

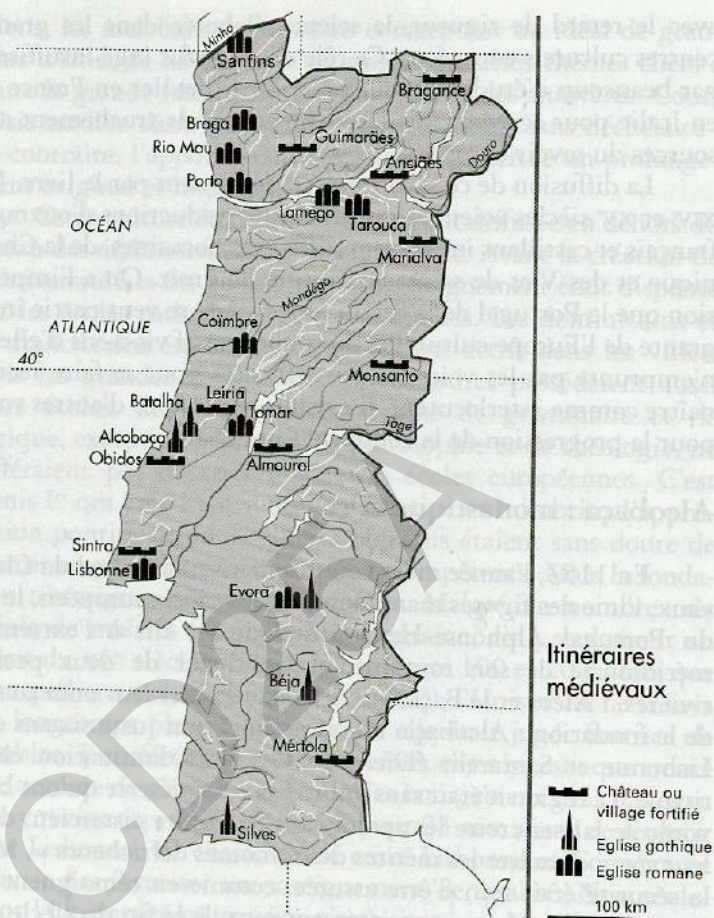
avec le retard de rigueur, la science élaborée dans les grands centres culturels européens. Ce rôle de relais fut jugé insuffisant par beaucoup d'étudiants, qui préférèrent s'exiler en France ou en Italie pour accéder plus rapidement et sans truchement aux sources du savoir européen.

La diffusion de ce savoir passait également par le livre. Les XIV^e et XV^e siècles voient se multiplier les traductions d'ouvrages français et castillans intéressant différents domaines, de la Chronique et des Vies de saints aux traités de droit. On a l'impression que le Portugal de la fin du Moyen Age se veut partie intégrante de l'Europe culturelle, mais que, passif vis-à-vis d'elle, il n'emprunte pas les voies les plus efficaces pour se faire reconnaître comme interlocuteur. Il existait néanmoins d'autres voies pour la progression de la conscience nationale.

Alcobaça : monastique et royale

En 1153, l'année même où disparaissait Bernard de Clairvaux, l'une des figures marquantes du XII^e siècle européen, le roi du Portugal Alphonse-Henri installait ses fils à l'extrémité méridionale de son royaume, au confluent de deux petites rivières, l'Alcoa et le Baça, qui devaient donner leur nom au site de la fondation : Alcobaça. Il y avait alors tout juste six ans que Lisbonne et Santarem étaient passées sous domination chrétienne. La région n'était sans doute pas aussi déserte qu'ont bien voulu le laisser croire les apologistes de l'ordre cistercien, dans leur souci d'exalter les mérites des « moines défricheurs ». Mais la sécurité était loin d'être assurée, comme en témoignent les incursions des Maures qui sévissent jusqu'à la fin du siècle. En établissant les moines cisterciens dans cette région, le roi entendait doter celle-ci d'un élément dynamique, capable d'encadrer moralement et économiquement une population aux convictions politiques et religieuses incertaines. Il espérait aussi attirer des populations nouvelles en provenance des régions septentrionales, les attacher à la région, dont elles seraient les meilleurs défenseurs contre d'éventuelles attaques musulmanes.

Après un demi-siècle d'incertitude, l'opération réussit au-delà de tout espoir, au point qu'Alcobaça allait remplacer Santa-



Cruz de Coïmbre en tant que panthéon de la dynastie de Bourgogne et tenir une place décisive dans le paysage politique portugais jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Cette longévité se reflète dans les bâtiments conventuels qui juxtaposent notamment, dans l'église, une façade du XVII^e siècle avec une nef du XIII^e. Quant à la prospérité, elle se lit dans l'ampleur et la qualité des édifices.

L'abbaye est édifiée sur le modèle de celle de Clairvaux, mais au prix de quelques inversions dans le plan, peut-être liées à des motifs climatiques : le cloître qui, à Clairvaux ou à Fontenay, est édifié au sud de l'église pour bénéficier d'un bon ensoleillement, est situé, à Alcobaça, au nord, pour bénéficier de l'ombre. Elle est conçue pour une population monastique nombreuse, mais plus encore pour l'exaltation de la puissance bienfaitrice : la puissance royale. Le résultat, c'est l'édification de l'une des plus grandes églises que l'ordre cistercien ait jamais produites. La croisée des ogives soutenant la voûte de la nef centrale s'élève à près de 20 mètres ; la longueur de l'église approche les 100 mètres, pour une largeur de plus de 17 mètres pour l'ensemble des trois nefs. Pourtant, malgré ces dimensions assez inhabituelles, on retrouve bien les caractéristiques essentielles de l'art cistercien : la simplicité des lignes, la sobriété du décor, l'équilibre des formes, chers à saint Bernard. Aussi la verticalité exceptionnelle de cette abbatale n'était-elle pas contradictoire avec la simplicité de la prière cistercienne opposée à l'ostentation clunisienne. On pourrait néanmoins s'étonner d'un détail : les nervures soutenant la voûte ne descendent pas jusqu'au bas des piliers, mais, s'interrompant à trois ou quatre mètres du sol, elles semblent constituer une entorse gratuite à la fonctionnalité cistercienne. En fait, il manque, comme dans beaucoup d'autres églises cisterciennes, les stalles des moines, adossées directement aux piliers de manière à réduire au maximum l'encombrement.

Les autres bâtiments conventuels s'élèvent au nord de l'église. Prolongeant le bras septentrional du transept, la salle capitulaire et le réfectoire des moines, avec la chaire du lecteur, ont conservé leur caractère primitif, tout comme le cloître construit dans la première moitié du XIV^e siècle. Mais ce ne sont pas les éléments sur lesquels les guides attirent le plus volontiers l'attention, car ils préfèrent insister sur une autre pièce donnant des moines une tout autre image : il s'agit de la fameuse cuisine, avec sa cheminée monumentale et son système d'adduction d'eau par détournement d'un ruisseau. C'est toujours l'occasion d'évoquer la glotonnerie des moines dont l'appétit était à peine rassasié par les cinq ou six bœufs qui pou-

vaient rôtir dans ces cheminées dignes de Gargantua. Il faut pourtant reconnaître, à leur décharge, que l'imagination des guides est elle-même nourrie par des témoignages anciens, dont celui du voyageur anglais William Beckford qui visita Alcobaça en 1797, soit une quarantaine d'années après la construction de la cuisine. Son récit, sans doute non dénué d'arrière-pensées, est bien connu. En voici l'un des passages les plus significatifs, d'après la traduction de A. Parreaux, dans *Excursion à Alcobaça et Batalha* : « entrèrent alors les grands prieurs, la main dans la main, tous les trois ensemble. "A la cuisine", dirent-ils, avec un accord parfait. "A la cuisine, et tout de suite ; vous jugerez alors si nous avons manqué de zèle pour vous régaler". Les trois prélats me montrèrent le chemin de ce qui est, j'en suis convaincu, le temple de la gourmandise le plus remarquable de toute l'Europe ». Sans doute, à Alcobaça comme ailleurs, l'austérité de la règle cistercienne était-elle oubliée depuis longtemps en cette fin du XVIII^e siècle. Mais la communauté n'en atteignait pas moins un effectif de l'ordre de 400 personnes, moines et convers, dont le menu quotidien n'avait rien de commun avec celui par lequel les prieurs avaient voulu honorer leur hôte. Ce témoignage n'infirme donc en rien l'austérité cistercienne primitive, conforme en tout à celle de leur cadre de vie. De toute manière, dans la mémoire portugaise la célébrité d'Alcobaça n'est tributaire ni des jeûnes du XIII^e siècle, ni des excès alimentaires supposés du XVIII^e : elle est attachée au souvenir de la « reine morte ».

La reine morte : l'histoire

On a beaucoup écrit, dans diverses langues, au sujet de celle « *que depois de ser morta, foi Rainha* » (« qui après avoir été morte, fut reine »), selon l'expression du grand poète de la Renaissance, Camões. Elle s'appelait Inès de Castro. Elle avait vécu une très belle histoire d'amour avec l'infant Pedro, héritier de la couronne, connu des historiens sous le nom de Pierre I^{er} et sous le surnom de Pierre le Cruel. Et pourtant, en l'occurrence, sa cruauté ne faisait que répondre à celle qu'avait manifestée son père, le roi Alphonse IV. L'histoire d'Inès et de Pierre pourrait

relever de l'anecdote complaisante. Elle prend tout son sens politique quand elle est réinsérée dans les problèmes diplomatiques du temps. Elle devient une composante du patrimoine national, voire européen, lorsqu'elle est amplifiée par la légende et réécrite par des plumes prestigieuses.

Les faits sont simples et peuvent être résumés facilement. En 1340, âgé d'une vingtaine d'années, l'infant Pedro avait épousé une Castillane, Constance Manuel. Celle-ci était arrivée au Portugal accompagnée d'une suite de dames d'honneur parmi lesquelles se trouvait Inès, fille d'un grand seigneur galicien, Don Pedro Fernandez de Castro. Très vite l'infant éprouva pour Inès, au dire du chroniqueur Fernão Lopes, de tendres sentiments, ou plus exactement, l'un de ces « amours qui se content et se lisent dans les histoires qui ont leur fondement sur la vérité. Ce véritable amour, le roi Dom Pedro l'éprouva pour Dona Inès en s'énamourant d'elle, étant marié et infant encore, au point que se trouvant près d'elle, au début, il perdait la vue et la parole et, séparé d'elle... il ne cessait de lui envoyer des messages ». Ces dispositions initiales firent rapidement place à une liaison affichée, contre laquelle Constance tenta de lutter. Elle obtint finalement une sentence d'exil de sa rivale à Albuquerque, à proximité de la frontière portugaise, ce qui s'avéra insuffisant pour modifier les sentiments des amants. Lorsqu'en 1345 Constance mourut en couches, Pedro, contrairement à la volonté de son père, fit revenir Inès, avec laquelle il vécut, quoique à l'écart de la cour. Le couple eut quatre enfants, dont trois survécurent.

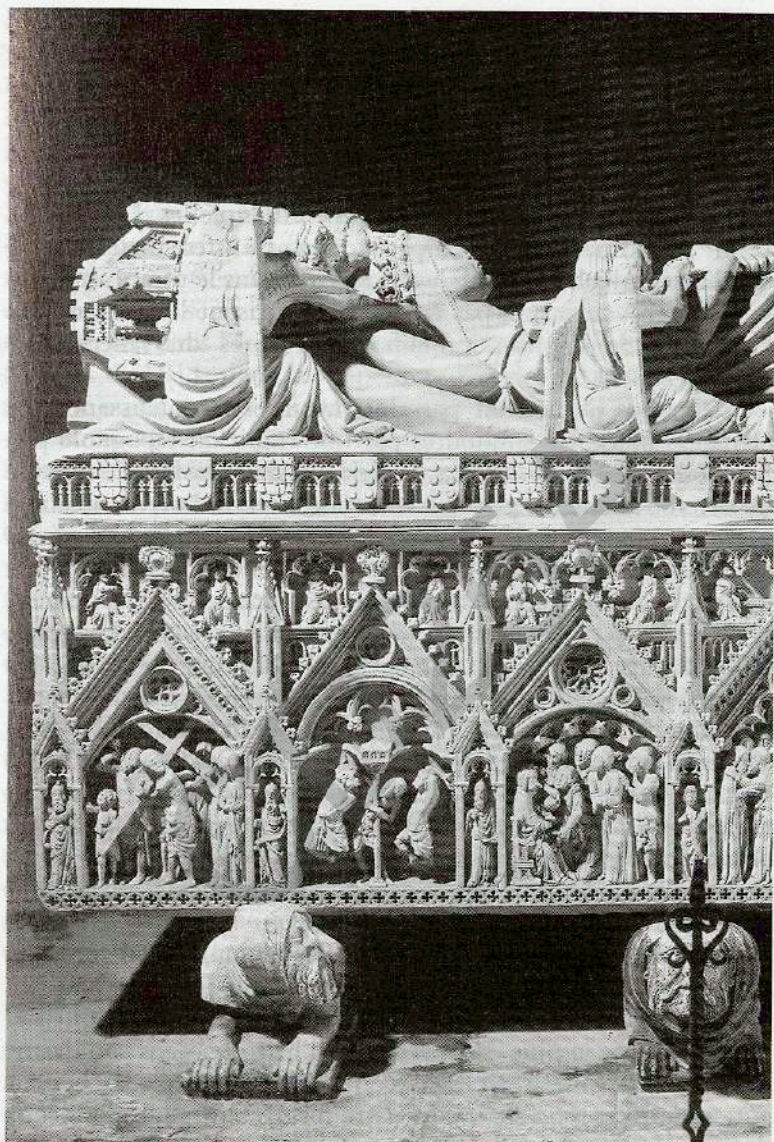
Cependant la liaison princière était jugée incompatible avec la raison d'État, moins sans doute pour raisons morales – Pedro et Inès étaient apparentés à un degré interdisant le mariage – que pour des raisons politiques : Constance laissait un fils, Fernando, celui dont la naissance lui avait coûté la vie, mais de santé fragile, et le roi aurait préféré avoir d'autres petits-fils légitimes pour se rassurer sur les conditions de sa succession. Surtout, les frères d'Inès pesaient d'un poids de plus en plus grand dans l'entourage de l'infant qu'ils entraînaient dans des intrigues espagnoles dangereuses à moyen terme pour le royaume portugais. Aussi Alphonse IV céda-t-il facilement aux

pressions de ses conseillers et, devant le refus réitéré de son fils de contracter un mariage légitime, il décida de la mise à mort d'Inès : celle-ci eut la tête tranchée dans le palais de Santa Clara, à Coïmbre, le 7 janvier 1355, et son corps fut déposé dans le monastère du même nom.

La réaction de l'infant fut violente et on frôla la guerre civile. Mais l'histoire du XIV^e siècle avait déjà fourni d'autres exemples de rébellion princière. Cependant, deux ans plus tard, en 1357, Alphonse IV mourut et Pierre I^{er} lui succéda. L'épilogue ne se fit pas attendre : le nouveau roi poursuivit les conseillers de son père, se saisit, en 1360, de deux d'entre eux, qu'il fit torturer pour savoir la vérité au sujet de l'initiative et des conditions de la mort d'Inès. Notre principal témoin, Fernão Lopes, ne trouve pas, un siècle plus tard, les mots adéquats pour décrire la sauvagerie de la vengeance royale : « ...[le roi] les fit passer à la torture de sa propre main afin qu'ils lui avouassent quels étaient les responsables de la mort de Dona Inès et ce que son père tramait contre lui, quand ils s'étaient brouillés à la suite de cette mort. Aucun d'entre eux n'apporta à ces questions une réponse qui satisfît le roi. Et l'on dit que dans un gémissement, il donna un coup de fouet en plein visage à Pedro Coelho, qui se répandit alors en paroles inconvenantes et honteuses contre le roi, le qualifiant de traître, parjure, bourreau et boucher humain. Le roi se fit alors apporter de l'oignon et du vinaigre pour le lapin [jeu de mot sinistre : « *coelho* », patronyme du supplicé, signifiant lapin] et, exaspéré par eux, donna l'ordre de les tuer. Leur exécution racontée en détail constituerait un récit bien étrange et cruel : le roi ordonna en effet d'arracher par la poitrine le cœur de Pedro Coelho et par le dos celui d'Alvaro Gonçalves... Et tout cela fut fait devant les appartements qu'il habitait, si bien qu'il pouvait regarder, tout en mangeant, ce qu'il avait ordonné de faire ».

La reine morte : le mythe

La littérature devait s'emparer de ces événements pour les amplifier et les ériger en monument national. L'expression de « reine morte », on l'a vu, est due au poète Camões. Elle lui a



Alcobaça. Tombeau d'Inês de Castro
(XIV^e siècle)

Europe des XIV^e-XV^e siècles. Ces
progressivement au cours du XIV^e siècle, après l'impulsion

sans doute été suggérée par les honneurs posthumes organisés par Pierre I^{er}. En effet, l'année même de la mise à mort des conseillers de son père, le roi, soucieux de légitimer les enfants qu'il avait eus d'Inès, prétendit qu'il s'était uni à celle-ci par un mariage secret qui avait eu comme témoin l'évêque de Guarda, Dom Gil. Il entreprit alors, pour donner corps à ses affirmations, de procéder à de nouvelles funérailles, celles d'une reine. D'où l'exhumation du corps et son transfert solennel de Coïmbre à Alcobaça, où il devait reposer dans le tombeau prévu pour le recevoir « non pas à l'entrée, où gisent les rois, mais à l'intérieur de l'église, à main droite, près du sanctuaire » (Fernão Lopes).

Camões ne pouvait pas alors avoir pris connaissance des éléments macabres surajoutés par une tradition espagnole peu bienveillante à la fin du XVI^e siècle : lors du transfert, le cadavre de la reine aurait été posé sur un trône, revêtu d'un manteau de pourpre, couronné du diadème royal et on aurait obligé les courtisans à venir lui rendre hommage en lui baisant la main droite. Les eût-il connus qu'il ne les eût pas nécessairement intégrés à son récit, destiné à mettre en valeur le côté attendrissant de l'histoire qu'apprécieraient ses lecteurs portugais. En revanche, Camões a inspiré plusieurs écrivains qui lui ont emprunté, qui un titre, qui une partie du thème. Au XVII^e siècle, le dramaturge espagnol Vélez de Guevara (mort en 1641) donnait pour titre à l'une de ses pièces *Reinar despues de morir* (« régner après sa mort ») dans laquelle il dépeint un amour impossible aux prises avec la méchanceté des hommes. Il rejoint ainsi la tradition portugaise, plutôt attachée aux aspects sentimentaux qu'aux aspects violents ou macabres et qui a imposé comme lieu de mémoire des amours princières un endroit de la vallée du Mondégo, là où coule la « Fontaine des amours ». Mais c'est sans doute le Français Henry de Montherlant qui a pris le plus de liberté avec l'histoire, dans son drame *La Reine morte*, écrit en 1942, où le ressort dramatique tient autant dans les sentiments du vieux roi Alphonse que dans ceux du couple amoureux.

La reine morte : la mémoire de la pierre

Cependant, ce sont surtout les sculpteurs du XIV^e siècle qui ont contribué le plus efficacement à l'entretien du souvenir dans la mémoire populaire. On a vu que Pierre I^{er} avait commandé un tombeau à des sculpteurs pour recevoir le corps d'Inès à Alcobaga. Quelques années plus tard, il fit préparer un tombeau symétrique destiné à sa propre sépulture. Celle-ci devait intervenir en 1367. Ces deux sarcophages comptent parmi les chefs-d'œuvre de la sculpture européenne de ce temps. On peut les contempler, dans l'état, lamentable, où les ont laissés les soldats français de 1811, dans la chapelle construite au XVIII^e siècle sur le flanc ouest du bras sud du transept où on les a alors transférés. Surmontés des gisants représentant les défunts ornés de leurs attributs royaux, ils sont disposés pied contre pied, et leurs flancs sont décorés de scènes figurées : scènes de la vie du Christ et Jugement dernier sur le tombeau d'Inès ; scènes de la vie de saint Barthélemy sur celui de Pierre. Mais le souvenir des faits est peut-être gravé dans la rosace située sur le petit côté correspondant à la tête du gisant : on y voit une roue de la Fortune organisée en deux cercles concentriques où les scènes se lisent dans le sens des aiguilles d'une montre. On y observe que, joyeuses au départ, les scènes sont de plus en plus tristes lorsqu'on progresse dans la lecture ; on y voit aussi une femme décapitée par un bourreau, et on ne peut pas ne pas évoquer le martyr d'Inès. La leçon qu'a voulu donner le sculpteur, conformément, sans doute, aux instructions du commanditaire, est celle de la fragilité du bonheur, lequel dépend davantage du caprice de la Fortune que de la volonté des hommes : une incitation à accepter la fatalité, pas un message de révolte.

De l'État féodal à l'État moderne

Au XIV^e siècle, on assiste à l'apparition d'idées politiques nouvelles et à la mise en place d'institutions qui concourent à l'émergence de l'État moderne, celui qui domine partout dans l'Europe des XVI^e-XVIII^e siècles. Ces mutations se sont opérées progressivement au cours du XIV^e siècle, après l'impulsion don-

née par le roi Denis I^{er} (1279-1325). Comme dans les autres monarchies européennes, on voit la cour du roi se différencier en services spécialisés. La justice, d'abord, passe de la cour du roi à un tribunal autonome. Les finances se dotent d'une chambre des comptes.

Mais c'est surtout dans l'administration locale que les bouleversements sont le plus sensibles. A partir du XIV^e siècle, apparaissent de nouvelles circonscriptions administratives, les *comarcas*, dont le contrôle est confié à un fonctionnaire relevant directement du roi, le *meirinho*. Par ailleurs, dans les villes dotées de franchises, l'administration municipale est elle-même contrôlée par l'introduction d'un juge royal, malgré les protestations réitérées pour atteintes aux libertés urbaines.

Ce ne sont que quelques-uns des aspects de la centralisation monarchique. D'autres exemples seraient fournis par l'attitude des rois vis-à-vis du clergé. Dès le XIII^e siècle, les souverains avaient eu à gérer de longues périodes conflictuelles avec leurs évêques. Au XIV^e, on assiste à une véritable mise au pas du haut clergé. Elle se manifeste notamment par la reprise en mains des ordres militaires (Templiers, Hospitaliers, Santiago et Avis). Le roi Denis I^{er} entreprit de se les soumettre en les coupant de leurs racines, orientales pour les deux premiers, ibériques pour les deux autres, pour les contenir dans le cadre « national ». C'est ainsi que les biens de l'ordre du Temple, à la suite de la suppression de l'ordre par le pape, devaient constituer, à partir de 1319, la base d'un ordre nouveau, exclusivement au service du roi du Portugal, l'ordre du Christ. Or c'est sur sa richesse que s'appuiera l'un de ses grands maîtres, Henri le Navigateur, pour financer ses expéditions lointaines au XIV^e siècle.

Cette monarchie est cependant tempérée par une institution à travers laquelle les composantes les plus en vue de la société peuvent s'exprimer : il s'agit des Cortès, où sont représentés les trois états ou ordres de la société, clergé, noblesse et bourgeoisie urbaine. Leur première réunion remonte au milieu du XIII^e siècle. Au XIV^e siècle, elles sont convoquées irrégulièrement par les souverains, bien que toute création d'impôt leur soit théoriquement soumise. Elles ne sont amenées à jouer un rôle que de manière épisodique et leur éventuelle opposition à

la politique royale ne peut guère donner lieu qu'à des manifestations de mauvaise humeur. En fait, les oppositions d'intérêts entre les différentes composantes des Cortès étaient telles qu'il n'y eut jamais de front commun contre le roi. Elles devaient néanmoins jouer un rôle décisif dans la révolution des années 1383-1385 qui a imposé la nouvelle dynastie.

Une « première » en Europe : la réussite d'une révolution bourgeoise

En 1383, l'héritière du trône portugais, Béatrice, avait épousé le roi de Castille Jean I^{er} et le contrat de mariage prévoyait que la couronne portugaise passerait au fils issu de cette union, si le roi Ferdinand mourait sans autre enfant. Or c'est ce qui se produisit cette même année : la succession s'ouvrait prématurément et les Cortès se trouvaient être la seule instance susceptible de conférer la légitimité à un nouveau roi.

Les nobles étaient partagés entre deux candidats : les légalistes auraient voulu confier la régence à Béatrice, en attendant l'hypothétique naissance d'un héritier qui pourrait réunir sur sa tête les couronnes de Castille et du Portugal ; les légitimistes préféraient promouvoir à la dignité royale un fils, légitimé, de Pierre I^{er} et d'Inès de Castro. La bourgeoisie, de son côté, soucieuse de sauvegarder l'indépendance portugaise, préconisait la désignation d'un autre fils de Pierre I^{er}, un bâtard, Jean, maître de l'ordre d'Avis.

Mais le soulèvement de la population de Lisbonne, à l'instigation, peut-être, de la bourgeoisie d'affaires, prit tout le monde de court : la ville proclama Jean d'Avis « recteur et défenseur du royaume ». Les Cortès se réunirent à Coïmbre en avril 1385, après qu'une armée castillane eut assiégé, en vain, Lisbonne, en vue d'imposer la solution prévue lors des engagements matrimoniaux de 1383. L'orateur du tiers-état, João das Regras, sut convaincre l'ensemble de l'assemblée de la nécessité de confirmer la désignation populaire : Jean d'Avis devint roi sous le nom de Jean I^{er}. Il était le premier représentant d'une dynastie qui allait s'illustrer dans la découverte du monde. Les

marchands de Lisbonne, en le choisissant, optaient pour l'État-marchand du siècle suivant.

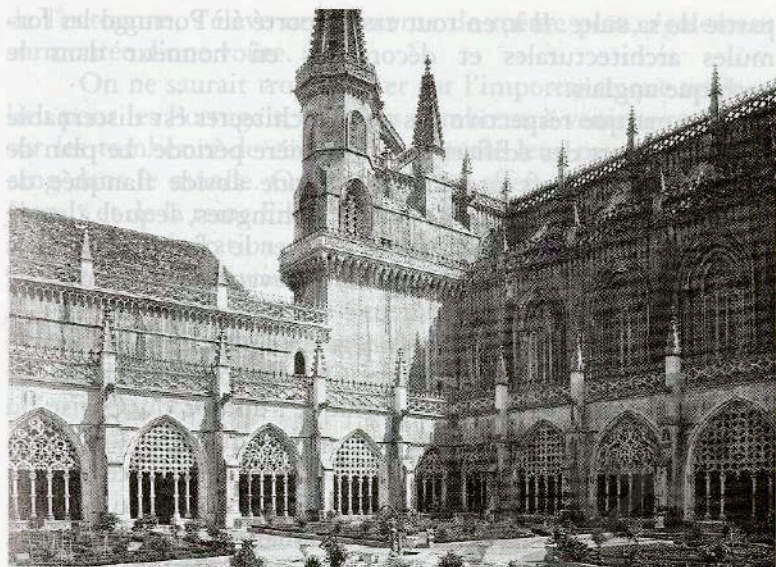
Pour l'heure, les Cortès avaient mis fin à la vacance du pouvoir. Pour ce faire, il avait fallu innover au plan juridique et passer, provisoirement, d'une dévolution par hérédité à une désignation par élection, élection à laquelle avaient participé des représentants des trois ordres de la société.

Ces événements, cependant, n'auraient sans doute pas pris l'importance qu'ils ont dans la mémoire nationale si, en installant au pouvoir une nouvelle dynastie, les Cortès n'avaient pas, en même temps, sauvé l'indépendance du pays. Car la naissance de la dynastie d'Avis est indissociable de la victoire sur la Castille.

Batalha : l'indépendance préservée et exaltée

La désignation de Jean d'Avis comme roi de Portugal bafouait les accords conclus deux ans plus tôt lors du mariage de Béatrice et mettait un terme aux ambitions de la cour castillane d'étendre sa domination sur l'ouest de la péninsule. Elle fut, de ce fait, suivie d'une nouvelle invasion du territoire portugais dont l'objectif était, de nouveau, la prise de Lisbonne. La rencontre avec l'armée portugaise eut lieu le 14 août 1385, à Aljubarrota, entre Leiria et Alcobaça. Les Castillans bénéficiaient d'un net avantage numérique ; les Portugais, renforcés par des archers anglais, du choix de la position. La mêlée tourna vite à l'avantage de ces derniers et les Castillans prirent la fuite. Jean I^{er}, bien servi en l'occurrence, par son connétable, Nuno Alvares Pereira, resta maître du champ de bataille. La légitimité qu'il tenait de l'acclamation populaire et de l'élection par les Cortès était renforcée par celle que lui donnait son comportement face à l'ennemi. La dynastie pouvait désormais s'appuyer sur des fondations solides.

Mais il convenait à la fois de rendre grâce à Dieu de cet événement fondateur et d'en perpétuer le souvenir auprès des générations futures. C'est ce qu'entreprit de faire Jean I^{er} dès 1388 avec la construction d'un ensemble monumental à proximité immédiate du lieu de la bataille : ce fut Sainte-Marie de la



Batalha : le cloître royal
(xiv^e siècle)

Victoire, plus connue sous le nom évocateur de Batalha, la Bataille. En même temps que la victoire, les constructeurs de Batalha entendaient aussi célébrer la dynastie, en y installant le panthéon royal.

Le plan initial de Batalha comportait une église, une chapelle funéraire et un cloître entouré de divers bâtiments conventuels, dont une salle capitulaire. Au cours des deux règnes consécutifs à celui de Jean I^{er}, sous Duarte I^{er} (1433-1438) et Alphonse V (1438-1481), devaient être ajoutés une chapelle funéraire, jamais achevée, et un nouveau cloître. Seul le premier ensemble nous retiendra ici.

On connaît deux des architectes qui travaillèrent à Batalha au temps de Jean I^{er}. L'un, Afonso Domingues, était portugais ; l'autre, maître Huguët – parfois transcrit Ouguete – était probablement anglais. Il faut rappeler à ce sujet que Jean I^{er} avait épousé, dès 1387, une princesse anglaise, Filipa de Lancastre, fille du duc de Lancastre, Jean de Gand : l'architecte a pu faire

partie de sa suite. Il a, en tout cas, apporté au Portugal les formules architecturales et décoratives en honneur dans le gothique anglais.

La marque respective des deux architectes est discernable dans la plupart des édifices de la première période. Le plan de l'église, à trois nefs prolongées par une abside flanquée de quatre absidioles, est dû à Afonso Domingues, lequel a eu le temps, avant sa mort en 1402, d'achever le chœur et les nefs latérales. La voûte de la nef centrale, en revanche, est l'œuvre de maître Huguet qui introduisit une technique déjà connue à la cathédrale de Worcester. C'est lui également qui est responsable du portail de la façade principale. On y retrouve les thèmes et les personnages chers à l'art gothique : autour du Christ du tympan siégeant sur un trône entouré des quatre évangélistes, on trouve des rois au milieu d'une société céleste faite d'anges musiciens, de saints, de prophètes et d'apôtres. Ce qui est nouveau, c'est le traitement, moins individualisé, des personnages, et surtout la recherche d'un décor foisonnant par la multiplication des moulures, des baldaquins, des pinacles.

C'est également à maître Huguet qu'on attribue la voûte de la salle capitulaire qui flanque le cloître à l'est. Dessinée par Afonso Domingues sur un plan carré de 19 mètres de côté, la salle était sans doute destinée à recevoir neuf voûtes reposant à l'intérieur sur quatre piliers. Mais Huguet eut l'audace de lancer une voûte d'un seul jet, dégageant ainsi l'espace intérieur pour donner une impression de réelle majesté.

Enfin maître Huguet, qui devait survivre à Jean I^{er} et à son successeur, est le constructeur des deux chapelles funéraires. Il n'a eu le temps que d'ébaucher celle qui était destinée, en prolongement du chevet de l'église, à recevoir le corps du second des Avis, Duarte I^{er}. D'ailleurs deux autres campagnes de travaux concernant cet édifice n'ont pas pu être menées à terme : les chapelles restent *imperfectas* (inachevées). Mais la chapelle du sud, dite « du fondateur » (le fondateur de la dynastie, Jean I^{er} d'Avis), mérite une grande attention. Elle est constituée d'un carré de 20 mètres de côté entourant un octogone délimité par huit piliers. L'espace séparant le carré de l'octogone central est traité en déambulatoire couvert de voûtes d'ogives. Au-dessus

de l'octogone, s'élève une lanterne de même plan, également surmontée d'une voûte.

On ne saurait trop insister sur l'importance que revêt ce lieu pour les Portugais, toujours nombreux à venir se recueillir sur les tombeaux de ceux qui ont porté leur pays au premier rang dans le monde. On y trouve, en effet, entourant ceux de Jean I^{er} et de la reine Filipa, les tombeaux de leurs enfants, cette « brillante génération », ces « sublimes infants » célébrés par Camões dans *les Lusíades*, ainsi que ceux d'Alphonse V et de Jean II. La réunion dans cette nécropole des artisans, avant Manuel I^{er}, du destin maritime du Portugal, permet donc l'évocation des pages les plus glorieuses de l'histoire nationale.

En assurant, en 1383-1385, le triomphe de sa bourgeoisie, le Portugal avait devancé l'Europe : loin d'être à sa remorque comme dans les siècles antérieurs, il lui montrait la voie à suivre. Il allait devenir le pays de l'Europe pendant tout le XV^e siècle. Les succès des Portugais en tant que tel échappent à toute analyse. Mais on ne comprendrait rien de l'histoire du Portugal si on n'avait pas en mémoire les principes de sa constitution et de son évolution, tant les problèmes intérieurs sont désormais liés à ceux de l'expansion maritime. Il faudra essayer de comprendre pourquoi un pays de moins d'un million d'habitants, soit quelque 2 % de la population européenne, a pu devancer des états apparemment mieux armés que lui et réussir là où d'autres devaient renoncer. Cela renvoie aux motivations, aux besoins et aux moyens. Mais il est nécessaire de rappeler d'emblée l'importance du phénomène en marquant ses principales étapes.

De padrão en padrão

Les découvreurs de la côte africaine ont eu le souci de marquer leur progression en la jalonnant par des bornes appelées *padrões* (sing. : *padrão*). Nous ne les suivrons pas dans tous les

Le choix du grand large

En assurant, en 1383-1385, le triomphe politique de sa bourgeoisie, le Portugal avait devancé et surpris l'Europe : loin d'être à sa remorque comme dans les siècles précédents, il lui montrait la voie à suivre. Il allait maintenir ce rôle de phare de l'Europe pendant tout le xv^e siècle. L'histoire de l'empire portugais en tant que tel échappera évidemment à notre analyse. Mais on ne comprendrait rien à l'histoire même du Portugal si on n'avait pas en mémoire les principales étapes de sa constitution et de son évolution, tant les problèmes intérieurs sont désormais liés à ceux de l'expansion maritime. Il faudra essayer de comprendre pourquoi un pays de moins d'un million d'habitants, soit quelque 2 % de la population européenne, a pu devancer des états apparemment mieux armés que lui et réussir là où d'autres devaient renoncer. Cela renvoie aux motivations, aux besoins et aux moyens. Mais il est nécessaire de rappeler d'emblée l'importance du phénomène en marquant ses principales étapes.

De *padrão* en *padrão*

Les découvreurs de la côte africaine ont eu le souci de marquer leur progression en la jalonnant par des bornes appelées *padrões* (sing. : *padrão*). Nous ne les suivrons pas dans tous les

détails de leur aventure, mais nous en retiendrons les temps forts. Selon l'historien français Pierre Chaunu, il est possible de distinguer quatre étapes essentielles dans cette « invention africaine ». Nous le ferons en anticipant parfois sur les mobiles et les innovations techniques qui en rendent compte.

La première étape va de la prise de Ceuta, en 1415, au franchissement du cap Bojador, en 1434. C'est le temps des tâtonnements concernant les techniques de navigation et celui des hésitations politiques. La conquête de Ceuta, place commerciale importante entre le Maroc des Mérinides et la péninsule ibérique, point d'aboutissement à la fois des esclaves et de l'or en provenance d'Afrique noire et des épices transitant par la Méditerranée, avait été soigneusement préparée et financée par la bourgeoisie marchande de Lisbonne et de Porto, contre la volonté de la plus grande partie de la noblesse. Mais on s'aperçut rapidement que la conservation de Ceuta coûtait fort cher au Portugal. Pour en assurer la défense, on dut opter pour une politique d'expansion, dont le prétexte était le désir de convertir le Maroc au christianisme, dans le prolongement direct de la reconquête ibérique. Aussi l'infant Henri, l'un des fils de Jean I^{er}, reçut-il dès 1416 la charge de défendre Ceuta avec les moyens mis à sa disposition : les richesses de l'ordre du Christ, héritier depuis 1319 des biens des Templiers, et celles de son apanage d'Algarve. L'impulsion para-étatique était donnée, qui reliait l'initiative privée.

Celle-ci se manifesta cependant encore en 1419, par l'intermédiaire de João Gonçalves Zarco et Tristão Teixeira, en direction de Madère, « l'île du bois » (en portugais, *madeira* désigne le bois). L'infant Henri tenta de la relayer par une intervention aux Canaries, mais ses efforts échouèrent à trois reprises entre 1425 et 1434 : malgré un déploiement de force considérable, l'archipel resta sous domination castillane. En revanche, ces expéditions permirent de découvrir les Açores entre 1431 et 1464. Elles permirent surtout d'acquérir des expériences décisives dans le domaine de la navigation.

Cependant, les attaques marocaines contre Ceuta continuaient, en provenance d'Arzila et de Tanger. Une expédition, voulue par la noblesse, mais désapprouvée par la bourgeoisie



Lisbonne (musée d'Art ancien).

Retable de saint Vincent, de Nuno Gonçalves, (fin XV^e siècle).

Détail : portrait de l'enfant Henri le Navigateur

marchande, fut organisée contre cette dernière en 1437. Mal dirigée par l'infant Henri, elle aboutit à un désastre : une partie du corps expéditionnaire fut fait prisonnier et l'infant Ferdinand gardé en otage jusqu'à l'éventuelle restitution de Ceuta par les Portugais. Ceuta allait alors devenir une plaie au flanc de la monarchie portugaise, bien au-delà de la mort du malheureux infant en 1446. Mais, comme le remarque Pierre Chaunu, Tanger est pour l'histoire de l'humanité un « bienheureux échec » qui démontre la solidité du verrou musulman en Afrique et invite à contourner celle-ci : le désenclavement des mondes était désormais envisageable.

La seconde étape ne dure que dix ans (1434-1444). Elle conduit l'exploration portugaise jusqu'à l'embouchure du Sénégal. Elle est marquée par deux prouesses techniques. La première, c'est le franchissement, par Gil Eanes, en 1434, du cap Bojador, exploit retardé jusqu'alors en raison de la force des courants et de l'intensité des brumes. Il avait été rendu possible grâce à l'expérience acquise au cours des navigations vers les Açores. La seconde innovation, décisive, ce fut la caravelle. En effet, une fois acquise la science nautique nécessaire au franchissement de Bojador, il était impossible de s'aventurer plus au sud avec les navires traditionnels incapables de manœuvrer dans les conditions exigées par la poursuite de l'exploration. Le lancement, en 1441, de la première caravelle changea les données du problème : Arguim, l'embouchure du Sénégal et le Cap-Vert étant atteints, ce sont les premières cargaisons d'esclaves noirs qui sont déchargées dans les ports de l'Algarve.

La troisième étape conduit les explorateurs dans le golfe de Guinée, en 1475. Plus longue que la précédente, elle comporte cependant jusqu'en 1460, une phase de piétinement aussi longue que celle de la progression. Ces hésitations sont sans doute imputables aux difficultés techniques liées aux distances ajoutées. Mais elles révèlent peut-être aussi une volonté d'exploiter les possessions acquises, avant de poursuivre plus avant. Surtout, elles reflètent les importants changements politiques survenus au Portugal dans les années qui encadrent la mort de l'infant Henri en 1460. C'est en effet le moment que choisit la Couronne pour transférer les centres de décision

d'Algarve à Lisbonne et pour s'assurer le contrôle des opérations, dans un premier temps (1469-1474) sous la forme du fermage, ensuite par l'instauration du monopole d'État. Sont alors repérés successivement la Sierra Leone (1461-1461), la Côte de la Malaguette, la Côte d'Ivoire et enfin le golfe de l'Or. Puis l'équateur est franchi et la côte du Gabon explorée.

Il faudra attendre ensuite sept années, c'est-à-dire le choc politique provoqué par le changement de règne en 1481 et une meilleure connaissance du régime des vents, pour que la progression reprenne au large du Congo. Elle est d'abord l'œuvre de Diogo Cão, qui atteint en 1486 le sud de l'Afrique, tandis que Bartolomeu Dias double l'année suivante le cap des Tempêtes, ce qui donne « Bonne Espérance » pour l'avenir.

Mais désormais l'Afrique n'est plus l'enjeu : elle n'est que la voie qui permettra d'atteindre les épices asiatiques. Tout va dès lors très vite. Dès 1488, Pedro de Covilhã et Afonso de Paiva, partis de la Méditerranée, étaient parvenus à Aden. Puis le premier avait gagné l'Inde et, bien que retenu au retour en Éthiopie, il avait pu faire parvenir au Portugal les informations concernant son voyage. Dix ans plus tard, c'est l'extraordinaire aventure de Vasco de Gama qui n'hésite pas à se laisser déporter vers l'ouest à des distances considérables en Atlantique sud, avant de rejoindre la côte africaine au 31^e degré de latitude pour gagner ensuite le cap de Bonne-Espérance. Il atteint Calicut en mai 1498. Les 80 survivants des 150 hommes engagés dans l'aventure, dont Vasco de Gama, sont de retour à Lisbonne à l'été 1499.

Ainsi présentés dans toute leur sécheresse, les faits ne rendent compte ni des difficultés rencontrées, ni des peurs, ni des deuils, ni des joies. Ils semblent procéder d'une logique économique : après celle de la terre (Ceuta), c'est la recherche des bras (Sénégal), puis celle de l'or (Guinée), enfin celle des épices asiatiques (plus appréciées que celles d'Afrique). Il importe maintenant de revenir sur les quais ou dans les palais de Lisbonne ou de l'Algarve pour rechercher les motivations des hommes.

Quels mobiles ?

Les mobiles le plus facilement avoués par les contemporains sont d'ordre religieux. Il s'agissait de convertir au christianisme les populations africaines, en particulier les populations musulmanes. L'expansion de la chrétienté serait assurée si les Occidentaux pouvaient faire leur jonction avec le fabuleux prêtre Jean dont le royaume imaginaire, longtemps localisé en Asie centrale, venait, au XV^e siècle, d'être idéalement déplacé au nord-est de l'Afrique, vers l'Éthiopie. La mission était d'autant plus vraisemblable que les papes, avant comme après la prise de Constantinople par les Turcs en 1453, appelaient périodiquement à la croisade. Mais pourquoi les Portugais se seraient-ils spécialement sentis investis de cette mission ? Outre leur passé, lointain à vrai dire, de promoteurs de la reconquête chrétienne, mais à un titre relativement modeste comparé à celui des Castillans, il faut mettre en avant l'influence des franciscains. L'ordre s'était en effet implanté très tôt au Portugal : dix ans avant la mort de saint François en 1226. Il possédait de très nombreux couvents, alors que les dominicains s'intéressaient plutôt à la Castille, patrie de leur fondateur. Il était à la fois favorisé par les souverains, tous membres du tiers-ordre à partir de Denis I^{er}, et en butte à l'hostilité des évêques. De son sein était notamment sorti Antonio de Bulhões, plus connu de l'ensemble de la chrétienté sous le nom d'Antoine de Padoue (1195-1231). Les franciscains connaissaient par ailleurs le monde musulman africain et leur détermination missionnaire n'était plus à démontrer. C'est d'ailleurs l'un d'eux, Frei Amaro, qui avait été choisi comme premier évêque de Ceuta en 1415. De là à attribuer aux franciscains en général, à leurs représentants portugais en particulier, un plan de conquête en vue de l'évangélisation, il y a un pas difficile à franchir, même si on constate la sincérité religieuse d'un infant Henri, par exemple, se réjouissant de faire accéder au christianisme les malheureux esclaves noirs enlevés à leurs terres dans les années 1440. Mais on retrouvera des sentiments analogues chez Christophe Colomb.

Les préoccupations politiques ont également joué. L'expédition de Ceuta et l'expansion consécutive à la prise de la ville ont été décidées dans le but de doter le Portugal d'un potentiel économique plus important face à l'ennemi castillan. Plus généralement, l'expansion, puis la constitution d'un empire, représentaient le seul moyen pour le Portugal d'être reconnu par les autres monarchies européennes.

Des terres, des hommes, de l'or et des épices

Si on additionne les besoins de la société portugaise au XV^e siècle, on aboutit à une somme d'exigences impressionnante : besoins de terres et d'hommes pour la noblesse terrienne, d'or pour la bourgeoisie, d'épices pour l'une et l'autre. Mais l'expression de ces besoins dans les découvertes est loin d'être évidente.

En général on attribue au besoin de terre l'expansion au Maroc et dans les îles atlantiques : dans le premier pays, ils s'approvisionnaient en blé, dont le déficit était chronique ; à Madère et aux Açores, ils cherchaient des espaces pour la canne à sucre. Mais nous avons vu que l'initiative de l'expédition de Ceuta avait échappé à la noblesse, laquelle ne se rallia que tardivement à la politique marocaine : en 1433 encore, elle se montre hostile à un projet d'expédition destinée à soulager Ceuta. Ce n'est qu'en 1437 qu'elle engage, inconsidérément, la désastreuse aventure de Tanger. La soif de terre était de toute manière limitée par le sous-peuplement chronique que connaissait le Portugal : il eût été plus logique, pour les maîtres du sol portugais, d'assurer le peuplement de leurs propres domaines plutôt que de créer des colonies de peuplement, au risque d'accroître encore la pénurie de main-d'œuvre locale.

Si donc on devait exclure de pouvoir établir en nombre important des colons portugais dans les terres conquises, on pouvait peut-être penser transférer des hommes d'une terre conquise à l'autre, ou sur le territoire portugais lui-même. Cette pratique, si elle heurtait quelques âmes plus sensibles, avait aux yeux de beaucoup l'avantage d'assurer à la chrétienté de nouveaux adeptes. Il est difficile de savoir combien de ces hommes et de ces femmes traqués en Afrique ont rejoint les îles et le

continent dominés par les Portugais. Le chroniqueur Zurara laisse pointer son émotion lorsqu'il rend compte du partage de l'une des premières cargaisons en 1444, sous l'œil intéressé – il avait droit au cinquième, comme pour tous les autres produits – de l'infant Henri : la répartition dans des lots différents des membres d'une même famille, la séparation des femmes d'avec leurs maris, des enfants d'avec leurs parents provoquaient des scènes de désespoir. Des scènes semblables durent se reproduire au moins une fois l'an par la suite. Combien d'esclaves ont été ainsi distribués aux bénéficiaires pour être ensuite revendus ? Il est impossible d'établir des statistiques, mais on estime que vers 1500, 10 % des 100 000 habitants de Lisbonne étaient des esclaves, Noirs, Canariens et Maures confondus. Ils constituaient une surabondante domesticité, avec entre autres effets pervers celui d'éloigner les Portugais du travail manuel, assimilé, comme dans l'Antiquité, au travail servile.

L'or africain alimentait depuis longtemps les états ibériques, selon des flux variables. Les périodes les plus favorables avaient été celles, aux XI^e et XII^e siècles, au cours desquelles les états chrétiens dominaient une Espagne musulmane divisée entre quelques dizaines d'émirats minuscules, les royaumes des taïfas. En reconnaissance du « protectorat » qui leur était accordé, ces royaumes versaient en effet aux souverains chrétiens un tribut en or. Ce flux se maintint aussi au temps des dynasties africaines, Almoravides et Almohades. Les états chrétiens adoptèrent même la monnaie d'or musulmane, le dinar, qu'ils appelaient marabotin ou maravedi. C'est dire si la recherche de l'or africain plongeait ses racines dans un passé lointain. Au XV^e siècle, l'or africain parvint plus difficilement jusqu'au Maghreb en raison du ralentissement du commerce saharien. D'où la tentation d'aller le chercher en contournant le Sahara. Le Sénégal, puis la Sierra Leone constituaient de premières approches, mais insuffisantes. C'est avec la conquête de la Côte de l'Or, à partir de 1469, que la recherche s'avéra fructueuse. L'or de La Mina, protégé par le plus important château d'Afrique, le château Saint-Georges, culmine dans les années 1480 et assure une partie du financement des explorations en direction de l'Inde. De 1500 à 1520, on estime sa production annuelle aux environs de

400 kg. Après 1530, cependant, l'intérêt de La Mina diminua devant la concurrence américaine, mais peut-être aussi en raison de l'épuisement des filons.

Quant aux épices, Vitorino Magalhães Godinho a bien montré que leur recherche ne pouvait pas constituer un mobile aussi fort que celle des esclaves et de l'or. Au XV^e siècle, en effet, l'Occident n'a jamais souffert de cette pénurie d'épices qu'on a souvent évoquée, le commerce méditerranéen n'ayant pas subi le déclin qu'on avait cru entrevoir. Cependant Pierre Chaunu fait remarquer que le XV^e siècle européen est marqué par un accroissement considérable de la consommation de viande, d'une viande de qualité médiocre qui exige énormément d'épices pour sa conservation. Or les épices africaines sont connues depuis le XIII^e siècle, notamment la malaguette du royaume de Gambie et du haut Niger. Les caravelles en rapportent d'énormes cargaisons à partir du milieu du XV^e siècle et surtout après 1470 où elles la prennent en charge en Sierra Leone. À la fin du siècle, d'autres épices prennent le relais, comme le poivre du Bénin, souvent qualifié de « faux poivre » car inférieur en qualité au poivre indien. Le voyage de Vasco de Gama ne changea pas fondamentalement la situation : il y eut désormais les épices des riches – les asiatiques – et celles des pauvres – les africaines. Et comme les pauvres étaient toujours plus nombreux que les riches, la clientèle des épices africaines était toujours assurée. Pour le plus grand profit des principaux commanditaires : les rois-marchands.

« Sublimes infants », « génération illustre »

L'esprit d'aventure de quelques marins hors du commun n'explique pas à lui seul l'extraordinaire succès des Découvertes. Soutenant l'initiative privée, la relayant, les membres de la famille royale ont joué un rôle déterminant, imposant les intérêts de l'État lorsque les réticences de la noblesse ou de la bourgeoisie risquaient de compromettre un projet. Qui sont ces princes auxquels les Découvertes doivent tant et auxquels elles ont tant donné ?

Nous avons déjà rencontré plusieurs membres de cette « génération illustre » chantée par Camões. Il est temps de faire plus ample connaissance. Ils sont issus de l'union du premier roi de la dynastie d'Avis, Jean I^{er}, avec Filipa de Lancastre, dont l'un des frères, Henri, allait devenir roi d'Angleterre à la charnière des XIV^e et XV^e siècles. Ce mariage, important, ne présageait en rien l'orientation atlantique qu'allait prendre le Portugal : c'était, au contraire, la manifestation de l'ancrage européen. Ce fut d'ailleurs l'occasion pour des Portugais de participer à la guerre de Cent Ans dans le camp anglais : certains qui n'avaient pas senti le vent de l'Histoire, tel Alvaro Vaz de Almada, futur comte d'Avranches, s'illustrèrent à Azincourt, l'année même de Ceuta.

Cinq enfants naquirent du couple royal entre 1391 et 1402. Ils allaient tous s'illustrer, à un titre ou à un autre, au cours de la première moitié du XV^e siècle, mais leur rôle dans les Découvertes est assez contrasté. L'aîné, Duarte, prince héritier, retiendra notre attention en tant que roi après 1433. Beaucoup plus intéressant est le second, Pedro. Il constitue la personnalité la plus brillante du clan de ceux qu'on pourrait appeler les « Européens » face aux tenants du choix atlantique. Il réalisa d'ailleurs à partir de 1419 un grand « tour » en Europe qui le conduisit en Castille, en Angleterre, en Bourgogne, en Allemagne, en Hongrie et en Italie. Il y rencontra des souverains, des artistes, des hommes de lettres et noua de précieuses relations, notamment celles qui aboutirent au mariage de son frère Duarte avec une princesse aragonaise, Isabelle. Il devait s'illustrer ensuite en tant que régent auprès de son neveu, Alphonse V, après 1438, sans pouvoir convaincre les Cortès de la nécessité de rendre Ceuta pour libérer son jeune frère Ferdinand. Il mourut dans des conditions tragiques en 1449 à Alfarrobeira, victime d'un traquenard organisé par le roi lui-même. L'événement provoqua un certain émoi dans les cours européennes, tant le roi de Portugal, en la circonstance, avait failli à l'esprit chevaleresque. Mais dans l'euphorie des Découvertes, la cour portugaise se souciait de moins en moins des jugements de l'Europe.

L'enfant Jean, bien que maître de l'ordre de Santiago et tenu de ce fait de mettre les biens de l'ordre à la disposition de

la « croisade », c'est-à-dire de l'exploration maritime, fait pâle figure à côté de Pedro, dans le sillage duquel il se range toujours aux heures décisives. Quant au benjamin, Ferdinand, il ne doit sa célébrité qu'aux malheurs de sa captivité dans les geôles d'Arzila et de Fès après l'expédition de Tanger : célébrité littéraire quand Calderon en aura fait son *Prince Constant*, célébrité religieuse quand l'Église en aura fait un saint. Mais pour David de Melo Lopes, il est la victime « d'un crime perpétré à froid par la nation... et surtout par l'infant D. Henri ».

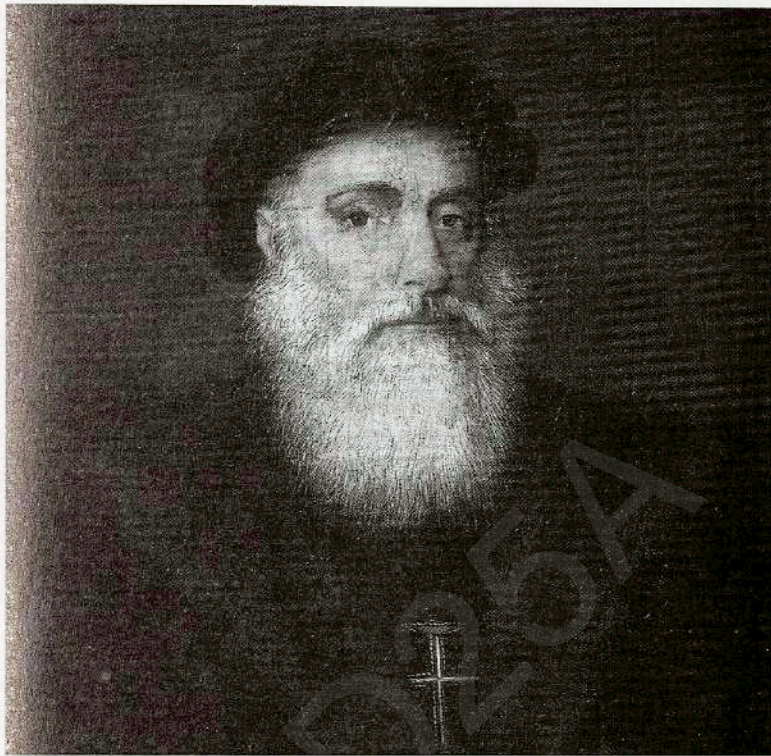
L'infant Henri, dit le Navigateur, celui dont le nom est associé à toute évocation des Découvertes, est sans aucun doute le plus « illustre » des « sublimes infants ». Le chroniqueur Zurara nous en a laissé un portrait, dont certains détails semblent confirmés par le peintre Nuno Gonçalves : « de bonne taille et de large stature, les membres gros et forts, le teint blond naturellement mais bruni par les constants travaux et l'exposition au grand air ». Sa personnalité et son rôle sont plus difficiles à saisir, obscurcis qu'ils sont par une abondante littérature hagiographique. Les études de Duarte Leite et de Vitorino Magalhães Godinho ont conduit à abandonner aux vieilleries l'image du « sage de Sagres » préparant scientifiquement les expéditions, maîtrisant les techniques les plus sophistiquées, fixant a priori les étapes de la découverte du monde. En revanche, on met plus volontiers l'accent sur ses fonctions de « régent et gouverneur » de l'ordre du Christ et de prince apanagé d'Algarve, sources de pouvoir et de richesses, sur sa détermination, exprimée dans sa devise « Talent de bien faire » qui laisse peu de place aux sentiments, sur son goût du lucre et de l'or, ses appétits de gloire, son attachement à un idéal chevaleresque anachronique. Son rôle n'en reste pas moins déterminant. Il a donné l'impulsion à l'expansion territoriale, même s'il était alors guidé par un idéal d'un autre temps, l'idéal de croisade. Il l'a fait intelligemment, en tirant les leçons des expériences et en rassemblant et en mobilisant les connaissances. On peut penser qu'il a tiré le maximum des ressources que lui procuraient ses fonctions, mais qu'il n'a pas suffisamment compté les pertes en vies humaines au passif de son bilan des Découvertes.

La caravelle et le portulan

On a coutume de dire que la caravelle est le principal outil des Découvertes. Cette réputation est largement surfaite, si du moins on s'en tient à une définition technique précise. En effet, la *caravela de descobrir* n'est apparue qu'aux environs de 1440, à un moment où le cap Bojador avait déjà été franchi par Gil Eanes sur un autre type de bateau : le *barinel*. Sa durée d'utilisation a également été courte : c'est Bartolomeu Dias qui l'emploie pour la dernière fois dans un voyage de découverte en 1487-1488. La caravelle proprement dite est donc le bateau des Découvertes, mais seulement pendant un demi-siècle. Mais qu'est-ce donc qu'une « caravelle des découvertes » ?

Le nom n'était pas nouveau au xv^e siècle : il était connu depuis deux siècles. Mais au xv^e siècle il s'agit bien d'un bateau entièrement nouveau, d'environ 50 tonneaux, avec un seul plancher, un pont surélevé à l'arrière et deux mâts portant des voiles triangulaires. Son principal intérêt tenait à sa maniabilité, liée à la superficie de sa voilure : le double de celle des autres bateaux de même tonnage. La caravelle permettait notamment la navigation à la bouline, ou progression en zigzag contre la direction dominante du vent. Or c'est ce type de navigation qui a assuré la découverte de la côte africaine de l'Atlantique sud.

A partir de la fin du xv^e siècle, ce type de bateau révèle ses limites : tonnage et vitesse insuffisants. On le remplace par des navires « ronds », qui sont des nefes : trois mâts, dont deux sont équipés de voiles rondes pour assurer la vitesse par vent en poupe, le troisième, celui de poupe, conservant sa voile latine. C'est le navire de Vasco de Gama. Il permet de porter la capacité jusqu'à 500 ou 600 tonneaux et d'équiper le navire de pièces d'artillerie. Il permet surtout de charger le ravitaillement d'un équipage doublé par rapport aux pratiques de la navigation européenne. On a calculé que quatre mois de vivres et d'eau représentaient 500 kg par homme. Or Vasco de Gama avait chargé des vivres pour trois ans et six mois. A partir de 1520 environ la nef sera elle-même relayée par un autre bateau : le galion. Il s'agit d'un bateau du même type que la nef, mais plus allongé et comportant un mât supplémentaire destiné à recevoir



Portrait de Vasco de Gama,
le découvreur de la route des Indes (peinture anonyme ;
musée national d'Art antique, Lisbonne)

une seconde voile latine. Désormais la navigation sur la route de l'Inde possède ses véritables outils. Mais on continuera d'appeler caravelles un peu tous les types de bateaux jusqu'au XVIII^e siècle. On peut s'en tenir à cette approximation et appeler « caravelles » les bateaux des Découvertes, à condition de considérer qu'il n'y a pas une, mais plusieurs révolutions techniques au cours du XV^e siècle.

Il fallait aussi, pour s'assurer de bonnes conditions de navigation, disposer des connaissances nécessaires pour passer de l'empirisme médiéval à la science moderne. Certes les Vikings, cinq siècles plus tôt, avaient bien atteint le Nouveau Brunswick

sans connaître l'aiguille aimantée, et les Polynésiens pratiquaient la navigation hauturière à 3 500 km de leurs bases. Mais il est de fait que les Découvertes portugaises s'accompagnent de découvertes scientifiques sur lesquelles elles s'appuient. Or les Portugais, surtout ceux du Centre et du Sud, influencés par les Arabes et les mozarabes, s'étaient intéressés au cours des siècles précédents aux traités diffusant la pensée scientifique arabe ou européenne. Dès 1090, l'évêque mozarabe de Coïmbre, Paternus, faisait état dans son testament de deux « astrolabes » (sans qu'on sache s'il s'agit d'instruments ou de traités sur les instruments). En 1257, un autre testament fait état de la *Sphera mundi*, un ouvrage composé par l'Anglais Jean de Hollywood (ou de Sacrobosco), mort l'année précédente. Cette attention portée aux sciences astronomiques, entre autres, par les milieux monastiques et cléricaux mozarabes s'est manifestée jusque dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Ensuite le relais fut pris par des laïcs et par des Juifs aux XIV^e et XV^e siècles. Et le savoir ne resta pas théorique.

Jusqu'au XV^e siècle, les navigateurs ont été tributaires de la vision du monde telle qu'elle s'exprimait dans la *Géographie* de Ptolémée, que l'on se contentait de préciser ou de corriger par l'adjonction de « cartes nouvelles ». On connaissait aussi au Portugal les cartes-portulans utilisées surtout en Méditerranée par les Gênois et les Majorquins. En Algarve, l'infant Henri s'entoura de cosmographes et de cartographes. Il est possible que Jaime de Majorque, le fils de l'auteur de l'*Atlas catalan*, Abraham Cresques, ait dirigé un temps une véritable école de cartographie portugaise. Les destructions opérées à Lisbonne par le tremblement de terre de 1755 sont peut-être responsables du fait que peu de ces cartes nous sont parvenues. Mais il est permis d'espérer que toutes les pertes ne sont pas définitives : on a retrouvé en 1960, en France, aux archives départementales de la Gironde, une carte hydrographique de l'Afrique atlantique dessinée vers 1485 par Pedro Reinel. Ce même cartographe devait ensuite élaborer, vers 1504, une carte avec méridien gradué dont l'utilisation postulait la pratique de la navigation astronomique. L'école cartographique portugaise était alors si célèbre que, d'Espagne, Charles Quint y délégua

ses observateurs et ses espions. Il réussit d'ailleurs à attirer à son service deux cartographes portugais, Jorge Reinel et Diogo Ribeiro. Mais il n'était pas le seul en Europe à s'intéresser aux travaux des cartographes portugais : on en retrouve en France (Lopo Homem et Bartolomeu Velho) et en Angleterre (Diogo Homem).

Écueils et réticences

Avant de tourner, à l'avènement de Jean II en 1481, cette première page de l'aventure maritime portugaise, qui est aussi la première grande page de l'histoire de l'expansion européenne et de sa domination de l'Afrique, il nous faut revenir à la société portugaise pour comprendre comment ses différentes composantes ont vécu l'aventure. Jusqu'à la fin du règne de Jean I^{er} en 1433, la bourgeoisie qui l'avait porté au pouvoir vit ses intérêts pris en compte. En revanche, la noblesse se sentait délaissée, s'estimant accablée par les impôts destinés à financer les expéditions. Ses sentiments étaient partagés dans la dernière décennie du règne par quelques-uns des infants, dont Pedro. Dans une lettre à son frère aîné écrite à Bruges en 1426, il considérait que le Portugal n'était plus une terre d'accueil, mais qu'au contraire il donnait l'envie d'émigrer. La noblesse obtint satisfaction au cours des deux règnes suivants, celui de Duarte (1433-1438) et celui d'Alphonse V (1438-1481), fils et petits-fils de Jean I^{er}. C'est dire les hésitations de la dynastie devant l'expansion maritime et son attachement aux valeurs traditionnelles de la féodalité.

C'est un esprit analogue que traduit aussi la poursuite par Alphonse V d'un grand rêve d'unité ibérique dont le Portugal aurait été le bénéficiaire. Une série de fiançailles et de mariages devaient préparer puis sceller l'union : mariage de l'infante Jeanne, sœur du roi, avec le roi de Castille Henri IV ; fiançailles d'Alphonse V lui-même, devenu veuf, avec Isabelle, une demi-sœur d'Henri IV ; fiançailles enfin du prince héritier portugais Jean avec Jeanne, dite la « Beltraneja », fille de l'infante Jeanne. Mais les nobles castillans, mécontents de ces projets, déposèrent leur roi. Il s'ensuivit une période confuse au cours de laquelle

Alphonse V voulut intervenir pour le rétablir sur le trône, mais les Cortès portugaises l'en dissuadèrent (1464). On connaît la suite : l'échec des projets matrimoniaux portugais, le mariage en 1474 de l'infant d'Aragon Ferdinand avec Isabelle de Castille (celle qui avait été promise à Alphonse V). Le roi du Portugal dut alors épouser la Beltraneja, ce qui lui permit de prendre le titre de roi de Castille et de Léon. Mais il ne réussit pas pour autant à s'imposer à ses rivaux ibériques : s'étant vu refuser l'appui du roi de France et du duc de Bourgogne, il fut vaincu à Toro en 1476. L'unité ibérique allait se faire, mais sans le Portugal, voire contre lui. De plus, la poursuite de ces chimères avait coupé le roi de sa nation et la fin du règne se déroula dans la confusion.

Consolider, exploiter, célébrer

L'effort financier nécessaire à l'exploration des côtes africaines et asiatiques, bientôt américaines, était difficilement compatible avec les ressources du pays. La seule alternative acceptable pour l'ensemble de la population était, à terme, l'autofinancement des voyages. C'est ce que comprirent les souverains du XVI^e siècle, Jean II, Manuel I^{er} et Jean III, en favorisant l'exploitation des richesses découvertes. Mais il fallut alors lutter contre l'opposition de tous ceux que gênaient les entreprises portugaises : les guerriers allaient prendre le relais des marchands, au risque d'entrer dans un dangereux engrenage qui ternirait l'image laissée par les découvreurs du siècle précédent. Cependant cette étonnante aventure ne pouvait pas laisser indifférents ceux sur qui reposent la mémoire d'un peuple : artistes et hommes de lettres y puisèrent une inspiration qui aboutit à la naissance de quelques-uns des chefs-d'œuvre européens d'un siècle pourtant exceptionnel.

Les rois à l'heure du choix

Trois souverains, on vient de le dire, ont été confrontés au problème de la continuation de l'exploration et des débuts de l'exploitation. Le plus connu, celui aussi dont le nom, à partir du XIX^e siècle, a servi pour qualifier l'art des Découvertes, est incontestablement Manuel I^{er} (1495-1521). Pourtant les deux règnes qui encadrent le sien ne sont pas négligeables. Nous connaissons déjà le rôle joué par Jean II (1481-1495) dans la

relance de l'exploration, grâce au réinvestissement de l'or de La Mina dans les campagnes de Diogo Cão, Bartolomeu Dias et Vasco de Gama. Il faut brièvement revenir sur les obstacles intérieurs qu'il a dû vaincre pour faire admettre cette politique. Le principal d'entre eux était constitué par l'hostilité chronique de la noblesse portugaise aux expéditions maritimes, auxquelles elle préférait toujours, pour des raisons qui tenaient autant du prestige que du profit, l'expansion territoriale au Maroc. Pour briser la résistance des nobles, Jean II commença par exiger d'eux un serment spécial de reddition immédiate des forteresses à toute réquisition du roi. Il imposa en même temps le contrôle de nouveaux fonctionnaires royaux sur les administrations seigneuriales. Cela lui valut la reconnaissance du peuple, en même temps que de durables inimitiés nobiliaires. Celles-ci se traduisirent notamment par des conspirations qui prirent souvent la voie de l'alliance castillane. Jean II devait se montrer impitoyable face aux comploteurs. La première victime fut le duc de Bragance, le noble le plus puissant du royaume, condamné à mort et exécuté dès 1483. Puis d'autres suivirent, dont D. Diogo, beau-frère du roi et prétendant éventuel au trône. Cette fermeté permit à Jean II de transmettre à son successeur un royaume où le principe de centralisation n'était plus contesté.

Ce successeur n'était pas son fils : l'héritier légitime, Afonso, qui avait épousé Isabelle, la fille des Rois Catholiques, était mort accidentellement en 1491. Jean II avait donc dû se résigner à reconnaître comme successeur le frère même de ce Diogo dont il avait prononcé la condamnation et peut-être même perpétré le meurtre : Manuel I^{er}. Dans la mémoire portugaise, celui-ci tient une place semblable à celle d'Henri le Navigateur. C'est en effet sous son règne que l'empire connaît ses plus beaux jours. On lui reconnaît un sens de la justice, un sens de la grandeur de l'État, une capacité à s'entourer de collaborateurs compétents ou d'artistes et d'hommes de lettres de talent. La noblesse portugaise étant pour l'heure assagie, voire domestiquée, il put se permettre de gouverner de façon autoritaire, ne réunissant les Cortès qu'à quatre reprises pendant un quart de siècle. Il entreprit par ailleurs d'uniformiser le statut des villes,

dont il fit réviser les franchises, afin de supprimer des privilèges que plus rien ne justifiait. Ce fut en partie l'objet, en 1521, de ce qu'on appelle les Ordonnances manuélines

Mais le grand problème du règne fut le problème juif. Sa position initiale à leur égard était pourtant simple : il souhaitait leur maintenir, sans plus, les positions qu'ils occupaient dans le royaume depuis plusieurs générations. Or, sans être au sommet des élites urbaines, les juifs occupaient d'importantes fonctions dans l'administration fiscale, dans l'artisanat de luxe ou à la cour, en tant que médecins, astrologues ou cartographes. Mais Jean II avait laissé se renforcer la communauté juive portugaise en accueillant environ 60 000 juifs espagnols expulsés par les Rois Catholiques : les plus riches, à titre définitif, les autres, en promettant de les diriger sur les places portugaises du Maroc. Manuel avait conscience de ce que représentait pour le royaume le potentiel de savoir et de richesse de la communauté juive et sa ferme intention était de les protéger contre l'hostilité populaire. Cependant cette politique était difficilement compatible avec ses projets matrimoniaux ibériques. Il avait en effet l'intention d'épouser Isabelle, la veuve de l'infant Afonso, fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille. Or ces derniers posaient comme condition au mariage l'expulsion de tous les juifs du Portugal. D'où la nouvelle politique vis-à-vis des minorités religieuses juive et musulmane : les inciter à recevoir le baptême. Devant les réticences de beaucoup, le roi tenta d'aller plus loin : il fit enlever les enfants juifs ou musulmans afin de leur donner une instruction chrétienne. Puis il inaugura une politique de conversions forcées, qui fit de ceux qui se laissaient convaincre, de « nouveaux chrétiens ». Ainsi les expulsions furent réduites le plus possible. Cependant, excité par des prédicateurs dominicains lors de la peste de 1506, le peuple de Lisbonne se livra à des violences sanglantes contre les nouveaux chrétiens de la ville : le pogrom fit plusieurs centaines de morts. Mais le roi demeura ferme : il fit exécuter plusieurs dizaines de coupables et ferma le couvent des dominicains. Les juifs « convertis » commençaient à s'intégrer lorsque Jean III, en 1531, introduisit dans son royaume l'institution répressive la plus tristement efficace qu'on pût trouver : l'Inquisition. C'est,

pour l'heure, ce que nous retiendrons de ce prince, issu du second mariage de Manuel I^{er}. Car il faut revenir aux problèmes maritimes et faire état d'autres choix, ou d'autres refus.

Sans Christophe Colomb

Le refus le plus connu et le plus décisif prononcé par les souverains portugais fut celui qui affecta Christophe Colomb dont les liens avec le Portugal furent importants. Rappelons d'abord que la présence de Génois à Lisbonne remontait à environ trois siècles. Ils avaient transmis aux Portugais, aux XII^e et XIII^e siècles, leurs techniques financières et commerciales. Au début du XIV^e, l'un d'eux, Manuel Pessanha (Pessagno), avait été choisi par le roi comme amiral de la flotte portugaise, à charge, avec une vingtaine d'autres capitaines, de diriger les chantiers navals et de développer une marine de guerre. Dans les années 1330, Lanzerotto Marocello, peut-être au service de la flotte portugaise, avait découvert l'archipel des Canaries, inaugurant ainsi l'ère des grands voyages. Au XV^e, les Spinola, Lomellini, Grimaldi, Doria, Cattaneo, étaient solidement implantés dans la société portugaise. Marco Lomellino avait acheté à Alphonse V, pour dix ans, le monopole de la culture de la canne à sucre et celui de la vente du sucre, le roi recevant le tiers des revenus de l'entreprise.

Christophe Colomb, né en 1451, avait néanmoins abordé accidentellement le Portugal, lorsque le bateau flamand sur lequel il naviguait avait été coulé au large de l'Algarve. Il aurait alors rejoint son frère Barthélemy à Lisbonne et se serait ainsi rapidement intégré à la colonie génoise. Il aurait complété son expérience de la navigation en prenant part à des expéditions en Irlande et en Islande et développé sa formation scientifique en travaillant dans une entreprise de cartographie. Ces informations sont à prendre avec prudence car elles proviennent d'une tradition tardive. Ce qui est attesté par les archives notariales de Gênes, en revanche, c'est sa présence à Madère en 1478, où il s'intéresse au commerce du sucre. C'est là qu'il entre en contact avec la famille Perestrello, originaire de Plaisance, dont il épouse la fille, Philippa. Or les Perestrello étaient de grands sei-

gneurs de Madère, très intéressés par les Découvertes africaines. Christophe Colomb put bénéficier de leurs cartes et se tenir au courant des progrès de l'exploration, voire se rendre lui-même à La Mina.

Colomb acquit assez tôt la conviction qu'on pouvait atteindre les épices par l'ouest, ce qui réduirait considérablement la durée des voyages et le coût du transport. Il se fonda sur une lettre écrite en 1474 par le cosmographe florentin Toscanelli au chanoine portugais Martins, soucieux de rétablir avec la Chine le contact rompu par Tamerlan. Il fut encouragé dans son projet par une série d'erreurs concernant l'étendue de l'Atlantique. Ces erreurs, répandues par Martin de Tyr et reprises par Toscanelli permettaient de situer le Japon à 2 400 milles à l'ouest des Canaries, soit à moins du quart de la distance réelle, ou encore à l'est des Antilles.

A deux reprises, en 1484 et 1488, Colomb s'adressa à Jean II pour lui demander les moyens nécessaires à la réalisation de son projet. A deux reprises, après examen soigneux par une commission d'experts réunissant notamment des ecclésiastiques et des juifs, le projet fut rejeté. On ignore les motivations du rejet, mais on peut reconstituer sans risque l'argumentation. Celle-ci était double. Du point de vue scientifique le projet semblait irréalisable, car les Portugais, se fondant sur Ptolémée, connaissaient les distances réelles entre les Canaries et Cipangu (Japon) : 10 600 milles. Or il s'y ajoutait un obstacle politique : il n'était pas envisageable de remettre en question le monopole d'État instauré en 1474, particulièrement au moment où la route africaine des Indes devenait une réalité. On connaît la suite des démarches de Colomb, l'acceptation de son projet insensé par une Castille en pleine réorganisation, et la réussite. Mais cela n'appartient plus à l'histoire du Portugal. Celui-ci peut néanmoins revendiquer d'avoir formé Colomb, mais aussi d'avoir touché, peut-être avant 1492, la côte de la Vera Cruz, que l'on devait plus tard appeler Brésil. On s'explique mal, sans cela, les exigences de Jean II à Tordesillas. Plus tard, le Portugal laissera également partir pour la Castille l'un de ses plus illustres enfants, Magellan, le premier à réaliser, en 1519, la circumnavigation.

Tordesillas ou le partage du monde (1494)

A deux reprises au milieu du xv^e siècle, les Portugais s'étaient fait reconnaître par la papauté l'exclusivité de l'exploration et de l'exploitation de la côte africaine. Cependant en 1475 Isabelle la Catholique voulut remettre en cause le monopole portugais. Elle incita ses sujets à s'investir dans le commerce de Guinée, les assurant de la protection de l'État castillan, lequel, en contrepartie, prélèverait le cinquième des gains commerciaux. Ces dispositions heurtaient deux séries d'intérêts : ceux des marins andalous qui jusqu'alors s'adonnaient à ce commerce pour leur propre compte et que la décision royale privait d'une partie importante de leurs gains ; ceux surtout de l'État portugais qui s'accommodait de la présence en Guinée de quelques marchands étrangers, mais ne pouvait tolérer la concurrence d'un autre État. Les représailles portugaises ne devaient d'ailleurs pas tarder, qui obligèrent en 1479 la Castille à signer le traité d'Alcaçovas, dont les principales clauses entérinaient la domination portugaise sur les côtes africaines et les îles atlantiques, Canaries mises à part. Après le premier voyage de Colomb, Jean II, se fondant sur ces dispositions, revendiqua les terres découvertes par le Génois, ce que ne pouvaient pas accepter les rois de Castille. D'où de nouvelles négociations entre les deux pays, sous l'égide du pape Alexandre VI, qui publia en 1493 deux bulles, probablement antidatées, par lesquelles il limitait les possessions portugaises au méridien situé à 100 lieues à l'ouest du Cap-Vert. Mais les négociateurs portugais n'acceptèrent pas ces dispositions et obtinrent, au traité du 7 juin 1494, de repousser cette limite à 370 lieues.

On s'est interrogé sur les raisons de la pugnacité de la délégation portugaise. On a fait remarquer que le report de la limite vers l'ouest a certes permis au Portugal de prendre possession des terres touchées par Cabral lorsqu'il se laissa porter par les alizés plus loin vers l'ouest que ses prédécesseurs. Mais cela se passait en 1500, six ans après Tordesillas. Pressentiment de l'existence de ces terres ? Ou résultat d'un secret bien gardé, celui d'une découverte antérieure à 1493, par Duarte Pacheco Pereira ? Mise à part la satisfaction d'amour-propre national,

cela n'a pas grande importance : nul alors ne pouvait pressentir le poids du Brésil dans l'histoire portugaise des siècles futurs. D'ailleurs tous les regards étaient tournés vers l'Asie.

Les armes au secours des épices

Lorsque Pedro Alvares Cabral assura officiellement au Portugal la possession du Brésil, il était chargé par le roi de la conduite en Inde de la première expédition consécutive au voyage de Vasco de Gama. Cette expédition devait être aussi l'une des dernières explorations pacifiques. Les desseins commerciaux des Portugais en Inde heurtaient, en effet, beaucoup trop d'intérêts. Et si à son retour à Lisbonne en juillet 1501 Cabral ramenait bien une prometteuse cargaison d'épices, il rapportait aussi des nouvelles inquiétantes quant aux conditions de l'exploitation. D'abord, les princes de la région de Calicut et de la côte de Malabar n'étaient pas chrétiens, mais hindouistes ou musulmans. Ensuite, des puissances importantes, Turcs et Égyptiens, s'intéressaient elles aussi, et avec l'avantage de l'antériorité, aux épices indiennes. Surtout, les Vénitiens s'inquiétaient pour leurs affaires, dont les intermédiaires étaient précisément les princes musulmans. C'est pourquoi dès 1502, au cours de sa seconde expédition, Vasco de Gama crut nécessaire de montrer la force, voire de semer la terreur : fort de ses vingt navires, il imposa un tribut en or au sultan de Qiloa, brûla un navire concurrent avec sa cargaison et son équipage, et fit pendre des dizaines de pêcheurs de Calicut. Devant ce déploiement de force et cet étalage d'atrocités, certains princes, tels ceux de Cochim et de Cananor, se soumirent. Bientôt on vit s'ériger une série de fortins destinés à protéger les factoreries installées sur la côte occidentale de l'Inde et sur la côte orientale de l'Afrique.

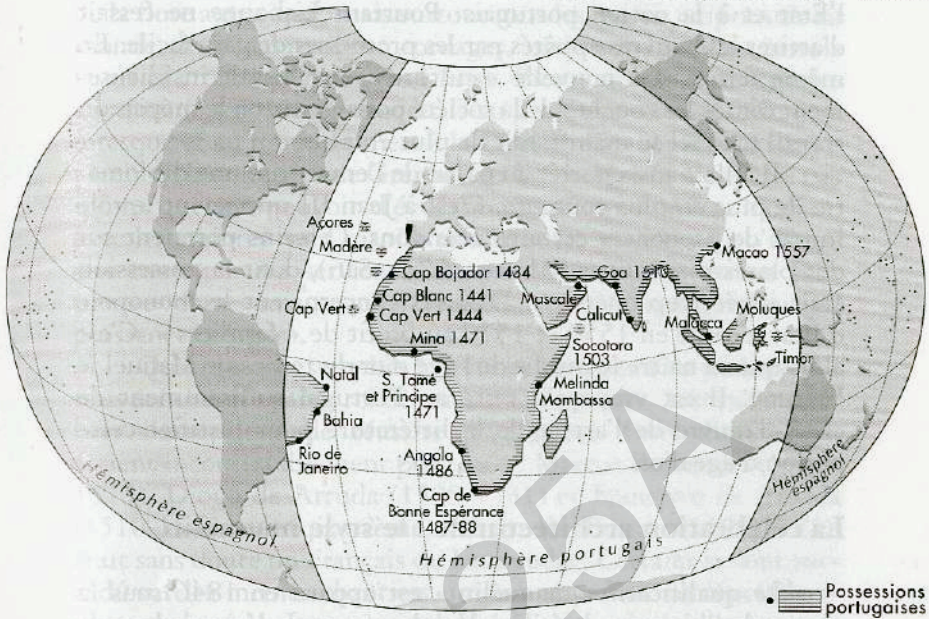
Il fallut aussi doter ces régions lointaines d'une administration suffisamment autonome pour que des décisions puissent éventuellement être prises sans attendre les instructions de Lisbonne. Ce fut la raison d'être de la vice-royauté des Indes. Dotés d'une force militaire permanente, les vice-rois furent chargés de maintenir l'ordre portugais dans l'océan Indien. Le premier

d'entre eux, Francisco de Almeida, établi en 1505, eut le souci de barrer aux épices indiennes les deux voies d'accès à la Méditerranée. Pour ce faire, il s'empara de l'île de Socotora qui commandait la mer Rouge et occupa Ormuz à l'entrée du golfe Persique, mais dut engager sa flotte à plusieurs reprises contre des coalitions de princes locaux. Son successeur, Afonso de Albuquerque, s'empara de Goa à la suite de sanglants combats suivis de massacres, puis la fortifia : elle allait devenir la capitale de l'Inde portugaise, succédant ainsi à Cochim. A ce titre, elle vit affluer non seulement les marchands mais aussi les missionnaires, franciscains, dominicains et bientôt jésuites : saint François-Xavier y prêcha en 1542, avant de poursuivre, sur les traces des marchands et des guerriers, sa mission au Japon, et de projeter de les rejoindre en Chine, à Canton.

Mais le rôle des armes ne s'arrête pas là. Elles sont nécessaires pour assurer la protection des convois d'épices jusqu'à Lisbonne. Chaque année, en effet, à partir de 1506, 25 000 quinxaux d'épices passaient de l'océan Indien dans l'Atlantique sur des navires portugais. Ceux-ci circulaient en convois au rythme de la mousson. Arrivés dans les ports indiens entre la fin du mois d'août et le début d'octobre, ils en repartaient entre la mi-décembre et la mi-janvier, avec leurs cargaisons d'épices et de drogues, y compris celles provenant de Malacca préalablement entreposées dans les factoreries indiennes.

Profits et pertes

La redistribution des épices sur les places européennes, Bruges notamment, devait normalement enrichir tous ceux qui l'assuraient, à commencer par l'État portugais, bénéficiaire du monopole. A la Casa de Guinée fondée par l'infant Henri, était venue s'ajouter la Casa da India qui contrôlait les importations et percevait les taxes. Ses « officiers », ainsi que tous ceux qui étaient établis près des lieux de production, profitaient des salaires et autres avantages liés à leur fonction. Marins et soldats ont aussi profité des soldes. Mais les uns et les autres dans une mesure moindre que les classes privilégiées. Pourtant jamais la totalité des épices de l'Inde n'a été détournée vers Le Cap : les

L'empire portugais au XVI^e siècle

routes traditionnelles des isthmes entre l'océan Indien et la Méditerranée ont continué à en attirer bon an mal an 30 à 40 %. Mais aux épices s'ajoutaient les cotonnades, les soieries, le café, les porcelaines, en provenance de ce même Orient. L'Europe, par ailleurs, devenait de plus en plus consommatrice de sucre, que lui fournissaient Madère, les Açores, les îles du Cap-Vert et São Tomé, et que redistribuaient Anvers ou Amsterdam.

Les Portugais n'étaient cependant pas les seuls bénéficiaires de ce trafic. Les banquiers italiens et allemands étaient présents dans tous les principaux centres de distribution, de Lisbonne à Bruges. Les grandes places de garnison de l'océan Indien employaient également des soldats indigènes, mais les soldes payées à ces derniers représentaient peu de chose par rapport aux pots-de-vin laissés aux princes locaux pour obtenir ou conserver leur concours ou leur complaisance.

C'est dire qu'une grande partie du pactole échappait à l'État et à la nation portugais. Pourtant Lisbonne ne cessait d'attirer les pauvres appâtés par les promesses de gain facile. En même temps une nouvelle « culture » envahissait insidieusement toutes les couches de la société portugaise, où le mépris du travail manuel se manifestait de plus en plus.

Il fallait aussi porter au passif de l'entreprise une diplomatie de plus en plus coûteuse. C'est à Jean III que revint le rôle ingrat de prononcer certains abandons. Certains portaient sur des places marocaines (Alcacer-Kébir, Safi), dont la possession était jugée trop onéreuse. D'autres concernaient le monopole d'État, écorné en 1550 et 1570 au profit de « fermiers ». C'est alors que va naître le mythe de l'âge d'or du temps de Manuel le Fortuné. Il est vrai qu'il reste au Portugal suffisamment de chefs-d'œuvre de l'art et de la littérature pour justifier cette notion d'âge d'or.

La célébration architecturale : le style manuélín

Le qualificatif « manuélín » est apparu en 1846 sous la plume de l'historien brésilien Varnhagen pour désigner le style des monuments de la première moitié du XVI^e siècle. Son inventeur était persuadé de la totale originalité des monuments du règne de Manuel I^{er} par rapport au gothique qui les a précédés et au style de la Renaissance qui les a suivis. Il serait néanmoins abusif s'il tendait à accréditer l'idée que Manuel I^{er} est le seul inspireur d'un mouvement entièrement original rendant compte de la totalité de l'expression artistique de son temps, c'est pourquoi on tend à en réduire l'acception. Pourtant le qualificatif a l'immense avantage d'attirer l'attention sur l'adéquation entre les aspirations, les rêves et aussi la richesse d'une nation, et leur expression artistique. Car, malgré ses emprunts, le manuélín est bien l'expression d'un moment dans l'histoire d'un peuple.

Dans son sens le plus strict, le manuélín consiste dans l'application d'un décor prodigue et somptueux à une structure architecturale gothique. Ce décor affecte toutes les parties de l'édifice, depuis les façades jusqu'aux colonnes et aux pilastres.

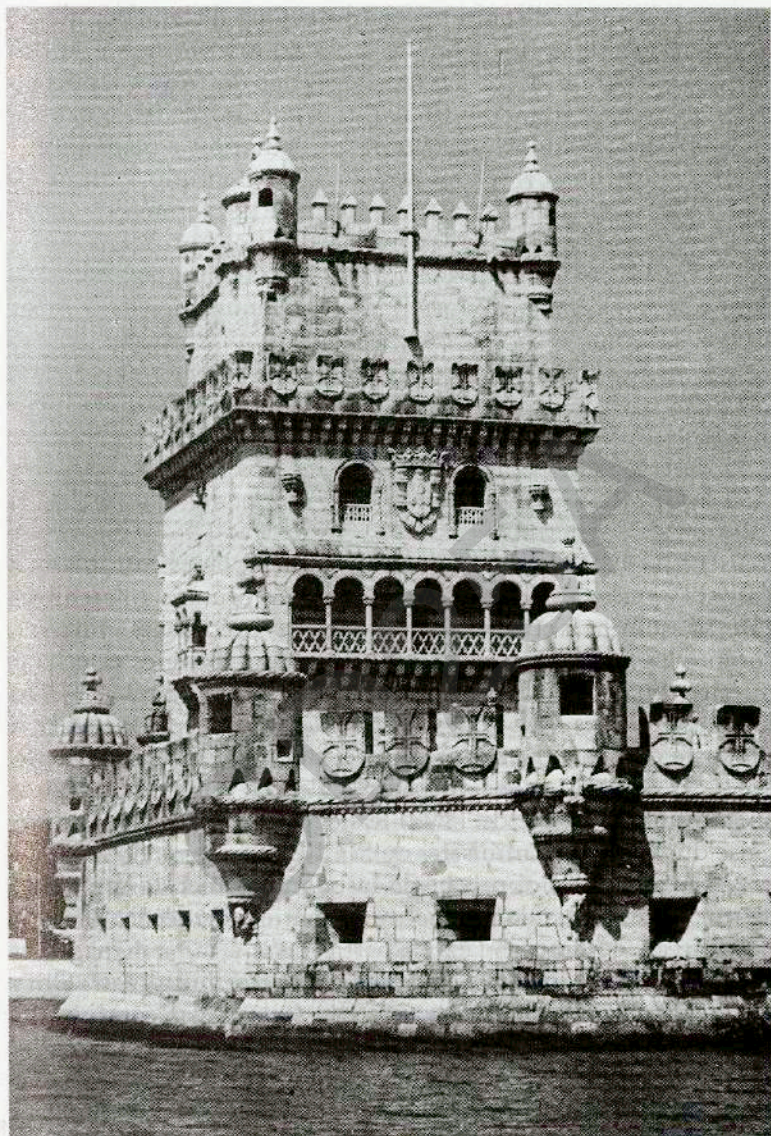
Ses thèmes de prédilection sont les végétaux, notamment ceux de la flore aquatique, mais surtout tous les motifs empruntés au monde de la navigation : cordages, mais aussi sphères armillaires et croix de l'ordre du Christ. Bien entendu, il emprunte certains de ses thèmes décoratifs au gothique ou encore au plateresque et au mudéjar chers à la Castille voisine, notamment à partir de la conquête de Grenade en 1492. Mais il n'en reste pas moins que son pouvoir d'évocation essentiel concerne l'océan, avec les craintes qu'il inspire encore et les promesses qu'il suscite toujours. Au service de cette évocation, les artistes font preuve d'une imagination exubérante et d'une prodigieuse puissance créatrice.

Quatre noms sont liés à cette expression. Ces maîtres ont tous été chargés par le roi de travaux spécifiques, destinés à célébrer l'exceptionnelle réussite portugaise. Trois d'entre eux étaient incontestablement portugais : Mateus Fernandes (1490-1515), Diogo de Arruda (1508-1531) et Francisco de Arruda (1510-1547) ; le quatrième, Diogo de Boitac (1490-1525), était sans doute un Français du Languedoc. Certains se sont succédé sur les mêmes chantiers, imposant parfois un léger changement de style. Les principales réalisations se situent à proximité de Lisbonne, mais aussi à Tomar et à Batalha.

Il n'est pas étonnant que Manuel I^{er} ait choisi Lisbonne comme lieu essentiel de la célébration de la réussite maritime. C'est de là, en effet, que partaient caravelles et galions en direction de l'Orient et c'est là qu'aboutissaient les cargaisons d'épices qui faisaient la richesse momentanée du royaume. Plus précisément, c'est à l'ouest de Lisbonne, à Belem, là où le Tage, échappant à la mer de Paille, se confond avec l'océan, que Manuel voulut immortaliser le souvenir de l'empire. Il avait été précédé dans ce dessein par Henri le Navigateur qui avait construit une chapelle à l'intention des marins en voie d'embarquement. Manuel voulut amplifier la fondation et la rendre digne des développements qu'avait connus l'entreprise depuis la mort de l'infant Henri. Pour cela, il confia les bâtiments existants et un vaste terrain aux moines de Saint-Jérôme ou hiéronymites (*Jeronimos* en portugais). L'acte de donation eut lieu en 1496. La précision a son importance car elle témoigne du fait

que la décision royale n'était pas liée, comme on a pu le prétendre, à l'événement exceptionnel qu'aurait représenté le premier voyage de Vasco de Gama, mais qu'elle a une portée beaucoup plus générale : mettre sous la protection divine, grâce à la prière monastique, les expéditions maritimes. En fait, les maîtres d'œuvre ont construit un ensemble plus propice à la manifestation du faste qu'au recueillement monastique.

Les travaux du monastère des Jeronimos débordent largement de la période proprement manuéline. Commencés en 1502, ils ne s'achèvent que 70 ans plus tard, si l'on s'en tient à l'essentiel. On connaît assez bien les différentes étapes de la construction. Les travaux des premières années portent la marque de Boitac, maître d'œuvre au moins de 1514 à 1517. Il s'était naguère illustré au Portugal par la construction, entre autres, de l'église Jésus à Setubal en 1492, qui préfigurait déjà celle des Jeronimos, avec ses trois nefs de hauteur sensiblement égale où la structure gothique a reçu l'adjonction de colonnes torsadées réglant de manière claire la distribution intérieure. Aux Jeronimos, on lui doit le chevet et les murs de la nef ainsi que la galerie inférieure du cloître. C'est lui qui a imprimé le mouvement manuélin avec son décor naturaliste de tiges tourmentées, de feuillages et de fruits. Son œuvre fut poursuivie par un Castillan, João de Castilho, lequel termina, avant 1522, le cloître et les bâtiments conventuels. On lui doit sinon la conception, en tout cas la décoration de la nef. Celle-ci se rattache à la famille des églises-halles allemandes, mais l'originalité est créée par les piliers séparant la nef principale des deux collatéraux et qui s'élèvent vers la voûte comme des troncs de palmiers. Leur décor relève d'un courant en honneur dans la Castille voisine et qu'on appelle « plateresque » en raison de sa ressemblance avec les travaux d'orfèvrerie. Les thèmes naturalistes y ont déjà été remplacés par les formules décoratives chères à la Renaissance : médaillons, entrelacs, rinceaux. L'influence européenne est également présente aux Jeronimos, par l'intermédiaire du sculpteur français Nicolas Chanterène qui réalisa, à partir de 1517, le portail ouest dont la composition rappelle celui de la chartreuse de Champmol à Dijon, avec les statues du roi et de la reine, celles de leurs saints patrons, des



La tour de Belém (début XVI^e siècle) :
le monument emblématique du Portugal

scènes bibliques, l'ensemble accompagné d'éléments de la Renaissance. Plus tard, dans la seconde moitié du siècle, un autre Espagnol influencé par l'Italie, Diogo de Torralva, puis un autre Français, Jérôme de Rouen, termineront l'édifice dans le style classique. On le voit, malgré la réputation « manuéline » que lui ont faite les écrivains romantiques (dont plusieurs reposent dans la salle capitulaire), le monastère des Jeronimos est un édifice composite dont seules les constructions primitives relèvent du style manuélin *stricto sensu*. Il n'en témoigne pas moins des sentiments et des aspirations du roi Manuel, passionnément attaché à l'empire, mais résolument ouvert à l'Europe.

Sans quitter Belem, on trouvera un autre témoignage de ces dispositions : il s'agit de la Tour de Belem, le monument emblématique du Portugal. Construite entre 1515 et 1519, elle était destinée à défendre l'entrée du Tage. Sa construction avait été confiée à Francisco de Arruda qui sut concilier les impératifs militaires de défense avec l'élégance de l'édifice. Aux motifs maritimes déjà évoqués (cordages et sphères armillaires) l'artiste ajoute des éléments sans doute empruntés à l'architecture marocaine, observés au cours de précédents voyages, comme les dômes côtelés surmontant tours d'angles et échaugettes. Mais il n'oublie pas pour autant l'Italie, présente dans la loggia et dans les balcons. Depuis le début de l'année 1992, un autre édifice s'élève à proximité, tout aussi chargé de symboles : il s'agit du palais du Centre culturel, qui constitue pour six mois (1^{er} semestre de 1992) le siège de la présidence portugaise du conseil des ministres de la CEE.

Un autre édifice proche de Lisbonne permet de compléter ce survol des goûts de Manuel I^{er} en matière de décor : il s'agit du château de Sintra, dans la partie qu'il a fait aménager et agrandir vers 1517. Ici l'emprunt est ibéro-musulman. On y retrouve, en effet, quelques-unes des formules décoratives en honneur à la fin du XIV^e siècle dans la Grenade musulmane comme dans la Séville reconquise et qui fondent le style mudéjar, nom donné aux musulmans vivant sous régime chrétien. Il se manifeste en particulier dans les ouvertures par l'emploi de l'*ajimez*, c'est-à-dire de baies jumelées encadrées par une fine colonnade supportant des arcs indentés, le tout délimité par un



Belém. L'intérieur de l'église des Jérônimos
(début XIV^e siècle)

cadre quadrangulaire. A Sintra cependant, le décor n'atteint pas l'exubérance qu'avait connue Grenade. Il s'apparente d'ailleurs de ce point de vue aux réalisations de la même époque que l'on observe à Evora (à la porte de la salle capitulaire des Loios) et dans tout l'Alentejo, et qu'on appelle le « manuélin luso-mauresque » ou encore le « mauresque de l'Alentejo ».

Nous achèverons ce voyage sélectif au cœur de l'art manuélin en évoquant encore deux monuments dus à deux autres maîtres. Il nous faut d'abord retourner à Batalha où s'illustra Mateus Fernandes. Son génie créateur s'est notamment déployé au portail reliant les chapelles inachevées au chevet de l'église et qui constitue l'une des œuvres les plus authentiquement manuélines. C'est une porte monumentale à l'arcature extrêmement complexe : des arcs trilobés irréguliers sont surmontés d'arcs polycentriques qui semblent les envelopper à la manière d'une tenture relevée. Toute la surface des piliers soutenant les arcs et toute celle des voûtures est recouverte d'une

fine dentelle sculptée alliant dessins géométriques et motifs végétaux. On peut aussi, avec beaucoup d'attention, déchiffrer au milieu de ces guirlandes une inscription trois fois répétée, en une langue qui se veut française : « LEAUTE FARAY, TA YASEREY », transcription laborieuse de la devise de Duarte I^{er} : « Léauté [loyauté] ferai, tant que je serai ». On s'est interrogé sur la signification de cet art : derniers feux d'un gothique flamboyant sans retenue ? Ou annonce du baroque ? Ces questions agiteront encore longtemps les spécialistes de l'histoire de l'art. C'est en tout cas, de nouveau, la manifestation d'une virtuosité au service de la vitalité et du dynamisme d'une société sûre d'elle.

Mais si on ne pouvait retenir qu'un seul témoignage de l'art manuélin et de la célébration des Découvertes, c'est vers Tomar qu'on devrait diriger le regard. Comme à Belem, Manuel I^{er} y prolonge les travaux d'Henri le Navigateur. Des constructions de ce dernier, il ne reste que les ruines d'un château gothique et deux cloîtres (celui des ablutions et celui du cimetière). L'essentiel des travaux de Manuel a consisté dans l'édification d'une nef sur le flanc ouest de l'église ronde des Templiers, ainsi réduite à un chœur. Les travaux furent confiés à Diogo de Arruda qui apporta un soin particulier au décor du portail sud et à celui des deux fenêtres de la face sud et de celle de l'ouest, selon les instructions données par le roi lui-même. Il est vraisemblable qu'il n'eut pas le temps d'achever le portail, auquel travailla après lui João de Castilho. Mais il réalisa bien les trois fenêtres, dont celle de l'ouest qui résume à elle seule la richesse décorative de l'art manuélin. Elle est surmontée de la croix de l'ordre du Christ posée au-dessus des armes de Manuel I^{er}, elles-mêmes encadrées par deux sphères armillaires. Les colonnes qui la bordent disparaissent sous un enchevêtrement de câbles marins, de guirlandes et de couronnes. A la base, à l'opposé de la croix, sont représentées les racines d'un arbre auxquelles s'agrippe un être humain. Des générations de Portugais ont vu et voient dans cette fenêtre de Tomar l'ouverture de leur nation sur l'océan dompté mais dangereux. Ouverture, le mot est revenu à plusieurs reprises au cours de l'évocation de ces lieux de mémoire de l'époque manuéline que sont Belem, Sin-

tra, Batalha et Tomar. Il faut néanmoins insister sur le fait que l'attention portée à l'Atlantique n'est pas exclusive : le commerce des épices ramène toujours les Portugais à l'Europe, dont ils acceptent les modes artistiques pour les intégrer à leur propre synthèse.

La célébration picturale : le polyptyque de Saint-Vincent

De beaucoup antérieure à Manuel I^{er}, mais également liée aux Découvertes, une autre œuvre a longtemps intrigué les spécialistes et n'a toujours pas livré tous ses secrets : il s'agit du *Polyptyque de Saint-Vincent*, un ensemble de six panneaux de bois peint à l'huile, découvert en 1882 au monastère Saint-Vincent de Lisbonne et actuellement conservé au Musée d'art ancien de cette ville. Lors de sa découverte, on a fait le rapprochement entre cette œuvre et la mention, au XVI^e siècle, d'un chef-d'œuvre de la peinture portugaise que l'on croyait disparu. En effet, dans un traité intitulé *De la peinture ancienne*, paru en 1548, Francisco da Holanda mentionnait parmi les dix-huit peintres jugés par lui les plus importants, à côté de Michel-Ange, Raphaël et Léonard de Vinci, un certain Nuno Gonçalves. Or ce témoignage n'avait pas de raison d'être rejeté dans la mesure où Francisco da Holanda était lui-même un peintre reconnu, fils d'un peintre flamand établi à Lisbonne et ami de Michel-Ange. Et l'auteur ajoutait, au sujet de Nuno Gonçalves, qu'il s'agissait du « peintre du roi Alphonse [V] qui peignit à la cathédrale de Lisbonne l'autel de Saint-Vincent ». Après les études de José de Figueiredo, en 1910, on aboutit à la certitude que les panneaux retrouvés à Saint-Vincent devaient bien être attribués à Nuno Gonçalves. Cependant, contrairement à ce que pensait le critique, le polyptyque retrouvé n'est pas celui que mentionnait Francisco de Holanda, mais un autre, peint par le même artiste pour le compte du monastère Saint-Vincent où il devait servir de retable.

L'œuvre date probablement des années 1460-1470. Elle associe la célébration des Découvertes avec celle du saint protecteur de la ville de Lisbonne et des gens de mer : saint Vin-

cent. Nuno Gonçalves s'y révèle un véritable portraitiste, qui s'intéresse aux hommes et à eux seuls. Mais ces hommes sont mis en scène dans un but précis : montrer leur piété et leur détermination à un moment particulier de l'histoire portugaise, lorsque le roi Alphonse V, le commanditaire, prend le titre de « roi des Algarves d'en-deçà et d'au-delà des mers », sans doute après la conquête de Ksar-es-Seghir (1458).

Tel qu'il est reconstitué au musée d'Art ancien, le polypytique comporte deux panneaux centraux, encadrés de chaque côté par deux autres panneaux de même hauteur mais moins larges. Sur le panneau « de l'infant », au centre, on reconnaît plusieurs membres de la famille royale : le roi Alphonse, son fils Jean, mais aussi Henri le Navigateur, mort depuis 1460, mais que l'artiste a dû choisir de représenter en raison du rôle joué dans les Découvertes. L'autre panneau central, dit « de l'archevêque », évoque également des personnages importants : outre l'archevêque, on reconnaît des membres de la famille royale, ainsi que le grand connétable, les commandants de l'armée et de la flotte. Les petits panneaux s'intéressent aux autres composantes de la société portugaise : les chanoines augustins de la collégiale Saint-Vincent, les pêcheurs, l'aristocratie, un juif... Une société tendue vers un même idéal, dans une gravité générale et une grande piété. Un moment aussi dans la prise de conscience de l'identité culturelle.

La célébration littéraire : Camões

Il serait abusif de faire de Luis de Camões l'unique chantre de la grandeur maritime portugaise de ce siècle. La production littéraire de l'époque est en effet abondante et de qualité. Pourtant c'est bien le nom sur lequel il convient de fixer l'attention. Né vers 1520, issu d'une famille noble mais appauvrie, il fréquenta l'université vers 1540, fit l'apprentissage des armes au Maroc, connut la prison à Lisbonne à la suite d'une rixe vers 1550. Il obtint sa libération de prison à condition de partir pour l'Orient. On le retrouve alors soldat à l'entrée de la mer Rouge, administrateur à Macao, naufragé à l'embouchure du Mékong, de nouveau emprisonné, mais pour dettes. Il part pour Lisbonne



Luis de Camões (1520-1579),
le chantre de l'épopée maritime
(gravure, Bibliothèque nationale, Paris)

en 1567 mais n'y parvient que deux ans plus tard, ne réussissant pas à financer son voyage. En 1572, l'année de la publication des *Lusiades*, il obtint une pension pour services rendus en Inde, mais cela ne suffit pas à le sortir du besoin : il mourut dans la misère en 1579, après avoir tenu, selon sa formule, « dans une main toujours la plume et dans l'autre l'épée ».

Outre *les Lusiades*, son œuvre principale, il laissait un volume d'œuvres lyriques intitulé *Parnasse lusitanien* où se révèle l'influence de Pétrarque. Mais il dépasse le maître, en introduisant au cœur de sa thématique le « désenchantement du monde ». Dans le vaste poème épique que sont *les Lusiades*,

il se propose de chanter une histoire nationale, un peu à la manière de Virgile dans l'*Énéide*. Cependant son héros n'est pas individuel, mais collectif : c'est la nation portugaise. Au centre de cette histoire, il y a l'aventure maritime et plus nettement la première expédition de Vasco de Gama. Mais les récits des hauts faits portugais sont insérés dans une fable mythologique où Jupiter favorise les projets des marins portugais auxquels il laisse présager un bonheur sans fin dans l'île des Amours où ils s'uniront aux nymphes et atteindront l'immortalité. L'idéologie qui sous-tend l'œuvre est celle de la croyance dans le progrès, dans la supériorité des Modernes sur les Anciens et dans la capacité de l'homme à dominer tous les éléments. Pourtant Camões écrit à un moment où les nuages s'accumulent sur l'empire portugais et cela n'a pas pu lui échapper. Mais il affectait de croire en la mission civilisatrice du Portugal, à son rôle privilégié dans la croisade. Ses lecteurs l'ont compris, qu'il s'agisse de ceux du XVII^e siècle s'affligeant de l'indépendance perdue ou de ceux des siècles suivants. Sa pensée a d'ailleurs été relayée presque à chaque génération par les écrivains portugais les plus célèbres. On citera, au XX^e siècle, le poète Fernando Pessoa évocateur de nouveaux voyages, initiatiques, au terme desquels ses compatriotes atteindront des Nouveaux Mondes.

Avant Camões, nombreux sont les écrivains portugais qui ont pris part au grand mouvement de l'humanisme, en lui imprimant la marque de leurs préoccupations maritimes. Garcia de Orta observe la nature et étudie les plantes en Orient pendant trente ans : il publie à Goa en 1563 ses *Dialogues entre les simples et les drogues*. D'une façon générale, l'aventure maritime, les contacts avec d'autres mondes, la découverte d'autres cultures, concourent à façonner une autre mentalité, plus ouverte, plus curieuse, prompte à fustiger le mensonge et l'hypocrisie, à dénoncer les contradictions (du clergé, par exemple) entre le discours et l'action. C'est l'apport portugais à l'humanisme.

En même temps, comme dans l'art, les écrivains portugais ne sont pas insensibles aux influences de la Renaissance. Celles-ci peuvent passer par la fréquentation des universités étrangères : Bologne, Sienne, Salamanque et surtout Paris. Les Por-

portugais n'y sont pas passifs, témoins les Gouveia : Diogo, directeur de Sainte-Barbe à Paris, qui crée 50 bourses d'études pour les jeunes Portugais ; André, neveu du précédent, recteur de l'Université de Paris en 1533, puis doyen du collège de Guyenne à Bordeaux, avant de recevoir la direction de la Faculté des Arts à Coïmbre, où le rejoignent plusieurs de ses collègues bordelais ; Antonio, frère d'André, qui fréquente successivement Bordeaux, Toulouse, Avignon. Les universitaires d'alors considéraient la mobilité comme une condition nécessaire à leur formation. Outre l'Université, la diplomatie permettait aussi la confrontation des idées et le transfert des savoirs et des techniques. N'attribue-t-on pas à l'ambassadeur de France à Lisbonne, Jean Nicot, le transfert dans son pays du plant de tabac ? Quant au plus grand des humanistes portugais, Damião de Gois, ses fonctions le mirent à la fois au contact du commerce des Indes et des cours européennes : diplomate en Pologne et au Danemark, il avait été auparavant secrétaire de la factorerie portugaise de Bruges et devait devenir trésorier de la Chambre des Indes. Après des séjours dans les universités de Padoue et de Nuremberg, il épousa une Hollandaise et se fixa à Louvain en 1539. Il rencontra Érasme à plusieurs reprises et se lia d'amitié avec lui. Dans la littérature, comme dans l'art, l'attrait de l'Orient n'est jamais tel qu'il ne puisse laisser de place aux influences européennes.

Menaces : l'apparition des censeurs

Deux institutions devaient cependant compromettre en partie cette éclosion intellectuelle. Ce fut d'abord, en 1536, l'introduction par bulle pontificale, dans les états portugais, de l'Inquisition. Cette innovation confirmait le changement d'attitude des rois vis-à-vis des juifs et des musulmans, ébauché par Manuel sous la pression espagnole. En 1478, les Rois Catholiques avaient demandé au pape de réorganiser l'Inquisition dans leurs États pour s'assurer de la conversion effective des « nouveaux chrétiens ». Dès 1481 les premiers bûchers hérétiques avaient été allumés. En dehors des anciens juifs, l'Inquisition s'intéressait aussi aux anciens musulmans ainsi qu'à tous

ceux qui s'avéraient complaisants à l'égard des doctrines qui allaient aboutir à la Réforme. Au Portugal, on l'a vu, Jean II s'était montré accueillant pour les juifs fuyant la persécution castillane et Manuel avait pratiqué à leur égard une politique visant à l'intégration. Mais son successeur, Jean III, abandonna brusquement cette attitude de tolérance : c'est lui qui sollicita de Rome l'installation du tribunal inquisitorial au Portugal et qui l'obtint malgré les réticences pontificales. Pourquoi ? Il ne suffit pas de dire qu'il désirait, pour des raisons diplomatiques et familiales, s'aligner sur les positions espagnoles. Par ailleurs, les arguments religieux avancés par le souverain n'ont jamais convaincu les autorités romaines. Il faut plutôt chercher des explications du côté des activités des « nouveaux chrétiens », dans leur réussite commerciale et financière qui suscitait les jalousies du reste de la population, notamment en période de ralentissement des affaires. C'est donc pour satisfaire la majorité de ses sujets que Jean III entreprit de rompre la tradition de tolérance royale.

Le Saint-Siège ne s'y trompa pas, puisqu'il différa jusqu'en 1547 la mise en place d'un tribunal inquisitorial entièrement conforme à son homologue espagnol, c'est-à-dire totalement soumis au roi. Les autodafés avaient cependant commencé dès 1538 : on en connaît 107 entre cette date et 1569. La première exécution par le feu, après remise au bras séculier, eut lieu en 1553 à Evora et fut suivie de plusieurs autres dans les années suivantes à Lisbonne et à Evora.

Les « nouveaux chrétiens » ne furent pas les seuls à souffrir de l'activité de l'Inquisition au Portugal. La censure répressive, visant les livres déjà imprimés, existait dès le xv^e siècle : Alphonse V avait ainsi interdit la diffusion des écrits de Jean Hus et de Wycliff. Mais c'est le Saint-Office qui institua la censure préventive en 1540 et la confia à trois dominicains. Bientôt l'impression d'un livre fut subordonnée à une triple autorisation : celle du Saint-Office, celle de l'évêque du diocèse et celle du palais royal. L'efficacité de la censure portugaise fut telle qu'elle provoqua l'admiration de l'Europe catholique de la Contre-Réforme qui, au concile de Trente, désigna un Portugais comme responsable des problèmes de censure dans l'ensemble

de l'Église. Sur le plan culturel les effets devaient s'avérer catastrophiques : la liberté d'expression étant bafouée, les écrivains bâillonnés, un coup d'arrêt brutal fut donné, vers le milieu du siècle, à toute recherche dans le domaine des idées, des sciences, voire des arts.

Plusieurs penseurs et certaines institutions eurent particulièrement à souffrir de l'Inquisition. Ainsi Damião de Gois, qui occupait les fonctions d'archiviste royal, fut condamné à la réclusion perpétuelle en 1572 et mourut sans doute assassiné deux ans plus tard : l'Inquisition ne pouvait pas admettre une profession de tolérance dans le droit fil de la pensée érasmienne. Avec lui disparaissait la virtualité d'un véritable humanisme portugais. Cela d'autant plus que l'enseignement était soigneusement contrôlé. Dès le milieu du siècle, les professeurs de la Faculté des Arts de Coïmbre furent suspectés d'hétérodoxie sous le prétexte que leur maître, André de Gouveia, était mort en refusant la confession : trois d'entre eux, dont Antonio de Gouveia, furent condamnés.

Les bénéficiaires de ces poursuites allaient être les jésuites. A vrai dire, leur rôle dans l'enseignement portugais n'avait pas été prévu. Introduits dans le pays en 1540, leur objectif essentiel était l'évangélisation de l'Orient et ils considéraient leurs établissements portugais comme de simples relais pour assurer la formation des missionnaires. Mais leur réputation de sérieux devint vite telle qu'ils acquirent en cinq ans des positions-clefs dans l'enseignement. Ils se virent en effet confier successivement la responsabilité du collège Saint-Antoine de Lisbonne, puis celle du collège des Arts de Coïmbre et enfin, en 1558, celle du collège du Saint-Esprit à Evora, bientôt promu au rang d'université. Or cet enseignement était conçu dans le respect le plus étroit des traditions. La porte était fermée aux idées nouvelles. Mais d'autres nuages avaient déjà assombri l'horizon.

Éclipse : l'indépendance confisquée

Pendant 60 années, de 1580 à 1640, le Portugal fut soumis à la domination espagnole. La situation portugaise, pour nouvelle qu'elle fût, n'était pas pour autant exceptionnelle dans la péninsule : les souverains espagnols régnaient déjà sur plusieurs « royaumes » : Castille, Navarre, Aragon, Valence, Baléares... L'entrée du Portugal dans cette fédération ne posait donc pas de problèmes institutionnels particuliers. Il en allait autrement d'un point de vue moral : comment les Portugais pouvaient-ils tirer un trait sur quatre siècles d'indépendance ? Ils ont pourtant dû reconnaître successivement pour rois trois souverains espagnols, à savoir Philippe II, Philippe III et Philippe IV (devenus pour leur propre royaume Philippe I^{er}, II et III ; mais nous utiliserons la numérotation espagnole, plus universelle).

Alcacer-Kébir : le crépuscule d'une dynastie

A la mort du roi Jean III, en 1557, l'avenir de la dynastie d'Avis reposait sur son unique petit-fils, Sébastien, âgé de trois ans. La régence fut disputée entre la reine Catherine, grand-mère de l'enfant-roi, et le cardinal infant Henri, son grand-oncle. Celui-ci réussit à l'emporter sur sa rivale et à confier l'éducation du jeune roi à un jésuite portugais, Luis Gonçalves de Camara, connu pour son étroitesse d'esprit et qui lui incul-

qua des idées d'un autre temps : une dévotion fanatique et le culte de l'esprit chevaleresque. Devenu majeur, Sébastien forma le projet de s'illustrer aux yeux de la chrétienté en combattant les Turcs. L'occasion lui en fut fournie lorsqu'un chef marocain lui demanda son aide, s'engageant à reconnaître son autorité et à s'allier à lui contre les Turcs. Tous les efforts déployés par son entourage pour le dissuader de s'engager dans une aventure éminemment risquée n'aboutirent à rien. Malgré le refus de son cousin Philippe II d'Espagne de participer à l'expédition, celle-ci fut organisée, ostensiblement, pour que l'ennemi n'ignore rien des intentions portugaises. Le 4 août 1578, le corps expéditionnaire portugais conduit par ce roi de 24 ans, fatigué, mal adapté aux conditions géographiques, se heurta aux troupes ennemies à Alcacer-Kébir. Le carnage dura quelques heures : quelque 8 000 Portugais furent tués, 10 à 20 000 furent faits prisonniers, une centaine put gagner Tanger et rapporter la nouvelle à Lisbonne. Parmi les victimes se trouvait un roi immature qui rêvait de croisade. L'histoire des nations est parsemée de drames de ce type. Un ensemble de circonstances allaient en l'occurrence se conjuguer pour que l'indépendance nationale en soit durablement affectée.

L'indépendance impossible

Le plus proche parent du roi, son grand-oncle le cardinal Henri, fut proclamé roi dès que la nouvelle de la mort de Sébastien fut confirmée. Mais on attendait seulement de ce roi de 66 ans, très diminué physiquement, qu'il règle le problème de sa propre succession. Or le candidat le mieux placé pour la recueillir était Philippe II d'Espagne, petit-fils par sa mère Isabelle de Manuel I^{er}. Face à lui, on trouvait plusieurs candidats « nationaux », rivaux comme il se doit. La duchesse de Bragance, Catherine, était elle aussi petite-fille de Manuel I^{er}, mais descendait d'un infant puîné, Duarte, tandis que Philippe II pouvait se prévaloir de la branche aînée. Quant à l'autre postulant, Antoine, le prieur de Crato, le même degré de parenté le rattachait à Manuel I^{er}, mais au prix d'un handicap : il n'était



D. Sébastien I^{er}, roi de 1554 à 1578 : sa mort ouvre la voie à 60 ans de domination espagnole (dessin anonyme)

que fils bâtard de l'infant Louis. Trois autres candidats avaient assez rapidement renoncé.

Chacun des trois partis en présence emprunta des voies sinueuses pour se gagner, qui des appuis extérieurs, qui la faveur du cardinal-roi. Celui-ci ne sut jamais trancher et rien n'était réglé à sa mort en 1580. Disposant de la force de ses armes, mais jouant aussi des liens tissés depuis des décennies entre la dynastie d'Avis et celle des Habsbourg, Philippe II s'imposa rapidement, usant tour à tour d'intimidation et de séduction. Les Cortès, réunies à Tomar en avril 1581, devaient officialiser cette prise du pouvoir.

Mais une nation vraiment soucieuse de son indépendance ne se laisse pas imposer aussi facilement une mise en tutelle. Or

la nation portugaise avait montré sa détermination deux siècles plus tôt, lorsqu'elle avait porté au pouvoir, contre le candidat castillan, le maître d'Avis. Pourquoi une telle passivité en 1580 ? On notera d'abord l'indifférence des États européens, peu ravis certes de voir se réaliser l'union ibérique au profit d'une Castille dont la puissance avait de quoi inquiéter, mais aussi peu soucieux de l'indépendance d'un royaume dont la réussite coloniale suscitait bien des convoitises. Reste l'opinion portugaise. Or la situation économique et sociale était très différente de celle de 1383-1385. A ce moment-là, en effet, la sauvegarde de l'indépendance allait dans le sens des aspirations de la bourgeoisie, qui avait imposé son roi pour qu'il favorise ses affaires : les décennies suivantes lui avaient donné raison. En 1580, la bourgeoisie a cessé d'être conquérante et elle se contente de maintenir ses positions dans le commerce des produits orientaux. Elle sait par ailleurs que ce maintien est subordonné à de bonnes relations avec l'Espagne : l'or du Pérou et du Mexique, par exemple, qui aboutit à Séville, est en partie aux mains de la colonie portugaise, qui représente le quart de la population sévillane. Surtout, les Portugais avaient le quasi-monopole de ces contrats de traite, les *asientos*, qui leur permettaient de fournir des esclaves angolais aux Indes espagnoles. C'était une autre source importante de métal précieux, or ou argent. Au moment où l'or de La Mina était en voie d'épuisement et que l'or mozambicain était très insuffisant, le métal précieux américain était indispensable à la prospérité, voire au maintien, du commerce extrême-oriental.

Ayant à choisir entre la rupture avec l'Espagne et la soumission à celle-ci, la bourgeoisie portugaise a opté pour la seconde solution. Quant à l'aristocratie, elle était en état de choc depuis Alcacer-Kébir, diminuée de ses morts et de ses prisonniers, incapable militairement et moralement de soutenir l'effort qu'aurait exigé l'affrontement avec la Castille. Il ne restait au prieur de Crato que l'appui du peuple, mais celui-ci avait plus tendance, on le verra, à verser dans le rêve qu'à affronter les réalités. D'ailleurs celles-ci n'étaient pas toujours insupportables.

L'union n'est pas l'intégration

Une série d'accords conclus aux Cortès de Tomar de 1581, définissaient les rapports de Philippe II avec ses sujets portugais auxquels étaient reconnues d'importantes garanties : l'administration, aux différents niveaux, serait assurée par des Portugais, la monnaie serait frappée aux armes du Portugal sans aucun autre signe, l'empire colonial portugais serait respecté et tous ses officiers seraient portugais et navigueraient sur vaisseaux portugais ; quand il ne serait pas au Portugal, le roi serait entouré d'un Conseil du Portugal dont tous les membres seraient portugais. Ces dispositions visaient surtout à satisfaire la représentation populaire aux Cortès, le clergé et la noblesse, quant à eux, ne marchandant pas leur ralliement. Ainsi, au terme de ces accords, le Portugal était bien plus qu'une simple province de l'empire espagnol : il restait un royaume dont les coutumes étaient respectées. Mais il faut confronter les principes à leur application.

Les Cortès avaient émis le vœu que le roi « cherche à résider dans le royaume [de Portugal] le plus souvent possible, ou à défaut qu'il y laisse le prince pour que, élevé parmi les Portugais, il les connaisse, les estime et les aime comme le fait Sa Majesté ». Disons tout de suite que ce vœu ne fut pas respecté : les souverains espagnols ne résidèrent pas à Lisbonne, la visitèrent rarement et avec beaucoup de réticences – Philippe III différa pendant plus de dix ans la visite que lui réclamait la Chambre municipale de Lisbonne –, n'y firent point éduquer les infants. Mais ce n'était qu'un vœu, au sujet duquel Philippe II n'avait pris aucun engagement. Qu'en est-il des accords proprement dits ?

Le Conseil du Portugal devint l'organe le plus important du gouvernement du royaume. Sa composition fut variable, avec l'introduction de conseillers castillans, mais il demeura toujours à majorité portugaise. Il siégeait auprès du roi, c'est-à-dire le plus souvent à Madrid, ce qui comportait de nombreux inconvénients, dont les moindres n'étaient pas une perte de contact avec l'opinion portugaise et surtout une lenteur insupportable dans la prise des décisions : il fallait 6 à 7 jours pour

faire parvenir les nouvelles de Lisbonne à Madrid ; puis les décisions prises par le Conseil devaient être contresignées par un secrétaire d'État avant d'être présentées au roi, lequel n'apposait sa signature qu'après avoir pris conseil de son *valido*, ce conseiller-favori dont aucun roi ne pouvait se passer. Lourde machine qui ne pouvait que paralyser le pays.

Au Portugal même, le roi était représenté par un vice-roi ou par un gouverneur : en principe, avaient le premier titre les membres de la famille royale, tandis que le second était porté par des Portugais. En fait, cette distinction ne fut pas toujours respectée. De toute manière, vice-rois ou gouverneurs n'eurent qu'un rôle réduit, contrôlés qu'ils étaient par le Conseil du Portugal en la personne de son secrétaire, qui résidait à Lisbonne.

Philippe II cependant respecta assez fidèlement l'autonomie portugaise. L'un des rares manquements aux accords de Tomar fut, lors de la création du Conseil des Finances en 1593, la nomination de trois conseillers castillans. Il n'en fut pas de même de son successeur, Philippe III (1598-1621). La Chambre municipale de Lisbonne dut à plusieurs reprises élever des protestations contre la nomination de Castillans à des postes importants (au Conseil des Indes, par exemple, lequel finit par être dissous vers 1615, après dix ans d'existence). Mais ce que lui reprochaient surtout ses sujets portugais, c'était de détourner le revenu de l'impôt dont ils s'acquittaient, au profit de la Castille, et cela parfois au prix d'artifices. C'est ainsi que Philippe III entreprit d'encourager les « nouveaux chrétiens » portugais à revenir en Espagne d'où ils avaient été expulsés deux ou trois générations auparavant, contre paiement au Trésor espagnol de sommes considérables. De même, toujours contre paiement de droits, il prévoyait l'accès des « nouveaux chrétiens » à toutes les charges du royaume. La première mesure lésait le Portugal qui se voyait privé de quelques-uns de ses éléments les plus dynamiques ; la seconde irritait le clergé ; l'ensemble était considéré comme une ingérence inadmissible dans les affaires portugaises.

Pourtant, si elle fut un peu bafouée par Philippe III, l'autonomie ne fut vraiment menacée qu'à partir de Philippe IV, conseillé par son *valido* Olivarès. Celui-ci est notamment res-

ponsable de la nomination de gouverneurs dont il exigeait une entière soumission et qu'il remplaçait dès qu'ils manifestaient des velléités d'autonomie. Surtout les déboires de la politique extérieure castillane épuisaient de plus en plus les finances royales. Or, vu de Madrid, le Portugal passait pour fort riche depuis qu'en 1625 la Chambre municipale de Lisbonne avait spontanément financé, à la hauteur de l'énorme somme de 170 000 cruzados, l'expédition navale destinée à arracher aux Hollandais la ville brésilienne de Bahia. C'est pourquoi à partir de 1627 la monarchie espagnole crut pouvoir accentuer sans limite la pression fiscale. Le Portugal ne fut d'ailleurs pas la seule victime de cette politique : d'autres régions de la péninsule, la Catalogne notamment, se soulevèrent contre la domination castillane. Mais déjà les Portugais mesuraient depuis longtemps les dangers que leurs liens avec l'Espagne faisaient courir à leurs affaires d'Orient.

Déboires coloniaux

Vers 1580 le principal danger pour l'empire portugais, en Asie comme en Amérique, était incarné par les Hollandais. Certes les Français et les Anglais avaient tenté de l'égratigner, notamment dans les premiers temps de la domination espagnole, quand leur flotte avait (mollement) soutenu le prier de Crato dans sa tentative désespérée de revenir à une situation « nationale ». Les Français, en particulier, espéraient des compensations aux Açores. Mais les Portugais pouvaient compter sur la formidable flotte de guerre espagnole pour faire respecter leurs droits au cas où la leur ne suffirait pas. Cela jusqu'en 1588.

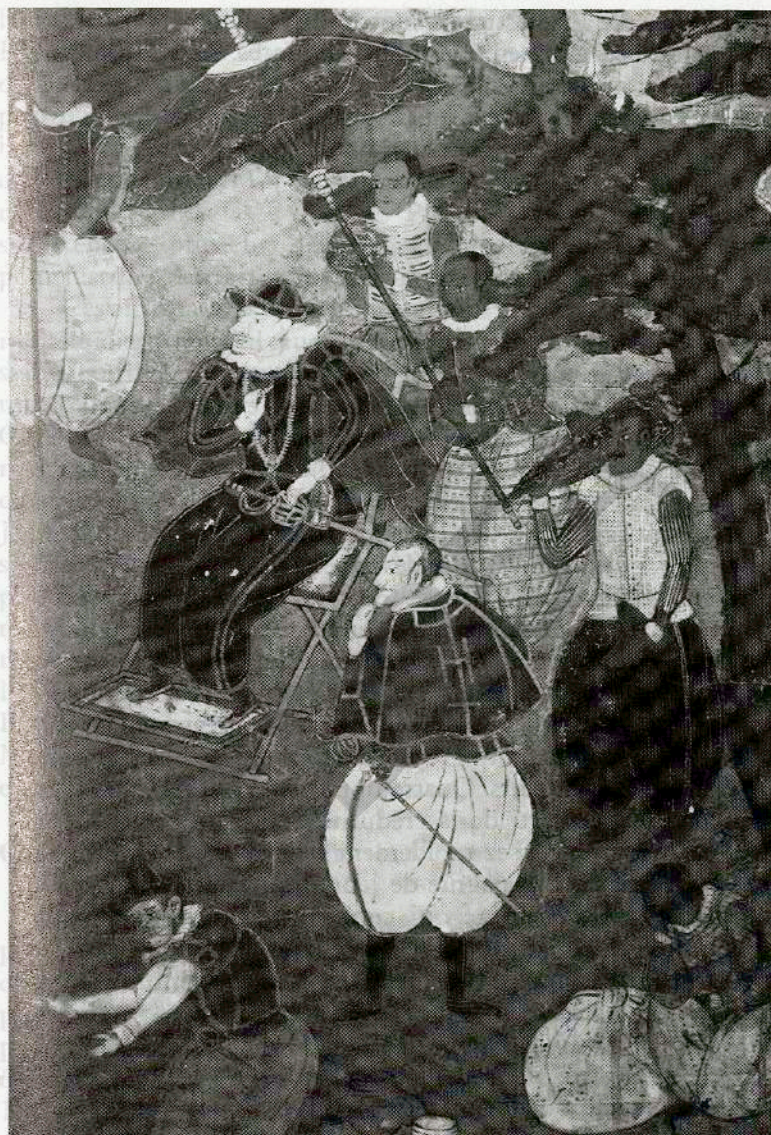
À cette date cependant la suprématie maritime leur échappa après le désastre subi par l'Invincible Armada. Soucieux de barrer la route au commerce anglais, de mettre fin aux raids des corsaires Drake et Hawkins, d'imposer le catholicisme romain à la schismatique Angleterre, Philippe II avait réuni dans l'embouchure du Tage la plus importante flotte qu'ait connue l'Europe moderne : avec ses 200 navires et ses 20 000 hommes, elle était réputée invincible. Or on sait comment, refusant l'affrontement direct, la flotte anglaise réussit, entre le

30 juillet et le 7 août, à la détruire en grande partie en dirigeant sur elle des embarcations enflammées : un navire sur quatre seulement put regagner l'Espagne. Le Portugal y perdait non seulement l'éventuel appui espagnol mais aussi une partie de ses propres forces navales, car un nombre important de ses navires avaient été incorporés à l'Armada vaincue.

Ce désastre ouvrait la voie aux Anglais mais aussi aux Hollandais, éventuellement aux Français. Les mesures de représailles prises par Philippe II – la saisie de 50 navires hollandais dans le Tage en 1594 – ne pouvaient qu'aggraver le conflit et accroître une crise dont les prémisses remontaient au milieu du siècle.

En Orient, Anglais et Hollandais s'attaquèrent aux comptoirs portugais. Dès l'époque de Philippe II, le commerce des épices se ralentit considérablement, l'arrivage à Lisbonne passant de 25 000 quintaux par an dans les années 1575-1595 à 7500 après cette date. On constate le même ralentissement pour le sucre de Madère et de São Tomé. Or les appétits anglais et hollandais devaient croître au cours des siècles suivants. Dès 1602, les Hollandais fondaient la Compagnie des Indes orientales, accédaient directement aux épices des îles de la Sonde, s'attaquaient à Macao. En 1609, la trêve de douze ans conclue entre l'Espagne et les Provinces-Unies semblait donner un répit aux Portugais. En fait les Hollandais en profitaient pour conforter leurs positions : s'installant à Formose en 1622, ils contrôlaient les relations entre Macao et Goa. De leur côté, les Anglais s'emparaient d'Ormuz, cette position-clef par laquelle les Portugais surveillaient le golfe Persique.

La situation de l'empire n'était pourtant pas désespérée : le déclin des affaires asiatiques était en partie compensé par le développement du Brésil. La traite africaine avait en effet permis d'y développer une économie de plantations, dont les produits, tabac et sucre, parvenaient en Europe. Mais les Hollandais allaient également s'y intéresser. En 1621, ils fondaient la Compagnie des Indes occidentales, manifestation sans équivoque de leurs visées sur l'Amérique du Sud, et d'abord sur le Brésil. Leur détermination aboutit, en 1624, à la prise de Bahia grâce à la mise en œuvre de moyens importants. On a déjà dit



Le débarquement des Portugais aux Indes (Art namban.
Paravent laqué du XVII^e siècle. Musée Soares dos Reis, Porto)

l'effort fait par les Portugais l'année suivante pour reprendre la ville, effort entièrement couronné de succès. Mais les menaces persistaient : entre 1621 et 1638, plus de 500 navires portugais furent arraisonnés. Par-dessus tout, les Espagnols, au vu des sommes alors rassemblées, crurent comprendre qu'ils pouvaient accroître leurs exigences fiscales. Cela ne fit que raviver les oppositions.

« En attendant le retour de D. Sebastião »

Pendant longtemps l'opposition à la domination espagnole prit la forme d'un rêve, périodiquement revivifié par des imposteurs ou des prophètes. Ce rêve, c'était l'espoir d'un retour du roi Sébastien, lequel débouterait naturellement le roi Philippe de ses droits, rétablirait l'indépendance nationale, ramènerait la prospérité des temps manuélin. Ce qui fondait le rêve, c'était le fait que personne n'avait vu le roi mourir à Alcaer-Kébir, que la nouvelle du désastre avait été occultée pendant plusieurs jours, que le « corps » du roi n'était arrivé à Ceuta que quatre ans après la bataille... Et lors de l'entrée triomphale de Philippe II à Lisbonne, une voix de femme se serait élevée pour l'apostropher en ces termes : « tu n'es roi qu'en attendant le retour de D. Sébastien ». Les milieux populaires, très attachés à la dynastie, étaient prêts à recueillir tous les indices allant dans le sens de leurs souhaits. Quatre imposteurs essayèrent successivement de tirer parti de la crédulité populaire entre 1584 et 1602. Tous furent assez rapidement démasqués et le plus souvent exécutés en compagnie de leurs plus farouches partisans, sauf le premier d'entre eux qui, condamné aux galères, bénéficia du naufrage de son navire au sein de l'Invincible Armada et finit obscurément ses jours en France. Mais chaque aventure, si brève fût-elle, entretenait l'espoir de voir revenir l'*encoberto*, le « roi caché ».

Des religieux mettaient aussi tout le poids de leur autorité scientifique et morale au service du retour à une situation « nationale ». C'est l'époque où se forment les faux les plus séduisants destinés à accréditer l'idée du destin exceptionnel du peuple portugais protégé de Dieu. C'est alors qu'est promue la

légende selon laquelle le fondateur de la monarchie, Alphonse-Henri, aurait vu le Christ avant la bataille d'Ourique en 1139, ce qui allait dans le sens d'une prédestination de la monarchie portugaise. C'est alors également que furent fabriqués à Alcobaca les faux actes des prétendues Cortès de Lamego de 1143, qui auraient établi des principes de succession héréditaire qui rendaient caducs les droits des Philippes castillans. Au XIX^e siècle encore, plusieurs historiens devaient reprendre le propos pour justifier des aspirations farouchement nationalistes.

Ces affirmations allaient néanmoins plutôt dans le sens des intérêts d'une famille qui pouvait légitimement revendiquer la succession : la Maison de Bragance. Certaines prophéties ajoutaient des précisions intéressantes. Un savetier de Trancoso, Gonçalo Bandarra, prétendait désigner le futur roi de la manière suivante : « prends un N, écarte son pied et tu sauras qui je nomme ». Le IV ainsi obtenu pouvait être affecté à un Jean. Or tel était le prénom du duc de Bragance... Mais les sébastianistes s'y retrouvaient aussi : le « roi caché » avait bien pu prendre les traits de Jean de Bragance. En tout cas le sébastianisme avait encore de beaux jours devant lui : le mythe politique devait devenir un thème littéraire qui traverserait toute la littérature portugaise jusqu'au XX^e siècle et Fernando Pessoa. Dans l'immédiat, l'attente de D. Sébastien a maintenu l'espoir. Mais ce sont des révoltes authentiques qui ont secoué la tutelle espagnole.

Quand trop pèse l'impôt

Tant que les intérêts financiers des milieux aisés n'étaient pas menacés, le nationalisme pouvait se réfugier dans le rêve d'un avenir différent. Que survienne la crise, et on en rend responsable l'étranger qui gouverne de Madrid. Que s'accroisse la pression fiscale, et l'on passe aux actes : le rejet de la domination étrangère. La première révolte antifiscale éclate à Porto dès 1629 : les campagnes s'enflamment brusquement au moment de la levée d'un nouvel impôt. Pourtant les exigences royales s'accroissent encore en 1631 sous prétexte de lutter contre les Hollandais qui ont pris Pernambuco. Les fonctionnaires sont

invités à remettre la moitié de leurs émoluments, le clergé à payer une somme forfaitaire, les bourgeois et les nobles à contribuer au prorata de leur fortune. Quant au peuple, il est victime de l'accroissement des impôts indirects. D'où la généralisation des troubles : Vila Real en 1635, Lisbonne en 1637, Evora la même année. Ici les revendications sont présentées au nom d'un personnage très populaire à Evora, une sorte de fou de village, Manuelinho : c'est par son nom que les historiens désignent la révolte. D'Evora celle-ci gagne tout le sud du pays, Algarve comprise. Certains pensent déjà à faire appel au duc de Bragance. Mais celui-ci, sous prétexte de maladie, se contente prudemment de présenter à la foule agglutinée devant son palais de Vila Viçosa son jeune fils de trois ans. Cependant la révolte gagne, au nord du pays, les villes littorales intéressées par le commerce brésilien. Bien entendu, cette révolte rappelle celle que connaissent à la même époque les campagnes françaises. Mais elle en diffère par sa spontanéité et sa détermination. Pourtant, une fois encore la répression espagnole peut s'abattre sur les meneurs. Il faudra de nouveaux événements, extérieurs au pays, pour décider, trois ans plus tard, le duc de Bragance à « restaurer » la monarchie nationale.

Séquelles : le coût de la restauration

Le 1^{er} décembre 1640, une poignée de conjurés s'emparaient du palais gouvernemental, obligeant le vice-roi, Marguerite de Mantoue, et les conseillers espagnols à se retirer. Le 15, le nouveau roi, Jean IV, était couronné. Le Portugal tournait une page de son histoire, écrite pourtant en toute lucidité par l'élite de la société, clergé, noblesse et bourgeoisie d'affaires, qui avait espéré sauver ses intérêts en acceptant l'union avec l'Espagne.

La dynastie qui accédait au pouvoir, la troisième dans l'histoire de la monarchie portugaise, allait présider aux destinées du pays jusqu'à la proclamation de la République en 1910. Nous suivrons les quatre premiers représentants de cette dynastie de Bragançe jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. A Jean IV succède en 1656 son fils Alphonse VI, dont la débilité exigeait une régence, exercée d'abord par sa mère, Louise de Guzman, puis par son frère Pierre, qui lui succéda en 1683. La première moitié du XVIII^e siècle devait ensuite être marquée par le long règne de Jean V (1706-1750).

Restaurer une dynastie nationale

Le maître d'Avis, en 1383, avait été porté au pouvoir par un mouvement populaire qui manifestait l'attachement à une nation. En 1640, c'est par le complot d'un petit groupe de

nobles que la nouvelle dynastie évince celle des Habsbourg. Simple choix tactique dicté par le souci d'efficacité, après l'échec de la révolte populaire en 1637 ? Ou désir de la noblesse d'éviter une révolution sociale en anticipant sur une éventuelle réaction du peuple ? On peut suivre l'historien Joël Serrão dans cette seconde interprétation.

Plus précisément, les conjurés se recrutaient dans la moyenne noblesse, celle qui, n'ayant pas la possibilité d'être reçue à la cour de Madrid, avait perdu toute influence dans les affaires publiques, tout goût d'ostentation et de création, et qui vivait repliée sur ses domaines. Elle savait pouvoir compter sur une bourgeoisie encore riche mais inquiète des menaces que faisaient peser sur ses affaires les Anglais et les Hollandais hostiles à l'Espagne, et irritée des exigences fiscales de la monarchie des Habsbourg. Elle bénéficiait aussi des sympathies de la partie du clergé qu'avaient mécontentée les mesures prises en faveur des « nouveaux chrétiens » ou marranes. Ils disposaient en outre d'un candidat, le duc de Bragance, dont l'avènement serait en conformité avec les dispositions des pseudo-cortès de Lamego promues au rang de loi fondamentale du royaume. Par ailleurs, le personnage disposait de la fortune la plus importante du royaume : trois duchés, un marquisat, quatre comtés, sans parler de ses multiples seigneuries, ce qui impliquait des rentes, des clientèles, des alliances. Son alliance matrimoniale avec l'une des plus grandes familles andalouses, celle des Medina Sidonia, ne l'avait pas rivé à l'Espagne : sa propre épouse, Louise de Guzman, le poussait à franchir le pas. Il avait en outre reçu du tout-puissant Olivares, le favori de Philippe IV, le commandement des armées au Portugal et, lorsque la Catalogne se souleva en 1640 contre la domination castillane, il fut invité à joindre ses forces à celles de la Castille pour mater les insurgés. Le moment était donc venu.

Le couronnement du 15 décembre donna lieu à une fête à l'éclat baroque, bien dans le goût du temps, avec discours, cortèges, présentation des insignes royaux, hommage des corps constitués, chants d'action de grâces et acclamations. Celles-ci étant reprises par la foule, la fête baroque prenait sa dimension politique : le nouveau roi, légitime de par son sang, était aussi légitimé par l'acclamation populaire.

Le ralliement de Lisbonne avait été précédé de celui des villes de l'Alentejo et de Coïmbre. Les garnisons espagnoles, diminuées par les ponctions opérées au profit du front catalan, se rendirent l'une après l'autre. Les colonies se rangèrent en général dans le camp portugais dès qu'elles apprirent la nouvelle du coup d'État. Bahia, avertie le 15 février 1641, apporta la nouvelle de l'adhésion du Brésil en avril. Bientôt une véritable offensive diplomatique se chargea d'obtenir la reconnaissance des puissances européennes, nécessaire pour faire pression sur l'Espagne.

Reconquérir l'indépendance politique...

Il fallut 28 années avant que l'Espagne, qui avait su trouver les ressources pour venir à bout des insurrections catalane et napolitaine, se résigne à reconnaître l'indépendance portugaise. Le nouveau gouvernement avait commencé par renforcer ses forteresses frontalières, notamment celles de l'Alentejo, voie traditionnelle et naturelle des invasions castillanes. Il avait aussi organisé une sorte de mobilisation générale dans les provinces les plus exposées. Enfin les puissances alliées, France, Angleterre et Provinces-Unies devaient fournir des mercenaires.

L'offensive militaire espagnole commença dès l'été 1641, mais fut menée sans grande conviction, faute de moyens. Elle fut même interrompue pendant une dizaine d'années, avant de reprendre, plus incisive, en 1657, au temps de la régence de Louise de Guzman. Le danger fut particulièrement pressant dans les années 1661-1662, mais l'armée portugaise, réorganisée par le comte de Schomberg, délégué par Mazarin, contint les assauts, puis infligea aux Espagnols une série de revers en 1663-1665.

Le conflit dépassait en fait les relations intra-ibériques. L'équilibre européen, en effet, exigeait l'affaiblissement de l'Espagne et certaines puissances, dont la France, avaient tendance à faire durer le conflit sans se préoccuper des intérêts portugais. A plusieurs reprises, le Portugal était apparu comme un pion dans le jeu diplomatique, surtout depuis la mort de Riche-

lieu en 1642. Ainsi, lors du traité des Pyrénées de 1659, le Portugal avait été ignoré par Mazarin (dont l'empressement à envoyer le comte de Schomberg pour réorganiser l'armée ne peut être interprété comme un geste lusophile). Quant à l'Angleterre de Cromwell, elle espérait d'importantes compensations économiques, dans la ligne des accords conclus en 1654. Les Provinces-Unies, enfin, soutenaient le Portugal en Europe, mais continuaient leur progression aux dépens de ses colonies en Asie et en Amérique.

C'est ce qui explique la modération du Portugal lors des pourparlers de paix avec la Castille. Repoussant les pressions françaises qui les incitaient à pousser le plus loin possible leur supériorité militaire, les Portugais se rangèrent plutôt aux avis anglais appelant à une paix rapide. Au traité de Lisbonne, en 1688, l'Espagne reconnut l'indépendance portugaise et les deux pays se restituèrent les possessions qui avaient changé de domination au cours du conflit, sauf Ceuta, devenue espagnole et qui devait le rester.

... au risque de la dépendance économique

En 1654, le traité de Westminster conclu entre le Portugal et l'Angleterre renouait avec la tradition de l'alliance anglo-portugaise. Cependant cette alliance ne se faisait pas sur la base de l'égalité totale des partenaires. Le traité mettait fin au contentieux entre marins anglais et portugais depuis quatre ans : la flotte anglaise s'était emparée de navires portugais en partance pour le Brésil, et le gouvernement portugais avait répliqué en emprisonnant des marchands anglais et en confisquant leurs avoirs au Portugal. Or les Portugais s'engageaient par le traité de Westminster à libérer tous les marchands anglais, à leur restituer leurs biens, à leur verser des indemnités, à châtier tous ceux qui s'étaient attaqués aux personnes et aux biens anglais, et cela sans clause de réciprocité, les Anglais se contentant de réaffirmer leur attachement à l'alliance portugaise. De plus, l'accord ouvrait l'accès des textiles anglais au marché portugais et celui des marchands anglais aux produits du Brésil. C'est alors que les produits anglais envahirent le Por-

tugal, au point de constituer 60 à 70 % des cargaisons en direction du Brésil. Les implantations anglaises se multiplièrent alors à Lisbonne, qui compta jusqu'à 70 maisons de commerce, mais aussi à Porto, Setubal ou Viana do Castelo. Vers la fin du siècle, le Portugal devint encore plus favorable aux intérêts anglais quand, renonçant à sa politique de création de manufactures tentée dans les années 1670-1680, son gouvernement admit le principe de l'importation de produits manufacturés contre l'exportation de produits primaires, comme l'huile, le sel et le vin.

C'est la situation qu'entérina en 1703 le traité Methuen. On appelle ainsi les accords conclus cette année-là à Lisbonne entre John Methuen, ancien ambassadeur britannique au Portugal, riche négociant en textile, et deux des plus riches propriétaires portugais de vignobles, le marquis d'Alagrete et le duc de Cadaval, accords ratifiés l'année suivante par leurs gouvernements respectifs. Ce traité comportait pour l'essentiel deux articles. L'un permettait aux tissus anglais de pénétrer au Portugal sans tenir compte de la législation restrictive, existante ou future, frappant l'entrée des produits étrangers. L'autre prévoyait l'exportation vers les îles Britanniques du vin portugais, avec une réduction des droits de douane de l'ordre du tiers par rapport à la concurrence française. On a souvent vu dans ces accords le point de départ de la dépendance économique portugaise vis-à-vis de l'Angleterre, mais on a plutôt tendance maintenant à les considérer comme le simple prolongement de ceux qui avaient été conclus au temps de Cromwell. De fait, dans un premier temps tout au moins, les ventes de vin portugais n'augmentèrent pas de façon sensible. Certains historiens portugais, tel J. Borges de Macedo, nient même la réalité de la dépendance, pour ne retenir que celle des intérêts complémentaires : le marché portugais était nécessaire à la production textile anglaise pour compenser la fermeture du marché irlandais, tandis que le Portugal avait tout intérêt à choisir l'Angleterre plutôt que la France comme partenaire de ses échanges, dans la mesure où sa production agricole était complémentaire de celle de l'Angleterre. Il reste que le Portugal se résignait à un échange inégal, en acceptant de livrer des produits primaires

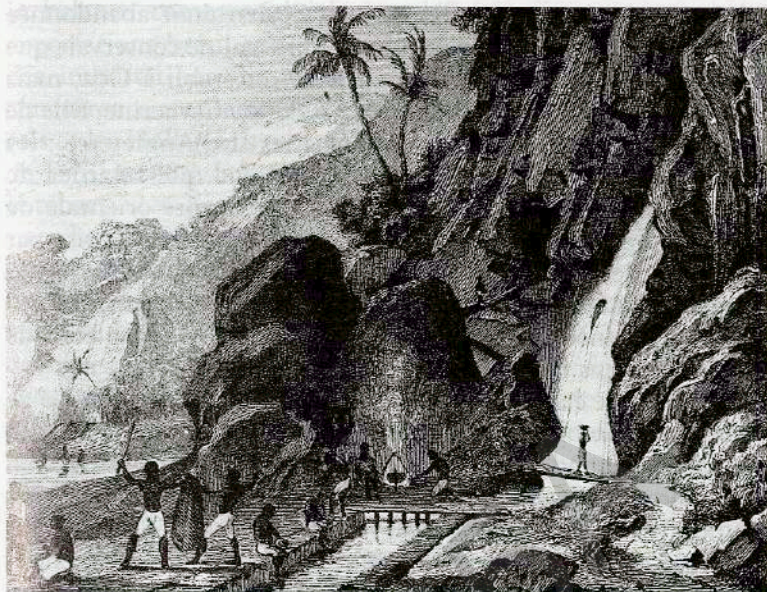
contre des produits finis et en laissant l'ensemble des opérations aux mains des marchands anglais.

Heureuse dépendance toutefois, si elle est, comme cela semble assuré, à l'origine d'un produit qui devait faire la réputation du Portugal : il s'agit du porto. Au moment du traité Methuen le vin de porto n'existait pas sous la forme sous laquelle nous le connaissons. Le vin portugais commercialisé par les Anglais dans la seconde moitié du XVII^e siècle revenait, à qualité égale, plus cher pour le consommateur britannique que le vin français, l'abaissement des droits de douane ne suffisant pas à équilibrer le surcoût du transport. D'où la stagnation des flux constatée après le traité Methuen. Par ailleurs le vin de la région de Porto, produit dans le Haut-Douro, ne représentait alors qu'une infime partie, environ 2 %, du vin portugais acheté par les Anglais, car il supportait mal le voyage. C'est alors, vers 1715, qu'un marchand anglais établi à Porto, John Bearsley, eut l'idée d'accroître le degré alcoolique des vins du Haut-Douro en y incorporant de l'eau-de-vie de moût, ce qui permettait l'exportation. Puis furent expérimentés les procédés de vieillissement qui firent de ce mélange de vin et d'eau-de-vie un produit totalement différent, aussitôt apprécié par les palais britanniques et bientôt européens. L'unanimité n'est toujours pas réalisée chez les consommateurs à la fin du XX^e siècle : ceux qui boivent le porto à l'apéritif sont taxés de mauvais goût par ceux qui en usent au dessert...

Dans l'immédiat cependant le traité Methuen a entraîné bien des désillusions anglaises et suscité bien des oppositions. Le marché portugais, en effet, n'a pas tenu ses promesses : il s'est rapidement avéré que la clientèle pauvre est restée trop pauvre pour être attirée par les tissus anglais, tandis que la clientèle riche déjà consommatrice de ces mêmes tissus était saturée. Mais le marché anglais ne se limitait pas à la métropole.

S'amarrer au Brésil...

« La plus grande gloire du Portugal est centrée actuellement sur sa vaste et immensément riche colonie du Brésil, en Amérique du Sud ; d'elle le Portugal tire ses grands trésors d'or



L'or du Brésil : lavage du minéral
(gravure de Van der Burch)

et de diamants, en plus d'immenses quantités d'excellent sucre, peaux, drogues, tabac, excellent bois... Tout le monde sait que cette noble province a été depuis toujours une quasi inépuisable source de richesses pour les Portugais et que toutes les parties de l'Europe qui ont commercé avec ce royaume en recueillent aussi, dans une certaine mesure, les bénéfices ». C'est dans ces termes que s'exprimait en 1764 un marchand anglais (cité par Jean-François Labourdette). C'est ainsi également que les Portugais comprennent leur situation : les concessions économiques en métropole sont un mal nécessaire pour préserver ce qui est devenu la perle de l'empire, le Brésil, dont le contrôle est le meilleur gage d'indépendance politique et de respect des puissances européennes.

Malgré l'amélioration des relations avec l'Angleterre et les Provinces-Unies, les Portugais avaient dû consentir de nouveaux abandons en Orient. L'Extrême-Orient leur échappait

totallement, à l'exception de Macao. Ceylan était abandonnée aux Hollandais en 1661. En Inde, le Portugal ne conservait que quelques comptoirs dépendant du vice-roi établi à Goa, mais Bombay devait constituer, en 1661, la dot de Catherine, fille de Jean IV, lors de son mariage avec Charles II d'Angleterre : les atermoiements de son gouverneur ne firent que retarder de quelques années sa cession définitive. Sur la côte orientale de l'Afrique, le repli était aussi important : Mombassa reprise par les Arabes, les Portugais doivent se réfugier au Mozambique. À l'ouest de l'Afrique enfin, les Hollandais s'étaient emparés des places de Guinée dès 1640. De ce fait, la route du Cap était de moins en moins fréquentée par les Portugais.

L'Afrique était d'ailleurs de plus en plus mise au service de l'Amérique. Le principal intérêt des côtes du Mozambique et de l'Angola tenait à leur capacité à alimenter la traite en direction des plantations brésiliennes et des Indes espagnoles. Au Brésil même, Français et Hollandais n'avaient pas définitivement renoncé à acquérir des positions. Cependant les Français avaient officiellement abandonné toute visée territoriale importante au traité d'Utrecht en acceptant pour la Guyane la limite de l'Oyapok : ils n'avaient dès lors d'autres ressources que l'intervention épisodique de leurs corsaires, comme celle de Duguay-Trouin sur Rio de Janeiro en 1711.

Il devenait donc possible d'exploiter la colonie. Cette exploitation passe par une série de « cycles » et de crises qui rythment aussi toute l'économie portugaise. La Restauration est intervenue en plein cycle du sucre et du tabac. Au début du siècle déjà les exportations de sucre s'élevaient annuellement en moyenne à 750 000 arrobes (unité de poids d'environ 14 kg) ; cinq ans après l'indépendance leur volume avait doublé. La progression du tabac est elle aussi continue, notamment après les mesures de 1649 interdisant sa culture en métropole où elle concurrençait les cultures vivrières. Ajoutons que les cargaisons comportaient aussi du bois-brasil, auquel le pays devait son nom, des peaux, des épices, et on aura une idée de l'importance du commerce brésilien dans les premières décennies du Portugal restauré.

Cette prospérité fut remise en cause entre 1660 et 1670 :

la balance commerciale devint déficitaire au point que les exportations brésiliennes ne couvraient plus que les deux tiers des importations. La raison en est à chercher du côté de la concurrence antillaise : le sucre et le tabac produits par les Français et les Hollandais cassent les prix sur les marchés européens : de 1650 à 1688, la baisse est de 40 % pour le sucre, 73 % pour le tabac, 72 % pour le gingembre.

La riposte portugaise fut protectionniste, mercantiliste et manufacturière. Elle fut surtout l'œuvre de deux hommes : Luis de Meneses, comte de Ericeira, et Duarte Ribeiro de Macedo, ambassadeur à Paris. Elle consista dans une série de mesures destinées à limiter les importations et surtout dans des tentatives d'implantation de manufactures dans de petites villes (Covilhã, Fundão, Portalegre), avec l'aide d'ouvriers français attirés par Ribeiro de Macedo. Mais l'expérience tourna court : son principal promoteur, le comte de Ericeira, se suicida en 1690 devant l'échec. Il faudra attendre un autre marquis, Pomal, pour que la politique manufacturière soit reprise avec succès.

Ce qui provoqua l'abandon de l'expérience de type colbertiste, ce fut en partie la découverte de l'or brésilien, qui inaugura un nouveau cycle, celui de l'or et des diamants, et un nouvel âge d'or brésilien, et donc portugais. Les découvertes de mines d'or dans l'arrière-pays de Rio et de São Paulo, c'est-à-dire dans les Minas Gerais et le Matto Grosso, datent de la dernière décennie du XVII^e siècle. Les premiers arrivages à Lisbonne se situent en 1696. Le flot de métal précieux ne cesse de gonfler dans les décennies suivantes : plus de 15 000 kg d'or pur entre 1701 et 1710, plus de 75 000 au cours de la décennie suivante, mais avec de grosses variations selon les années. A partir de 1731, en revanche, la production se stabilise autour de 12 000 kg par an. Ces quantités doivent être comparées à celles des siècles précédents : or, au dire du meilleur spécialiste des problèmes de l'empire portugais, Vitorino Magalhães Godinho, « dix à quinze ans du XVIII^e siècle représentent autant d'or que les envois américains à Séville pendant le siècle et demi écoulé jusqu'en 1660 ». On comprend que les soucis portugais concernant la balance commerciale soient brusquement passés

d'actualité et que les premiers résultats de la politique manufacturière aient paru dérisoires.

... au risque d'abandons en métropole

On a dit comment le pactole brésilien avait condamné les efforts faits pour doter le Portugal d'un réseau de manufactures. C'est une première démission. Il en existe d'autres, moins visibles, mais aussi néfastes. D'une façon générale, les gains coloniaux ont aggravé le déficit de l'agriculture portugaise. Il faut recourir à des importations de céréales, même en année de production normale. On fait appel pour cela à la France, à l'Angleterre, aux régions baltiques. Ce sont les Hollandais et les Anglais qui assurent le transport.

Par ailleurs les Portugais ont dû renoncer à la pêche à la morue sur les bancs de Terre-Neuve, auxquels ils accédaient au début du xvr siècle. Or la pêche côtière était considérablement hypothéquée par la présence constante de pirates. Aussi le ravitaillement en poisson de cet État maritime était-il tributaire des navires anglais qui déversaient à Lisbonne leurs cargaisons de morues, base essentielle, déjà, de l'alimentation portugaise.

Le seul produit portugais régulièrement présent à l'exportation était le sel, celui de Sétubal, surtout, qui dépassait la production d'Aveiro. Le gouvernement portugais était tellement attaché à cette production qu'un décret de 1695 prévoyait la peine de mort pour quiconque tenterait de divulguer à l'étranger les techniques de production. Mais si celle-ci ne se dément pas au cours du premier siècle des Bragance, en revanche son transport passe aux mains des Hollandais, qui ont un quasi-monopole de fait à Sétubal. Or les Hollandais n'étaient pas seuls : pratiquement tout le commerce entre la métropole et l'Europe était aux mains des étrangers. Il faudrait aussi pouvoir faire la part de la contrebande pour évaluer le manque à gagner de la monarchie portugaise, lorsque, par exemple, l'or brésilien passait des galions portugais dans les navires anglais ancrés côte à côte dans le port de Lisbonne.

Dans le court terme, ces abandons seraient néanmoins négligeables s'ils ne s'accompagnaient pas de la persécution de

l'élément le plus dynamique de la société portugaise : les nouveaux chrétiens.

Instaurer une autorité absolue...

L'époque des premiers Bragance est, en effet, celle de l'évolution du régime vers la monarchie absolue. Cela passe d'abord par l'élimination des Cortès. Celles-ci n'avaient pas été réunies au cours des 20 dernières années de la domination espagnole, ce qui ne peut surprendre. Jean IV sembla rompre avec cette politique en les convoquant à quatre reprises ; puis Pierre, en tant que régent ou en tant que roi, les réunit cinq fois. Quand on se souvient que les états généraux en France n'ont pas été convoqués entre 1614 et 1789, on peut considérer que l'assemblée représentative portugaise n'était pas méprisée par le pouvoir. D'autant moins que les Cortès étaient toujours consultées sur les problèmes importants : la levée de nouveaux impôts, la paix avec l'Espagne en 1688, la reconnaissance de l'héritier de la Couronne en 1698. Mais après cette date aucune convocation avant les Cortès constituantes de 1820.

Les décisions politiques sont préparées dans de nombreux conseils, tous peuplés de nobles des plus grandes familles et de membres du haut clergé issus des mêmes familles. De ce point de vue encore, la restauration dynastique s'est accompagnée d'une restauration nobiliaire : ceux dont le complot a porté la dynastie au pouvoir ont été largement récompensés par les Bragance.

C'est Jean V (1706-1750) qui donna au régime son visage absolutiste. Son éducation, sous l'influence des jésuites, l'avait convaincu de sa mission de droit divin. Les circonstances étaient favorables à la réalisation de l'absolutisme. Un modèle s'offrait à Jean V, celui du roi de France Louis XIV. Les moyens ne lui manquaient pas : l'or du Brésil, dont il percevait le cinquième, permettait à l'extérieur une diplomatie ostentatoire et à l'intérieur la constitution de solides clientèles. Du Saint-Siège, il obtint notamment, pour l'évêque de Lisbonne, le titre de patriarche, et pour lui-même celui de Très-Fidèle, qui le portait à la hauteur du Très-Christien de France ou du Catholique d'Espagne.

Son autoritarisme se manifesta en partie vis-à-vis des jésuites qui se virent menacés d'un embarquement sur le premier navire en partance s'ils persistaient dans leur refus de ne pas prendre part à la procession de la Fête-Dieu à la suite du roi (1726). Moins anecdotique : il les évinça en partie de l'enseignement au profit des oratoriens, plus ouverts aux nouveautés culturelles et à l'expérimentation scientifique. Il tenta aussi de s'opposer à l'Inquisition, dont il voulait soumettre les jugements au contrôle royal. Mais dans ce domaine les succès furent plus limités.

... sans briser l'Inquisition

Créée sur le modèle espagnol, l'Inquisition portugaise ne tarda pas à rattraper son retard d'un demi-siècle, puis à dépasser son maître en rigueur et en arbitraire. Dès 1610, en pleine période de domination espagnole, la papauté lui avait demandé de revenir à sa pratique originelle, en alignant ses méthodes sur celles de son homologue espagnole. En vain. Au XVII^e siècle, l'Inquisition portugaise comporte toujours trois tribunaux, siégeant à Lisbonne, Evora et Coïmbre, coordonnés par un inquisiteur général. Celui-ci siège près du souverain au Conseil général du Saint-Office, lequel a la même autorité que les autres conseils. L'Inquisition dispose d'un nombreux personnel fait de juges, de greffiers, de procureurs, de gardes et d'interprètes. A la fin du XVIII^e siècle, leur nombre est fixé à 640. Mais il faudrait y ajouter tout un monde d'informateurs et de délateurs répartis dans l'ensemble du pays et se recrutant dans toutes les couches de la société. Leur tâche essentielle est de traquer et de dénoncer les nouveaux chrétiens. Car, comme le prouvent toutes les études, ce sont principalement les marranes qui sont l'objet des quelque 40 000 procès instruits par les trois tribunaux entre 1560 et 1821. Ainsi, à Evora, ils représentent plus de 90 % des accusés pendant la période espagnole, plus de 85 % ensuite. A Evora toujours, entre 1601 et 1668, plus de 98 % des procès pour mobiles religieux font état d'accusations de judaïsme. Les sentences frappent à peu près à égalité hommes et femmes. Elles peuvent aller de la simple amende à la remise au bras séculier

pour exécution (3 % des condamnations à Coïmbre). Pourquoi un tel acharnement vis-à-vis des nouveaux chrétiens ? La question a reçu deux types de réponses, qui privilégient, l'une les mobiles économiques (désir de confisquer les biens de ces familles souvent fort riches), l'autre, les mobiles religieux (l'antisémitisme chronique des sociétés ibériques aux temps modernes). On suivra volontiers I. S. Revah dans cette seconde interprétation. En effet, les tribunaux du Saint-Office ne faisaient que satisfaire une opinion toujours prête à se dresser contre les marranes, en répondant parfois aux invitations expresses des prédicateurs franciscains ou dominicains.

Pourtant les conséquences économiques de cette persécution sont loin d'être négligeables. La monarchie espagnole, on l'a vu, avait fait des concessions, moyennant finances, aux nouveaux chrétiens, leur permettant d'accéder à certaines fonctions qui leur étaient précédemment fermées, et ce malgré les protestations du clergé portugais. La dynastie de Bragance maintint cette attitude, ce qui lui valut le soutien de cette importante fraction de la bourgeoisie. Mais Jean IV ne pouvait pas prendre le risque d'émeutes populaires contre son gouvernement en s'attaquant de front à l'Inquisition : l'inquisiteur général, compromis dans un complot visant à renverser le nouveau roi, fut même remis en liberté après quelques mois de détention, alors que les autres conjurés étaient exécutés.

Les nouveaux chrétiens devaient néanmoins trouver des alliés inattendus dans la Compagnie de Jésus. Parmi leurs défenseurs, il faut faire une place à l'un des conseillers les plus écoutés de Jean IV : le père Antonio Vieira, l'un des hommes les plus remarquables du XVII^e siècle portugais. Né en 1608 à Lisbonne, dans une famille modeste comptant des mulâtres parmi ses aïeux, il avait rejoint son père à Bahia en 1614 et vécu au Brésil toute la période espagnole. Il faisait partie, en 1641, des trois messagers qui apportaient à Lisbonne la nouvelle du ralliement du Brésil. Jean IV le retint ensuite auprès de lui comme conseiller. Conscient du poids économique des nouveaux chrétiens dans le royaume, il recommanda au roi la modération à leur égard, ce qui lui valut un procès auprès de l'Inquisition. Surtout, c'est lui qui favorisa leur protection dans la Compagnie

du commerce du Brésil, fondée en 1649. Pour y attirer leurs capitaux, qu'ils résident au Portugal ou dans les comptoirs portugais à l'étranger, il obtint du roi que les biens de ceux qui investiraient dans la Compagnie seraient à l'abri de toute confiscation. L'Inquisition se voyait privée d'un moyen de pression important. Or, par ailleurs, la Compagnie du commerce du Brésil devait jouer un rôle décisif, du point de vue commercial mais aussi militaire, dans le maintien du monopole portugais des liaisons entre le Portugal et le Brésil. Cependant, il est sans doute exagéré de dire, comme le fait I. S. Revah, que l'alliance des jésuites et des marranes a alors sauvé le Brésil, et donc le Portugal : les capitaux des nouveaux chrétiens n'ont sans doute jamais atteint un pourcentage suffisant dans l'ensemble du capital de la Compagnie pour l'influencer de manière décisive.

En définitive, les conséquences économiques des persécutions dues à l'Inquisition furent assez contradictoires. D'un côté, elles se sont traduites par une hémorragie de capitaux et de compétences. Mais par ailleurs elles ont permis le développement à l'étranger d'importantes colonies marchandes, à Amsterdam, Hambourg, Rouen, Venise, qui sont autant de relais pour le commerce luso-brésilien. Au Brésil même, les nouveaux chrétiens exilés ont joué un rôle capital dans la production et l'exportation du sucre. Or ces exilés étaient restés en relation avec leurs familles portugaises auxquelles elles ont assuré la prospérité, à l'exemple du marrane de Lisbonne, Duarte da Silva, l'un des magnats de l'exportation du sucre brésilien vers l'Amérique du Nord.

Le bilan intellectuel de l'activité de l'Inquisition requiert, hélas ! moins de nuances. La liste serait longue des intellectuels inquiétés, obligés de chercher refuge à l'étranger, voire livrés au bûcher. On y trouve des médecins, tels João Rodrigues de Castelo Branco, exilé en Turquie, ou Antonio Nunes Ribeiro Sanches qui s'illustra en exil à Londres, ou des poètes, comme Antonio José da Silva, remis au bras séculier.

Par ailleurs, la censure s'avérant toujours aussi vigilante, toute expression littéraire originale fut étouffée. Seule émerge dans ce désert la personnalité du père Vieira, dont il nous reste trois volumes de *Correspondance* et quinze de *Sermons*. Il s'avéra

un orateur hors pair, notamment lorsqu'il prit la défense des Indiens contre les colons brésiliens. Il fut écouté jusqu'à la cour de Rome ou dans celle de Christine de Suède, la protectrice de Descartes. Son style est à l'opposé de ce qu'on a appelé l'« éloquence baroque », à base de préciosité dans le vocabulaire et d'effets purement formels. Il est caractérisé au contraire par une grande sobriété et un équilibre entre langage parlé et langage écrit. Mais, répétons-le, le père Vieira eut peu d'émules. Cependant, l'Inquisition n'est pas responsable de toutes les carences : la création artistique a aussi ses limites.

L'or est moins créateur que les épices...

Manuel I^{er} avait, on s'en souvient, mis les revenus du commerce des épices au service d'une création artistique tout à fait exceptionnelle : l'art manuel est le fruit le plus élaboré de l'expansion maritime. Jean V mit aussi les ressources de l'or et du diamant brésiliens au service de constructions, mais il n'y eut pas d'art « johannin », en ce sens que l'art palatin est surtout fait d'emprunts. C'est en dehors de l'art officiel et souvent dans les régions les plus éloignées de la cour qu'on trouvera la manifestation de formes originales.

L'absolutisme professé et pratiqué par Jean V fut d'abord célébré à travers des fêtes, à l'image de celle dont nous avons rendu compte lors de l'avènement de Jean IV. Ces fêtes accompagnent de leur éclat baroque tous les événements, qu'ils aient un caractère exceptionnel comme la naissance des infants, les entrées royales ou la réception des ambassadeurs, ou qu'ils reviennent régulièrement comme les fêtes du *Corpus Christi* (Fête-Dieu). Elles donnent toujours lieu à des constructions éphémères de ponts, d'arcs de triomphe, de salles, de scènes de théâtre, toujours ornées d'une profusion de guirlandes et accompagnées d'une débauche d'ors et de lumières. Le but de ce faste est toujours de magnifier la personne du roi et d'illustrer l'absolutisme. Mais ces fêtes sont aussi révélatrices du goût et du mode de vie de l'élite sociale, au rang de laquelle il faut évidemment situer les prélats et les abbés des couvents. Ceux-ci sont fort mondains, sans que cela inquiète l'Inquisition ; les

couvents de religieuses, en particulier, servent régulièrement de cadre aux fêtes galantes : on désigne alors par un néologisme, *freiraticos*, les mondains qui recherchent et entretiennent des aventures avec les nonnes (*freiras*). L'exemple vient de haut puisque le roi Jean V lui-même avait pris pour maîtresse une religieuse du couvent d'Odivelas, Paula Teresa da Silva, dont il aurait eu un enfant. On ne s'étonnera pas si, dans cette ambiance, on a pu accorder quelque crédit, lors de leur parution à Paris en 1669, aux *Lettres portugaises traduites en français*, attribuée à sœur Mariana Alcoforado, d'un couvent de Béja. On sait maintenant qu'elles sont en fait l'œuvre d'un noble bordelais, le marquis de Guilleragues, mais elles ont pu s'inspirer de confidences de la sœur Alcoforado. Même les gourmandises fabriquées par les religieuses portent des noms qui ne sont innocents qu'en apparence : « gosiers d'anges », « lard du ciel », « ventres de nonnes »...

Jean V se devait cependant de doter le Portugal d'un monument durable digne d'un souverain absolu. Il le fit en érigeant le couvent royal de Mafra. La décision en fut prise en 1717, à l'occasion de la naissance d'un héritier. Mais le projet initial confié à un Allemand italianisé dont le nom de Ludwig fut lusitanisé en Ludovice, fut révisé dans le sens du gigantisme en 1733. On y décèle des tendances italianisantes témoignant du séjour à Rome de son auteur, mais l'ensemble n'est qu'une froide transposition en territoire portugais. Si l'Escorial peut être interprété comme célébration du culte de la mort, il est difficile de voir dans le couvent de Mafra un hommage rendu à la vie à l'occasion d'une naissance.

... et la personnalité nationale s'exprime dans le baroque

Baroque. Le terme mérite qu'on s'y arrête dans la mesure où son origine est portugaise. En effet, on désignait en portugais par *barroco* une perle irrégulière, à moins qu'il ne s'agisse d'un syllogisme irrégulier (comprenant deux mineures). En tout cas le terme connote l'irrégularité, comme dans l'actuel

féminin *barroca* désignant le terrain irrégulier, le relief tourmenté. En France, Saint-Simon emploie l'adjectif « baroque » au sens de bizarre, voire de ridicule. Puis le terme fut appliqué à l'architecture à la fin du XVIII^e siècle et s'est répandu sous l'influence allemande au cours du XIX^e, pour être adopté par l'ensemble des langues européennes. Cependant le terme peut changer de contenu selon les lieux et selon les auteurs. Nous ne suivrons pas ici Henri Focillon pour qui tous les styles connaissent, au terme de leur évolution, leur période baroque. Nous réserverons le mot pour désigner la forme d'art qui prend place en Europe entre la Renaissance et le néo-classicisme, au XVII^e et dans la première moitié du XVIII^e siècle. Longtemps considéré comme une dégénérescence de l'art de la Renaissance, le baroque est actuellement en cours de réhabilitation, au Portugal comme dans le reste de l'Europe. On y voit une manifestation de la sensibilité populaire, en harmonie avec les outrances et la préciosité des prédicateurs dominicains.

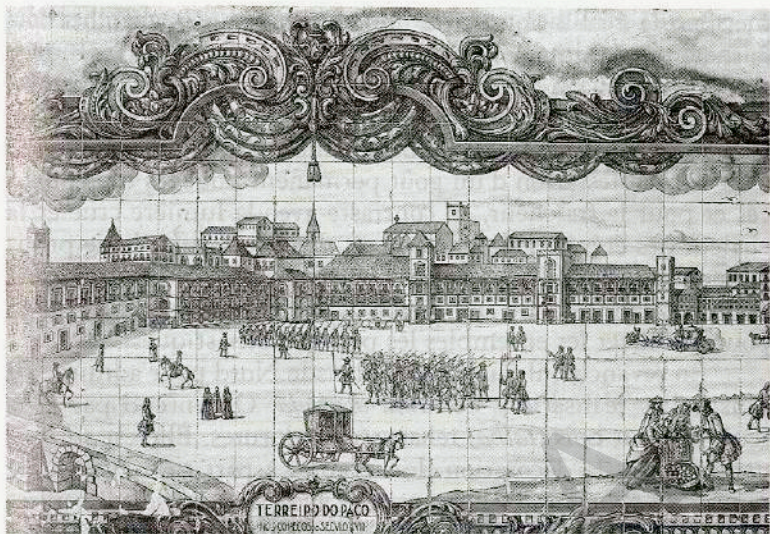
C'est dans le nord du pays, loin des centres de décision politique et de grande activité économique, que s'épanouit le baroque portugais, parfaitement adapté aux traditions et aux goûts locaux. Un nom lui est attaché, celui de Nicolau Nasoni. Il s'agit, de nouveau, d'un Italien (Niccolo Nazzoni), mais qui, contrairement à Ludovice, a travaillé en symbiose avec le milieu géographique et social dans lequel il vivait. Il a conçu de nouveaux monuments à Porto, dont l'église des Clerigos édifiée en deux temps : 1732-1748 pour l'église elle-même ; 1748-1750 pour le clocher. Ce dernier est séparé de l'église, du côté du chevet, un peu à la manière de certains minarets. La façade de l'église comporte encore une majorité de lignes droites, soulignées par des pilastres plats. Mais elle est animée d'un décor exubérant fait de motifs floraux, de festons, de palmes, et le fronton triangulaire qui la domine est lui-même surmonté de croix et de pinacles. A l'intérieur de l'église, le couloir qui entoure le sanctuaire reprend aussi une tradition portugaise. Mais le style de Nasoni est varié : pour la façade de l'église de la Misericordia, toujours à Porto, il adopte, en 1750, le jeu des courbes et contre-courbes cher au baroque européen. Son influence sur les édifices du Minho, jusque dans les campagnes,

est décisive, car sa manière devait être imitée par les artistes portugais.

Une ville, voire, dans cette ville, un monument, résume le baroque portugais du Nord : il s'agit de Braga et de son célèbre lieu de pèlerinage, le Bom Jesus do Monte. Les travaux de restauration de ce sanctuaire ancien débutèrent en 1723 pour ne prendre fin qu'en 1811 : leur échelonnement permet de suivre l'évolution du baroque portugais depuis sa simplicité originelle (le portique d'entrée) jusqu'à son épanouissement en rococo échevelé (dans les fontaines, notamment celle des Cinq Sens). Mais le monument conserve une forte unité baroque, avec son chemin de Croix, ses escaliers monumentaux et tourmentés, rompus par des paliers ornés de fontaines, où le pèlerin est invité à méditer sur sa condition de voyageur en marche vers un salut exigeant. On est loin de l'art officiel, de sa sécheresse et de ses conventions. Et c'est ici qu'il faut chercher l'âme portugaise de ces siècles.

Cependant on la trouvera encore plus facilement dans deux arts traditionnellement qualifiés de mineurs et pour lesquels nous conserverons l'appellation portugaise : les *azulejos* et la *talha dourada*.

Les *azulejos* sont des carreaux de faïence employés dans les revêtements muraux. Parfois considérés comme la « peinture du pauvre », ils sont une constante de l'art décoratif portugais. Le mot, *az-zulāij*, et la technique ont été empruntés aux musulmans, notamment aux mudéjars, qui ont réalisé de véritables tapis muraux à motifs géométriques. C'est sous cette forme qu'on les retrouve au palais de Sintra au temps de Manuel I^{er}. Cependant au cours du XVI^e siècle, on a commencé à les fabriquer au Portugal et à les adapter aux courants artistiques du moment. Au XVII^e siècle et dans la première moitié du XVIII^e, ils envahissent tous les monuments (cloîtres, églises, palais, fontaines...), quel qu'en soit le style, de la Renaissance au néo-classicisme. Ce sont néanmoins les édifices baroques qui en font l'usage le plus large et le plus judicieux. Les motifs géométriques sont alors en partie abandonnés pour des représentations figurées : fleurs, vases, bouquets, animaux, mais aussi grandes compositions (batailles ou scènes de la vie quotidienne). Ils per-



Azulejos du XVIII^e siècle.
Représentation de
l'Esplanade du Palais
(devenue après 1755
la place du commerce)



Braga. Sanctuaire du Bom Jesus
do Monte (XVIII^e siècle).
Un exemple du baroque du Nord

mettent la réalisation de ce mouvement que recherche l'art baroque, en animant les murs ou en exagérant les volumes. Aucune région du pays n'échappe à leur déploiement, que l'on fasse appel à la polychromie ou que l'on se contente de l'opposition entre le bleu et le blanc. C'est beaucoup plus qu'une mode : c'est la manifestation d'un goût permanent pour les tons nuancés et pour la fraîcheur, en contraste avec la lumière crue et la chaleur des étés méridionaux. Il est de ce fait difficile de privilégier des villes ou des édifices représentatifs de cet art. C'est pourtant dans ceux du sud du pays, à Evora, par exemple, qu'on pourra trouver les ensembles les plus caractéristiques.

En revanche, il faut revenir dans le Nord pour admirer les plus belles réalisations de *talha dourada*. On entend par là la sculpture sur bois (*talha*) rehaussée de dorures. Elle est surtout utilisée dans la décoration des retables à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle. En contraste avec les retables d'inspiration italienne (faits d'un tableau et d'un bas-relief encadrant l'autel), le retable portugais de la fin du XVII^e siècle est traité comme un portail. Au centre, au-dessus de l'autel, s'élève un trône à plusieurs degrés destiné à souligner la majesté du Christ, de la Vierge ou d'un saint, mais surtout à exposer le Saint-Sacrement. Cet édifice central est encadré de chaque côté par une ou plusieurs colonnes, le plus souvent torsadées, qui soutiennent une arcature complexe enchaînant courbes et contre-courbes. Trône, colonnes, arcs, sont recouverts d'un décor surabondant, au relief très prononcé, mêlant feuillages, grappes, anges, visages, le tout recouvert de dorures.

L'un des éléments les plus représentatifs de cet art est la colonne salomonique, ainsi appelée du nom de la colonne du IV^e siècle conservée dans la chapelle de la Pietà de la basilique Saint-Pierre de Rome et que l'on disait provenir du Temple de Salomon. Ce type de colonne torsadée avait été employé en 1633 par le Bernin pour soutenir le baldaquin de la même basilique Saint-Pierre. Elle était apparue en Espagne à la cathédrale de Séville peu après le milieu du siècle, pour être introduite dans les monuments portugais du Nord vers 1670. Elle exprime mieux qu'aucun autre élément le dynamisme du mouvement. On peut ne pas apprécier tous les développements de

cet art, considérer même que l'on passe de l'art à l'artifice. Il reste qu'on y trouve une vitalité absente du palais-couvent de Mafra. C'est là qu'il faut chercher le secret d'un pays qui sauvegarde son identité en pliant à son goût les influences européennes auxquelles il demeure toujours ouvert.

Entre le despotisme et les Lumières

Le XVIII^e siècle portugais est tellement marqué par la figure du marquis de Pombal que l'historiographie a longtemps analysé en fonction des sexes 27 années (1750-1777) au cours desquelles il détiint la charge de « premier ministre » du roi Joseph I^{er} : il y avait l'avant et l'après Pombal. D'ailleurs les années qui suivent le mort de Joseph I^{er} et la succession de Pombal et qui coïncident avec le règne de Marie II sont désignées sous le nom de *Viradeira*, ce qui signifie « retournement », « changement de cap ». Les historiens accordent une tendance à mettre l'accent davantage sur les continuités que sur les ruptures. Dans cette perspective, les ministères de Pombal seraient préparés par l'absolutisme de Jean V, prolongé par celui de Marie I^{re}, qui réaliserait l'idéal du despotisme éclairé préparé par Pombal. Mais les ambiguïtés concernant la personnalité du tout-puissant ministre sont loin d'être entièrement levées.

Pombal, énigmatique et déconcertant

Sebastião José de Carvalho e Melo, né en 1699, ne devint marquis de Pombal qu'en 1770, soit 7 années avant sa disgrâce et 12 années avant sa mort. Il était comte d'Oeiras depuis 1759. On se permettra néanmoins, quelle que soit la période de son existence, d'utiliser pour le désigner son titre le plus prestigieux et le plus connu.

Il est facile de rendre compte de sa carrière politique. Elle comporte deux phases. La première, diplomatique, commence

Le caractère de cette sculpture monumentale est d'être une œuvre de sculpture sur bois (tableaux) enroulés de sculptures. Elle est surtout utilisée dans la décoration des résidences royales de la seconde moitié du XVII^e siècle. En conséquence, les modèles d'inspiration italienne (surtout d'un tableau et d'un bas-relief encadrant l'arc) le tableau portugais du XVIII^e siècle est traité comme un portail. Au-dessus de l'arc, se trouve un trône à plusieurs niveaux qui souligne la majesté du Christ, de la Vierge et de l'Enfant, mais surtout à exposer le Sacre Sacrement. Le tableau est encadré de chaque côté par une ou plusieurs colonnes, le plus souvent torsadées, qui soutiennent une corniche complexe enchaînant courbes et contre-courbes. Les colonnes, arcs, sont recouverts d'un décor abondant et très prononcé, mêlant feuillages, grappes d'anges, etc., le tout recouvert de dorures.

L'un des éléments les plus représentatifs de cet art est la colonne salomonique, ainsi nommée du nom de la colonne du IV^e siècle conservée dans la chapelle de la Piété de la basilique Saint-Pierre de Rome et que l'on dit provenir du Temple de Salomon. Ce type de colonne torsadée avait été employé en 1635 par le Bernini pour soutenir le baldaquin de la même basilique Saint-Pierre. Elle fut apportée en Espagne à la cathédrale de Séville peu après le milieu du siècle, pour être introduite sous les monuments portugais du Nord vers 1670. Elle exprime mieux qu'aucun autre élément le dynamisme du mouvement. On peut ne pas apprécier tous les développements de

Entre le despotisme et les Lumières

Le XVIII^e siècle portugais est tellement marqué par la figure du marquis de Pombal que l'historiographie l'a longtemps analysé en fonction des seules 27 années (1750-1777) au cours desquelles il détint la charge de premier ministre du roi Joseph I^{er} : il y avait l'avant et l'après Pombal. D'ailleurs les années qui suivent la mort de Joseph I^{er} et la disgrâce de Pombal et qui coïncident avec le règne de Marie I^{re}, sont désignées sous le nom de *Viradeira*, ce qui signifie « revirement », « changement de cap ». Les historiens actuels ont tendance à mettre l'accent davantage sur les continuités que sur les ruptures. Dans cette perspective, le ministériat de Pombal serait préparé par l'absolutisme de Jean V et prolongé par celui de Marie I^{re}, qui réaliserait l'idéal du despotisme éclairé préparé par Pombal. Mais les ambiguïtés concernant la personnalité du tout-puissant ministre sont loin d'être entièrement levées.

Pombal, énigmatique et déconcertant

Sebastião José de Carvalho e Melo, né en 1699, ne devint marquis de Pombal qu'en 1770, soit 7 années avant sa disgrâce et 12 années avant sa mort. Il était comte d'Oeiras depuis 1759. On se permettra néanmoins, quelle que soit la période de son existence, d'utiliser pour le désigner son titre le plus prestigieux et le plus connu.

Il est facile de rendre compte de sa carrière politique. Elle comporte deux phases. La première, diplomatique, commence

en 1738 par l'ambassade à Londres. Il s'y révèle pendant six ans un observateur assez frivole de la vie politique anglaise, beaucoup plus attiré par les potins de la cour que par le fonctionnement des institutions. Elle se poursuit par l'ambassade à Vienne, à un moment où son pays connaît d'importantes difficultés liées au ralentissement des entrées d'or brésilien et à la remise en cause des méthodes de l'absolutisme paternaliste de Jean V. L'affaiblissement du régime rendait difficile la tâche de ses représentants à l'étranger : Pombal déçut la cour de Lisbonne, qui le rappela en 1749. Cela lui évita d'être compromis dans la faillite du gouvernement de Jean V.

S'ouvre alors la seconde phase de sa carrière politique, la seule qui intéresse vraiment l'histoire de l'État. Le nouveau roi, Joseph I^{er}, était conscient que des changements importants s'imposaient pour redresser la situation du Portugal à l'intérieur et son image et son influence à l'extérieur : il fallait affronter des problèmes politiques (mise en échec de l'absolutisme), économiques (baisse des revenus coloniaux), sociaux (toute-puissance de la noblesse), culturels (carences de l'enseignement). Joseph I^{er} fit appel à plusieurs secrétaires d'État pour réaliser cette œuvre de redressement, dont Carvalho e Melo. Mais les secrétaires d'État n'étaient que les exécutants d'une politique définie en dehors d'eux. Ce sont les circonstances et sa propre personnalité qui ont permis à Pombal de devenir un homme d'État qui allait éclipser le roi. C'est plus précisément au cours d'une catastrophe que Pombal révéla son énergie et son esprit de décision : le tremblement de terre de 1755. Par la suite, l'énergie se transforma souvent en raideur, à l'occasion des mesures économiques, et la raideur en cruauté, quand il s'agit de débarrasser le régime de ses opposants nobles et religieux. Mais les mesures prises pour rénover l'enseignement témoignent d'une ouverture aux idées européennes.

Avant de revenir sur ces aspects, il convient de dégager leur signification, à la fois en les replaçant dans leur contexte européen et en les débarrassant des scories accumulées par une histoire passionnelle. En effet, ce qui caractérise l'histoire pombaline depuis le début du XIX^e siècle, c'est son caractère partisan, chaque courant s'acharnant à annexer le grand homme. Les



José Sébastien de Carvalho e Melo, marquis de Pombal,
premier ministre de 1750 à 1777

libéraux au milieu du XIX^e siècle, les républicains à partir de la fin du siècle, en ont fait un précurseur du libéralisme et de la démocratie, contre l'obscurantisme, l'intolérance et l'absolutisme. Ce culte pombalin a culminé à l'occasion du premier centenaire de sa mort en 1882. A l'inverse, les forces conservatrices, les milieux catholiques, le courant nationaliste de l'*integralismo lusitano* ont vu dans Pombal une sorte d'Antéchrist, fauteur de révolution, bafouant toutes les traditions nationales et annonçant le « siècle funeste », c'est-à-dire le XIX^e siècle libéral. Depuis quelques années on cherche néanmoins à poser les véritables questions : les raisons de son hostilité aux jésuites, le

degré de réalité et les causes de sa prétendue haine des nobles, la portée de sa politique protectionniste. Mais la plupart des études, jusqu'à celles de J. Borges de Macedo, isolent et séparent encore le grand homme de son milieu, les 27 années de son « règne » du reste du XVIII^e siècle, le Portugal du reste du monde.

« Ensevelir les morts et prendre soin des vivants »

C'est la réponse qui fut faite par l'un de ses secrétaires d'État au roi Joseph I^{er} demandant ce qu'il fallait faire devant la catastrophe qui venait de détruire une grande partie de sa capitale, le 1^{er} novembre 1755. La terre avait commencé à trembler vers 9h30, faisant osciller les édifices. Quelques minutes plus tard, une secousse plus violente provoquait l'effondrement des maisons et des églises où se pressait la foule des fidèles en ce jour de Toussaint, et l'incendie déclenché au nord de la ville s'étendait au centre. Vers 11 heures la panique atteignit son paroxysme lorsque les eaux du Tage quittèrent leur lit pour envahir les rues de la capitale.

Le bilan humain était terrible. On estime à 10 000 le nombre des victimes du 1^{er} novembre et des jours suivants, sur une population de Lisbonne que l'on peut estimer à 250 000 habitants. Le bilan matériel était aussi très lourd : sur 20 000 maisons, 3 000 seulement restèrent habitables ; sur 56 églises, 5 pouvaient être réutilisées bien qu'endommagées. On ne comptait pas les palais et les édifices commerciaux détruits, les œuvres d'art perdues, les bibliothèques anéanties. Or Lisbonne n'était pas la seule à avoir souffert. L'épicentre du séisme se situait en mer, au sud de l'Algarve, et la secousse avait provoqué des dégâts jusque dans la région de Coïmbre.

Pombal fit montre d'un grand sang-froid dès les premiers jours. Devant les risques d'épidémie, il fit jeter les cadavres à la mer. Il prit des mesures énergiques contre les pillards, força la population à rester sur place, en assurant l'approvisionnement et en obligeant le clergé à assurer le culte.

Mais c'est au moment de la reconstruction qu'il donna toute sa mesure et appliqua les principes qu'il avait pu conce-

voir lors de ses voyages en Europe. Un mois après la catastrophe, un ingénieur militaire, Manuel da Maia, était chargé de proposer des solutions en vue de la reconstruction de la ville. Il choisit de raser les décombres et de remodeler les quartiers dévastés.

Avant de voir les principes qui ont prévalu dans la reconstruction, il nous faut faire un détour par la ville d'avant 1755. Lisbonne avait été fondée par les Romains sous le nom de *Felicitas Julia*. Les Wisigoths l'avaient dotée d'une première enceinte, conservée ensuite par les musulmans, d'où son nom d'«*enceinte des Maures*» (*cerca moura*). Après l'achèvement de la reconquête au XIII^e siècle, la promotion de Lisbonne au rang de capitale provoqua son extension rapide : débordant de l'enceinte primitive, elle conquiert, en descendant, les pentes sud (l'actuel quartier de l'Alfama) et nord-ouest, et se répandit dans la vallée, constituant à l'ouest, la ville basse ou Baixa. Ferdinand I^{er}, en 1373-1375, la dota alors d'une seconde enceinte, plus vaste. Mais avec l'accroissement des affaires consécutif aux Découvertes, la ville émigra de nouveau vers l'ouest, escaladant la colline São Roque, où s'est constitué le quartier haut ou Bairro Alto.

En 1755, l'essentiel des activités de la ville se déroulait dans la Baixa, entre le Tage, au sud, et la place du Rossio, au nord. Mais les rues reliant le Rossio au Tage avaient conservé leur sinuosité et leur étroitesse médiévales. A proximité du Tage, s'étendait une vaste place, le Terreiro do Paço (esplanade du Palais), du nom du palais royal construit par Manuel I^{er}. Or c'est l'ensemble de la Baixa qui avait été le plus touché par la catastrophe de la Toussaint 1755, qui conjugait les trois fléaux de l'effondrement, de l'incendie et de la submersion. C'est ce quartier, au centre de la ville, qu'on choisit de reconstruire entièrement, selon les plans de l'architecte Eugenio dos Santos.

A cette occasion, Pombal dut encore prendre des mesures radicales et novatrices. Il dut, en effet, procéder aux expropriations, qu'il imposa, selon les termes mêmes du décret du 12 juin 1758, pour soumettre les intérêts particuliers «*à l'utilité publique de la régularité et de la beauté de la capitale*». Quelle beauté ? Quelle esthétique ? Quelles sources d'inspiration ?

L'aménagement de l'espace reposait sur quelques direc-

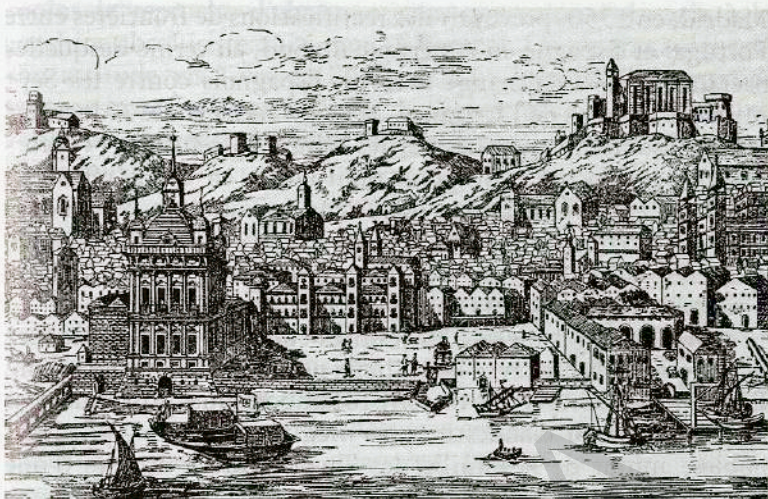
tives simples, dont la cohérence s'inspirait du désir de fonctionnalité et d'économie. Les rues reliant les deux grandes places, celle du Rossio et celle qui allait remplacer l'Esplanade du Palais, devaient être rectilignes et n'être coupées qu'à angles droits. Les constructions (murs, façades, ouvertures) devaient être uniformes. Les éléments de décor seraient fabriqués en série à partir de quelques modèles. Ainsi s'introduisait dans la Lisbonne pombaline la logique, la rationalité, la simplicité chères aux Lumières.

Pombal désigna les emplacements qu'occuperaient ateliers, boutiques et entrepôts, regroupés par activités : d'où les noms toujours portés par ces rues et qui rappellent les métiers dominants, comme la rue de l'or (do Ouro) ou celle de l'argent (da Prata), dominées par les orfèvres. La place du Rossio fut reconstruite à peu près au même emplacement que l'ancienne. Les tendances néo-classiques caractéristiques du style pombalin devaient surtout se manifester dans la place du Commerce qui remplaça alors l'esplanade du Palais. Équilibrée, harmonieuse, ouverte sur le Tage, elle symbolise parfaitement le dualisme historique portugais, fait d'ouverture au large et d'ancrage à l'Europe.

Ce style pombalin se manifesta aussi en dehors de Lisbonne et après 1755. On retrouve, en effet, le même souci d'efficacité dans deux villes situées presque aux extrémités du pays : Vila Real de Santo Antonio, en Algarve, et Porto. En revanche, il n'est pas exclusif de toute autre forme d'art : l'exubérance et la démesure du baroque devenu rococo ont encore des adeptes jusque dans la capitale (église d'Estrela) et jusqu'à la cour : le château de Queluz, construit au temps de Pombal par l'infant Pedro, frère du roi, est aux antipodes de la sévérité pombaline. Mais ses commanditaires n'étaient pas précisément des amis du marquis.

Intolérables jésuites, intolérant ministre

Le tremblement de terre de Lisbonne avait fait l'objet d'un certain nombre de commentaires, au Portugal et à l'extérieur. En France, Voltaire avait exprimé son scandale dès 1756 dans le



Lisbonne vue du Tage, avant le tremblement de terre de 1755 (gravure anonyme)

Poème sur le désastre de Lisbonne et en 1759 dans un passage de *Candide*. Pour lui la calamité était la preuve de la présence du mal dans le monde, mal avec lequel les hommes devaient nécessairement composer. L'optimisme de Rousseau, en revanche, ne fut pas ébranlé : pour lui, l'accident ne serait pas devenu catastrophe si les hommes n'avaient pas construit des immeubles aussi importants dans un tel endroit (qui avait, il est vrai, connu des secousses mineures à maintes reprises). Pour les jésuites portugais – mais leur opinion était largement partagée – le malheur ne s'expliquait que par la colère divine, provoquée par l'impiété des hommes. Ils entretenaient ainsi dans les semaines qui suivirent le tremblement de terre un climat de ferveur fanatique destinée à calmer la divinité. Pombal sévit contre les « prophètes » les plus exaltés, dont le père Malagrida, exilé à Setubal, qui fulminait contre les impies projetant de reconstruire la capitale. C'était plus que n'en pouvait supporter le tout-puissant ministre.

Or ce n'était pas son premier heurt avec les jésuites. Un conflit important l'avait opposé à eux au Brésil. Le traité de

Madrid, en 1750, prévoyait des rectifications de frontières entre Portugal et Espagne en Amérique du Sud, au terme desquelles Sacramento serait échangé avec les Espagnols contre les Sept Missions jésuites de l'Uruguay. Mais les Indiens des réductions jésuites, soutenus et armés par les religieux, refusèrent l'incorporation au Portugal, au point qu'il fallut, en 1761, réviser le traité de Madrid. Certains historiens voient dans ce dénouement les prémisses de l'indépendance de l'Amérique ibérique, en accreditant auprès des Brésiliens l'idée de leur droit à régler librement leurs propres problèmes frontaliers.

Au Portugal même, les jésuites commirent l'imprudence de se compromettre avec les milieux nobiliaires de l'opposition. En 1758, à la suite d'une histoire rocambolesque, provoquée par les amours aussi clandestines qu'illégitimes du roi, plusieurs nobles, autour de la famille des Tavora, furent accusés d'une tentative d'attentat contre la personne du roi et châtiés avec une cruauté digne du temps de Pierre le Cruel. La noblesse, en état de choc, devait ensuite renoncer à manifester publiquement son opposition. Mais Pombal désirait aller plus loin et mettre fin à l'autre force qui avait imposé sa loi à la fin du règne précédent, celle des jésuites. Il intervint dans ce sens auprès du pape, mais devant les atermoiements du Saint-Siège, il décida, par décret du 3 septembre 1759, d'arrêter ou d'expulser tous les jésuites — ils étaient environ 800 — du Portugal et du Brésil. Ce faisant, il montrait la voie aux autres États européens : à la France, où le Parlement de Paris prononça la suppression de la Compagnie en 1762 ; à l'Espagne qui fit de même en 1767. Il imposa finalement ses vues au pape lui-même, qui prononça la dissolution de la Compagnie en 1773.

Ces succès diplomatiques n'empêchèrent pas Pombal de se livrer à une véritable chasse aux jésuites suspects d'opposition : il fit dégrader et brûler le pauvre Malagrida, soupçonné d'avoir encouragé le complot de 1758 depuis son exil de Setubal.

Mais cette haine des jésuites est à replacer dans l'ensemble de sa politique religieuse : après sa disgrâce, ce seront des centaines d'ecclésiastiques qui sortiront des geôles. On estime à plus de 2 000 le nombre de ceux qu'il a fait emprisonner parce qu'ils s'opposaient à la toute-puissance de l'État. Ainsi, c'est

moins le reproche d'obscurantisme que celui d'obstacle à la machine absolutiste qui a motivé Pombal. On en dira autant de son attitude vis-à-vis de l'Inquisition : loin de la supprimer comme instrument et symbole de l'intolérance et du fanatisme religieux, il s'est contenté de la soustraire au clergé pour en faire un tribunal royal.

Despotisme... éclairé ?

La poursuite des jésuites, la transformation de l'Inquisition, la suppression des distinctions entre anciens et nouveaux chrétiens vont dans le sens des mesures préconisées par les philosophes. S'agit-il de coïncidence ou d'inspiration ? Pombal peut-il être rangé parmi les despotes éclairés ? On ne peut proposer que des réponses nuancées, fondées d'abord sur des approches politiques et culturelles.

Le but politique poursuivi sans relâche par Pombal est le renforcement de l'État. En ce sens, l'absolutisme qu'il préconise et qu'il pratique diffère de celui qu'avait mis en place Jean V. L'objectif à atteindre n'est plus le prestige de la personne royale, mais l'autorité de l'État. Pour y parvenir, Pombal favorise tout ce qui va dans le sens de la centralisation. C'est pourquoi il crée un certain nombre d'organismes susceptibles d'assurer à l'État le contrôle des principales activités : activités financières, avec l'*Erario Regio*, centralisant recettes et dépenses ; activités commerciales, avec la Junte de commerce ; actions et opinions des personnes, avec l'Intendance de police ; diffusion des idées, avec la Commission de censure royale. Or c'est bien ce même objectif centralisateur et absolutiste qui préside aux mesures libérales évoquées ci-dessus. Celles-ci s'inspirent moins d'idéologie que de pragmatisme politique.

S'il fallait, à l'inverse, apporter des éléments témoignant de la non-réceptivité de Pombal aux idées des philosophes, il suffirait de rappeler la sauvagerie avec laquelle ont été châtiées les tentatives d'opposition, qu'elles soient d'origine nobiliaire (celle des Tavora) ou cléricale (celle des jésuites), ou encore populaire, comme lors de l'émeute des taverniers de Porto en 1757, pour protester contre les conséquences du monopole

accordé à la Compagnie des vins du Haut-Douro. Il suffirait aussi de rappeler que toute critique à l'encontre de l'action du gouvernement était proscrite et immédiatement sanctionnée.

En va-t-il autrement dans le domaine culturel ? Comment les Lumières pénètrent-elles au Portugal ? Quel filtrage Pombal leur fait-il subir ? A l'actif de la politique culturelle de Pombal, on rangera d'abord ses efforts en faveur d'une rénovation de l'enseignement. Cette réforme s'insère dans un important courant d'intérêt des Portugais, ceux de l'intérieur ou ceux de l'étranger (les *estrangeirados*) pour les problèmes d'éducation. Parmi des dizaines d'œuvres, on peut relever les *Lettres sur l'éducation de la jeunesse* de l'*estrangeirado* Ribeiro Sanches. Pombal contribua d'abord à la réforme en créant plusieurs institutions nouvelles : la Chambre de commerce, destinée à former les cadres dont avaient besoin les échanges internationaux, et le Collège des nobles, destiné à fournir chaque année à l'État une centaine d'administrateurs, la Junte de prévoyance littéraire, chargée de fournir un plan de réforme des études universitaires. En même temps, les collèges royaux avaient remplacé ceux des jésuites. Mais c'est surtout la réforme de l'Université, à Coïmbre, qui constitue le plus grand titre de gloire de Pombal. Les programmes universitaires étaient restés inchangés pendant deux siècles et demi avant les réformes de 1772. A cette date, Pombal ajouta deux facultés, celle des mathématiques et celle de philosophie naturelle, qui firent passer dans l'enseignement les principaux acquis de la science contemporaine. Enfin, en amont, les Petites écoles commencèrent à diffuser l'alphabétisation et à élargir le vivier d'où sortiraient les futures élites. Le règne de Marie I^e ne devait pas, bien au contraire, revenir sur ces réformes scolaires. C'est dans le même esprit que furent créées, « à l'imitation de toutes les nations cultivées », l'Académie royale des Sciences, structure de recherche scientifique, ou, dans un tout autre domaine, la *Casa Real Pia*, à la fois crèche, orphelinat, école, collège ouvert à l'étude des sciences, des langues ou des techniques. Toutes ces réformes, pombalines et post-pombalines, témoignent du souci des responsables portugais de maintenir leur pays dans l'aire et au niveau de l'Europe éclairée.

Pourtant Pombal n'était pas spécialement favorable à la pénétration des Lumières, du moins telles qu'elles se manifestaient en France. Certes, il était sans doute plus proche des idées professées par les *estrangeirados*, ces Portugais de la diaspora, que par les *castigos*, d'esprit plus conservateur et plus attachés aux traditions nationales. Outre Ribeiro Sanches dont nous avons dit les préoccupations en matière d'éducation, il faut citer, parmi les premiers, Antonio Verney, né à Lisbonne d'un père français, humaniste et philosophe, et qui a largement inspiré les réformes pombalines. Ou encore J.S. Magalhães, un ami de Condorcet, l'un des phares de la pensée portugaise à l'étranger. Mais les principaux écrits des philosophes français (Montesquieu, Voltaire, Rousseau) sont proscrits sur le territoire portugais par une censure

Les idées françaises durent attendre le règne de Marie I^{re} pour pouvoir se diffuser avec moins d'entraves. Les livres prohibés parvenaient alors librement aux étudiants de Coïmbre ; d'autres passaient facilement par contrebande : les soldats français seront étonnés, en 1807, de la richesse des bibliothèques privées portugaises en ouvrages écrits dans leur langue et par leurs compatriotes. Bien plus, les gazettes, supprimées par Pombal, recommencent à paraître, telle la *Gazeta de Lisboa*, et diffusent les idées libérales. Le Portugal de la fin du XVIII^e siècle reçoit bien les Lumières de l'Europe. Cela le prédisposait aussi à accueillir favorablement les novations issues de la Révolution française. Mais ses intérêts économiques le liaient toujours aussi étroitement au Brésil et à l'Angleterre.

Quand l'or brésilien se fait rare

Les premiers signes d'un ralentissement de la production d'or brésilien se sont fait sentir dès la fin du règne de Jean V. Mais c'est au cours des années 1760-1780 que la tendance s'accroît, et le mouvement se confirme dans les décennies suivantes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Entre 1741 et 1760, la production moyenne annuelle était de l'ordre de 15 000 kg ; au cours des deux décennies suivantes, elle passe à un peu plus de 10 000 kg, puis à 5 400 en 1800 et à 2 750 en 1820. Le

« cycle de l'or et des diamants » est bien terminé et il faut de nouveau trouver une solution pour sauver l'économie luso-brésilienne. D'autant plus qu'à cette crise de l'or s'ajoutait celle de la traite, déficitaire à partir de 1771, et, en métropole, celle des blés. Le paroxysme est atteint aux environs de 1770. Il s'ensuivit une diminution de l'émission des monnaies d'or, une chute de 44 % des importations en provenance de l'Angleterre, et de 40 % des exportations de sucre du Brésil. Pour l'État, le manque à gagner était considérable étant donné le poids des impôts indirects fondés sur le commerce international.

Pombal combattit la crise sur ses deux fronts. En métropole, s'inspirant du précédent des années 1670-1690, il stimula le développement des manufactures, mais en contrôlant les implantations de manière à assurer une répartition équilibrée sur l'ensemble du territoire. Pour améliorer la qualité, il fit appel à des étrangers, notamment aux Français, ce que déplore un consul français à Lisbonne au cours du règne de Marie I^{re} : il cite l'exemple d'un manufacturier de Bayonne qui emploie à Torres Vedras « des Français qu'il a expatriés aux dépens de l'industrie nationale, et des Portugais qu'il instruit pour se mettre en état de se passer de nous ». On estime à environ 90 le nombre des manufactures ainsi créées avant 1777. Certaines sont d'importance modeste (quelques dizaines d'ouvriers), mais la Manufacture royale des lainages de Portalegre emploie 1348 travailleurs (en y incluant, il est vrai, ceux qui travaillent à domicile à proximité de la ville). Cet effort sera poursuivi au temps de Marie I^{re}, et le Portugal pourra compter 460 fabriques en 1788.

Au Brésil, Pombal assura la reconversion de l'économie en privilégiant la production agricole aux dépens de la production minière. C'est le début du « cycle du café », même si ce produit arrive encore loin derrière le sucre, le coton et le tabac. Surtout il créa de nombreuses compagnies à monopole (celles d'Asie, de Para e Maranhã, des Vins du Haut-Douro...) où étaient associés et assurés les intérêts d'actionnaires appartenant à la noblesse et à la grande bourgeoisie, tandis que les opérations des petits commerçants étaient considérées comme contrebande et poursuivies comme telles. Un certain nombre de ces mesures

devaient être abolies après 1777, la plupart des monopoles étant alors supprimés et plusieurs manufactures privatisées. Cependant, c'est à un changement total de la conjoncture internationale qu'est due la prospérité des deux dernières décennies du siècle, marquées par un nouvel âge d'or du commerce portugais.

La guerre d'Indépendance de l'Amérique du Nord, puis les guerres issues de la Révolution française ont en effet débarrassés les Portugais de leurs plus redoutables concurrents, anglais, hollandais et français. La route du Cap reprend de son importance : on voit jusqu'à 20 navires portugais la fréquenter chaque année (contre 2 au XVIII^e et dans la première moitié du XVIII^e siècle). Le sucre et le tabac brésiliens, libérés de la concurrence antillaise, connaissent une reprise d'autant plus intéressante que les prix augmentent. Mais c'est le coton qui connaît l'essor le plus spectaculaire à la suite de la guerre d'Indépendance : le Portugal fournit alors le quart des besoins anglais. La balance du commerce luso-anglais redevient favorable aux Portugais, en 1780 à titre exceptionnel, puis régulièrement à partir de 1791.

Pourtant, malgré l'euphorie de la fin du siècle, la prospérité était fragile et devait s'avérer éphémère : liée à la conjoncture dans sa phase ascendante, elle allait aussi en être tributaire dans son déclin. Arriva en effet le moment où les guerres européennes placèrent le Portugal devant des choix déchirants. Les termes de l'alternative, selon la belle formule d'Yves Bottineau, étaient les suivants : « accepter un malheur pour éviter une catastrophe ».

A l'épreuve de la Révolution française

Au moment où éclate la Révolution française, la reine Marie est veuve depuis trente ans ; elle vient de perdre son fils aîné et elle sombre doucement dans la folie, malgré les efforts du docteur Willis, le médecin du roi fou d'Angleterre, George III. Du point de vue diplomatique, le Portugal est toujours allié à l'Angleterre, avec laquelle néanmoins il a marqué ses distances par sa neutralité lors de la guerre d'Indépendance américaine.

La *Gazette de Lisbonne* et le *Journal Encyclopédique* accueillent avec faveur, voire avec ferveur, les premiers événe-

ments révolutionnaires. Mais bientôt l'inquiétude l'emporte sur l'admiration. L'intendant général de police, Pina Manique, commence par interdire les ouvrages français, puis se met à inquiéter les ressortissants français vivant au Portugal et à pourchasser ses compatriotes soupçonnés de franc-maçonnerie. En 1793, le Portugal entre, aux côtés de l'Espagne et de l'Angleterre, dans la coalition antifrançaise et envoie des troupes dans le Roussillon. Vaincus, les Ibériques doivent refluer de France, et l'Espagne conclut une paix séparée avec la France : le Portugal est désormais seul aux côtés de son alliée de toujours, l'Angleterre. C'est dire qu'à Trafalgar il se trouve dans le camp du vainqueur, mais que l'année suivante la politique napoléonienne du Blocus continental, décidée en 1806, l'oblige à affronter la quadrature du cercle : soit il se plie à l'ultimatum français en fermant ses ports aux Anglais, et la route du Brésil lui est coupée ; soit il le rejette, et son territoire métropolitain est envahi par les troupes franco-espagnoles. Dans les deux cas de figure, il disparaît en tant que puissance. Le prince-régent essaya bien de gagner du temps en envoyant des émissaires à Napoléon. Mais un projet de partage du Portugal entre France et Espagne avait été adopté à Fontainebleau le 27 octobre 1807 et la machine de guerre impériale était lancée. Les troupes de Junot atteignaient Castelo Branco le 20 novembre, et le 24 le conseil d'État du Portugal décidait du transfert de la famille royale et de la cour au Brésil. Le 27, l'embarquement était réalisé, tandis que les soldats de Junot entraient dans Lisbonne. Cette invasion et cet exil scellaient la disparition du Portugal en tant que puissance européenne, mais aussi en tant que puissance maritime.

Comment une telle fracture avait-elle pu affecter un pays économiquement prospère et politiquement respecté quelques années plus tôt ? La réponse est sans doute à chercher dans le caractère artificiel de l'essor commercial portugais à la fin du XVIII^e siècle : née brusquement à l'occasion de conflits dans lesquels le Portugal n'était pas partie prenante, la prospérité, et avec elle l'État, disparaissait aussi brutalement à l'occasion d'un conflit dans lequel il n'était qu'un pion.

« Régénération »

Au sens le plus strict, le mot « régénération » désigne dans l'histoire du Portugal, une courte période (1851-1868) au cours de laquelle le pays connaît la paix intérieure sous le régime de la monarchie constitutionnelle et accroît sa modernisation dans la plupart des domaines. Mais les générations précédentes, celles de la première moitié du XIX^e siècle, visaient pourtant déjà à « régénérer » un pays qu'il fallait débarrasser de ses structures d'Ancien Régime. Le mot et le concept afférent sont de ce fait omniprésents dans l'histoire et la littérature portugaises de l'ensemble du XIX^e siècle. Ils sont indissociables de la pensée et de la pratique du libéralisme portugais.

Dès 1807 fonctionnait à Lisbonne une loge maçonnique appelée « Régénération » ; en 1817, les libéraux s'associaient dans le « Conseil suprême régénérateur du Portugal, du Brésil et des Algarves » ; en 1820, on rebaptisait une place sous le nom de « Régénération » ; la même année paraissait le journal libéral *Régénération du Portugal*, et les Cortès de 1821 prétendaient poser « les bases de l'heureuse Régénération ». Cependant, jusqu'en 1851 aucun des mouvements qui prétendaient « régénérer » n'a bénéficié de la durée nécessaire pour la mise en œuvre de ses idées. En 1851, c'est le parti le plus conservateur qui s'est autodésigné comme « régénérateur ». Dès lors le mot est dévalorisé aux yeux de beaucoup, et le projet de régénération survit dans des mouvements, comme « Vie nouvelle » et « République » : ce dernier mouvement aboutira à la remise en cause de la monarchie.

Régénérer la vie politique : l'impossible voie démocratique

Jusqu'en 1842, la vie politique portugaise est surtout animée par les tentatives radicales visant à balayer d'un coup l'Ancien Régime. En l'absence d'un peuple conscient politiquement et soucieux de représentativité, les tentatives prennent le plus souvent l'aspect de convulsions urbaines et de pronunciamientos. Il faut en présenter une chronologie succincte, avant de réfléchir à leur signification.

En 1808, Napoléon I^{er}, recevant à Bayonne une délégation de « ses » sujets portugais, avait tenu à leur égard des propos blessants, rapportés par l'évêque de Poitiers présent à l'audience : « Je ne sais ce que je vais faire de vous... Êtes-vous un peuple ?... Voulez-vous être espagnols ? ». L'année précédente, le « peuple » de Lisbonne avait pourtant manifesté clairement son mécontentement lorsque Junot avait fait retirer du château Saint-Georges le drapeau portugais, mais il avait dû se soumettre devant le déploiement des forces de l'occupant. Cependant à Porto et à Évora s'étaient formées des juntas qui assumaient le pouvoir. C'était un indice de la détermination des Portugais à résister et de leur capacité à prendre en mains leur destin, à l'heure où la famille royale s'était installée à Rio de Janeiro et ne laissait pas envisager un retour rapide.

Malgré les exactions dont s'étaient rendus coupables les soldats napoléoniens au Portugal (on pense aux destructions et au pillage des œuvres d'art), les idées des Lumières n'avaient cessé de trouver des échos dans les milieux universitaires ou dans les loges maçonniques. Elles étaient relayées par quelques organes de presse publiés en portugais à Londres, comme le *Correio brasiliense* ou le *Português*. Pour mettre fin à la diffusion de ces idées, le gouvernement de la Régence tenta un coup de force : il opéra, dans la nuit du 10 au 11 septembre 1810, une rafle de 48 personnalités suspectes d'adhérer aux idées libérales. Cette *setembrizada* – c'est le nom qui fut donné à ce coup de force – qui décapitait provisoirement le mouvement libéral, devait en fait le servir à moyen terme. En effet, de leur exil des Açores et bientôt, pour certains, de celui de Londres, les libéraux répandirent

des écrits pour se justifier. Ils avaient la sympathie de l'opinion anglaise, voire du prince-régent portugais lui-même, qui, de Rio, n'approuvait pas les décisions de ses gouverneurs. La plupart de ceux qui avaient été inquiétés furent libérés en 1814 et purent reprendre leur action. Si on ajoute qu'en 1817, la première année du gouvernement personnel de Jean VI, le chef de la loge « Régénération », Gomes Freire de Andrade, fut exécuté pour conspiration avec onze de ses compagnons, on notera que le mouvement libéral avait désormais son premier martyr.

C'est à Porto que le libéralisme trouva son meilleur terrain : il s'y appuyait sur une bourgeoisie riche, dynamique, ouverte sur l'étranger. C'est là aussi que se faisaient sentir de la manière la plus aiguë les difficultés économiques. En 1818, un magistrat y fonda le *Sinédrio*, qui regroupa bientôt une dizaine de membres influents de la bourgeoisie de Porto. La société se donnait notamment pour objectif « d'observer l'opinion publique et l'évolution des événements, d'être attentif aux nouvelles en provenance de l'Espagne voisine... » (où Ferdinand VII allait bientôt accepter la Constitution de 1812). Ne pouvant s'appuyer sur une base populaire, le *Sinédrio* sut gagner à ses vues l'armée, humiliée par sa situation de subordination aux « alliés » anglais. Le soulèvement militaire du 24 août 1820 permit la création de la « Junte provisoire du gouvernement suprême du royaume », suivie de la proclamation d'une junte semblable à Lisbonne. Ensemble les deux juntes décidèrent de la création de deux organismes provisoires : l'un préparerait la convocation des Cortès ; l'autre assurerait l'intérim du pouvoir. Du Brésil, Jean VI reconnut le fait accompli.

Les élections aux Cortès révélèrent les premières failles dans le bloc des conjurés. Les uns et les autres voulaient bien « régénérer » la vie politique, mais les bourgeois voulaient le faire en suscitant de nouvelles structures, les militaires en restaurant l'Ancien Régime. Ceux-ci organisèrent leur premier pronunciamiento dès le 11 novembre, jour de la Saint-Martin : ce fut donc la *martinhada*, par laquelle ils imposaient momentanément à la junte leurs hommes et leurs principes. Ce fut sans lendemain. Les élections aux Cortès constituantes portèrent au pouvoir des députés attachés à la monarchie mais néanmoins

décidés à proclamer les droits de l'homme et du citoyen et la souveraineté du peuple. L'homme fort de l'assemblée était Manuel Fernando Tomas, le fondateur du *Sinédrio*. C'est lui qui dirigea les travaux de la commission visant à élaborer les bases de la Constitution, auxquelles Jean VI, enfin de retour du Brésil, jura fidélité en juillet 1821 : liberté de la presse, chambre unique, abolition de l'Inquisition, droit de veto, mais simplement suspensif, pour le roi.

En fait, la Constitution de 1821-1822 ne devait connaître qu'un début d'application. Dès 1823, elle était emportée dans la vague absolutiste qui avait submergé la péninsule. Jean VI sut néanmoins tenir le pays à l'abri de la réaction dans laquelle son fils, Miguel, faillit le faire sombrer. Mais la situation s'était compliquée avec la proclamation de l'indépendance du Brésil, le 9 janvier 1822, connu dans l'histoire luso-brésilienne sous le nom de « jour du *fico* ». Ce jour-là, en effet, le fils aîné du roi, Pedro, avait refusé de répondre à la convocation des Cortès, en disant : « *fico* » (« je reste »).

A sa mort, en 1826, le roi Jean VI n'avait pas laissé d'indications concernant sa succession, s'étant refusé à choisir entre l'aîné, Pedro, et le cadet, Miguel, connu pour ses idées réactionnaires. Le conseil de Régence choisit Pedro. Mais comme celui-ci ne pouvait pas régner à la fois sur le Brésil et sur le Portugal, il était prévu qu'il abdiquerait en faveur de sa fille Maria da Gloria, âgée de 7 ans, laquelle épouserait, le moment venu, son oncle Miguel. Le programme reçut un début d'exécution. Pedro commença, en 1826, par « octroyer » une charte qui rendait caduque la Constitution de 1822, mais qui allait néanmoins servir de point de référence à une fraction importante des libéraux. Miguel jura fidélité à cette charte, d'autant plus facilement qu'elle lui permettait d'exercer la régence auprès de sa fiancée de nièce à partir de 1828. Mais une nouvelle poussée absolutiste le porta au pouvoir : il devint roi en 1828, pour six ans.

En 1836 eut lieu la seconde tentative révolutionnaire, celle dite des Septembristes. Elle fut facilitée par l'hostilité des Anglais, rejoints à partir de 1830 par les Français, au gouvernement absolutiste de Miguel I^{er} et par l'abdication de Pedro de sa

couronne brésilienne en 1831. En effet, celui-ci revint alors au Portugal, défit avec l'aide des Anglais, les troupes de Miguel, lequel, par la convention d'Evoramonte de 1834, renonça définitivement à tous ses droits. Pedro mourut cette même année et le pouvoir passa à sa fille, déclarée majeure, qui devait régner sous le nom de Maria II (1834-1853).

La société politique, majoritairement d'accord sur l'éviction de Miguel, était cependant divisée en deux groupes d'influence. Le premier préconisait la soumission à la charte octroyée de 1826, car elle conciliait l'exercice des libertés fondamentales avec l'autorité nécessaire aux affaires. On y retrouvait les propriétaires terriens les plus actifs et la bourgeoisie commerçante, voire industrielle. On désigne leur mouvement sous le nom de chartisme. La seconde tendance regroupait des idéologues beaucoup plus attachés à l'expression de la souveraineté nationale, et de ce fait partisans du retour à la Constitution de 1822. Elle représentait plutôt les intérêts des artisans et des petits commerçants ou ce qu'il est convenu d'appeler les classes moyennes. Ce sont les animateurs de cette tendance qui se soulevèrent avec l'appui du peuple de Lisbonne et de l'armée le 8 septembre 1836 : les Septembristes s'installaient au pouvoir pour six années. Ils rétablirent la Constitution de 1822, que jura la reine. Puis des Cortès constituantes élaborèrent, sur un fond de tentatives de coups d'État, la Constitution de 1838. C'était un texte de compromis, imposé aux Cortès par Sa da Bandeira, qui maintenait la séparation des pouvoirs, supprimait le quatrième pouvoir, inscrit dans la charte constitutionnelle, le pouvoir « modérateur » du roi, établissait le bicamérisme et... le droit de veto absolu du roi. Par ailleurs, des mesures étaient prises pour permettre à tous l'achat des biens des ordres religieux supprimés dès 1834, pour rendre l'enseignement primaire gratuit, pour promouvoir l'enseignement de la médecine et des sciences.

Cela ne devait pas suffire pour sauver le libéralisme d'inspiration démocratique. A partir de 1842, les Chartistes reviennent au pouvoir, avec notamment Costa Cabral, venu du septembrisme, mais ayant évolué vers un « libéralisme » privilégiant les intérêts de la bourgeoisie marchande ou de la nouvelle

aristocratie enrichie par l'achat des biens nationaux. La Révolution de Septembre, agonisante depuis 1840, sombre définitivement. Les Septembristes n'ont alors d'autres ressources que d'appuyer des révoltes populaires le plus souvent inspirées par la volonté de revenir à une situation d'Ancien Régime. La mémoire portugaise a conservé le souvenir de deux d'entre elles : celle de la Maria da Fonte et la *Patuleia*. La première, en 1846, est une révolte de femmes minhotes, à partir du village de Fonte Arcada et autour du personnage mythique de Maria : elle fut difficilement réprimée par José Cabral, le frère du président du conseil. L'année suivante, les dirigeants septembristes, parmi lesquels figuraient Sa da Bandeira et José Passos, ne parvinrent pas davantage, au terme des six mois de la guerre civile de la *Patuleia*, à soulever Lisbonne et à imposer la reconnaissance des juntes qui s'étaient mises en place dans le reste du pays. Cependant, à la fin du siècle, le septembrisme va se survivre dans l'idéal républicain, au prix néanmoins de mutations importantes, en dépassant le domaine de l'empirisme et de l'affectif, pour atteindre celui du rationnel et expliciter un système cohérent.

Cette histoire complexe, faite de pronunciamientos, de révoltes, de guerres civiles, n'a d'intérêt que dans la mesure où on la rattache, d'une part, à l'évolution économique et sociale du pays et, d'autre part, aux soubresauts que connaît alors l'Espagne voisine. Il ne faudrait pas voir, en tout cas, dans l'opposition entre Septembristes et Chartistes, comme l'a bien souligné A. Silbert, le seul reflet du débat idéologique, opposant, parmi les « libéraux », ceux qui prétendaient promouvoir d'abord l'égalité et ceux qui insistaient d'abord sur la liberté. Les crises agraires, nombreuses au cours de la première moitié du siècle, ne suffirent pas davantage à rendre compte de cette opposition. Il faut chercher la véritable signification des événements dans les heurts d'intérêts des groupes sociaux sur lesquels s'appuyaient les deux mouvements. La petite bourgeoisie commerçante et artisanale attendait des mesures nouvelles, de type protectionniste, favorisant le marché intérieur et l'innovation industrielle. La grande bourgeoisie, associée à l'aristocratie foncière, exigeait une fidélité à la politique économique tradition-

nelle, axée sur le commerce international et la défense des grands intérêts agricoles, tout en se réclamant du libre-échange. De ce point de vue, la « Régénération » septembriste visait à doter le pays de structures d'autonomie et préparait l'avenir ; la « Régénération » chartiste tendait à le maintenir dans le marché international, en sauvant ce qui pouvait encore l'être des restes de l'empire colonial. Mais le septembrisme, sans base populaire, était condamné à des alliances contre nature avec l'armée, et donc à l'échec.

Régénérer la vie politique : la voie bourgeoise

A partir de 1851 s'ouvre, nous l'avons dit, avec le coup d'État de Saldanha, la période qui a réussi à s'identifier au concept de régénération. Elle fait effectivement entrer le Portugal dans l'histoire contemporaine.

Du point de vue qui nous retient ici, le point de vue politique, il suffira de noter quelques acquis importants. D'abord, les coups d'État et les pronunciamientos, sans disparaître totalement, n'ont plus les mêmes incidences que précédemment. Corollaire : la vie politique se déroule avec moins de heurts. Accompagnant cette situation et l'expliquant en partie, on notera l'apparition de deux partis politiques authentiques, qui assurent l'alternance au pouvoir, selon le système dit du « rotativisme ». Ils sont issus respectivement des mouvements chartiste et septembriste. Du chartisme est né le « parti régénérateur ». Son premier président fut le général Saldanha qui, dans les décennies précédentes, avait milité dans les rangs septembristes. Mais celui qui imposa sa marque au parti, ce fut A.M. Fontes Pereira de Melo, qui devait laisser son nom – le *fontismo* – à certains aspects essentiels de la politique économique conduite à partir de 1870. Ce parti, dont l'activité dura jusqu'à la proclamation de la République en 1910, prônait une régénération du pays par le nouvel ordre bourgeois et capitaliste.

Face à ce parti conservateur, le parti libéral mit davantage de temps à imposer son identité : son nom a changé à plusieurs

reprises au cours de la période. Se réclamant d'abord officiellement du septembrisme, il s'intitule « historique » (abréviation de septembriste historique) et se range sous la houlette d'un grand seigneur libéral, le duc de Loulé. Une aile gauche s'en détache ensuite, qui se veut réformiste, et qui suit Sa da Bandeira. Mais les deux courants fusionnent en 1876 pour former le parti progressiste.

Tels sont les deux partis qui alternent au pouvoir jusqu'en 1910, si l'on excepte un court ministère de coalition. De part et d'autre de ces partis, l'activité politique est très limitée. A droite, les miguélistes ne représentent plus une force organisée. A gauche, les adversaires de la monarchie restent longtemps éparpillés dans des clubs ou groupes de réflexion, divisés entre fédéralistes, unitaires, socialistes, radicaux, opportunistes. Deux partis réussissent néanmoins à se dégager à la fin de la période. C'est d'abord le parti républicain portugais (P.R.P.), qui prend corps surtout après l'ultimatum anglais de 1890. Mais il avait obtenu son premier député dès les élections de 1878. Il devait néanmoins employer les 20 années qui suivirent l'ultimatum à se doter de structures à tous ses niveaux d'organisation, ce qui assurera son succès en 1910. L'autre force politique, moins agressive vis-à-vis de la monarchie est le parti socialiste (parti ouvrier socialiste) fondé en 1875, mais vite divisé entre possibilistes et marxistes : il n'obtiendra ses premiers députés qu'en 1898, grâce à l'union avec les républicains.

Du point de vue sociologique, le devant de la scène est occupé par un nouveau personnage, le baron. On désigne ainsi les bourgeois enrichis, acquéreurs des biens nationaux provenant des confiscations opérées aux dépens des ordres en 1834, et anoblis à la suite de ces acquisitions. Entre 1834 et 1879, 42 titres de barons sont ainsi distribués (contre 4 de 1800 à 1834). Certains de ces barons, ou leurs descendants, postulent ensuite au titre de vicomte, plus recherché à partir de 1848. C'est sur cette couche de parvenus que s'était déjà appuyé Costa Cabral. C'est elle qui constitue toujours, avec la grande bourgeoisie d'affaires, le meilleur soutien de la « Régénération », bien qu'elle soit ridiculisée par le poète — qui deviendra vicomte ! — Almeida Garrett, dans *Voyages dans ma terre*.

Pourtant un autre opposant, le grand historien Alexandre Herculano, devait reconnaître : « nous avons la liberté et la paix ». La liberté, la « Régénération » l'avait notamment assurée par la rédaction, en 1867, du code civil (qui devait rester en vigueur pendant un siècle) et, la même année, par l'abolition de la peine de mort pour les crimes civils. Elle avait aussi réalisé l'abolition définitive de l'esclavage. Enfin, dans un domaine anecdotique mais riche de signification, elle avait aboli l'usage du baisemain royal. Quant à la paix, elle ne fut guère troublée que par quelques réactions cléricales, par exemple contre l'*Histoire du Portugal* d'Alexandre Herculano, lequel justifiait les mesures prises autrefois par les rois contre le clergé, ou anticléricales, lorsqu'en 1857, à l'occasion de l'épidémie de fièvre jaune, le gouvernement fit venir de France les Sœurs de la Charité. Mais, comparées avec la violence chronique de la première moitié du siècle, ces manifestations ne troublaient pas véritablement la paix civile. Il reste que c'est au plan économique qu'il faut juger la « Régénération ».

Régénérer l'économie : l'entrée dans l'ère industrielle

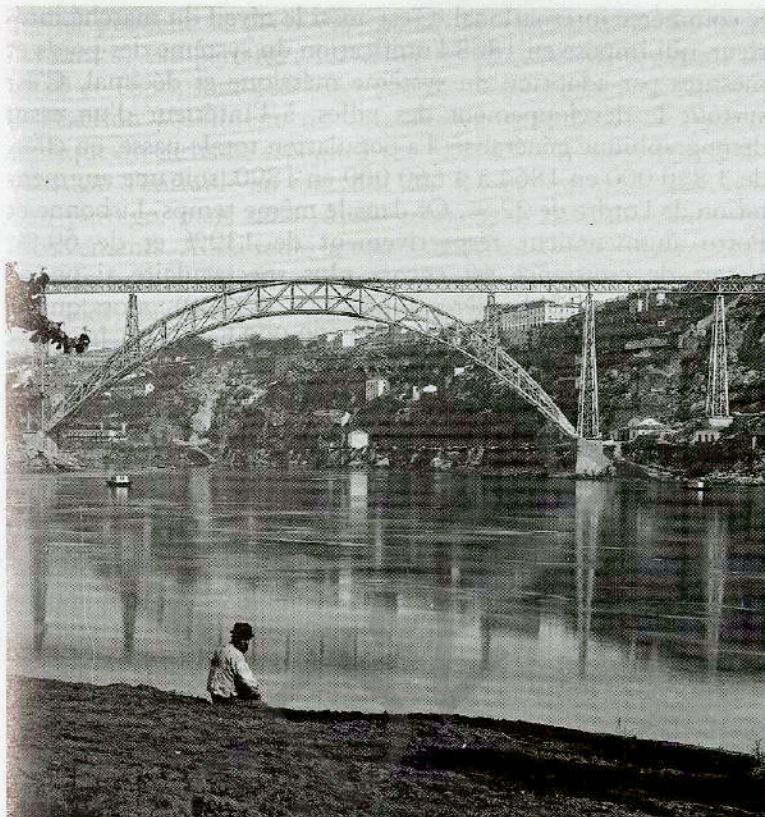
L'introduction et la diffusion au Portugal des principales innovations techniques appliquées à l'industrie ou aux transports s'est faite lentement et avec des retards sur la plupart des pays européens. La date de 1851, retenue pour rendre compte de la vie politique, est également pertinente en matière d'évolution économique.

Deux des baromètres du progrès économique sont en place avant 1851, mais sans application pratique significative. La machine à vapeur avait été introduite en 1835, et en 1851 on en comptait une soixantaine d'exemplaires, concentrés surtout à Lisbonne et Porto. Mais la production industrielle comportait toujours une structure d'Ancien Régime, avec une large prédominance des industries de consommation, surtout dans le textile, une faible concentration de la main-d'œuvre, l'utilisation comme force motrice de l'énergie animale et humaine (en 1845, seulement 30 des 634 « usines » étaient actionnées par la vapeur). Les transports avaient également conservé leurs struc-

tures archaïques, avec leurs relais fluviaux et routiers. Lisbonne et Porto étaient certes reliées au monde extérieur par la navigation à vapeur (depuis 1823), mais l'archaïsme des moyens de transports intérieurs les privait d'un arrière-pays. Or en 1840 encore, beaucoup d'intellectuels et d'hommes politiques portugais pensaient et professaient que les chemins de fer n'avaient aucun avenir dans leur pays. Enfin on aura une idée des difficultés de l'économie dans la première moitié du XIX^e siècle, quand on aura rappelé que la baisse des prix agricoles s'est poursuivie au cours des années 1834-1851, celles qui ont vu le succès puis la disparition du septembrisme. Et même l'analyse des pulsions annuelles confirme que le paroxysme des difficultés du septembrisme coïncide avec la dépression de 1839, tout comme la révolte de la Maria da Fonte suit de près celle de 1845.

Le développement des infrastructures industrielles et commerciales passait par celui du crédit. La première banque portugaise – le Banco de Lisboa – avait été fondée en 1821, mais le développement du réseau bancaire ne devait prendre place qu'après 1851 : de 3 en 1858, les banques passèrent à 13 en 1867 et à 51 en 1875. Cependant les capitaux portugais n'étaient pas suffisants pour révolutionner les transports... dont l'archaïsme condamnait à moyen terme le capitalisme portugais. Il fallait sortir de ce cercle vicieux : ce fut l'œuvre de Fontes Pereira de Melo. Il fit appel aux capitaux étrangers et donna ainsi l'impulsion au progrès technique. C'est un moment important de l'histoire économique portugaise, que l'on désigne du nom de son promoteur : le *fontismo*.

L'un des premiers objectifs du *fontismo* fut le développement du chemin de fer, qui s'imposa de ce fait au Portugal avec un retard tout à fait décent par rapport aux autres pays d'Europe. En effet, le premier tronçon de la ligne du Nord, entre Lisbonne et Carregado, fut inauguré en 1856, soit 31 ans après la première réalisation anglaise, 21 après l'Allemagne et la Belgique, 19 ans après la France. La progression fut ensuite relativement rapide : la liaison avec l'Europe, via l'Espagne, est réalisée en 1863 ; l'année suivante la ligne du Nord arrive à Vila Nova de Gaia, près de Porto, et franchit le Douro en 1877. A cette date le pays compte plus de 950 km de voies ferrées ; en



Porto. Pont ferroviaire D. Maria Pia, sur le Douro, construit par Eiffel en 1877

1902, le réseau couvrira 2 300 km. En même temps, le télégraphe électrique permet aux principales villes, de Viana do Castelo à Faro, voire à Funchal, aux Açores, de communiquer ensemble, tandis qu'un câble sous-marin permet les communications avec Londres à partir de 1870. Parallèlement les machines à vapeur avaient pénétré l'industrie.

Les conséquences de ces innovations ne devaient pas se faire attendre. C'est d'abord un accroissement de la production industrielle, qui fournit des surplus à l'exportation et alimente

le commerce international. C'est aussi le réveil du marché intérieur, qui impose en 1868 l'unification du système des poids et mesures par adoption du système métrique et décimal. C'est surtout le développement des villes, à l'intérieur d'un essor démographique généralisé. La population totale passe, en effet, de 3 830 000 en 1864 à 4 660 000 en 1890, soit une augmentation de l'ordre de 22 %. Or dans le même temps, Lisbonne et Porto augmentaient respectivement de 139% et de 69 %. L'écart de croissance est encore plus spectaculaire si on ne retient que les 12 dernières années (1878-1890) : alors que le pays dans son ensemble s'accroît de 500 000 habitants, les villes de Lisbonne et de Porto représentent à elles seules près de la moitié de cet accroissement. C'est alors, on l'a vu, que se manifestent aussi les premières inquiétudes sociales devant ces mutations, dont se font l'écho les organes de presse, encore balbutiants, des socialistes et des républicains. Mais les hommes au pouvoir étaient aux prises avec un autre problème : celui du choix entre un développement dans le cadre traditionnel, c'est-à-dire dans le cadre d'un empire régénéré, ou à l'intérieur de l'ensemble ibérique.

Régénérer l'empire : le retour en Afrique

Avec la perte du Brésil en 1822 (sinon dès l'installation de la cour à Rio en 1807), un débat politique devait ressurgir d'un passé lointain, antérieur aux débuts de l'expansion maritime, celui de l'ibérisme, c'est-à-dire de l'intégration du Portugal dans l'ensemble péninsulaire. Précisons d'emblée que ce débat n'intéressait que les intellectuels et les hommes politiques : le peuple portugais s'est toujours refusé à envisager quelque forme d'intégration que ce soit. Au point que ceux qui ont engagé le débat ont souvent éprouvé le besoin de se justifier, en le présentant comme un pur débat d'idées, sans application politique potentielle. Si le problème a néanmoins reçu une certaine attention de la part des intellectuels, c'est que les deux pays ibériques se sont retrouvés au début du XIX^e siècle dans une situation analogue, avec notamment la perte de leurs empires coloniaux et l'attrait pour les idées et les projets libéraux. La synchronie, au

moins pendant la première moitié du siècle, entre les deux royaumes, est parfaite : les deux révolutions portugaises, de 1820 et 1836, sont précédées par des soulèvements espagnols ; la réaction absolutiste du miguélisme portugais est l'exacte réplique du carlisme espagnol, etc. De part et d'autre de la frontière, on s'entraide en fonction des sympathies politiques que l'on partage, mais sans jamais renoncer à l'indépendance des mouvements. Aussi seule la voie fédéraliste pouvait trouver une issue favorable. Elle fut notamment explorée vers la fin du siècle par des penseurs socialistes ou républicains, Henriques Nogueira, Latino Coelho, Teófilo Braga. Mais les démarches espagnoles, après la déposition d'Isabelle II en 1868, pour conférer la couronne d'Espagne au souverain portugais, tout comme celle, dans le même sens, du maréchal portugais Saldanha, se heurtèrent à de vives oppositions. Le XIX^e siècle, à l'image des précédents, ne serait pas celui de l'ibérisme. Portugal et Espagne, malgré l'identité de leurs structures et de leurs aspirations, n'uniraient pas leurs forces pour constituer une grande puissance européenne méridionale. Dans ce cas, il fallait pour le Portugal tenter de retrouver ce qui avait jadis fait sa force : un empire colonial.

Des possessions africaines et asiatiques, il ne restait que quelques miettes. En Asie, c'était Macao, Goa, Timor, quelques places à Ceylan. En Afrique orientale, un comptoir à Lourenço Marques. En Afrique occidentale, divers établissements à Luanda, à Cabinda, en Guinée, à São Tomé e Príncipe, dans l'archipel du Cap-Vert. Mais l'Afrique excitait de plus en plus les convoitises des nations européennes : Anglais, Français, Belges, bientôt Allemands. D'où l'idée pour les Portugais, de faire revivre et reconnaître leurs « droits historiques » sur l'hinterland des régions qu'ils tenaient.

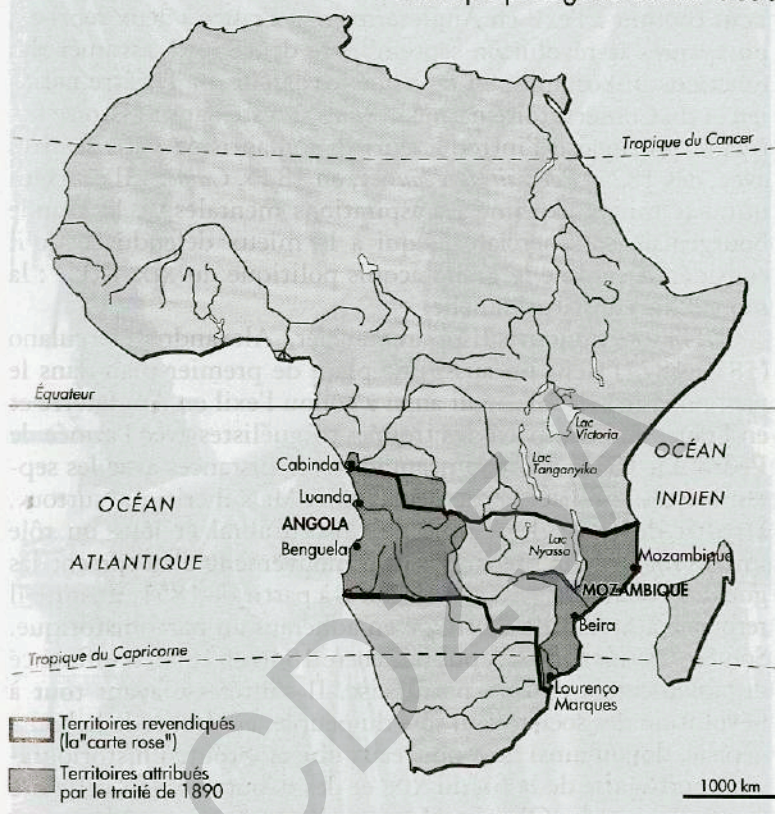
L'obstacle le plus embarrassant pour la réalisation d'une Afrique portugaise était constitué par les projets anglais de route du Cap au Caire. En effet, les efforts portugais, depuis la tentative de Francisco de Lacerda en 1798, tendaient à relier l'Angola au Mozambique, de manière à dessiner un bloc homogène d'influence portugaise. L'Angleterre trouva maints prétextes pour intervenir dans ces régions d'Afrique : carences de la

police portugaise dans la répression de la traite, pratique de tarifs préférentiels, etc. En 1824, les Anglais affirmèrent leurs prétentions sur Lourenço Marques. Dans la seconde moitié du siècle, les heurts devaient se multiplier, tandis qu'au Portugal même l'importante Société de géographie de Lisbonne, fondée en 1875, s'attachait à justifier les « droits historiques ». Plusieurs arbitrages internationaux donnèrent raison au Portugal, et un accord fut conclu avec l'Angleterre en 1884. Mais l'opposition de la France, du roi des Belges Léopold II et de l'Allemagne bismarckienne le fit remettre en cause. La même année le congrès de Berlin tirait un trait sur le principe des « droits historiques », remplacé par celui de l'occupation effective. Le gouvernement portugais entreprit donc d'occuper les territoires séparant l'Angola du Mozambique, et en 1885 Serpa Pinto atteignit le Zambèze. Mais l'opposition anglaise, annoncée par la volonté de Cecil Rhodes de relier le Cap au Caire, ne permit pas la réalisation du projet portugais : la « carte rose » représentant de façon continue les possessions portugaises en Afrique, de l'Atlantique à l'océan Indien, ne devait jamais dépasser l'affirmation d'une intention. Après plusieurs escarmouches, après l'ultimatum anglais en 1890 qui fournit un tremplin à l'opposition républicaine, les deux États en vinrent à un compromis au terme duquel le Portugal renonçait à ses ambitions transafricaines, mais recevait d'importantes compensations territoriales.

Ainsi la seconde moitié du XIX^e siècle avait permis au Portugal de réaffirmer son identité en se forgeant un « troisième destin » maritime et colonial : après l'empire africano-asiatique, après l'empire américain, l'empire africain allait engager son destin jusqu'en 1974. Pour l'heure cependant les thèmes coloniaux ne sont pas ceux qui attirent le plus les poètes de la « Régénération ».

Régénérer l'expression littéraire

Ce qui caractérise le mouvement littéraire portugais au XIX^e siècle, c'est son ouverture aux courants de pensée et aux courants esthétiques européens, ainsi que son culte de la liberté

L'Afrique portugaise au XIX^e siècle

prônée par la bourgeoisie au pouvoir. L'expression de cet attachement à la liberté se manifeste dans le mouvement romantique tout au long du siècle. Le premier en date des grands romantiques portugais est Almeida Garrett (1799-1854), qui doit son nom à une aïeule irlandaise. Sa vie illustre bien le parcours de beaucoup de bourgeois libéraux aspirant à la noblesse. Sa famille avait fait fortune au Brésil et aux Açores ; il devait,

quant à lui, accéder au titre de vicomte. Ses prises de position l'ont conduit à l'exil en Angleterre et en France à deux reprises, puis, après la révolution septembriste de 1836, à assumer des fonctions importantes en tant que fondateur du Théâtre national et du Conservatoire national. Mais il reste dans l'histoire littéraire portugaise l'introducteur du romantisme dans le pays avec, dès 1821, *Portrait de Vénus* et, en 1825, *Camões*. Il est celui qui a le mieux exprimé les aspirations mentales de la grande bourgeoisie commerciale et qui a le mieux défendu ce qu'il considérait comme le grand acquis politique du XIX^e siècle : la monarchie constitutionnelle.

Historien, journaliste, romancier, Alexandre Herculano (1810-1877) tient lui aussi une place de premier plan dans le panorama intellectuel. Lui aussi a connu l'exil en Angleterre et en France et a combattu les troupes miguélistes avec l'armée de Pedro. En 1836, il prend néanmoins ses distances avec les septembristes, qu'il accuse de démagogie. Mais il critique surtout, à partir de 1842, le régime de Costa Cabral et joue un rôle important dans la préparation du mouvement d'où sortent les gouvernements de « Régénération » à partir de 1851. Ensuite il retourne à sa famille d'origine en adhérant au parti historique. Son *Histoire du Portugal*, publiée entre 1846 et 1853, a influencé durablement la culture portugaise. Il s'intéresse avant tout à l'évolution des sociétés, au rôle du peuple, au destin de la bourgeoisie, dotant ainsi de « nouveaux objets » toute l'historiographie portugaise de la fin du XIX^e et des débuts du XX^e, celle des Gama Barros, des Oliveira Martins, des Jaime Cortesão.

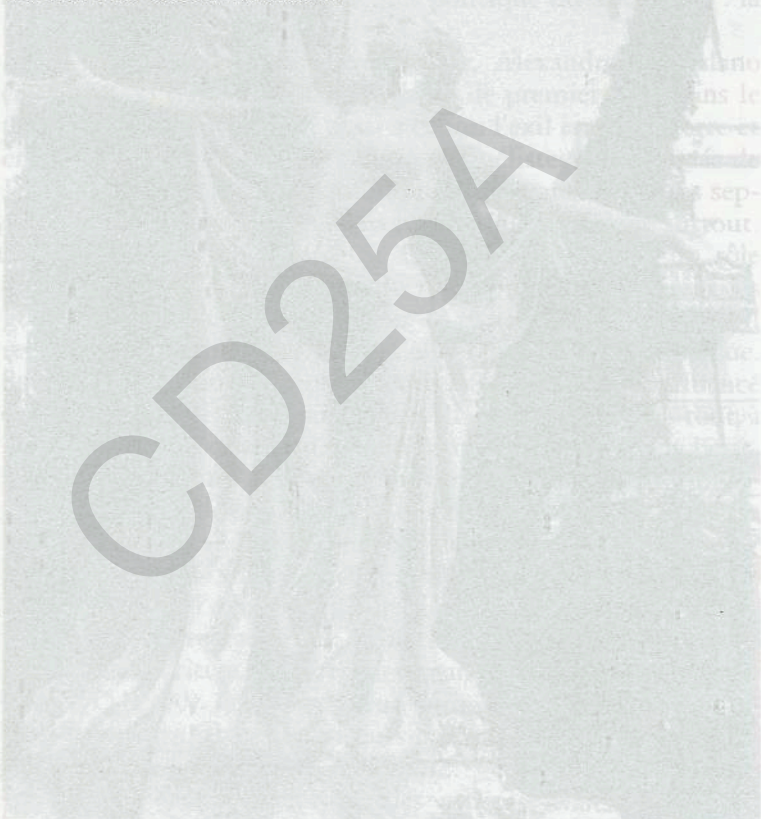
C'est dans le sillage de ces grands que s'inscrit la « génération de 70 », qui a lu, par ailleurs, Hugo et Michelet, Comte et Flaubert, qui s'intéresse aux aspirations des peuples européens. Parmi eux, on citera le maître du roman portugais, Eça de Queiroz (1845-1900), grand voyageur, sympathisant du parti républicain, peintre féroce des mœurs portugaises, dans *le Crime du père Amaro*, *le Cousin Basile*, *les Maias*...

Avant cette génération, des artistes avaient tenté de « régénérer » la peinture (Antonio Domingos Sequeira) ou la musique (João Domingos Bontempo). Mais ils n'eurent pas autant d'émules que les hommes de lettres.



Statue de José Maria Eça de Queiros (1845-1900),
le maître du roman portugais au XIX^e siècle. Lisbonne

En somme, malgré ses limites, sociales, politiques, économiques, le bilan du XIX^e siècle « libéral » est tout à fait positif, si l'on tient compte de la pesanteur des structures héritées de l'Ancien Régime et des moyens dont disposaient les promoteurs de la « Régénération ». Dans l'histoire portugaise, il représente à la fois le moment où est assurée la mobilité sociale de la bourgeoisie et celui où s'accroît l'europanisation du pays. Celui aussi qui propose le plus grand nombre de personnalités marquantes dans le domaine culturel. La République pourra s'ancrer sur ces fondements.



Antonio Domingos Sequeira) ou la
Mais ils n'eurent pas
tant que les hommes de lettres.

Promesses et désillusions de la République

Le 4 octobre 1910, après deux tentatives malheureuses, une rébellion regroupant des civils et des militaires et soutenue par le peuple de Lisbonne s'emparait du pouvoir. Le 5, la République était proclamée ; le roi Manuel II s'embarquait pour l'exil. Le Portugal tournait la page monarchique de son histoire, ouverte au XII^e siècle.

Les promoteurs des journées d'octobre eurent-ils conscience de l'importance des événements qu'ils vivaient ? Toujours est-il qu'ils voulurent immédiatement marquer la rupture avec le régime monarchique en proposant des symboles destinés à frapper l'opinion. Le drapeau rouge et vert à la sphère armillaire remplaça le drapeau bleu et blanc. Un nouvel hymne national, *la Portugaise*, remplaça *l'Hymne à la Charte*. Une nouvelle monnaie, l'escudo, se substitua au réal. Par la suite, jamais les adversaires de la République ne réussirent à faire disparaître durablement ces références au monde nouveau vers lequel on voulait tourner le pays.

Pourtant la première République ne devait durer que 16 ans. Ses adversaires, monarchistes et autres partisans des régimes autoritaires, n'ont jamais désarmé, tandis que ses partisans se divisaient, s'opposaient, s'entredéchiraient. Surtout, la base sociale – les classes moyennes – sur laquelle reposait la République était à la fois étroite et difficile à satisfaire. C'est pourquoi l'armée devait jouer un rôle important.

La période est ponctuée par deux dictatures : celle de Pimenta de Castro, de janvier à mai 1915, et surtout celle de Sidonio Pais, de décembre 1917 à décembre 1918, cette dernière connue sous le nom de « République nouvelle », par opposition à la République ancienne établie en 1910 et rétablie en 1918. Mais elle a connu un nombre impressionnant de rébellions, de tentatives de coups d'État, d'assassinats politiques. Dans ces circonstances, le bilan économique, social et culturel qu'on peut en faire est loin d'être ridicule. Il est vrai que les républicains avaient derrière eux un long et fertile passé de réflexion et d'action.

Genèse d'une République

On peut soutenir sans paradoxe que le républicanisme a eu une vie plus longue que la République. Il abreuve ses racines aux révolutions du milieu du XIX^e siècle. Son premier idéologue au Portugal fut Henriques Nogueira (1825-1858), théoricien d'une république décentralisée favorisant l'éclosion d'un néomunicipalisme, dans le cadre plus général d'un socialisme inspiré de Fourier et de Louis Blanc. Les idées républicaines reçurent ensuite un regain de vigueur avec l'installation du régime républicain en France (1870) et en Espagne (1873-1874). Elles progressèrent sous l'impulsion de cette « génération 70 » dont les plus illustres représentants, en ce qui concerne la pensée politique, furent Elias Garcia, Teofilo Braga, Basilio Teles ou Sampaio Bruno. Ces hommes, inquiets, par ailleurs, de l'évolution de l'Église catholique aux alentours de 1870 et des prétentions du premier concile du Vatican, étaient résolument hostiles à l'ultramontanisme et méfiants vis-à-vis du clergé : l'anticléricalisme devint l'un des piliers de leur doctrine. De plus, prenant acte de la pesanteur des structures sociales portugaises, où la classe ouvrière n'avait pas réussi à s'étoffer ni à s'organiser, ils abandonnent la composante socialiste de leur idéologie : la révolution devant se faire – et pour cause – sans la classe ouvrière, il fallait qu'elle attire à elle les classes moyennes que lésait et méprisait la grande bourgeoisie au pouvoir. C'est à peu près tout, cependant, ce que l'on peut retenir au titre du « pro-



Le dernier roi, Manuel II, en compagnie de la reine.
La monarchie, minée par des scandales est déjà condamnée

gramme » républicain : contre la monarchie, contre l'Église (dont les jésuites), contre la corruption politique, contre les groupes oligarchiques ; pour une redistribution des pouvoirs et des richesses au profit d'une couche plus large de la population : moyenne bourgeoisie du commerce et de l'artisanat, petits fonctionnaires, membres des professions libérales, enseignants, cadres moyens de l'armée et de la marine. Par rapport au régime précédent, cela représentait une extension des libertés, mais surtout une progression de l'égalité.

La conquête du pouvoir passait par la mise en place d'un parti politique. On considère généralement que le parti républicain portugais (P.R.P.) est né en 1876, lors de l'élection du Directoire républicain démocratique. On a vu qu'il avait eu son premier représentant au Parlement en 1878. Mais l'année marquante, celle au cours de laquelle le P.R.P. obtint une audience nationale et montra sa détermination à gouverner, fut celle de 1890, lorsque l'ultimatum anglais obligea le gouvernement portugais à renoncer à la liaison Angola-Mozambique. Le P.R.P. sut alors canaliser à son profit la vague nationaliste de révolte contre la monarchie, accusée de cet abandon. Cela aboutit, le 31 janvier 1891, à Porto, à la première révolte républicaine. Vite étouffée, elle révélait cependant les ambitions du parti, dont elle peut être considérée comme l'un des événements fondateurs. Au cours des années suivantes, le gouvernement fut amené à surveiller et à réprimer les républicains. Mais le P.R.P. en profita pour se réorganiser et se discipliner. Il organisa des commissions politiques au niveau des paroisses, des cantons et des districts. Elles regroupaient des hommes de tout niveau social, ce qui accentua son caractère national. Désormais, les luttes des républicains, leurs interventions aux Cortès, eurent un écho sans cesse plus important à travers la presse.

Les événements se précipitèrent à partir de 1906. Les divergences entre les partis monarchiques étaient devenues telles qu'elles paralysaient toute la vie politique : les coalitions se formaient et se défaisaient sans cesse ; l'obstruction parlementaire était érigée en système ; la violence verbale tenait lieu d'argumentation. Le roi Carlos (1889-1908) tenta alors un coup de force en démettant le chef du gouvernement, Hintze



5 octobre 1910 : la foule, massée devant le palais royal, acclame la République

Ribeiro, et en appelant João Franco pour le remplacer. Pendant quelques mois, celui-ci gouverna avec les Chambres, puis, celles-ci ayant été dissoutes et non remplacées, il exerça la dictature. Cette période fut marquée, entre autres, par une sévère répression de la grève des étudiants de Coïmbre. Par ailleurs, la monarchie était de plus en plus déconsidérée, surtout à partir du moment où fut divulgué le montant de sa dette vis-à-vis de l'État. Le 1^{er} février 1908, le roi et le prince héritier furent assassinés à Lisbonne par des républicains agissant pour leur propre compte.

Une dernière tentative pour sauver la monarchie eut lieu après l'accession au trône du jeune Manuel II, qui renvoya João Franco et rétablit les principales libertés. Les débats parlemen-

taires purent reprendre, toujours aussi stériles en raison de l'extrême division des partis monarchiques : six ministères se succédèrent de 1908 à 1910. Aux élections de 1910, les républicains, qui tenaient déjà la municipalité de Lisbonne, remportèrent la majorité des sièges dans la capitale. Or Lisbonne pesait d'un tel poids dans la vie du pays, que la volonté des électeurs lisboètes pouvait être imposée à l'ensemble. C'en était fini du régime monarchique : les révoltés du 5 octobre savaient qu'ils seraient suivis par un pays qui ne partageait pas en majorité leurs idées, mais qui avait cessé de donner son adhésion à une monarchie déconsidérée par les scandales, l'immobilisme et l'incapacité à assurer l'ordre.

Six millions de Portugais...

En 1911, date du recensement, la population portugaise n'atteignait pas 6 millions d'habitants ; en 1920, elle n'avait augmenté que de 1 %, dépassant tout juste les 6 millions ; dans la décennie suivante, en revanche, elle progressa de 13 %, atteignant, en 1930, le chiffre de 6 825 000 habitants. Ces quelques chiffres appellent un bref commentaire. La stagnation de la première décennie de la République, en contraste avec la progression de 10 % au cours de la décennie précédente, est due à plusieurs ponctions qui se sont conjuguées. La plus importante est celle qui était opérée annuellement par l'émigration. Certes le phénomène n'était pas nouveau. Au milieu du XIX^e siècle déjà, partaient chaque année, des régions les plus pauvres du Portugal continental mais aussi de Madère et des Açores, quelque 50 000 émigrants. Dans le dernier quart du siècle, la moyenne annuelle des départs s'élevait à 20 000. Or le mouvement s'est brusquement accéléré au début de la République : en trois ans, de 1911 à 1913, il est parti officiellement du Portugal 226 000 personnes, soit 3,7 % de la population totale. L'année record a été 1912, avec 90 000 départs. D'autres pays, méditerranéens (Espagne, Italie) ou non (Irlande), sont alors touchés par le même exode massif de leur population, mais aucun à ce niveau. La majeure partie des émigrants se dirigent vers le Brésil.

Le mouvement d'émigration se ralentit avec la Première Guerre mondiale qui rendit plus difficiles les transports maritimes. Cependant en 1920 le chiffre des départs était de nouveau de l'ordre de 65 000. Les mesures restrictives prises par les États américains par la suite devaient maintenir le flux de sortie entre 20 et 40 000 personnes par an. Mais aux ponctions de l'émigration devaient s'ajouter, au cours de la décennie 1910-1920, les coupes sombres opérées par les épidémies (celle de la grippe, en 1918, fit plus de 100 000 victimes) et par la participation d'un corps expéditionnaire portugais à la Grande Guerre.

Cette population, par ailleurs, est rurale à 80 %. Deux villes seulement émergent : Lisbonne et Porto. Leur accroissement est particulièrement significatif entre 1920 et 1930 : avec 600 000 habitants, Lisbonne concentre près de 9 % de la population totale. Or la domination qu'exercent les deux villes sur le reste du pays tient moins à leur poids démographique qu'à celui de leurs capitaux, de leurs journaux, de leurs bibliothèques. Seule, de ce dernier point de vue, Coïmbre, l'intellectuelle, l'unique ville universitaire en 1910, peut rivaliser avec elles.

Les campagnes, surtout celles du Centre et du Sud, sont caractérisées par l'absentéisme des propriétaires, qu'il s'agisse des très grands ou même des moyens. Dans le Nord, le phénomène traditionnel de la micropropriété s'est accentué depuis l'adoption du code civil en 1867, qui a mis fin au droit d'aînesse et introduit le partage intégral entre tous les enfants. En 1910 — mais la situation est encore sensiblement la même en 1926 —, le nombre des propriétaires est de l'ordre de 1 300 000. Dans ces conditions, la République était condamnée à défendre la propriété, même si son idéologie ne l'y poussait pas spontanément. De ce fait, aucune réforme agraire tendant au démembrement des très grandes propriétés du Centre et du Sud n'était envisageable. On ne s'étonne pas, dans ces conditions, que le seul projet de ce type présenté au Parlement, celui d'Ezechiel de Campos, ait été rejeté.

Par ailleurs, qu'elle soit citadine ou rurale, la plus grande partie de la population (70 %) était analphabète, malgré un net progrès de la scolarisation au cours des dernières décennies de la

monarchie. C'était un obstacle de poids à l'instauration d'institutions démocratiques.

... mais quelques centaines de milliers d'électeurs

La Constitution de 1911 instituait le suffrage universel, mais avec des restrictions. Le droit de vote, en effet, était reconnu aux citoyens majeurs, c'est-à-dire âgés de 21 ans, sachant lire et écrire, ou bien chefs de famille depuis au moins un an. Compte tenu du taux d'analphabétisme, le corps électoral était considérablement réduit par ces exigences. Les républicains justifiaient ces mesures par l'existence du phénomène du « caciquisme » sévissant en particulier dans les campagnes : dans chaque paroisse, un cacique, souvent le curé, dictait aux habitants leurs attitudes politiques. Ouvrir à l'ensemble de la population le droit de vote, c'était renforcer le poids d'éléments souvent peu disposés à sortir de l'immobilisme. C'était aussi renforcer le pouvoir du clergé, l'ennemi idéologique des républicains.

On notera pour l'anecdote que l'ambiguïté de la notion de citoyen, d'une part, l'insistance mise sur l'instruction, de l'autre, permirent à une femme, médecin, Carolina Beatrix Angelo, de se faire inscrire sur les listes électorales et de participer au suffrage de 1911. Mais les législateurs s'empressèrent de combler la faille, en précisant que « citoyen » ne pouvait s'entendre qu'au masculin !

En 1915, une autre modification de la loi électorale supprima le droit de vote aux chefs de famille analphabètes, ce qui réduisit encore le corps électoral. En revanche, le dictateur Sidonio Pais, nullement gêné, au contraire, par le caciquisme, l'étendit considérablement en levant la restriction pour analphabétisme. Mais la mesure fut rapportée dès l'année suivante.

Par ailleurs, la participation effective aux différents scrutins a souvent été faible. Au début de la période, il peut s'agir d'un absentéisme politique, tant que les catholiques et les monarchistes ne présentent pas de candidats, c'est-à-dire jusqu'en 1915 pour les premiers et 1918 pour les seconds. Mais ensuite il faut bien l'interpréter comme de l'indifférence vis-à-

vis de la vie politique, sur laquelle les foules ont renoncé à peser. Or l'absentéisme est particulièrement fort à Lisbonne, la ville qui avait fait la République : le taux atteint jusqu'à 80 % en 1919, pour se stabiliser ensuite aux alentours de 60 %. En revanche, dans le reste du pays, il est souvent deux fois moindre, notamment à la fin de la période républicaine. Mais cela ne suffisait pas pour rassurer la classe politique sur la justesse de ses choix.

Contre l'Église...

Les principales mesures anticléricales furent prises par le gouvernement provisoire, donc avant mai 1911. Une telle précipitation s'explique par l'urgence supposée de la situation. Les républicains, en effet, estimaient que l'Église était l'un des obstacles majeurs au maintien du régime. Par ailleurs l'élimination du clergé des organes d'enseignement était considérée comme un préalable indispensable à la réforme scolaire. Quelle était donc la situation de l'Église au Portugal en 1910 ?

Rappelons d'abord que les ordres religieux avaient été expulsés en 1834 et que leurs biens avaient été confisqués et mis en vente. Mais les religieux avaient réapparus discrètement dans le royaume à partir du milieu du XIX^e siècle. Leur réimplantation s'était affirmée surtout à partir de la loi de 1901, autorisant officiellement les congrégations qui se livraient à des activités éducatives et caritatives. En 1910, le Portugal comptait sur son territoire une trentaine de congrégations s'occupant de 160 établissements. Les plus nombreux étaient les franciscains et les dominicains. Mais les plus influents étaient toujours les jésuites, qui disposaient d'une dizaine d'établissements sur le continent, publiaient une revue scientifique de bon niveau, *Broteria*, dirigeaient une association de laïcs, l'Apostolat de la prière, réunissant 1 500 groupes et revendiquant deux millions d'adhérents, soit un Portugais sur trois. Au plan politique, l'action des jésuites était nécessairement plus souterraine, mais ils avaient néanmoins contribué à fonder, au début du siècle, le parti nationaliste qui regroupait les catholiques ultramontains, stimulés par la combativité de l'Église depuis Vatican I.

Le clergé séculier, quant à lui, n'avait pas été touché par les mesures de 1834. Il continuait à jouir d'une immense fortune foncière et immobilière, et il investissait des capitaux dans les entreprises commerciales et industrielles. Il influençait le pays, aux côtés des réguliers, par ses écoles, ses revues, ses institutions de bienfaisance (asiles, hôpitaux, soupes populaires...).

Dès le 8 octobre 1910 – trois jours après la proclamation de la République ! – un décret remit en vigueur les principales mesures anticléricales prises depuis le temps de Pombal, ce qui se traduisait par l'expulsion immédiate des religieux. Puis toute une série de dispositions assurèrent la laïcisation de la société : suppression du serment religieux, obligation du mariage civil, reconnaissance du divorce, transfert de la tenue de l'état-civil à des officiers laïcs, suppression de l'enseignement religieux dans les écoles. Ces mesures étaient couronnées, en avril 1911, par la loi de séparation de l'Église et de l'État, imitée de celle qui était en vigueur en France depuis 1905. Les églises et autres édifices appartenant au clergé étaient transférés à des associations de laïcs, les Commissions cultuelles. Aucun culte n'était désormais subventionné. Aucun signe d'appartenance au clergé, tel l'habit ecclésiastique, aucune manifestation religieuse, telles les processions, ne devaient apparaître publiquement. En revanche, le clergé séculier en fonction en 1910 recevrait une pension (promise aussi à ceux qui quitteraient l'Église par la suite).

L'épiscopat portugais réagit par un rejet unanime, manifesté par la lettre pastorale de décembre 1911, dont la lecture dans les églises fut interdite par le Parlement. Des mesures d'exil furent prononcées contre le patriarche de Lisbonne, les archevêques d'Evora et de Braga, des évêques : au milieu de l'année 1912, il ne restait aucun prélat sur les divers sièges portugais du continent. Quant aux prêtres, ils refusèrent à 80 %, parfois sous la menace d'excommunication proférée par leur évêque, les pensions offertes par l'État républicain. Les masses rurales suivirent leurs pasteurs dans le rejet de ces mesures, mais les classes moyennes des villes les plébiscitèrent.

Le conflit entre l'État et l'Église s'apaisa néanmoins assez rapidement. Les catholiques s'organisèrent dans un esprit de compromis. Les évêques revinrent d'exil. L'État prit prétexte

des perspectives de guerre, puis de la guerre elle-même, pour adoucir l'application de certaines dispositions : c'est ainsi, par exemple, que furent réintroduits les aumôniers militaires. La dictature sidoniste rétablit même les congrégations dans leur situation antérieure. Mais ce qui amena surtout la République au compromis, ce fut le danger que faisaient peser les mesures anticléricales sur la présence portugaise en Afrique, où la discrétion imposée aux missionnaires catholiques ouvrait la porte aux missions protestantes venues de l'étranger. C'est par ailleurs dans ce climat de contre-offensive catholique pacifique qu'ont été officialisées, en 1917, les apparitions de Fatima, sélectionnées et promues parmi de nombreuses autres. Mais l'importance de ce nouveau pôle de la piété populaire portugaise ne devait se manifester que plus tard.

... pour une éducation laïque

Les mesures anticléricales ne manifestaient pas seulement la haine viscérale des républicains à l'encontre du clergé. Elles étaient un préalable à la diffusion d'une véritable éducation des citoyens. Cela supposait une élévation générale des niveaux d'instruction, prise en charge à partir de 1913 par le ministère de l'Instruction publique, regroupant les services répartis jusqu'alors entre quatre ministères. L'enseignement secondaire avait fait l'objet d'une réforme satisfaisante à la fin du XIX^e siècle. C'est pourquoi les républicains n'y apportèrent pas de modifications. Malgré leur insuffisance (environ 1 200 élèves), les effectifs des lycées restèrent stationnaires pendant toute la durée de la République. La formation des enseignants fut cependant améliorée avec la création des écoles normales supérieures. Les autres niveaux de l'enseignement ont davantage retenu l'attention des gouvernements de la République.

L'effort en direction de l'enseignement primaire fut particulièrement important. Dès 1911, la scolarité fut déclarée obligatoire de 7 à 10 ans, puis à 12 ans en 1919. Elle restait facultative de 4 à 7 ans. La réalisation de l'objectif passait par la création d'écoles dans les paroisses qui en étaient dépourvues.

Le nombre des établissements passa de 5 000 à 6 500, tandis que le taux des paroisses dépourvues d'écoles baissait de 17,5 % à 8,6 %. La gestion de ces écoles fut d'abord laissée aux municipalités, avant d'être confiée en 1918 à l'État. En même temps furent créées des écoles primaires supérieures destinées à recevoir les enfants des milieux populaires en fin d'études primaires. Elles ne connurent jamais un succès considérable et devaient être supprimées en 1926. Enfin, ce dispositif fut complété par la création, à l'usage des adultes, d'écoles mobiles. Mais ces efforts se sont heurtés à un butoir : l'insuffisance du nombre des maîtres et l'insuffisance de la formation d'un grand nombre d'entre eux, malgré la multiplication des écoles normales. Le taux d'encadrement passa néanmoins de 127 élèves par maître en 1910 à 82 en 1926. Quant au taux d'analphabétisme, il diminua, mais dans des proportions encore modestes : deux Portugais sur trois étaient toujours analphabètes en 1926. Pourtant, pour faciliter l'apprentissage de la langue, on n'avait pas hésité à simplifier de manière drastique l'orthographe, en adoptant des graphies moins savantes et plus proches de la langue parlée.

Il faut aussi noter, dans le domaine de la formation, la création, en 1912 et 1913, des universités libres et des universités populaires, à Lisbonne et Porto. Il s'agissait de conférences ouvertes à tous, faites par des spécialistes bénévoles, puis diffusées sous la forme de petits fascicules bon marché. Elles ont contribué de manière importante à l'instruction populaire. Enfin, après les écoles primaires, les écoles techniques ont connu un développement particulièrement spectaculaire.

Dans l'enseignement supérieur, il s'agissait de briser le monopole de l'Université de Coïmbre, célèbre pour son conservatisme. La réforme consista à promouvoir au niveau de facultés diverses écoles supérieures (médecine, pharmacie, école polytechnique) de Lisbonne ou de Porto, et à les regrouper dans deux universités nouvelles. Surtout le monopole de Coïmbre fut atteint par la création d'une Faculté de Droit (pépinière des hauts fonctionnaires) à Lisbonne et d'une Faculté de Lettres à Porto. Partout les programmes furent bouleversés en vue d'une meilleure adaptation aux besoins du monde contemporain.

Les Portugais sont alors présents dans deux domaines relevant de la science, de la technique ou de l'art. Ils s'illustrent d'abord dans le domaine de la navigation aérienne, avec Gago Coutinho (1869-1959) qui, associé à Sacadura Cabral, effectue en 1922 le premier vol sans escale entre Lisbonne et les Açores, avant de réaliser, l'année suivante, la première traversée de l'Atlantique sud, grâce à un sextant de son invention. Par ailleurs, les Portugais s'intéressent de très près aux premiers pas du cinéma. Déjà en 1896, six mois après la première présentation publique du cinématographe Lumière au Grand Café de Paris, Lisbonne organisait le premier spectacle analogue. La même année, A. da Paz dos Reis présentait dans plusieurs villes une quinzaine de films, la plupart réalisés par lui. L'enthousiasme pour le septième art ne devait que croître au temps de la République. Malgré les retards dans l'électrification du pays, le nombre des salles de projection était d'environ 300 en 1926. Il existait plusieurs revues de cinéma. La production des films s'éleva à 35 entre 1918 et 1924, la plupart tournés dans les studios de l'Invicta Film, à Porto, les plus performants de la péninsule. Beaucoup de ces films adaptent des chefs-d'œuvre de la littérature portugaise du XIX^e siècle, comme *le Cousin Basile* d'Eça de Queiros. Il est difficile de mesurer l'apport culturel de ces réalisations. Mais on doit prendre en considération le fait qu'elles constituent une possibilité supplémentaire d'ouverture sur le monde.

Vaincre la faim...

Malgré l'émigration, le Portugal est toujours aux prises, dans le premier quart du XX^e siècle, avec un problème frumentaire. Alors qu'il dispose de trois productions agricoles excédentaires (vin, liège, fruits), son autosuffisance en céréales n'est jamais assurée. La culture céréalière souffre en effet, et du manque d'espace, et de l'insuffisance des rendements. Les gouvernements de la République, comme ceux de la monarchie, hésitent entre deux politiques. Élever des barrières protectionnistes à l'entrée des blés étrangers, c'est assurément favoriser la production intérieure, mais c'est aussi consentir à un enchéris-

sement du prix du pain. Jouer la carte du libre-échange, c'est assurer dans l'immédiat un prix du pain moins élevé, mais c'est engager l'État dans la voie de l'endettement.

Dans ce domaine, la République continua la politique protectionniste inaugurée sous la monarchie par la loi sur les céréales de 1899. La protection du marché intérieur des céréales était notamment assurée par l'augmentation des droits de douane. L'objectif était d'augmenter la production nationale aux dépens des importations. Il fut atteint, en partie. Les défrichements, dans l'Alentejo, augmentèrent la surface cultivée, tandis que les rendements, tout en restant parmi les plus faibles d'Europe, s'accroissaient légèrement. Mais on était loin de l'autosuffisance : en année moyenne, il fallait toujours importer environ 80 000 tonnes de blé ; en mauvaise année le double.

Or ces mesures avaient provoqué une augmentation de 45 à 50 % du prix du pain, ce qui n'était pas pour satisfaire les populations urbaines. A partir de 1914, avec la guerre, les importations devinrent de plus en plus difficiles, au point qu'on vit réapparaître le spectre de la famine. Les émeutes de la faim ne sont pas étrangères à l'avènement de la dictature de Sidonio Pais en 1917. La guerre finie, les importations de blé purent reprendre. Ce blé, acheté par le gouvernement, était ensuite cédé à bas prix aux industriels de la meunerie et de la panification, qui, tout en réalisant de somptueux bénéfices, procuraient à bon marché un « pain politique ». Mais ces dispositions, qui satisfaisaient les ouvriers, prêtaient le flanc aux critiques de l'opposition accusant le gouvernement de léser les intérêts des producteurs nationaux et d'accroître la dépendance économique du pays.

... sans accroître la dépendance...

Les sommes dépensées pour résoudre le problème frumentaire venaient en effet s'ajouter à celles qu'exigeaient l'industrialisation et les transports. L'équipement du pays souffrait toujours d'un inquiétant retard. Si le réseau ferroviaire était à peu près constitué en 1910 – la République n'ajoutera que 500 km de voies supplémentaires – il s'agissait maintenant d'assurer



Lisbonne. Marché au poisson :
permanence dans les habitudes alimentaires

l'équipement hydroélectrique. Or, comme au temps de la monarchie, les capitaux nationaux répugnaient à s'investir dans ces grands équipements. Le problème ne cessa de s'aggraver sous la République avec la fuite des capitaux à l'étranger. Le phénomène, déjà sensible dans les dernières décennies de la monarchie, connut alors un mouvement sans précédent : inquiétant dès les premières années, il prit l'allure d'un désastre vers 1925, quand les dépôts portugais à l'étranger représentaient six fois la masse monétaire en circulation au Portugal. La République n'avait pas réussi à rassurer les riches. Il fallait

donc, plus encore que par le passé, faire appel aux capitaux étrangers : français, allemands, belges et anglais.

Or, par ailleurs, la balance commerciale était régulièrement déficitaire. Le Portugal ne disposait à l'exportation que de vin, de liège et de fruits, auxquels s'ajoutaient quelques textiles bon marché et les conserves de poisson (dont la production augmenta sensiblement au cours de ces années). C'était très insuffisant pour contrebalancer les importations de blé, de textiles de qualité, de morue, d'acier et de fer. De plus ce commerce était assuré en grande partie par des bateaux étrangers : à eux seuls, les bateaux anglais représentaient le quart du tonnage des navires fréquentant les ports portugais, soit plus que les bateaux portugais eux-mêmes. Certes, grâce aux capitaux expédiés par les émigrés, la balance des paiements était plus équilibrée que celle des échanges commerciaux, mais elle restait néanmoins elle aussi déficitaire, au point de menacer l'indépendance nationale.

Un exemple illustre les difficultés auxquelles se heurtait le gouvernement républicain : c'est celui de la Compagnie des tabacs. Constituée en 1891, elle avait obtenu le monopole de la production et de la commercialisation des tabacs sur le territoire portugais. Elle était constituée à 70 % de capitaux étrangers, en majorité français. En 1906, le privilège du monopole lui avait été renouvelé pour 20 ans, contre paiement à l'État d'une somme annuelle représentant alors 10 % des recettes de l'État. Les gouvernements de la République tentèrent de renégocier les termes du contrat pour tenir compte de la dévaluation de la monnaie portugaise. En vain. En 1926, malgré une énorme progression de la culture et de la consommation de tabac, les recettes de l'État sur ce produit ne représentaient plus que 6 % des recettes globales. Cela pour la plus grande satisfaction des actionnaires étrangers.

... ni rompre les équilibres financiers

Le déséquilibre chronique des comptes de la nation était l'un des nombreux reproches adressés par les républicains aux

derniers gouvernements de la monarchie. Aussi les premiers gouvernements de la République s'employèrent-ils à y remédier. Le succès fut rapide : dès 1912 et 1913, malgré les intérêts versés aux prêteurs étrangers et bien qu'aient été honorés les engagements hérités du régime monarchique, les comptes de l'État étaient en équilibre, voire en léger excédent. On y était parvenu en comprimant les dépenses publiques et en faisant admettre aux ministres qu'ils ne pouvaient pas faire de nouvelles propositions de dépenses sans s'assurer qu'elles étaient couvertes par des recettes nouvelles.

Mais dans ce domaine encore, la guerre allait marquer une rupture. Dès 1914, l'éventualité de l'entrée en guerre nécessitait un accroissement des dépenses qui se traduisait par un retour au déficit, et ce malgré l'augmentation des impôts. La reprise économique de l'après-guerre fut trop courte pour inverser la tendance. Dès 1920-1922 une nouvelle crise internationale se traduisait entre autres par l'inflation monétaire et le retour à la spéculation. Cependant le retour à l'équilibre s'élaborait à partir de 1924 pour être atteint, trop tard pour la République, en 1926.

La monnaie portugaise, dans le même temps, n'avait pas résisté aux assauts de la crise. L'escudo avait été créé en 1911 sur la base de 4,5 escudos pour une livre d'or. Mais en 1919 il fallait 75 escudos pour cette même livre d'or et en 1924, 127. Un net redressement s'opérait cependant en 1924-1926, lorsqu'un scandale autour de la Banque d'Angola vint jeter le discrédit sur les responsables financiers. Comme, par ailleurs, la République répugnait à prendre des mesures autoritaires pour éviter la fuite des capitaux, attachée qu'elle était à la liberté et au respect du droit de propriété, les réserves métalliques de la Banque du Portugal étaient tombées au plus bas en 1926. Il est vrai que le Portugal avait été très déçu par les prolongements financiers de la Grande Guerre et la minceur de ce qui lui avait été accordé au titre des réparations. Mais pourquoi était-il entré en guerre ?

Mourir pour la patrie... africaine

L'idéologie pacifiste qui animait la plupart des républicains aurait dû les tenir éloignés du conflit opposant entre elles les grandes puissances européennes. Ce qui les a poussés à prendre parti, ce furent les projets proclamés de l'Allemagne sur l'Angola et le Mozambique. Les Allemands revendiquaient en effet pour leur compte personnel les « droits » qu'ils avaient partagés avec l'Angleterre à l'occasion du traité anglo-allemand de 1898. A cette date, les deux pays étaient tombés d'accord pour prendre des gages économiques (recettes des douanes d'outre-mer), voire territoriaux, en garantie d'un éventuel nouvel emprunt portugais. Mais la révolte des Boërs avait forcé les Anglais à ménager leur allié traditionnel. Les Allemands, quant à eux, n'avaient pas renoncé à leur projet et n'en faisaient pas mystère. Entrer en guerre aux côtés des Alliés, participer à la défaite allemande, dont personne parmi les républicains ne doutait jusqu'en 1916, c'était assurer la sauvegarde de colonies qu'aucun responsable portugais ne remettait en cause. C'était aussi obtenir de l'Europe une reconnaissance de facto du régime républicain. C'était enfin se démarquer de la neutre mais néanmoins germanophile Espagne voisine.

Pourtant ce point de vue ne faisait pas l'unanimité. Au sein même du camp républicain, une frange conservatrice, groupée dans le parti unioniste, ne cachait pas ses sympathies pour le régime politique et pour la culture germaniques. Ses membres étaient en cela d'accord avec les partis monarchistes et cléricaux, hostiles par principe à une France athée et à une Angleterre schismatique. Celle-ci d'ailleurs ne désirait pas l'intervention portugaise, qui rendrait difficile par la suite sa politique de domination et la réalisation de ses ambitions coloniales.

Cependant, au début de 1916, l'Angleterre demanda au Portugal d'arraisonner et de réquisitionner les navires de commerce allemands présents dans ses ports. C'était l'occasion à ne pas manquer. L'acte de réquisition, en février 1916, provoqua bien de la part des Allemands la réaction attendue : le 9 mars, l'Allemagne déclarait la guerre au Portugal.

Un gouvernement d'Union sacrée, comme en France, fut organisé, avec pour mission la préparation d'un corps expéditionnaire et le renforcement des troupes qui combattaient déjà en Afrique. Neuf mois furent nécessaires pour que l'armée portugaise soit apte à gagner les champs de bataille français et à affronter l'armée allemande. Mais les événements intérieurs portugais ne devaient pas lui faciliter la tâche. En effet, les difficultés économiques provoquées par l'effort de guerre avaient porté au pouvoir le dictateur Sidonio Pais à la fin de 1917. Le parti germanophile, représenté par la droite monarchiste, triomphait. Le corps expéditionnaire portugais fut abandonné par son gouvernement. Des contingents furent rapatriés. C'est donc dans des conditions matérielles et morales déplorables que les troupes portugaises durent affronter l'offensive allemande du printemps 1918. La bataille de la Lys, en avril, leur fut fatale. Les survivants furent enrôlés sous commandement anglais.

Malgré ces piètres résultats militaires, la diplomatie portugaise montra sa détermination à être associée aux négociations de paix. Elle montra aussi son habileté en obtenant une part d'indemnités, modeste, on l'a dit, au titre des réparations. Surtout, ses colonies étaient intactes, et Quionga, au nord du Mozambique, occupée par les Allemands depuis 1894, lui fut restituée. Les principaux objectifs de l'effort de guerre étaient bien atteints. Mais 10 000 Portugais d'Europe et d'Afrique avaient laissé leur vie sur les champs de bataille. Et certains éléments de l'armée pouvaient à juste titre estimer qu'ils avaient été trahis par les civils et par la République. Mais celle-ci devait également tenir compte d'autres griefs.

Rendez-vous manqué avec la classe ouvrière

Le mouvement ouvrier était encore peu organisé en 1910. Non seulement la classe ouvrière était peu nombreuse, mais, trop jeune, elle ne possédait ni expérience, ni référence à une tradition de luttes. Elle manquait aussi de structures d'encadrement et de coordination, car dispersée entre de multiples syndicats, la plupart de tendance anarchiste.

Le premier geste de la République vis-à-vis de la classe ouvrière fut de reconnaître la légalité du droit de grève. Mais cette mesure fut prise, en décembre 1910, en plein mouvement de grève et les ouvriers, qui avaient mené des actions très dures au temps de la monarchie, l'interprétèrent comme un aveu de faiblesse. Aussi les grèves s'enchaînèrent-elles dès les premiers mois : on en dénombre près de 250 entre novembre 1910 et décembre 1911. Elles affectaient tous les secteurs d'activités, y compris les activités rurales, leur principale motivation étant l'augmentation des salaires.

Pour couper court à ces manifestations de mécontentement, le gouvernement de la République fut amené à prendre des mesures sociales : semaine de six jours, puis, en 1915, journée de sept heures dans les banques et les bureaux, de huit à dix heures dans les usines, de dix heures dans les boutiques. Une législation sur les accidents de travail fut aussi élaborée. Mais cela ne désarma que modérément le mouvement. Progressivement la classe ouvrière s'organisait. La première grève générale eut lieu en janvier 1912. En 1914, naissait l'Union ouvrière nationale, qui deviendra Confédération générale du travail en 1919, mais en restant dans l'obédience anarchiste. Cet ancrage sera officialisé en 1924 quand la C.G.T., à l'écrasante majorité de ses 114 syndicats, adhéra à l'Internationale anarchiste. Elle ne regroupait que 40 000 syndiqués mais se montrait combative. Devant les résistances, et pour satisfaire la moyenne bourgeoisie qui le soutenait, le gouvernement dut user de la force pour ramener l'ordre.

L'engagement dans la guerre ne devait pas améliorer les relations de la République avec ses ouvriers. La classe ouvrière, abreuvée aux sources d'un socialisme pacifiste, était viscéralement hostile à l'entrée en guerre. Beaucoup de ses dirigeants, en revanche, imprégnés de culture française, qu'ils associaient aux idées universelles de liberté et d'égalité, applaudirent aux projets bellicistes des républicains. De ce divorce entre la classe ouvrière et ses mentors devait naître un réel désarroi, qui poussa même les ouvriers dans les bras du dictateur Sidonio Pais. Après la guerre, les grèves devaient reprendre, toujours motivées par la revendication de meilleures conditions de salaires, mais de

plus en plus aussi par des affirmations de solidarité. Aucun des gouvernements de la République n'avait réussi à se concilier une classe ouvrière peu nombreuse mais pugnace, qui avait assisté à la naissance de la République dans l'indifférence, qui avait ensuite espéré une amélioration rapide de ses conditions de vie et qui s'était finalement réfugiée dans une hostilité chronique. Rien n'avait été fait, il est vrai, pour l'associer à la vie politique.

Une société politique désarticulée

L'histoire des partis politiques pendant la République est particulièrement complexe, car faite de scissions, de subdivisions, d'alliances, de regroupements, de fusions. Or ces mouvements apparaissent beaucoup plus liés aux ambitions personnelles et à la stratégie du pouvoir qu'au service de projets. Dans ces conditions, il était difficile d'assurer une stabilité politique et d'exécuter un programme.

On a vu comment le parti républicain (P.R.P.) avait conquis le pouvoir en 1910, après avoir renforcé son organisation à partir de 1890. Le malheur de ce parti, après son accession au pouvoir, fut peut-être sa trop grande richesse en leaders potentiels. En tout cas, les rivalités éclatèrent au grand jour dès la période du gouvernement provisoire. Le parti se présentait cependant uni pour les élections aux assemblées constituantes, mais c'était la dernière fois. Dès 1912 les députés les plus conservateurs firent sécession, sans pouvoir, ni vouloir se mettre d'accord. Le P.R.P. disparaissait donc en tant que tel pour laisser la place à trois partis rivaux, dont aucun ne pouvait réunir facilement et durablement une majorité. Le plus important était le parti démocratique, héritier de l'appareil et du programme du P.R.P. Il fut dirigé par Afonso Costa jusqu'en 1917. Il occupait une place de centre gauche dans le paysage politique. À sa droite, les deux autres fractions du P.R.P. regroupaient les conservateurs dans des organismes qui, malgré leur nom, ressemblaient davantage à des clubs qu'à de véritables partis. Le parti évolutionniste d'Antonio José de Almeida était cependant plus proche du parti démocratique que le parti unio-

niste de Brito Camacho. Ces deux partis, après le retrait de leurs premiers leaders, fusionnèrent en 1919 en un parti libéral républicain, mais sans oublier leurs familles d'origine respectives, ce qui portait en germe de nouvelles scissions. L'année précédente était né, autour de Sidonio Pais, un parti nationaliste républicain regroupant tous les républicains de droite. D'autres partis surgirent et disparurent dans l'immédiat après-guerre. Finalement, on trouve en 1926, six partis issus du P.R.P. de 1910 : à gauche du parti démocratique se sont formés un parti radical et un parti de la gauche démocratique ; à sa droite, l'Action républicaine, le parti nationaliste et l'Union libérale.

Tels sont les partis de gouvernement. L'opposition se répartit à gauche et à droite. A gauche, le parti socialiste eut très peu d'audience politique, surtout après que les maximalistes s'en furent retirés pour former, en 1921, le parti communiste portugais. Cependant son influence dépassait de beaucoup sa représentation parlementaire (de 2 à 8 élus seulement à la Chambre des députés), en raison de sa présence dans le mouvement coopératif. A droite, les partis monarchistes s'étaient auto-dissous au lendemain du 5 octobre. Cependant les monarchistes se retrouvèrent à partir de 1914 au sein de la Cause monarchique, visant au rétablissement de Manuel II. Mais des scissions eurent bientôt lieu donnant naissance, entre autres, à un parti légitimiste se réclamant du roi Miguel I^{er}. Ce parti fut renforcé en 1920 par l'adhésion d'un groupe anti-républicain, l'*Integralismo lusitano*. Ce groupe fournit aux légitimistes la doctrine dont ils avaient besoin : rejet de la démocratie, de la République, du libéralisme, de la souveraineté du peuple ; retour à un régime fort, monarchique ou non, respectueux de la religion et de l'autorité.

L'évocation des partis n'épuise pas l'inventaire des forces politiques. Il faut pour être complet intégrer au paysage les groupes, clubs, sociétés qui peuvent peser sur les choix des hommes et sur leurs décisions.

Les plus importantes, du moins celles auxquelles on prête le plus d'influence, sont la charbonnerie et la maçonnerie. En 1910, la première, bras armé de la seconde, appartient plutôt au passé. Elle a contribué sans doute, dans la décennie 1900-1910,

à la conquête du pouvoir. On lui attribuait alors quelque 40 000 adhérents. Mais elle survécut mal à la victoire républicaine, éclatant entre de multiples groupes rivaux. La maçonnerie, quant à elle, aux effectifs moins impressionnants – environ 4 000 membres – continua à jouer un rôle dont il est difficile d'apprécier la portée. En tout cas, elle avait infiltré le parti démocratique et elle a fourni plus de la moitié des chefs de gouvernement et trois présidents de la République. Ses clivages entre progressistes et conservateurs étaient également ceux qui partageaient le P.R.P. de 1910. Aussi sa scission, en 1914, devait-elle suivre celle des républicains. La fraction conservatrice devait soutenir la dictature de Sidonio Pais en 1917. A l'inverse, d'autres fractions comme les Volontaires de la République, les Défenseurs de la République ou encore la Fourmi blanche, devaient s'avérer des soutiens décisifs de la République lors des moments difficiles.

A l'opposé, on trouve le Centre catholique portugais, fondé en 1917 dans une perspective nettement anti-républicaine et dans le but d'établir un régime social-catholique réalisant le programme social de Léon XIII. Son influence ne dépassait pas néanmoins le cercle des intellectuels.

Mais d'autres intellectuels, proches des républicains, se retrouvaient dans le groupe *Seara Nova*, né en 1920-1921 autour d'intellectuels de renom tels que L. da Camara Reis, Jaime Cortesão et Raul Proença. Ils s'avéraient à la fois ardents défenseurs de la République et critiques vis-à-vis des gouvernements républicains, réclamant notamment une authentique démocratie.

Cette floraison des groupes, consécutive à la levée de la censure, devait contribuer à enrichir le débat, mais rendait illusoire toute tentative de stabilité politique.

Les délices de l'instabilité

45 gouvernements, 8 présidents de la République, 7 législatures, 5 dissolutions de Parlement en l'espace de moins de 16 ans. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Vue de façon cavalière, la vie politique ne fut qu'une succession de coups d'État, de pro-

nunciamentos, d'attentats à la bombe, d'assassinats politiques, assortis de dissolution des assemblées, de suspension du fonctionnement des institutions, d'élections pour lesquelles le décalage entre la passion de la classe politique et l'apathie de la masse des électeurs était criant. L'instabilité des partis politiques et l'indiscipline de leurs militants, évoquées ci-dessus, ne sont pas les seules en cause. La Constitution de 1911 ouvrait la voie à de telles manifestations.

Elle était fondée sur le principe de la séparation des trois pouvoirs, mais accordait la priorité au pouvoir législatif, confié au Parlement. Celui-ci, ou Congrès, était composé de deux chambres, élues au suffrage universel masculin (assorti des restrictions pour analphabétisme) : la Chambre des députés était élue pour trois ans, le Sénat pour six, avec renouvellement par moitié tous les trois ans. Le Congrès élisait le président de la République pour quatre ans, sans possibilité de réélection immédiate. En 1918, la dictature établit l'élection du président au suffrage universel, mais la réforme constitutionnelle fut rapportée quelques mois plus tard.

La prédominance de fait du législatif se manifesta par la fréquence et la longueur des sessions parlementaires : une moyenne de sept mois et demi par an pour l'ensemble de la période, avec un maximum de 11 mois en 1923. Cette boulimie parlementaire s'explique par le fait que toutes les questions, aussi minimes fussent-elles, relevaient des Assemblées et donnaient lieu à des interpellations, déclarations, obstructions, devant lesquelles les alliances parlementaires éclataient, avec, comme inéluctable conséquence, le renversement du gouvernement. L'histoire politique est pour cette raison complexe et confuse. Il suffira d'en fixer les très grandes lignes, en insistant sur les périodes de crise que constituent les dictatures.

Jusqu'en 1915, les démocrates dominèrent les différents gouvernements, soit directement, quand la présidence du Conseil fut confiée à Afonso Costa, soit indirectement, quand elle fut exercée par Bernardino Machado. Le premier coup d'État, suivi de quatre mois de dictature militaire, fut l'œuvre du président de la République Arriaga en janvier 1915 : provoquant la démission du gouvernement démocrate, il confia le

pouvoir à un ami personnel, le général Pimenta de Castro, chargé de préparer les prochaines élections. Le nouveau chef du gouvernement était soutenu par l'ensemble de la classe politique en dehors des démocrates. Cette coalition juxtaposant des républicains et des monarchistes, des catholiques et des anarchistes, ne put résister à l'émeute de Lisbonne du 14 mai. Les républicains, soutenus par la maçonnerie et par une fraction de la marine et de l'armée, engagèrent le combat de rue et obligèrent le président Arriaga à démissionner. Le Congrès le remplaça alors par Teófilo Braga pour les trois mois qui restaient à courir avant la fin du premier mandat présidentiel. Bernardino Machado devait ensuite être élu en août pour le quadriennat suivant.

Au moment de l'entrée en guerre fut mis en place un gouvernement d'Union sacrée où dominaient toujours les démocrates et singulièrement Afonso Costa. Celui-ci, accaparé par la préparation de l'expédition en France, ne prêta pas suffisamment attention à la dégradation de la situation intérieure, où les difficultés de l'approvisionnement, conjuguées à l'hostilité à la guerre, provoquèrent d'énormes manifestations de mécontentement au cours de l'année 1917, dont surent tirer parti l'Église et les monarchistes. En décembre 1917, en l'absence du chef du gouvernement, un coup de force militaire, auquel participèrent activement les cadets de l'École de guerre, porta au pouvoir Sidónio Pais. Celui-ci obligea le président Machado à s'exiler et institua à son profit une nouvelle dictature militaire, qui se prétendit la « République nouvelle ». Il établit un régime présidentiel fort et se fit élire président de la République au suffrage universel direct, concentrant ainsi entre ses mains tous les pouvoirs. Apparut aussi, pour la première fois dans le XX^e siècle portugais, la mystique du chef, érigée en principe. La répression des opposants fut alors très violente, avec des emprisonnements par milliers et des peines d'exil. Le dictateur ne réussit pas pour autant à rénover l'administration, désorganisée au contraire par les restructurations de ministères, ni à satisfaire aux demandes des ouvriers qui l'avaient initialement soutenu. L'agitation sociale reprit donc et aboutit à l'assassinat du dictateur en décembre 1918, un an après sa prise de pouvoir.

La crise se poursuivit cependant sous forme de guerre civile dans le nord du pays pendant plusieurs semaines. En effet, dès avant la disparition du dictateur, des juntes militaires s'étaient formées, surtout au nord du Douro, sous prétexte d'appuyer l'action de Sidonio Pais. En fait, elles étaient dominées par des monarchistes poursuivant leur rêve de retour au régime d'avant le 5 octobre. En janvier 1919, elles proclamèrent la monarchie et mirent sur pied une administration nouvelle. Les forces républicaines mirent fin à cette « monarchie du Nord » le 13 février.

Le bateau ivre

A partir de 1919, il devient impossible de suivre l'évolution politique dans ses détails, tant l'instabilité est grande. L'année 1920 n'a pas vu moins de sept ministères se succéder. Les attentats à la bombe et les assassinats politiques font désormais parti de l'horizon quotidien (325 attentats à Lisbonne entre 1920 et 1925). Une surenchère de gauche provoque en octobre 1921 une émeute, infiltrée par des éléments de droite visant à déconsidérer la République : la « nuit sanglante » du 19 se traduit par l'assassinat du président du Conseil Antonio Granjo, un conservateur, et par ceux de deux des fondateurs de la République, Machado Santos et Carlos de Maia. La principale force du pays était alors la garde nationale républicaine, dont l'attitude était décisive dans les émeutes.

La République surmonta encore une fois cette crise et les républicains se prirent à espérer jusqu'en 1924. Le parti démocratique assumait de nouveau la responsabilité des affaires, au gouvernement avec A.M. da Silva, et à la présidence de la République, à partir de 1923, avec Manuel Teixeira Gomes. La garde républicaine, mieux contrôlée, se fit plus discrète. Cependant les nouvelles formations politiques nées de part et d'autre du parti démocratique avaient affaibli celui-ci, le privant de majorité durable.

A partir de 1924 les manifestations de force se multiplient à droite. Elles sont le fait des monarchistes et des nationalistes et elles ont la faveur de l'armée, voire des milieux ouvriers.

Quelques actions anarchistes accroissent la confusion et l'impression de désordre. On regarde avec sympathie et envie vers l'Espagne de Primo de Rivera et, au-delà, vers l'Italie mussolinienne. Cependant ces aspirations n'ont pas de répercussions parlementaires : en novembre 1925, les élections donnent la majorité au parti démocratique à la Chambre des députés et au Sénat. Mais les attaques des nationalistes contre le président Teixeira Gomes l'obligent à démissionner. Le Congrès choisit Bernardino Machado pour le remplacer. La situation économique, financière et monétaire commençait cependant à s'améliorer et le pays était en train de surmonter le choc créé par la guerre. Le gouvernement, aiguillonné par les partis de gauche, pouvait envisager d'entrer dans la phase active de son programme social.

Mais les réformes envisagées n'intéressaient pas les couches sociales qui avaient jusqu'alors soutenu la République, cette moyenne et petite bourgeoisie de fonctionnaires, de cadres de l'industrie et du commerce, de professions libérales. Au contraire, l'augmentation des impôts, nécessaire au financement du plan social, risquait pour eux d'amputer un pouvoir d'achat qui avait bien diminué depuis le début de la guerre. Cette classe moyenne qui avait donné ses suffrages aux démocrates en novembre 1925 laissa donc six mois plus tard les ennemis de la République (propriétaires fonciers, représentants de la haute finance, officiers, clergé) réaliser le coup de force qui allait, en même temps que les démocrates, balayer la République.

Le 28 mai 1926, le général Gomes da Costa, ancien chef du corps expéditionnaire en France, se révolta à Braga et marcha sur Lisbonne. La plus grande partie de l'armée se rallia à lui. En remplacement du gouvernement démissionnaire, le président de la République dut faire appel à un militaire. Le lendemain il démissionnait à son tour. C'était le 31 mai 1926. La voie était libre pour la dictature.

Un autre aspect important de la situation est l'absence de la bourgeoisie nationale. On trouve en fait une bourgeoisie commerciale et financière qui est le produit de l'économie de marché. Mais les entreprises industrielles et commerciales sont étrangères. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité.

Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité.

Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité. Le rôle de la bourgeoisie nationale est donc limité. Le développement économique et financier est donc limité.

A partir de 1974, les tentatives de réforme se multiplient à droite. Elles sont le fait des bourgeois et des nationalistes et elles ont la faveur de l'État, voire des milieux ouvriers.

L'État nouveau : les chefs et leurs idées

Les organisateurs du coup d'État du 28 mai 1926 étaient divisés quant au régime politique à mettre en place. Un fort courant comptait, le moment venu, restaurer la monarchie. La plupart voulaient rénover la République, en la dotant notamment d'un exécutif fort. Tous étaient animés par le souci de mettre fin aux « désordres » et à la « gabegie » attribués à la République. L'hypothèque monarchiste ne fut levée qu'en 1932, à la mort de l'ancien roi Manuel II, dont la personnalité et les idées avaient encore les faveurs populaires et auraient pu rallier le plus grand nombre de monarchistes. Mais son successeur, jeune, élevé hors du Portugal, acquis aux idées les plus conservatrices, ne bénéficiait pas des mêmes préjugés favorables. Les groupes de droite portaient alors en majorité leurs regards vers un régime d'ordre qui conserverait néanmoins certaines des structures de la République. C'est seulement à ce moment que la Constitution de 1933 remplaça celle de 1911, que l'on avait laissée en vigueur tout en la vidant de sa substance. La République n'était pas abolie, mais on préféra désigner le régime sous le nom d'*Estado Novo*.

L'expression d'« État nouveau » était apparue vers 1930. Elle avait le mérite d'attirer l'attention sur la volonté de rupture avec le régime précédent. Elle devait être en honneur jusqu'au retrait forcé, en 1968, de son promoteur, Antonio de Oliveira Salazar. A cette date, l'arrivée au pouvoir de Marcelo Caetano

inaugure l'« État social » dont on dira qu'il n'est qu'un avatar de l'État nouveau. Aussi, à la fois pour simplifier et pour rendre compte des permanences, userons-nous de l'expression « État nouveau » pour désigner l'ensemble de la période qui va du coup d'État de mai 1926 à la révolution de 1974, même si cette acception est un peu trop extensive.

S'agissant d'un régime où tous les pouvoirs étaient concentrés aux mains d'un seul homme, le président du Conseil, chef du gouvernement, il semble important de commencer son étude par la présentation des personnalités qui ont pesé sur la vie du Portugal et des Portugais pendant près d'un demi-siècle.

Formation d'un « docteur » solitaire

Antonio de Oliveira Salazar est né en 1889, à Santa Comba Dão, une bourgade rurale de Beira, entre Coïmbre et Viseu. C'est dans ce Portugal rural, conservateur, profondément catholique qu'il se reconnaîtra toujours, et c'est ce Portugal « authentique » qu'il cherchera à promouvoir, ou plus exactement à conserver. Son père était un petit propriétaire foncier et sa mère tenait une auberge. Faut-il insister sur le fait que son éducation fut confiée à un précepteur et qu'il n'a pas partagé les jeux d'autres enfants ? Toujours est-il qu'aussi loin que remontent les souvenirs de ses biographes – souvent hagiographes – on le trouve solitaire : dans ses loisirs lors de longues promenades avec son chien, dans ses études, dans son travail, dans ses prises de décision. Mais c'est peut-être pour trouver un fil conducteur – qu'il aime renouer, il est vrai – entre l'enfance à Santa Comba et la solitude du président du Conseil, à São Bento, le palais du gouvernement.

Après ses études primaires, il entre à 11 ans au séminaire de Viseu, d'où il sortira huit ans plus tard avec les ordres mineurs. Le séminaire est alors, dans le Portugal rural de ce début du xx^e siècle – et au-delà – la seule voie d'accès à un enseignement d'un niveau secondaire et donc la seule chance d'échapper à la médiocrité de la condition paysanne. Ces huit années ont sans doute profondément marqué sa personnalité, dans le sens du travail individuel, de l'amour de la solitude et

d'un attachement aux valeurs les plus traditionnelles du catholicisme. A Coïmbre, où il entreprend des études supérieures en 1908, il s'avère, aux yeux de son condisciple Cerejeira, le futur patriarche de Lisbonne, un maniaque du rangement et de l'horaire, ne se permettant jamais la moindre fantaisie dans un emploi du temps défini une fois pour toutes. Ses études terminées, il reste un moment à l'université en tant que professeur d'économie politique.

Son éveil à la vie politique se serait produit en 1919 lorsqu'il fut accusé d'avoir trempé dans un complot royaliste. Deux ans plus tard, en tout cas, il se faisait élire député de Guimarães, comme candidat du Centre catholique. C'est l'époque où l'Église portugaise a passé un compromis avec la République et où Benoît XV, se plaçant dans le sillage de Léon XIII, invite les catholiques à prendre part à la vie politique. Mais cette première expérience de la vie parlementaire tourne court : il assiste à une seule séance, en retire un profond dégoût pour le désordre des discussions et en sort conforté dans ses aspirations de solitude. Il retourne donc à Coïmbre, cherchant à comprendre, seul, les raisons de la crise financière qui secoue son pays et proposant un plan de redressement. C'est là que les auteurs du coup de force de mai 1926 viendront le chercher, quinze jours après leur prise du pouvoir.

Il a alors 37 ans. Il est célibataire et le restera. Il a conservé ses habitudes de vie simple, très réglée, austère. Il reste fidèle à ses attaches familiales, à sa mère surtout, dont il conserve le nom, aux dépens de celui de son père – Oliveira. Il évite tout ce qui peut ressembler à des mondanités, fuyant notamment la présence des femmes qui n'appartiennent pas au cercle familial. A une exception près cependant, et importante : celle de Maria de Jesus Caetano Freire, la gouvernante de la petite communauté estudiantine dans laquelle il vivait à Coïmbre et qui l'accompagnera à la présidence du Conseil. Pour les hommes politiques de l'État nouveau, pour le personnel du palais de São Bento, pour l'ensemble des Portugais, c'est Maria, dont on a dit que c'était l'une des rares personnes susceptibles d'influencer une décision du dictateur.

Misogyne, Salazar est plus généralement misanthrope. Il

est mal à l'aise en groupe, n'apprécie nullement la convivialité. Les étudiants de Coïmbre le trouvent froid. Son ami le cardinal Cerejeira le qualifie d'« homme de gel ». Cette froideur, à vrai dire, c'est une sorte de bouclier derrière lequel il s'abrite de possibles influences qui l'amèneraient à changer d'avis. Elle a comme conséquence de faire de lui un « homme de dossiers », qui préfère communiquer avec ses collaborateurs par des notes plutôt qu'en tête à tête, qui lit ses discours sans s'écarter du texte écrit pour éviter de tenir compte des réactions de l'auditoire, qui dans un pays resté en majorité analphabète fait plus appel à l'intelligence qu'aux sentiments. Cette peur, non seulement des foules, mais même des groupes de quelques personnes, justifie aussi qu'il se déplace peu dans le pays, jamais dans les îles ni dans les colonies (pourtant devenues « provinces d'outre-mer »), très rarement à l'étranger, mis à part trois courts déplacements en Espagne, et le moins loin possible de la frontière portugaise (La Corogne, Ciudad Rodrigo et Séville). En fait, derrière cette prétention à décider hors de tout contact des hommes ou des situations, il y a à la fois une certitude et une crainte : la certitude de détenir la vérité, de bénéficier d'une réelle supériorité intellectuelle ; la crainte de voir les réalités contredire la théorie et encore plus celle de devoir évoluer en fonction des réalités. Or pour Salazar, homme de la terre portugaise, des techniques pluri-séculaires, l'histoire est immobile : l'avenir, c'est le présent, lequel reproduit le passé.

Ascension d'un dictateur

Salazar le solitaire ne s'est cependant pas fait seul. Il a bénéficié, au cours des dernières années de la République, de deux appuis décisifs. Le premier fut celui de l'Église. Catholique sincère, militant au Centre catholique portugais, il devint rapidement l'une des personnalités les plus écoutées de ce groupe de réflexion. A ce titre, il a bénéficié d'une tribune, celle de *As Novidades*, le quotidien quasi officiel de l'Église, qui le reconnaissait comme son leader politique. L'autre lui est venu des milieux patronaux, intéressés par ses théories économiques et par son plan de redressement des finances publiques. En



Salazar, « sauveur de la patrie » : l'image de l'autorité, de la justice et du désintéressement

revanche, les milieux militaires ne connaissaient pas le Doutor, lequel avait néanmoins besoin d'eux pour changer le régime. C'est par l'intermédiaire de son ancien recteur de Coïmbre, Cunha Real, qu'il est présenté à Mendes Cabeçadas, le chef du gouvernement et l'un des triumvirs militaires, avec Gomes da Costa et Carmona. A la suite de cette rencontre, Salazar accepta, le 12 juin 1926, le portefeuille des Finances, qu'il conserva pendant... cinq jours ! Les raisons de ce passage éclair au gouvernement ne sont pas claires. Démission ? Renvoi par les militaires ? On ne sait. Mécontente, en tout cas, provoquée par quoi ? Parce qu'il aurait demandé des pouvoirs que les militaires n'étaient pas disposés à lui reconnaître ? Parce qu'il aurait compris que son protecteur, Mendes Cabeçadas, était le maillon faible du triumvirat, celui qui allait être écarté le premier du pouvoir ? Parce qu'il aurait été en désaccord avec ce protecteur, un républicain convaincu, décidé à sauver le régime en le réformant ? On pourra choisir entre ces hypothèses et juger du sens politique de Salazar dans ces années décisives.

Retiré à Coïmbre, Salazar a continué à suivre de près les événements. Il assiste ainsi à l'élimination successive de Mendes Cabeçadas et de Gomes da Costa, au profit du général Carmona, ouvrier de la dernière heure du mouvement du 26 mai mais bien décidé à établir un régime autoritaire. Il assiste surtout à l'enlisement dans lequel se débat son successeur aux Finances, le général Sinel de Cordes : le déficit budgétaire s'accroît de nouveau, ainsi que la dette extérieure. Pour éviter la banqueroute qui paraît inéluctable, on envisage un emprunt sous la tutelle de la Société des Nations, laquelle exige un sévère contrôle international. Pendant toute cette période, au cours de laquelle l'indépendance du pays est menacée, Salazar, toujours par l'intermédiaire de *As Novidades*, ne ménage pas ses critiques à l'encontre de la gestion des militaires et se pose de plus en plus nettement en sauveur.

Cette seconde traversée du désert devait être plus courte que celle qui avait suivi son retrait volontaire de la Chambre des députés en 1921. Dès avril 1928 en effet, le général Carmona qui venait de se faire élire, comme candidat unique, à la présidence de la République, le rappelle aux Finances, dans le gou-

vernement confié au colonel José Vicente de Freitas. Salazar peut alors dicter ses conditions, les militaires ayant montré leur incapacité à gérer. Ces conditions peuvent se résumer dans la subordination de tous les ministères à celui des Finances, lequel impose les limites des dépenses et affecte à sa guise les recettes. Il s'affirme d'ailleurs comme le détenteur de la vérité politique : « Je sais très bien ce que je veux et où je vais... Que le pays étudie, fasse des observations, réclame, discute, mais qu'il obéisse quand sera venu pour moi le moment de commander ». Absolue confiance en soi, respect apparent de la liberté d'opinion, mais affirmation d'une autorité sans réplique : les principaux ingrédients de la « dictature d'un comptable » sont en place dans cette proclamation. Or les faits lui donnent raison : grâce à une drastique compression des dépenses, le budget est rééquilibré dès la première année et l'escudo se stabilise. C'est l'amorce d'un assainissement financier qui va faire de la monnaie portugaise l'une des plus stables d'Europe pendant 40 ans.

Pourtant les ambitions de Salazar ne se limitent pas au domaine financier. L'ordre nouveau qu'il veut instituer dans la durée passe par le modelage d'un homme portugais nouveau. Pour cela, il lui faut passer de la dictature des finances au pouvoir absolu. Il mettra quatre ans, ponctués de crises ministérielles dans lesquelles il est toujours impliqué et qu'il a sans doute provoquées. En juillet 1929, il démissionne à la suite du ministre de la Justice, sous le prétexte que le cabinet des ministres a refusé d'entériner une circulaire du ministre de la Justice concernant les sonneries des cloches, circulaire que le cabinet juge trop favorable aux catholiques. En janvier 1930, il démissionne de nouveau, suivi du ministre de la Justice, à la suite des remous provoqués par les mesures qu'il avait prises lui-même : la suspension de la subvention versée annuellement à l'Angola. Il reçoit alors un second ministère, celui des Colonies, qu'il cumule avec celui des Finances. En juin 1932, enfin, il démissionne sans raisons avouées. Ces mini-crisis ne dépasseraient pas l'intérêt de l'anecdote, si elles ne montraient pas cette volonté de conquête de la plénitude du pouvoir et si elles n'allaient pas à l'encontre de la légende salazariste du pouvoir accepté comme un fardeau – pour ne pas dire une croix – par

renoncement à soi mais pour le plus grand bien de la nation.

Rien n'est laissé au hasard, en effet. Quand, à l'issue de la dernière crise, il devient enfin chef du gouvernement, le 25 juin 1932, on est en phase finale de l'élaboration de la Constitution. Celle-ci peut donc encore recevoir les aménagements permettant l'exercice d'un pouvoir sans limite, ce que son successeur, Marcelo Caetano, a appelé le « présidentielisme du président du Conseil ».

Dieu, patrie, autorité, famille, travail

Salazar n'a jamais pris la peine d'exposer dans un système cohérent les principes qui fondaient son action. Il faut chercher ceux-ci dans quelques-uns des discours, soigneusement polis dans la quiétude de São Bento. On peut, sans risque de caricature, les regrouper en cinq mots : Dieu, famille, autorité, patrie, travail. On se permettra de laisser pour l'instant de côté le cinquième terme de la « pentalogie salazariste » (Jacques Georgel), qui sera étudié dans un prochain chapitre.

La famille est, avec les cellules de travail qui constituent la base de l'organisation corporatiste, l'une des pièces maîtresses du système, comme elle le sera dans l'État français du maréchal Pétain. Quelle famille ? La réponse est fournie par Salazar lui-même dans un discours du 30 juillet 1930 : « Famille – cellule sociale par excellence ; autorité et hiérarchie ; valeur spirituelle de la vie et de respect dû à la personne humaine ; obligation du travail ; supériorité de la vertu, caractère sacré des sentiments religieux – voilà l'essentiel pour la formation mentale et morale du citoyen de l'État nouveau ». C'est la famille traditionnelle, avec sa répartition des tâches et du pouvoir, soucieuse des lois de l'Église. Elle implique que la femme reste au foyer tandis que l'homme assure le travail à l'extérieur car « dans les pays où la femme mariée partage le travail de l'homme, à la fabrique, à l'usine, au bureau, dans les professions libérales, l'institution de la famille que nous défendons comme pierre fondamentale d'une société bien organisée menace ruine » (propos recueillis par Antonio Ferro en 1932 et cités par Jacques Georgel). Il

importe donc d'éliminer tout ce qui peut contaminer l'équilibre familial, quel que soit le prix à payer pour le pays et pour les individus. C'est notamment pour préserver l'innocence de la famille portugaise qu'a été freiné le développement du tourisme et en particulier du tourisme balnéaire. C'est seulement sous la pression des faits, quand la guerre coloniale vint rompre dangereusement l'équilibre de la balance des comptes, que Salazar se résigna à déverrouiller son pays. Cela dit, malgré sa volonté de maintenir la famille à la base de la société, Salazar n'est pas allé, comme le lui suggéraient maints responsables ecclésiastiques, jusqu'à supprimer le mariage civil et le divorce. Il s'est contenté d'interdire le divorce aux couples mariés religieusement. C'est qu'il tenait à son indépendance vis-à-vis de l'Église. Son utilisation de Dieu est allée dans le même sens.

La foi de Salazar est indiscutable, et ce serait lui faire un mauvais procès d'intention que de le soupçonner de l'affirmer pour affermir son pouvoir. Mais il y a bien dans la pratique de Salazar une utilisation de Dieu, qui induit la place de l'Église vis-à-vis de l'État. Pour Salazar, Dieu est à la source de tout pouvoir et de toute autorité, car « il n'existe aucune obligation morale qui ne provienne de Dieu, aucune domination qui puisse être imposée à un homme par un autre, si ce n'est au nom de Dieu. C'est pourquoi Dieu a institué l'autorité et l'a confiée à ceux qui commandent ». Autrement dit, Dieu a établi Salazar dans ses responsabilités et Salazar n'a de comptes à rendre qu'à Dieu. C'est un présidentialisme de droit divin. Or Salazar n'admet pas de truchement entre Dieu et lui, et donc n'admet pas le jugement des évêques. L'Église portugaise, dont Salazar s'est fait une alliée indéfectible puisqu'il sert, comme elle, les desseins de Dieu, est invitée à rester à sa juste place, la seconde, derrière celui que la Providence a désigné pour conduire le pays. Et pour couper court à toute contestation de cette philosophie, Salazar annonce dès 1932 la dissolution du Centre catholique qui lui avait servi de tremplin pour son accession au pouvoir.

Une autorité confiée par Dieu pour guider les hommes ne saurait se plier aux volontés contradictoires de ces mêmes hommes. Certes la Constitution de 1933 soumet l'autorité de l'État à la morale et au droit. Mais on verra que certains de ses

articles ne sont retenus que pour usage externe, pour montrer à l'étranger un profil présentable. Dès 1932, Salazar proclamait : « Un des plus hauts objectifs du 28 mai [1926] et de l'évolution qui suivit dans la politique et dans le droit est le rétablissement de l'État national et autoritaire ». Laissons pour l'instant de côté le premier qualificatif. L'État autoritaire, celui qui assure l'ordre nouveau est d'abord – Salazar l'affirme en toute tranquillité en 1937 – « anti-parlementaire, anti-démocrate, anti-libéral » (*Une révolution dans la paix*). Pour lui le parlementarisme est responsable de tous les maux dont souffrent les États et les individus : le désordre, la corruption, la paupérisation. Mais les individus n'ont pas pour autant leur place dans le monde politique, leurs droits s'effaçant devant ceux de la collectivité nationale. Pour définir son régime, Salazar ne recule pas devant le mot « dictature », du moins dans les années où celle-ci couvre une partie de l'Europe. Mais il la présente comme « une dictature de la raison et de l'intelligence », ou encore une « dictature raisonnable », à l'opposé des dictatures aveugles que sont les dictatures militaires. Il faudra confronter cette définition avec les faits. Cependant on peut affirmer que cette volonté dictatoriale ne vise pas au totalitarisme, en ce sens que le dictateur ne subordonne pas strictement tout à l'autorité de l'État. La « dictature raisonnable » tient ce caractère de ses racines chrétiennes et de l'esprit d'entreprise des Portugais. En revanche la dictature salazariste se rapproche des fascismes par l'usage qu'elle fait du culte de la personnalité, quoi qu'en prétendent les hagiographes de Salazar. La *Mocidade Portuguesa* (Jeunesse portugaise), qui embrigade de force les étudiants, possède son uniforme, avec notamment un ceinturon frappé d'un S. Au début de chaque classe, professeurs et élèves saluent à la romaine et engagent le dialogue suivant :

– Qui vive ?

– Portugal, Portugal, Portugal ! Salazar, Salazar, Salazar !

Bien entendu ces manifestations disparaîtront après la victoire des Alliés contre le III^e Reich, voire deux ans plus tôt, lorsque Salazar, renouant avec les alliances traditionnelles, mettra ses bases des Açores au service des Anglais et des Américains. Les uns et les autres lui en seront reconnaissants après la

victoire. On oubliera alors plus facilement les éloges qu'il adressait naguère au régime franquiste. Salazar pourra se targuer d'avoir agi pour le plus grand bien de la Patrie.

Nous arrivons ainsi au dernier terme de la « pentalogie ». La justification définitive de l'autorité sans partage est le mieux-être de la Patrie. Autrement dit, l'autoritarisme serait tempéré par le nationalisme et lui serait subordonné. Qu'en est-il dans la pensée – les faits seront évoqués plus tard – de Salazar ? C'est peut-être l'un des domaines où l'ambiguïté est la plus grande. Salazar se présente comme le champion du nationalisme, qu'il monopolise pour présenter en contrepoint la République comme un régime a-national. Par l'attention portée au nationalisme, il se rattache au mouvement de l'Intégralisme lusitanien, dont nous avons vu la naissance au temps de la République. Le mouvement avait perdu son penseur, Antonio Sardinha, en 1925, mais la doctrine du nationalisme portugais avait eu le temps de pénétrer les esprits. Par la force des choses, contrairement aux nationalismes italien ou allemand, le nationalisme portugais est interne, il n'est pas animé d'expansionnisme. Il s'exprime dans l'affirmation que la nation prime tout et dans le slogan « Rien contre la Nation, tout pour la Nation » (discours du 21 octobre 1929). Devant le bloc insécable qu'est la nation, tout doit plier, toutes les libertés individuelles doivent s'effacer. Si cette théorie permet trop facilement de réprimer toutes les manifestations contre les intérêts de la nation, elle est néanmoins fondée sur l'idée de la subordination des intérêts individuels au bien de la communauté. Salazar se défend par ailleurs de confondre nation et État. Dans les faits pourtant la distinction est inexistante et toute manifestation contre le gouvernement de l'État est assimilée à une insulte à la nation et réprimée comme telle. L'individu est sacrifié non seulement à la nation mais à l'État. Et au sommet de l'État, sous le regard bienveillant d'un président de la République dénué de pouvoirs, il y a un seul homme, le président du Conseil, le chef du gouvernement Salazar. Jusqu'à l'été 1968.

L'épigone

Le 7 août 1968, le vieux dictateur était frappé d'une hémorragie cérébrale qui allait le laisser hémiplégique. Pour le remplacer, le président de la République, Americo Tomas, fit appel à Marcelo José das Neves Alves Caetano. Sans être un opposant, le nouveau chef du gouvernement ne cachait pas ses critiques à l'encontre du fonctionnement du régime. La question que chacun se posait alors était de savoir s'il avait la volonté et les moyens de débloquer le système.

Dix ans plus tôt, en 1958, Marcelo Caetano était parvenu au premier rang des hommes politiques et on le considérait comme le dauphin de Salazar, avec promesse de succession. Ancien dirigeant de la *Mocidade Portuguesa*, ancien ministre des Colonies, il avait été promu, en 1955, ministre de la Présidence, c'est-à-dire le premier après le président du Conseil. Mais en 1958 il s'était écarté, ou avait été écarté, des allées du pouvoir, pour devenir recteur de l'Université de Lisbonne. Il occupait ce poste en 1962 lorsqu'éclata la révolte des étudiants, protestant contre la restriction des libertés. Il prit leur défense, et pour marquer ses distances vis-à-vis du régime, choisit de démissionner. C'est par ce geste qu'il avait forgé son image de libéral.

Les deux années qui suivirent sa nomination en tant que président du Conseil le laissèrent dans une situation délicate, parfois ubuesque. On n'avait pas osé avouer à Salazar qu'il avait été remplacé. Il avait d'ailleurs été nommé par le président de la République « président du Conseil à vie » ! Aussi, quand la maladie sembla relâcher sa pression, Salazar reprit ses activités antérieures, réintégrant le palais de São Bento, convoquant les ministres, paraissant à la télévision pour rassurer le bon peuple. C'est seulement le 27 juillet 1970 que cessa, avec la mort de Salazar, cette situation voisine de la farce.

Libéré de la statue du Commandeur, Marcelo Caetano opta pourtant pour la continuité, au nom du principe de l'évolution sans révolution. Dans une allocution radiotélévisée, il affirma son regret de ne pas pouvoir encore donner la parole à ses concitoyens en instituant un véritable régime parlementaire, cela en raison de la sous-information dans laquelle ils avaient été si



Salazar. C'est dans la quiétude et la solitude du bureau présidentiel que se prennent toutes les décisions

longtemps tenus. Mais ces regrets venaient en contradiction avec d'autres déclarations, d'hostilité au parlementarisme et au libéralisme, faites, il est vrai, au temps où il aspirait au pouvoir dans l'ombre du Doutor. Sa pensée aurait-elle changé depuis son retrait de la vie politique en 1958 ? En scrutant les différents domaines de référence, on est conduit à répondre négativement : qu'il s'agisse des libertés individuelles, de l'action syndicale, du statut de l'opposition politique, du rôle de l'Église, la pensée caétaniste reste dans le droit fil du salazarisme. Dans les faits, on constate une prudente mais sensible libéralisation du régime entre 1968 et 1970. Mais ensuite la main de fer se resserre, le système se verrouille de nouveau. Les jeux semblent faits lorsqu'en 1972 Americo Tomás est réélu, à 79 ans, président de la République : le Portugal semble résigné à vivre sous ce « présidentialisme du président du Conseil ». Le déblocage ne devait pas venir d'une évolution, mais d'une révolution.

L'État nouveau : autoritaire et corporatiste

Le régime né en 1926 a donc dû attendre sept ans avant de se doter d'une constitution et de divers autres textes fondamentaux, dont le Statut du travail national. C'est dire que l'empirisme a largement prévalu dans la définition du cadre constitutionnel et législatif, la théorie s'alignant souvent sur une pratique de quelques années. En fait les choses sont un peu plus complexes. En effet, il semble qu'un certain nombre de principes affirmés dans les textes fondateurs aient surtout été destinés à permettre la présentation d'une façade acceptable aux yeux de l'étranger. On disait dans certains milieux que leur seule utilité était *para Inglês ver* (« pour montrer à l'Anglais »). Il faut donc confronter sans cesse les textes constitutionnels avec l'application de la Constitution.

Une façade présentable

La Constitution du 19 avril 1933 faisait de l'État portugais une République unitaire et corporative. Elle a été élaborée par un Conseil politique national de 16 membres représentant les diverses tendances responsables du coup d'État de 1926. Onze d'entre eux, dont Antonio Salazar, alors ministre des Finances, avaient été désignés par le chef de l'État. Puis la Constitution fut officiellement ratifiée à plus de 99 % par le corps électoral. Il faut préciser qu'en l'occurrence Salazar,

devenu président du Conseil, avait décrété le vote obligatoire, ce qui lui avait permis de comptabiliser avec les « oui » les 40 % d'abstentions.

Le texte constitutionnel s'inspirait d'un certain nombre de précédents portugais ou étrangers, y compris de la Constitution républicaine de 1911 et du manifeste *Au pays* écrit en 1927 par des républicains en exil. Elle se présentait donc comme un compromis entre ceux qui voulaient rénover la République et ceux qui voulaient la détruire.

La Constitution prévoyait le maintien des libertés collectives et individuelles, le droit d'expression, d'association, de réunion. Elle maintenait l'*Habeas corpus* tel qu'il figurait déjà dans la Constitution libérale de 1822. Elle reconnaissait par ailleurs, contrairement aux idées professées par le Doutor, la souveraineté du peuple, lequel était de ce fait appelé à désigner l'Assemblée nationale. Celle-ci était initialement formée de 90 députés, élus pour quatre ans au suffrage universel assorti de quelques restrictions ; leur nombre sera porté à 120 en 1945 et à 130 en 1959. Surtout, jusqu'en 1959, le peuple élisait, pour sept ans, le président de la République, dont les pouvoirs étaient loin d'être négligeables. En effet, le président nommait et révoquait le chef du gouvernement, responsable devant lui seul. Il dirigeait en outre la politique extérieure, déclarait la guerre et signait la paix, dissolvait et prolongeait l'Assemblée nationale, nommait les membres du Conseil d'État. Le régime institué par la Constitution de 1933 et jamais modifié fondamentalement au fil des révisions constitutionnelles est un régime présidentiel. Le président de la République n'est contrôlé que par le Conseil des ministres, dont il doit obtenir le contreseing pour valider ses actes. En tant que président du Conseil de 1932 à 1968, Salazar n'a jamais cessé d'affirmer, en accord avec la Constitution, la supériorité du chef de l'État.

Dans les faits, la Constitution est constamment bafouée. La charge du président de la République est vidée de tout contenu au profit du président du Conseil : l'évolution va dans un sens inverse de celui que devait suivre, en France, la V^e République.



Une façade trompeuse : Salazar, à gauche, président du Conseil, est en retrait du général Carmona, président de la République (1936)

Qui t'a fait Président ?

Malgré les pouvoirs que leur accordait la Constitution, aucun des trois présidents de la République qui se sont succédé de 1932 à 1974 n'a laissé, en dehors des milieux spécialisés, un grand souvenir, ne fût-ce que celui de son nom. Oscar de Frago Carmona est pourtant resté chef de l'État pendant 23 ans. Or c'est ce général de l'armée de terre qui avait rappelé Salazar aux Finances en 1928 : il était donc théoriquement bien placé pour lui imposer le simple respect de la Constitution. Son successeur, de l'armée de l'air, Craveiro Lopes, plus sourcilieux peut-être vis-à-vis du texte constitutionnel, n'accomplit qu'un seul septennat (1951-1959). Il fut remplacé par un officier de marine, Americo Tomas.

Pour s'assurer du contrôle de la personne et de la fonction du président de la République, Salazar usa tour à tour de trois méthodes. La première était le filtrage et le découragement des candidatures d'opposition. En 1951, par exemple, le candidat d'opposition fut refusé par le Conseil d'État (dont les membres étaient nommés par le président de la République). En 1949 et 1951, les candidats non officiels retirèrent leur candidature avant le scrutin en raison des irrégularités constatées pendant la campagne électorale. Résultat : sur huit élections présidentielles, sept ont eu lieu avec une candidature unique. Précisons aussi que le corps électoral lui-même était soigneusement contrôlé. Il était constitué de Portugais de naissance, âgés de 45 ans au moins, ce qui représentait entre 11 et 15 % de la population.

Une autre méthode amplement utilisée pour obtenir l'élection de l'homme susceptible de se plier à la volonté du président du Conseil, fut la fraude électorale. Elle culminait évidemment lorsque l'opinion manifestait un intérêt certain pour le candidat de l'opposition. Ce fut le cas en 1958, lorsque, de façon exceptionnelle, le candidat, Humberto Delgado, put se maintenir jusqu'au bout. Général de l'armée de terre, ancien attaché militaire à Washington, directeur général de l'aéronautique civile, il avait l'avantage d'avoir appartenu au sérail et de connaître le régime de l'intérieur. Sa campagne avait démontré que l'électorat portugais n'était apathique que lorsqu'il n'avait aucune raison d'espérer. En la circonstance, il s'était rendu massivement aux meetings électoraux, lesquels avaient réuni 200 000 personnes à Porto et 300 000 à Lisbonne. Aussi la police avait-elle multiplié les menaces et les mises en garde. Les stocks de bulletins de vote pour Delgado avaient mystérieusement disparu. Or ces bulletins avaient été imprimés au prix de difficultés importantes : ils devaient être strictement semblables (même qualité de papier, même format) à ceux du candidat officiel, et ces caractéristiques n'étaient dévoilées que le plus tard possible. Pour couronner le tout, le jour du scrutin, un décret avait précisé que le dépouillement ne pouvait être fait que par les agents du gouvernement, hors de la présence des représentants de l'opposition. Dans ces conditions, il n'était pas

étonnant que celle-ci soit créditée de moins de 25 % des quelque 995 000 suffrages exprimés. A Porto, par exemple, dont la population lui avait fait un triomphe lors de la campagne électorale, Humberto Delgado obtenait moins de 9 000 voix.

Pourtant le régime a alors vacillé. Salazar ne devait jamais pardonner à Delgado la gifle ainsi infligée : démis de ses fonctions dans l'immédiat, surveillé, poursuivi, il fut finalement assassiné en 1965. Par ailleurs, le contrôle du corps électoral s'avérant difficile, Salazar entreprit de le modifier. C'est le sens de la révision constitutionnelle de 1959 qui réservait l'élection présidentielle à un corps restreint de quelque 600 personnes, composé pour l'essentiel des députés, des membres de la Chambre corporative, de responsables municipaux et des provinces d'outre-mer. Le verrouillage était dès lors assuré : le président du Conseil pouvait désigner en toute quiétude le président de la République.

Y a-t-il des ministres au Conseil... ?

La Constitution attribuait au président du Conseil le choix des ministres, lesquels n'étaient responsables que devant lui. Cependant la notion de collégialité ministérielle était établie par l'obligation faite au président de la République de prendre des décisions en Conseil des ministres, dont il assurait la présidence. Salazar, un peu par amour du travail solitaire, beaucoup plus pour éviter l'ingérence – constitutionnelle – du chef de l'État dans les affaires gouvernementales, a réduit à l'indispensable les réunions du Conseil des ministres. Il a toujours préféré régler les problèmes en tête à tête avec le ministre concerné, quand ce n'était pas par une simple note. Par ailleurs il n'a pas hésité à cumuler avec la présidence du Conseil divers portefeuilles : les Finances jusqu'en 1940, les Colonies de 1936 à 1944, la Guerre et les Affaires étrangères de 1936 à 1946.

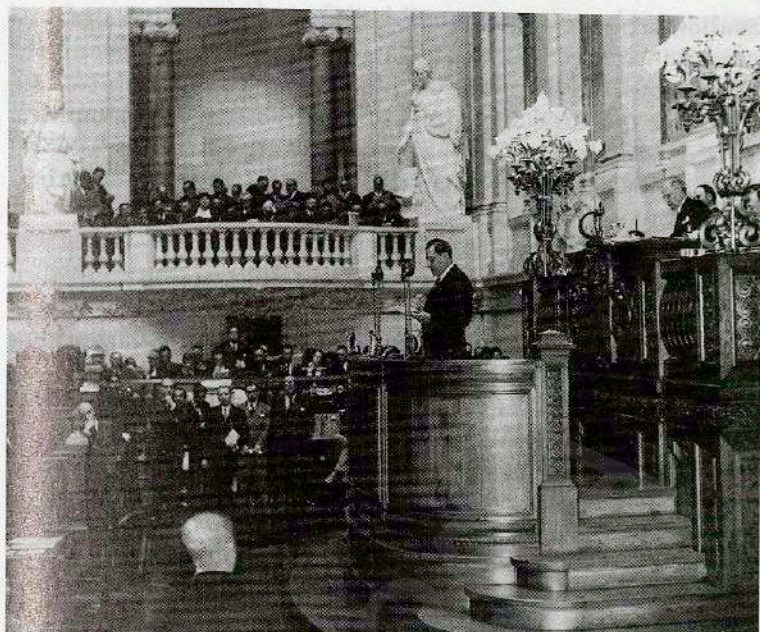
De plus, imbu qu'il était de la seule justesse de ses choix pour son pays, Salazar n'a rien fait pour s'entourer des hommes les plus compétents. Bien au contraire, il n'a jamais cessé de faire le vide autour de lui. Armando Monteiro, ministre des

Affaires étrangères, a été éloigné en 1936 ; Pedro Teotonio Pereira, puis Marcelo Caetano, ministres de la Présidence, ont été écartés dès qu'ils ont commencé à faire de l'ombre au tout-puissant président du Conseil. Le président de la République Craveiro Lopes lui-même a dû se retirer à la fin de son septennat, n'étant plus le candidat officiel.

... et des députés à l'Assemblée ?

La Constitution limitait le rôle de l'Assemblée nationale en refusant de soumettre le gouvernement à sa responsabilité. Elle lui reconnaissait cependant des missions essentielles en matière législative (initiative des lois, jugement de la constitutionnalité des décisions gouvernementales) qui pouvaient ouvrir la voie à une certaine forme de contrôle. Mais l'Assemblée en a très peu usé, car pratiquement mise dans l'impossibilité de le faire.

L'État nouveau ne pouvait pas s'accomoder de la persistance des partis politiques, éléments de division, de lutte, alors que toutes les énergies devaient converger vers le même but de sauvegarde nationale. C'est pourquoi Salazar avait prononcé leur suppression en 1932. L'année suivante était créée l'Union nationale républicaine, définie comme une « organisation civique », ouverte à tous les citoyens décidés à mettre en œuvre les idéaux de l'État nouveau. Elle était en fait destinée à fédérer au profit de l'État nouveau les différentes forces de droite qui avaient favorisé le coup d'État du 28 mai : la plupart des monarchistes, les catholiques de l'ex-Centre catholique, les patrons de l'Union des intérêts économiques, l'aile droite des « libéraux », les nationalistes. Elle bénéficiait en outre, au plan local, de l'organisation de l'ex-parti démocrate. Aucun compromis, aucune alliance n'étaient possibles avec ce bloc. Dès son premier congrès, Salazar en prit la direction pour ne plus la quitter. Caetano fera de même en 1968, et il sera encore président, en 1970, de l'Action nationale populaire (A.N.P.) qui remplace alors l'Union nationale. Sous l'habillage des mots, on a bien entendu reconnu le parti unique, pierre angulaire des régimes autoritaires. Mais l'Union nationale n'a jamais tenu dans la vie poli-



Salazar devant l'Assemblée nationale : il lit toujours ses discours, soigneusement rédigés (1938)

tique portugaise un rôle aussi important que la Phalange dans le pays voisin. Sans doute parce que Salazar n'en avait pas eu besoin pour accéder au pouvoir et parce qu'il disposait d'autres moyens de contrôle, sans compter le fait que le militantisme portugais, pour les mêmes raisons que sous la République, était sociologiquement limité.

De son côté, l'opposition ne disposait d'aucune structure de regroupement. Parmi les ex-partis politiques, seul le parti communiste, clandestin, disposait de relais dans le pays. Les autres partis de gauche devront attendre le milieu des années 40 pour s'organiser à l'intérieur du Mouvement d'union démocratique (M.U.D.). Jusqu'alors, il est vrai, l'existence d'un mouvement d'opposition, même modéré, n'avait pas de raison d'être puisque toute propagande électorale était proscrite. D'ailleurs la timide ouverture de 1945, qui permettait la présentation de

candidatures d'opposition aux élections législatives, n'a eu aucune incidence concernant la composition de la Chambre : aucun candidat d'opposition n'est venu à bout des travaux d'Hercule qui lui étaient imposés pour accéder à l'Assemblée. C'est donc l'Union nationale qui a fourni tous les députés au temps de Salazar et c'est l'A.N.P. qui en a fourni la quasi-totalité au temps de Caetano.

Le corps électoral était défini par la Constitution de 1933 sur la base du suffrage universel pour les citoyens âgés d'au moins 25 ans, avec des restrictions de type censitaire et capacitaire. Pour les hommes, le cens à payer au titre de l'impôt immobilier était de 100 escudos et la capacité était définie par le fait de savoir lire et écrire. Pour les femmes, la « capacité » exigeait d'avoir fait des études secondaires ou d'être chefs de famille et le cens était alors le même que pour les hommes ; mais les femmes mariées sachant lire et écrire et qui payaient 200 escudos d'impôt pouvaient également être inscrites. On le voit, le système est assez complexe et il restreint le corps électoral. En 1968, une réforme électorale augmenta cependant de 50 % le nombre des électeurs. Mais le nombre des abstentions aux différents scrutins a continué, comme au temps de la République, à être très élevé. Sans doute parce que les électeurs estimaient que l'enjeu ne valait pas le déplacement.

A partir de 1945, la vie politique s'est cependant animée à l'occasion des campagnes électorales, c'est-à-dire environ un mois tous les quatre ans. Durant ce mois, la censure était réduite et la critique du gouvernement devenait possible. Mais la période n'était pas pour autant inutile pour celui-ci : elle obligeait les leaders de l'opposition à sortir de leur quasi-clandestinité, ce qui permettait ensuite de les surveiller et de les poursuivre. C'est ce qu'ont appris à leurs dépens les responsables du M.U.D. qui, en 1945, pour démontrer leur force politique, avaient remis à Salazar la liste de leurs adhérents.

Pourtant si l'opposition persiste, sans illusion quant aux résultats, à participer à la farce électorale, c'est qu'elle y voit le seul moyen de ne pas se faire oublier de l'opinion. Les risques de répression étaient cependant bien réels. En 1961, la préparation des élections permit de mettre au point un « Programme pour

la démocratisation de la République », rendu public par une conférence de presse. Mais le gouvernement réagit aussitôt, interdisant la publication de ce document jugé diffamatoire et subversif. Dans les mois qui suivirent, les principaux signataires furent poursuivis ; huit avocats du barreau de Lisbonne, dont Mario Soares, furent emprisonnés. Il eût fallu, pour être tolérée, que l'opposition se pliât à l'objectif assigné par Salazar aux électeurs dans un discours de 1938 : « Le renouvellement de l'Assemblée a... un caractère essentiellement plébiscitaire. L'acte électoral n'a pas tant pour objet de désigner les députés que de reconnaître solennellement les bienfaits du régime politique ».

Désignés à l'intérieur d'un parti dominé par le chef du gouvernement, les députés ne pouvaient guère être tentés par des manifestations d'indépendance. L'Assemblée a d'ailleurs assisté sans protester à l'amputation de ses droits. Elle perd dès 1935 toute initiative en matière financière. Elle permet au gouvernement de légiférer par décret-loi, d'abord en cas d'urgence, puis, en 1945, chaque fois qu'il le juge utile. Elle use avec parcimonie de son droit d'initiative des lois (trois propositions en moyenne par an). Elle en vote également peu : une moyenne de sept par an (à comparer avec les quelque 600 décrets-lois et autres décrets pris en moyenne par an dans les dix dernières années du « règne » de Salazar). Les députés n'ont même pas su éveiller Salazar aux bruits de la rue dont il était isolé par le palais et les jardins de São Bento : l'agitation des étudiants, chronique de 1962 à 1972, n'a suscité aucune proposition de loi. Les élus du peuple souverain n'étaient que les godillots du régime.

Derrière la façade démocratique du régime « républicain », on ne trouve qu'un dictateur solitaire, qui fait les présidents de la République, qui dirige les ministres sans les réunir en Conseil, qui contrôle la composition de l'Assemblée nationale. Pour lui la vie du pays n'est pas dans les cercles politiques, mais dans d'autres cellules, considérées comme « naturelles ».

« Révolution économique-sociale » ?

L'organisation corporative devait être l'un des piliers de la « révolution nationale » et modeler de manière irréversible le paysage économique et social du Portugal. Dans un discours de 1938, Salazar la qualifie de « révolution économique-sociale ». Il y a alors cinq ans que les textes fondateurs sont publiés et pourtant l'organisation ne dépasse toujours pas le stade des mots.

Les principes avaient été fixés dans le Statut du travail national, promulgué la même année que la Constitution et qui s'inspirait directement de la Charte du travail italienne. Mais la mise en place devait s'avérer lente et difficile. En 1939, une grande manifestation organisée à Lisbonne par le régime rassemblait plusieurs centaines de milliers de personnes postulant à l'intégration dans l'organisation corporative. Mais cinq ans plus tard on en était encore à rappeler les principes et à fixer les objectifs.

L'organisation corporative poursuivait quatre objectifs essentiels. Le premier consistait à décharger l'État de l'organisation de l'économie, afin d'éviter qu'elle ne se transforme en économie d'État et qu'elle ne soit handicapée par une bureaucratie d'État. Un deuxième objectif était de lier l'économique au social, en rendant les travailleurs solidaires de la production : il passait par la prise en charge de l'économie par le travail. Il fallait, par ailleurs, respecter les cellules « naturelles » que sont la famille, le voisinage, mais aussi les associations. Il fallait enfin concilier les intérêts collectifs et les intérêts individuels ou catégoriels, éviter les surenchères économiques, ou surtout sociales, de tel groupe, substituer la solidarité de classes à la lutte des classes. La société étant ainsi unifiée autour d'un projet économique commun, l'État en sortirait nécessairement vivifié.

Ces objectifs induisent les principes de l'organisation. La structure ne pouvait être que verticale. Elle devait unir patrons et ouvriers ou employés, solidaires de la production dans l'entreprise. Cela ne laissait aucune place au droit de grève, puisque les intérêts du capital et ceux du travail étaient confondus. On devait aussi respecter ces « corps intermédiaires » entre

l'État et les individus que sont les « cellules naturelles » déjà évoquées. A tous les niveaux de l'organisation devait prévaloir le principe de « subsidiarité », c'est-à-dire de l'intervention en dernier ressort : intervention de la corporation dans la vie de l'individu quand celui-ci ne peut pas régler ses problèmes ; intervention de l'État dans la vie de la corporation dans les mêmes circonstances. Enfin ce dernier serait, de façon plus générale, l'arbitre en cas de conflits tendant à gripper le système.

L'organigramme corporatif comportait quatre niveaux, mis en place progressivement et incomplètement. A la base, on trouve les « éléments primaires », dont quatre apparaissent plus importants. Ce sont d'une part les syndicats nationaux, à raison d'un syndicat par branche d'activité ; ils sont aussi les organismes les plus sévèrement contrôlés car les moins sûrs. A côté, on trouve les *gremios*, ou organisations patronales : leur mission est d'orienter la production. Plus originales sont les maisons du peuple : établies dans les zones rurales, elles regroupent propriétaires terriens, patrons du commerce et de l'artisanat, voire de l'industrie, avec les salariés. Leur mission est surtout sociale : assistance, prévoyance, instruction. Les maisons des pêcheurs, enfin, ont le même type de fonctionnement et des objectifs identiques.

Ces éléments primaires se regroupent ensuite, à l'échelon supérieur, en fédérations et en unions, les premières selon des critères géographiques, les autres selon des critères économiques.

Le troisième étage est occupé par la corporation elle-même, qui groupe unions et fédérations dans un conseil paritaire de patrons et de salariés. Ce Conseil de corporation est l'interlocuteur direct avec le gouvernement pour chaque branche d'activité. Il est entièrement élu et ses membres sont bénévoles, mais le gouvernement se réserve de ratifier les élections. Il exerce un pouvoir disciplinaire vis-à-vis des syndicats, *gremios*, maisons du peuple, et assume une mission de médiation dans les conflits du travail. On notera par ailleurs que les corporations n'intéressent pas le seul domaine économique. Il y a aussi des corporations morales, regroupant les établissements ou

associations d'assistance, de prévoyance, de charité (hôpitaux, asiles, crèches...), et des corporations culturelles à visée scientifique, littéraire, artistique ou sportive.

L'édifice, enfin, est couronné par trois institutions dont une seule émane partiellement de la base. On trouve, en effet, un sous-secrétariat aux Corporations, rattaché à la présidence du Conseil, qui agit par l'intermédiaire de l'Institut national du travail, dont dépend, entre autres, une « Fondation nationale pour la joie dans le travail », beaucoup plus discrète cependant que son homologue d'outre-Rhin. Le sous-secrétaire d'État aux Corporations est lui-même l'un des huit membres, tous membres de droit, du Conseil corporatif. Ce dernier définit les grandes orientations de l'action corporative. Il désigne aussi le tiers des 185 membres de la Chambre corporative dont les autres représentants sont élus par les corporations. Les pouvoirs de cette Chambre sont néanmoins limités. Elle n'a en effet aucun pouvoir législatif, mais doit se contenter d'émettre des avis à l'attention du législateur. Son rôle cependant devait s'accroître à l'occasion de la réforme constitutionnelle de 1959 qui faisait d'elle une composante importante du corps électoral pour la désignation du président de la République. Par ailleurs, ses avis ou suggestions étaient globalement pris en considération. Face à une Assemblée nationale en léthargie, elle pouvait faire figure, dans les années 60, de dépositaire de la souveraineté du peuple.

Telle est du moins la construction juridique. Qu'en est-il sur le terrain ? On constate d'abord que la mise en place a été très lente. Au début des années 60, un cinquième seulement de la population rurale était touché par les maisons du peuple. Avant 1957, il n'existe aucune union ni aucune fédération de ces maisons. Le nombre des syndicats est passé de 300 en 1942 à 325 en 1968 ; à cette date, le nombre des *gremios* est de 562. Quant aux premières corporations, elles ont été créées en 1967 seulement (dans l'agriculture, les assurances, la conserverie, les transports et le commerce). En 1956, le secrétaire d'État aux Corporations expliquait ce retard par le souci de Salazar de ne pas brusquer les évolutions et surtout de ne rien imposer. La réponse satisfait difficilement. Sans doute faut-il voir dans la

lenteur de la mise en place le résultat d'obstacles beaucoup plus fondamentaux, structurels : l'utopie de la solidarité des classes, l'utopie du caractère naturel de certaines de ces associations, l'utopie d'un patronat faisant passer l'intérêt de la nation avant son propre profit. Surtout, le système corporatif n'avait quelque chance de fonctionner que dans une société pré-industrielle. Or malgré les retards de l'industrialisation, le Portugal possédait quelques grands groupes – les Champalimaud, Borges, Espirito Santo, Companhia União Fabril (C.U.F.) – qui ne pouvaient pas et ne voulaient pas soumettre leurs choix économiques aux orientations décidées dans quelque conseil.

Aussi l'État corporatif n'a-t-il pas eu de durée suffisante pour dépasser le niveau de l'expérimentation. Dans les campagnes, les maisons du peuple ont fait progresser ici ou là l'assistance médicale. Mais dans beaucoup d'autres secteurs le bilan est nettement négatif. Les conventions collectives ont été peu nombreuses et de toute manière elles ont concouru à maintenir les salaires à l'un des niveaux les plus bas d'Europe. Par ailleurs, les discussions n'ont jamais permis l'établissement d'un salaire minimum. A l'inverse, il s'est avéré que le monde ouvrier ne comptait que sur ses démonstrations de force pour défendre ses intérêts. De son côté, l'État s'était doté des moyens nécessaires pour obtenir par la force ce que le droit lui aurait refusé.

Au service de l'autorité : la police politique

Tout régime autoritaire a besoin d'une police politique puissante et contrôlée. Le régime salazariste n'échappe pas à la règle. Sa police est connue par un sigle devenu nom commun : la P.I.D.E. (Police internationale de défense de l'État). Au sens strict cependant, la Pide n'a sévi que pendant 25 ans, entre 1945 et 1969. Mais ses devancières (la Police d'information de 1926 et la Police de vigilance et de défense de l'État de 1934), tout comme sa remplaçante (la Direction générale de la sécurité [D.G.S.]), lui ressemblaient tellement qu'on peut se permettre d'ignorer ces mutations de vocabulaire. L'affirmation de sa vocation « internationale » ne doit pas faire illusion : elle permettait

surtout à la police de poursuivre au-delà des frontières l'ennemi de l'intérieur, l'opposant politique.

La Pide était une machine bien organisée au service de l'État. Son directeur général relevait en principe du ministre de l'Intérieur. En fait, il était directement rattaché à la présidence du Conseil. Dans les mois qui ont précédé son accident de santé, Salazar recevait chaque matin son directeur général, Silvo Pais, en place depuis 1962. Le personnel officiel de la Pide ne dépassait pas 2 300 personnes en 1974. Mais on s'accorde à lui reconnaître, avec ses nombreux indicateurs plus ou moins patentés, un effectif au moins cinq fois supérieur. Bien entendu, l'organisme comportait une hiérarchie et des services spécialisés, notamment une brigade féminine et une quinzaine de médecins, plus célèbres pour leur cynisme que pour leur science. Ces cadres ont bénéficié des conseils de membres de la Gestapo, relayés après 1945 par ceux de la C.I.A. dont l'ennemi – le communiste – était alors le même. Le réseau tissé par la Pide devait apparaître à tous les observateurs, en 1974, remarquablement efficace, et beaucoup de citoyens découvrirent alors qu'ils étaient espionnés depuis des années par certains de ceux qu'ils considéraient comme leurs amis ou leurs relations. On estime à près de trois millions le nombre de fiches individuelles dont disposait alors la Pide : au moins un Portugais sur trois figurait à son fichier.

Outre son personnel, la Pide possédait ses propres établissements pénitentiaires. D'abord situées au cœur des grandes villes, Lisbonne et Porto, les prisons ont été progressivement déplacées dans des zones plus discrètes, où les allées et venues des fourgons ou des ambulances de police pouvaient passer plus facilement inaperçues. A proximité de Lisbonne, vers l'ouest, les hauteurs de Caxias, à distance raisonnable de l'agglomération, ont reçu des détenus bien avant que la Pide ne s'y installe définitivement en 1970. Mais auparavant Peniche et Aljube en avaient accueilli un nombre considérable. A Aljube les locaux étaient propices au maintien des détenus dans l'isolement total, l'une des formes les plus efficaces de la torture.

En dehors du territoire métropolitain étaient installés de redoutables camps d'internement : à Angra do Heroísmo

(Açores), à Moçamedes (Angola), à Machava (Mozambique). Le plus tristement célèbre était peut-être celui de Tarrafal, à Santiago, une petite île de l'archipel du Cap-Vert. Construit à partir de 1936, il fut fermé en 1946, dans un souci de respectabilité aux yeux de l'opinion internationale. Mais il fut réouvert en 1961 à l'intention des militants africains de la lutte anticoloniale.

Entre le légal et l'illégal

La Pide n'était pas une organisation clandestine. Elle bénéficiait au contraire d'une construction juridique qui lui ménageait toute sa place dans l'État. La première République avait établi un certain nombre de garanties du citoyen face à la police et à la justice, en limitant la durée de la garde à vue ou en confiant à des magistrats différents l'instruction et le jugement des procès. La dictature de Sidonio Pais, en 1918, était cependant revenue sur ces garanties. L'État nouveau a poursuivi dans cette voie. De nouveau, le magistrat qui instruit est aussi celui qui juge : avant d'entendre l'accusé et l'avocat de la défense, il s'est forgé son « intime conviction ». Par ailleurs l'instruction est secrète et non contradictoire : l'accusé ne découvre le contenu de son dossier qu'une fois l'accusation formulée par le magistrat qui va le juger. Comment dès lors prouver son innocence ? Comment l'avocat de la défense pourrait-il combler son handicap sur l'avocat de l'accusation qui, lui, a eu accès au dossier au cours de l'instruction ?

A partir de 1929, l'instruction peut devenir policière lorsqu'il s'agit de procès dits « de sécurité », donc de procès politiques. En 1945 — au moment où le régime cherche, dans d'autres domaines, à se doter d'une façade démocratique — l'instruction des procès politiques est même officiellement enlevée aux juges pour être confiée à la police politique. C'est alors que sont créés les tribunaux spéciaux ou *plenarios*, dont l'un siège à Lisbonne et l'autre à Porto. Il va sans dire que les garanties ne sont pas pour autant acquises aux justiciables : si l'instruction est désormais dissociée du jugement, celui-ci est formulé par des hommes que leur propension naturelle porte à privilégier le

témoignage des policiers aux dépens de celui de l'accusé. Surtout, ces juges sont des hommes du pouvoir, révocables à tout moment pour non-conformisme idéologique.

Pour faciliter les tâches de la Pide, les délais de garde à vue sont progressivement étendus : de 90 jours en 1945, ils passent à un an en 1954. Deux ans plus tard sont prévues des mesures de « sécurité perpétuelle » à l'encontre des citoyens réputés dangereux. Or la notion de dangerosité, réservée aux criminels de droit commun jusqu'en 1949, a été étendue aux politiques à cette date, notamment aux militants communistes, convaincus, de par leur seule adhésion au parti, de représenter une atteinte permanente à la sécurité de l'État. Or tout opposant politique pouvait facilement être taxé de communisme, puisque dans tout opposant pouvait se cacher un communiste qui s'ignore. Ainsi s'ouvrait, le plus légalement du monde, un champ immense à l'action de la Pide.

Pourtant ce champ n'était pas illimité. Il faut d'abord rappeler que l'État nouveau n'a jamais rétabli la peine de mort. Ensuite Salazar puis Caetano ont toujours prétendu gouverner selon le droit et la morale. Au nom de cette dernière, l'un et l'autre ont toujours reconnu que la torture n'avait pas sa place dans les méthodes policières. Or les témoignages des détenus ou de membres de la commission de secours aux détenus sont accablants. On a pratiqué, à Caxias et à Aljube, mais aussi dans beaucoup d'autres centres, toutes les formes de torture, et cela de façon systématique. Une lettre ouverte, adressée en 1959 au président du Conseil par 45 catholiques pour dénoncer ces pratiques si peu compatibles avec la morale chrétienne, n'a reçu pour toute réponse que des poursuites de la Pide pour tentative de désinformation et d'atteinte à l'image du Portugal.

Quant à la peine de mort, elle n'a jamais été prononcée. Mais certaines condamnations aux bagnes d'outre-mer, les traitements infligés à certains détenus, ne laissent pas de doutes quant à l'issue. Dans un registre proche, l'« affaire Delgado » est également éclairante.



Un opposant déterminé à la dictature :
Humberto Delgado. Il sera assassiné en 1965

La police en échec ? L'affaire Delgado

Le grand procès public, avec éventuellement des observateurs internationaux, n'était pas l'issue qu'affectionnait en priorité la Pide. Mario Soares, parmi beaucoup d'autres, en sait quelque chose, lui qui fut déporté à São Tomé le jour même de son arrestation et à l'insu de sa famille. Il n'était cependant pas toujours possible de faire disparaître les opposants, de les condamner à l'oubli et au discrédit politiques. Il y a donc eu, à partir des années 50, quelques procès à grand retentissement. L'une des affaires les plus connues est celle d'Humberto Delgado. Nous avons vu dans quelles conditions ce général, auquel le régime avait confié de hautes fonctions, avait fait acte de candidature aux élections présidentielles de 1958 contre le candidat officiel. Plus grave pour le régime : il avait promis, en cas de succès, de remplacer Salazar à la présidence du Conseil. C'était beaucoup plus qu'il n'en fallait pour déclencher la colère du dictateur et une rancune qui ne prendrait fin qu'avec la disparition de l'impudent général. Mais, craignant peut-être les réactions de l'armée, Salazar dut engager la Pide à respecter une apparence de légalité. On commença donc par inquiéter les amis de Delgado pour l'amener à un premier faux pas. Dès le lendemain du scrutin, le président de son comité de soutien, le professeur Vieira de Almeida, fut arrêté. Puis ce fut un groupe d'intellectuels, qui avaient organisé conjointement avec le général la venue d'un ancien ministre travailliste de Grande-Bretagne pour un cycle de conférences. On s'en prit ensuite à Delgado lui-même, auquel on refusa l'autorisation de sortir du territoire ; on l'exclut de l'armée ; on organisa une campagne de presse pour que la nouvelle connaisse la plus grande diffusion. Tout était prêt pour un beau procès politique.

C'est alors que, prenant de court ses accusateurs, Delgado se réfugia à l'ambassade du Brésil et demanda l'asile politique (janvier 1959). S'engagea ensuite une longue phase de tractations entre le gouvernement portugais et celui du Brésil, par ambassade interposée. Fidèle à sa tradition d'hospitalité, le gouvernement brésilien accorda en définitive le droit d'asile. Mais le général n'était autorisé à quitter l'ambassade que trois mois

plus tard. Encore s'agissait-il pour le Portugal du prix à payer pour le maintien de la visite au Portugal du chef de l'État brésilien.

Cependant la Pide n'avait pas désarmé. Elle se tint au courant des déclarations et des actes de l'exilé. Elle surveilla ses déplacements. On connaît l'épilogue : l'assassinat d'Humberto Delgado près de la frontière portugaise, mais en territoire espagnol, à Villanueva del Fresno, en février 1965, six ans après l'exil. Les meurtriers n'ont jamais été identifiés, mais l'enquête judiciaire espagnole ne laisse aucun doute sur la culpabilité de la police portugaise, en l'occurrence de la Pide. Défier le dictateur était assimilé à un crime contre la sûreté de l'État, crime qui appelait l'élimination physique, même si – et c'était le cas – la peine d'exil était suffisante pour discréditer l'opposant.

En définitive, l'affaire Delgado suscite deux lectures. La première illustre la détermination du régime à éliminer par n'importe quel moyen toute opposition : elle donne une impression de force. La seconde témoigne, en revanche, d'un acharnement à faire disparaître un homme qui ne représentait plus un danger politique : elle constitue un aveu de fragilité.

livre, comme celle des autres régimes autoritaires, que par l'État nouveau dans le cadre de la « substitution » de 1953. Mais son exercice relève de « lois spéciales » qui imposent des décrets-lois et des « abus » qui sont toujours exprimés, la proclamation du principe de la liberté et de la poursuite du bonheur de la nation, celle de la censure. Celle-ci, d'ailleurs, est toujours présentée comme provisoire : elle n'est maintenue que pour faire face à une période difficile et nécessairement transitoire limitée au temps nécessaire à l'éducation du peuple. En fait la censure a persisté non seulement pendant la dictature du Douator mais aussi pendant celle de son successeur. Il est difficile de mesurer les dégâts intellectuels et moraux causés par un demi-siècle de censure, d'étouffement de la libre expression et de la création, de limitation des crédits de l'enseignement, d'exil des élites intellectuelles. Par ailleurs, la répression s'est traduite par des violations permanentes et graves des droits de l'homme, que les autorités morales n'ont dénoncées que très tardivement, l'Église étant le plus souvent la complice, au moins passive, de l'État.

L'État nouveau : la pensée sous l'éteignoir

« Le journal est l'aliment intellectuel du peuple et doit être contrôlé comme tous les autres aliments ». C'est en ces termes que s'exprimait Salazar au cours de son entretien avec Antonio Ferro l'année même où il accédait à la présidence du Conseil. On ne saurait trouver une meilleure définition de la dictature paternaliste. La liberté de la presse, comme celle du livre, comme celle des réunions, est reconnue par l'État nouveau dans le cadre de la Constitution de 1933. Mais son exercice relève de « lois spéciales », qui sont souvent des décrets-lois, et ses « abus » sont sévèrement réprimés : la proclamation du principe de la liberté appelle, pour le bonheur de la nation, celle de la censure. Celle-ci néanmoins est toujours présentée comme provisoire ; elle n'est maintenue que pour faire face à une période difficile et nécessairement transitoire, limitée au temps nécessaire à l'« éducation » du peuple. En fait la censure a persisté non seulement pendant la dictature du Doutor mais aussi pendant celle de son successeur. Il est difficile de mesurer les dégâts intellectuels et moraux causés par un demi-siècle de censure, d'étouffement de la libre expression et de la création, de limitation des crédits de l'enseignement, d'exil des élites intellectuelles. Par ailleurs, la répression s'est traduite par des violations permanentes et graves des droits de l'homme, que les autorités morales n'ont dénoncées que très tardivement, l'Église étant le plus souvent la complice, au moins passive, de l'État.

La soumission des clercs...

Jusqu'à la fin des années 50, aucune voix de la hiérarchie ecclésiastique ne s'est élevée à l'encontre du régime. Bien au contraire, celui-ci a bénéficié du soutien constant, même s'il fut relativement discret, du cardinal-patriarche de Lisbonne, Mgr Cerejeira, depuis son installation en 1929 jusqu'à sa démission en 1971. Il est assez facile de rendre compte de cette collusion.

L'attitude de l'État nouveau vis-à-vis de l'Église ne différait cependant pas fondamentalement de celle des gouvernements précédents. Elle était davantage dictée par la méfiance que par le désir de favoriser tous les projets ecclésiastiques. C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter le geste du catholique Salazar supprimant le Cercle catholique dont il était issu et qui l'avait porté au pouvoir. C'est également ce qui explique la distance prise par le président du Conseil vis-à-vis de son ancien condisciple et ami de Coïmbre, Manuel Cerejeira, à partir du moment où celui-ci fut promu au siège patriarcal de Lisbonne. La tradition portugaise était celle de l'autonomie des deux pouvoirs, le temporel et le spirituel. L'État devait également compter sur une forte tradition anticléricale qui, par exemple, faisait conseiller par le cardinal à ses prêtres, en 1930, de ne pas sortir en habits ecclésiastiques dans les rues de la capitale.

Cependant, la hiérarchie avait tout lieu de se réjouir des dispositions du concordat signé le 17 mai 1940 entre le Portugal et le Saint-Siège. Certes elle acceptait les expropriations prononcées par la République, certes la séparation de l'Église et de l'État était confirmée et le catholicisme n'était pas reconnu comme religion d'État mais simplement comme celle de la nation portugaise, cependant les avantages consentis touchaient tous les domaines. L'influence de l'Église dans l'enseignement était renforcée, avec la garantie de liberté des congrégations et la réintroduction de l'enseignement religieux et de celui de la morale chrétienne dans les écoles publiques (où les crucifix avaient réintégré les salles de classe depuis 1936). Son influence morale était assurée par la reconnaissance du mariage religieux



Lisbonne. Statue géante du Christ-Roi,
dominant le Tage (1938)

et donc de l'indissolubilité, le divorce restant néanmoins possible pour les couples mariés civilement, soit pour un quart des unions (plus de la moitié au sud du Tage). A cela s'ajoutaient des exemptions de service militaire pour les clercs, des exemptions fiscales sur les biens et revenus ecclésiastiques et l'exemption de la censure préalable pour les publications catholiques. Dans ces conditions l'Église continua à disposer d'un journal de grande diffusion, *As Novidades*, et d'une radio, Radio-Renaissance, fondée en 1936. Elle exerçait enfin une influence décisive dans le domaine de l'assistance où les multiples *Misericordias* (hôpitaux, hospices, asiles) relevaient d'elle.

Ce traitement de faveur appliqué aux catholiques expliquerait à lui seul le soutien inconditionnel de l'Église au régime. Il faut aller plus loin et constater que l'Église et l'État nouveau professaient une idéologie commune et poursuivaient des objectifs communs : souci de l'ordre et de la soumission, haine des idées et mouvements subversifs. C'est pourquoi l'Église n'a pas été avare de prières pour le succès du régime et de ses dirigeants et n'a jamais refusé avant 1966 aucun *Te Deum* pour rendre grâces de leurs réussites.

Pourtant les raisons de s'inquiéter et de s'indigner devant les multiples atteintes aux droits de l'homme ne manquaient pas. Les évêques pouvaient difficilement ignorer les méthodes de la Pide, les tortures, les camps de Tarrafal ou d'Angra do Heroísmo où disparaissaient les opposants. Mais le cardinal Cerejeira avait choisi une fois pour toutes de se taire, du moins en public. Il n'élèvera pas davantage la voix, en 1959, pour protester contre l'exil de l'évêque de Porto, dont la *Lettre ouverte* à Salazar avait été considérée par le destinataire comme une atteinte à l'autorité de l'État. Il se contenta de se taire devant l'interdiction pratique faite au journal de l'Église *As Novidades* de rendre compte du voyage de Paul VI à Bombay à l'occasion du Congrès eucharistique international, interdiction motivée, de toute évidence, pour « punir » le pape de se rendre dans un État, l'Inde, qui avait annexé des territoires portugais.

... au bénéfice de l'État

Ce silence vis-à-vis des agissements les plus discutables de l'État ne devait guère profiter à l'Église. Le pourcentage des mariages catholiques, et de ce fait indissolubles, augmenta sans doute un peu dans le sud du pays, mais il resta toujours inférieur à 50 % dans les diocèses de Béja et de Setubal. La progression des mariages religieux traduirait d'ailleurs moins une adhésion aux principes moraux de l'Église que la pression des épouses ou de leur famille qui se garantissaient ainsi contre une éventuelle demande de divorce de la part de leur conjoint. De même la pratique religieuse n'a reconquis ni le Sud ni les villes. Les prêtres, toujours nombreux dans le Nord, continuaient d'être aussi absents au Sud. Une véritable crise des vocations et de l'encadrement paroissial se dessine après 1968 avec de nombreux départs dans les rangs du clergé. Voilà pour les structures. En ce qui concerne les mentalités, les observateurs constatent la persistance dans le Nord réputé catholique par ses taux de pratique, de manifestations de religiosité pré-chrétiennes (culte des arbres, des pierres ou grottes guérisseuses), celles-là même que dénonçait au VI^e siècle Martin de Braga. Nulle part, bien entendu, on n'a formé de fidèles destinés à servir d'auxiliaires à un clergé vieilli et clairsemé.

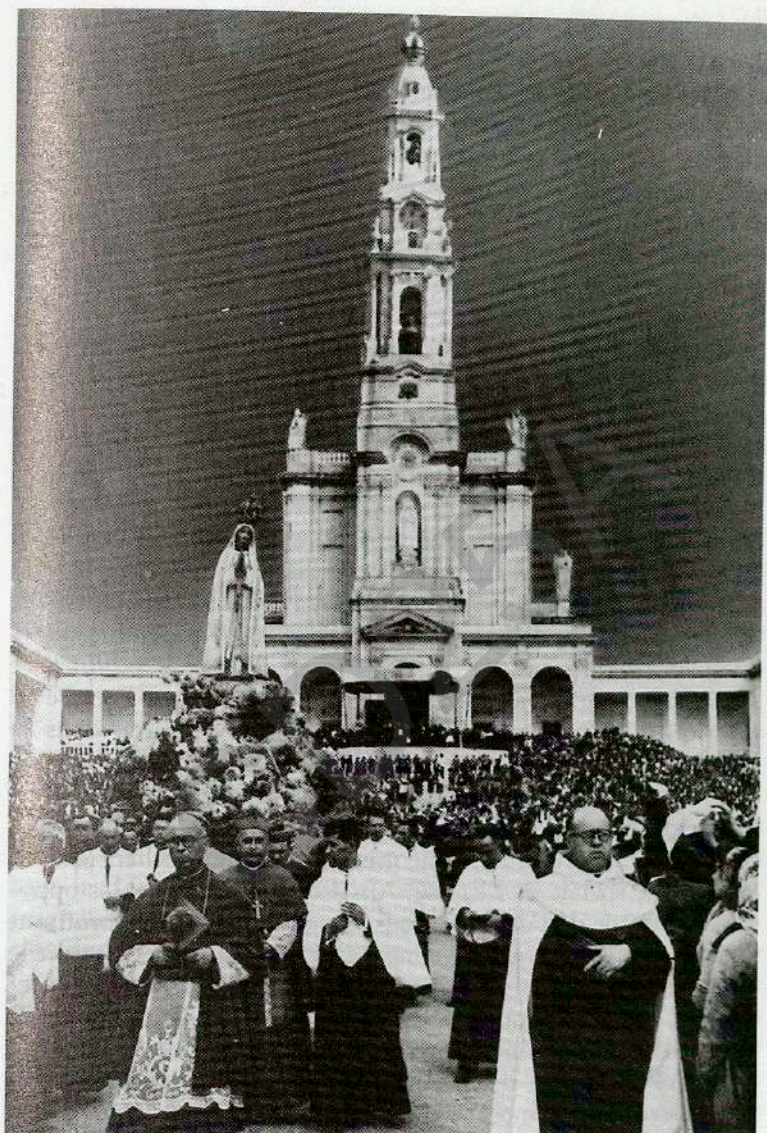
Si, pour l'Église, les bienfaits de son soutien à l'État ne sont pas évidents, l'inverse n'est pas vrai. L'État, en effet, a profité du soutien et de la soumission de l'Église. D'abord parce qu'il a été constamment légitimé par son appui moral et par sa presse. Ensuite parce qu'il a récupéré pour son compte un certain nombre de manifestations religieuses. Il en est ainsi de Fatima. On sait que ce haut lieu du culte marial est né sous la République quand, à partir du 13 mai 1917, trois petits bergers affirmèrent avoir vu la Vierge et avoir reçu d'elle un message. Une partie de celui-ci – le « secret de Fatima » – ne pouvait être divulgué qu'aux papes successifs, mais ni Jean XXIII, ni ses successeurs n'ont semblé lui accorder une importance excessive. On notera que ces événements sont intervenus au moment où les républicains au pouvoir déclenchaient une nouvelle offensive

anticléricale. Dûment reconnues par les autorités ecclésiastiques – à la suite notamment d'enquêtes du journal *As Novidades* auxquelles avait participé, entre autres, un certain Antonio Salazar – les apparitions provoquèrent l'afflux des premiers pèlerins : ils étaient peut-être 70 000 le 13 octobre 1917 à témoigner d'anomalies du mouvement du soleil dans le ciel portugais. Dès 1924 commençaient les travaux de l'actuelle basilique.

L'État nouveau, et singulièrement son chef, ont su exploiter à leur profit ce culte populaire, associé à la lutte anticommuniste. Chaque année, en particulier le 13 des mois des apparitions (de mai à octobre), le sanctuaire a drainé un nombre croissant de pèlerins. Parmi eux, les hommes politiques, chef de l'État et chef du gouvernement en tête, figurent en bon rang. Un colloque fut organisé au palais de l'Assemblée nationale sur le « message » de Fatima. Après la Seconde Guerre mondiale, le « grand pays » à convertir dont parlait le message fut clairement désigné : il ne pouvait s'agir que de l'U.R.S.S., contre laquelle le Portugal, tout entier rangé derrière la bannière de la Vierge de Fatima, prenait la direction de la *Cruzada*. Ces prétentions reçurent la caution du pape Paul VI quand il attribua, en 1965, la Rose d'or au sanctuaire de Fatima et plus encore quand il vint présider, en 1967, le cinquantenaire des apparitions. Fatima, c'est la fierté d'un peuple d'avoir été élu pour une mission universelle, plus noble peut-être que celle que les glorieux ancêtres du XV^e siècle avaient assumée. C'est aussi pour Salazar l'assurance d'une aura de mystère qui accrédite sa situation de nouveau Sébastien. Pourtant les catholiques n'étaient pas tous dupes. Dans le silence général s'élevèrent plusieurs voix pour rappeler les valeurs évangéliques.

Des voix qui crient dans le désert

C'est surtout à partir de 1958, au moment de la candidature du général Delgado à la présidence de la République, que des voix catholiques ont commencé à s'élever pour dénoncer la dictature. Les premières, dans l'immédiat après-guerre, avaient été celles de simples prêtres ou religieux, comme Joaquim



Fatima. A partir de 1917, le succès des pèlerinages, le 13 des mois des apparitions, ne s'est jamais démenti

Alves Correia, dont la contestation du régime s'appuyait sur la défense des droits de l'homme, ou Abel Varzim, curé d'une paroisse de Lisbonne, défendant les droits des ouvriers : le premier dut s'exiler aux États-Unis, le second fut déplacé par le cardinal dans une paroisse rurale. Mais c'est surtout l'Action catholique qui fournit le principal foyer de la contestation catholique. Créée en 1932, elle n'a jamais bénéficié de la confiance de Salazar et rarement de celle de la hiérarchie. La Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.) en particulier, longtemps contenue, devait prendre des positions nettes lors de son congrès de 1955, par la voix de son aumônier, déjà nommé, Abel Varzim, et par celles de quelques-uns de ses militants, comme Manuel Serra. Ce dernier devait par la suite subir dix années d'emprisonnement pour participation au complot de Béja, en 1962, visant à renverser le régime.

La campagne électorale du général Delgado, en 1958, fut l'occasion pour un certain nombre de catholiques de sortir de leur réserve. L'ingénieur Lino Neto osa alors soutenir que le salazarisme n'était pas le catholicisme. Puis plusieurs prêtres et des militants catholiques signèrent un document dénonçant les irrégularités du scrutin.

Mais cette année 1958 fut surtout marquée par la prise de position de l'évêque de Porto, Mgr Gomes Ferreira, dans sa *Lettre ouverte* du 13 juillet « à Son Excellence Monsieur le Président du Conseil ». L'auteur y dénonçait à la fois les atteintes à la liberté d'expression, l'injustice sociale, les abus de l'exploitation de l'empire. Il préconisait une mise en pratique authentique de la doctrine sociale de l'Église. Aussitôt, comme tous les opposants, l'évêque de Porto fut accusé de marxisme. Puis, profitant d'un séjour de l'évêque à Rome, en 1959, Salazar lui interdit le retour dans son pays. C'était le début d'un exil qui devait durer dix ans, jusqu'à la mort du dictateur. Les raisons des prises de position de Mgr Gomes Ferreira étaient sans doute multiples. S'il a tiré le signal d'alarme, c'est peut-être en partie pour éviter une dérive vers un mécontentement généralisé qui aurait fait lit du parti communiste. Il n'empêche que son attitude a permis à un plus grand nombre de catholiques de redresser la tête. Et des prêtres engagés dans la lutte anti-coloniale au début des

années 70 ont pu compter sur son soutien, tel Mario Pais de Oliveira, curé de Maxieira de Lixa. Ces prises de positions, à leur tour, ont fait réfléchir la hiérarchie qui a pris ses distances vis-à-vis du régime au début des années 70. L'accession au patriarcat, en 1971, de Mgr Ribeiro y fut sans doute pour beaucoup. Certes l'épiscopat n'a pas fait montre d'idées libérales lorsqu'il a protesté contre la loi de 1971 réservant les cours d'instruction religieuse aux élèves de l'enseignement public qui en faisaient la demande expresse. Mais dans d'autres domaines il se montrait tout à fait réticent vis-à-vis de l'idéologie salazariste, à peine revue et corrigée par le caétanisme, et plus encore vis-à-vis des méthodes du régime. L'affaire de la chapelle du Rato, à Lisbonne, en est une bonne illustration. Le 30 décembre 1972, au soir, des chrétiens, parmi lesquels figuraient de nombreux intellectuels, se réunirent dans cette chapelle pour y prier et réfléchir sur la guerre coloniale qui durait depuis 11 ans. Le lendemain, ils furent délogés par la police et tous ceux d'entre eux qui étaient fonctionnaires se virent exclus de la fonction publique. Le cardinal émit alors une protestation dans laquelle, tout en regrettant l'utilisation d'un édifice culturel à des fins politiques, il dénonçait nettement l'intervention policière. A force de crier dans le désert, les voix avaient réveillé l'Église.

Des bâillons pour la presse

La liberté de la presse ne faisait pas partie de la tradition portugaise. Même au temps des régimes libéraux, y compris sous la République, la liberté d'information et d'opinion était soigneusement contrôlée. Les décrets de 1926, puis la Constitution de 1933 n'ont donc pas innové. Ils réaffirmaient le principe de la liberté mais l'assortissaient aussitôt de restrictions par le biais des « lois spéciales » qui en réglaient l'application. Ces lois s'appuyaient notamment sur la distinction classique entre liberté et licence, cette dernière étant évidemment réprouvée. Mais les domaines susceptibles d'être affectés par la « licence » étaient nombreux, puisqu'en relevait tout ce qui pouvait concourir à la « perversion de l'opinion publique en tant que force sociale » ou encore nuire à « l'intégrité morale du

citoyen ». Jusqu'en 1945 les délits de presse ont relevé d'un tribunal militaire, ensuite – façade démocratique oblige – des deux *plenarios*. En 1972, une nouvelle mutation significative du vocabulaire est intervenue : la « censure » fut remplacée par l'« examen préalable ». Mais les réalités restaient les mêmes. Aucun des travailleurs de la presse, d'un bout à l'autre de la chaîne, du directeur au distributeur, n'échappait à la censure. Quant à la télévision, elle fut évidemment considérée dès son apparition comme un outil de propagande gouvernementale.

Une censure préalable était exercée par des commissions nommées par le gouvernement. Celles-ci se faisaient communiquer les épreuves des journaux et y appliquaient le célèbre *lapis azul* (crayon bleu), lequel supprimait notamment des noms de personnes ou de lieux frappés d'interdit, ou des mots tabous (tout le vocabulaire à consonnance marxiste ou anti-colonialiste). Surtout la censure interdisait d'aborder certains sujets susceptibles de nuire à l'équilibre social de la nation ou à l'équilibre moral des individus : crimes passionnels, attentats, grèves... La dictature du *lapis azul* s'appesantit ainsi sur tous les sujets : il devint impossible de rendre compte d'un record de froid en Sibérie puisqu'on ne pouvait pas parler de manière positive de l'U.R.S.S. Il était de bon ton de faire l'éloge de l'étoile noire du football portugais, Eusébio, mais il était interdit de rappeler ses origines mozambicaines...

Pour les directeurs de journaux, l'existence de la censure préalable était un casse-tête. Lorsque la commission de censure avait rendu les épreuves, il fallait souvent recommencer la composition car on n'avait pas le droit de remplacer par des blancs les mots rayés en bleu. D'où un coût de production plus élevé et des retards dus au délai de dépôt auprès de la commission. Si on y ajoute les amendes éventuelles, les suspensions, on comprendra que beaucoup de journaux aient préféré s'autocensurer et exclure toute réflexion politique. Le lecteur, mise à part la petite élite intellectuelle qui avait accès à la presse étrangère, était maintenu dans l'infantilisme. Dans ces conditions, l'attitude de la direction du quotidien *Republica* fut d'autant plus remarquable : jamais elle n'a plié, et le journal devint au fil des ans le symbole de la résistance, ouvert aux diverses tendances de l'opposition.

Dans une société où l'analphabétisme était encore important, on aurait pu s'attendre à ce que le livre fût moins surveillé. Il n'en était rien. La censure sur le livre s'opérait par le dépôt légal et avait pour objectif de débusquer toute critique politique et sociale. Le livre étranger était soumis au même filtrage : Rabelais ou Sagan étaient exclus pour atteintes aux bonnes moeurs ; Voltaire, Marx ou Malraux pour propagation d'idées subversives. La censure s'infiltrait jusque dans les bibliothèques des particuliers. Appliquée par des agents aussi zélés qu'ignorants, elle donnait parfois lieu à des résultats désopilants : tel avocat lisboète se vit retirer les œuvres complètes de Racine, car la consonnance du nom était proche de celle des intolérables Lénine ou Staline... Les écrivains portugais soucieux de libre expression n'avaient d'autre alternative que l'exil, auquel furent contraints, parmi beaucoup d'autres, Aquilino Ribeiro ou Antonio Sergio. Pour réussir une carrière universitaire, il fallait aussi se soumettre au conformisme défini par les censeurs.

L'université immobile et l'université rebelle

Il y a un contraste, sous la dictature, entre la docilité de la majorité du corps professoral et la combativité des étudiants. Cette approche globale devrait certes être nuancée pour prendre en compte l'attitude courageuse de responsables universitaires à Coïmbre ou à Lisbonne. Mais l'épuration et la répression fonctionnaient avec assez d'efficacité pour éliminer ou marginaliser ceux qui refusaient de plier. Ainsi, en 1945, le premier président élu de l'Université de Coïmbre depuis 1926, Francisco Salgado Zenha, fut frappé d'emprisonnement. On ne compte pas les savants interdits d'enseignement et qui sont allés renforcer des équipes américaines et européennes. Pourtant le nombre des professeurs d'université s'est relativement peu accru au cours de la période, beaucoup moins, proportionnellement, que celui des étudiants, eux-mêmes peu nombreux (40 000 étudiants en 1973 pour une population de neuf millions d'habitants). Milieu a priori sensible, l'Université était soumise à une surveillance étroite, qui conduisait les enseignants à opérer le moins de

changements possibles concernant les programmes ou les méthodes pédagogiques. Ce conformisme ne pouvait pas satisfaire les plus exigeants des étudiants.

Ceux-ci ont d'abord défié le régime en refusant de se laisser embrigader dans la Jeunesse portugaise, dans laquelle Salazar les pressait d'entrer. Ils ont fini par constituer des associations à l'intérieur de chaque faculté, où s'affrontaient surtout les étudiants de la Jeunesse universitaire catholique et les étudiants communistes. Mais l'affrontement avec le pouvoir connut surtout trois moments de paroxysme. En 1956, les étudiants envahirent l'Assemblée nationale qui se préparait à voter une loi supprimant l'élection, acquise depuis 1945, aux fonctions de responsabilité à l'intérieur des associations : le projet dut être retiré. Six ans plus tard, les étudiants de Lisbonne décrétèrent un « deuil académique », avec boycott des cours, pour protester contre l'interdiction du « jour de l'étudiant » dont ils avaient arraché au gouvernement la célébration en 1958. De nombreuses arrestations furent effectuées par la police ; le recteur Marcelo Caetano donna sa démission ; le gouvernement se déclara seul responsable de la discipline universitaire. Arrestations, interdictions d'études supérieures, envois sur le front africain se multiplient au cours des années suivantes. Mais comme en France au temps de la guerre d'Algérie, les guerres coloniales cimentèrent l'unité et la solidarité étudiantes. Les troubles persistèrent malgré la répression. La dernière grande flambée éclata en 1972 après la mort de l'étudiant José Ribeiro dos Santos, victime d'agents de la Pide. Par leur révolte permanente dans les années 60, malgré leur petit nombre, les étudiants ont obligé le gouvernement à révéler sa véritable nature en laissant tomber le masque paternaliste dont il aimait s'affubler.

Les carcans de la pensée et de l'action politiques

L'opposition politique, en état de choc en 1926, devait mettre longtemps à surmonter ses divisions, si tant est qu'elle y soit jamais parvenue. L'espace, il est vrai, lui était mesuré. Le monopole de la vie politique, en effet, était exercé par le parti unique, l'Union nationale, devenue en 1969 Alliance nationale.

C'est à travers elle qu'étaient contrôlées les corporations ou encore la Jeunesse portugaise. La façade libérale était cependant maintenue par l'Action sociale et démocrate, longtemps incapable de se muer en force politique d'opposition.

Le premier parti politique à se reconstituer fut le parti communiste. Issu en 1921 du mouvement anarchiste, il ne comportait encore que quelques dizaines de militants en 1930. Mais à partir de ce moment il bénéficia des efforts de son secrétaire général Bento Gonçalves et commença dès 1931 à diffuser clandestinement son journal, *Avante*. Salazar avait tout lieu de se méfier de ce parti dont l'idéologie se situait aux antipodes de la sienne. Aussi la Pide ne ménagea-t-elle pas ses efforts pour démanteler ses réseaux. Bento Gonçalves devait d'ailleurs tomber dans ses filets et mourir au bagne de Tarrafal en 1942. Mais à cette date le parti était déjà bien implanté et la relève assurée. Il bénéficia même, comme les autres partis d'opposition, de trois années de répit, entre 1945 et 1948, quand il put constituer le noyau dur du Mouvement d'unité démocratique (M.U.D.) toléré par le gouvernement soucieux de respectabilité aux yeux des Alliés. Mais en 1948 le M.U.D. fut dissous et le parti communiste dut de nouveau affronter la répression. Son nouveau secrétaire général, Alvaro Cunhal, fut emprisonné pendant dix ans à Peniche, avant de s'évader en 1960. Mais vivant le plus souvent à Prague ou à Moscou, coupé des réalités portugaises, il contribua à ancrer son parti dans un dogmatisme suranné qui l'amènera notamment à approuver l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie en 1968. Dès lors son audience allait être limitée.

Le relais était alors pris par le parti socialiste. Né officiellement en 1972, il était l'aboutissement des efforts de l'avocat Mario Soares, qui avait organisé en 1964 l'Action socialiste portugaise, puis les Commissions électorales d'unité démocratique. Cependant l'évolution vers un parti de masse se heurtait à l'impossibilité de rallier une classe ouvrière noyautée par les syndicats officiels, ainsi que les éléments catholiques des classes moyennes.

Dans l'impossibilité où elle se trouvait de se manifester dans les partis politiques, l'opposition ne pouvait qu'être tentée

de se réfugier dans les actions violentes préconisées par les groupuscules. Les Brigades révolutionnaires, bras armé du parti révolutionnaire du prolétariat (P.R.P.) regroupaient des militants venus d'horizons divers, y compris du catholicisme. Elles sont responsables du sabotage d'une base aérienne de l'O.T.A.N., en 1971, à Fonte da Telha. Le M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat) était plutôt partisan de l'agitation permanente. L'A.R.A. (Action révolutionnaire armée), née en 1970, a organisé, entre autres, en mars 1971, le sabotage de la base militaire de Tancos. La L.U.A.R. (Ligue d'union et d'action révolutionnaire), enfin, était liée aux exploits d'un homme, Herminio de Palma. Celui-ci, avant de fonder la Ligue en 1966, s'était rendu célèbre par des opérations spectaculaires comme le détournement de l'avion de la ligne Casablanca-Lisbonne à partir duquel il avait déversé un flot de tracts anti-salazaristes sur Lisbonne et d'autres villes. Emprisonné, évadé, repris, il a sans doute vu sa vie sauvée par la révolution des œillets.

Il est difficile d'apprécier dans quelle mesure ces coups de boutoirs infligés au régime par ces groupuscules ont pu contribuer à l'ébranler. Il en est de même d'autres gestes isolés, même s'ils sont spectaculaires, comme le détournement, par le capitaine Galvão, le 22 janvier 1961, du paquebot *Santa Maria*. Rien de décisif toutefois ne semblait devoir intervenir sans le développement de la crise coloniale.

L'État nouveau : les retards accumulés

L'une des caractéristiques essentielles de l'État nouveau est son repli dans un cadre strictement portugais, en vue d'une évolution lente, à l'abri de toute contamination extérieure. L'objectif de Salazar était en effet de maintenir le plus possible un Portugal rural et autosuffisant, dont le développement ne serait pas tributaire de l'étranger, de sa technologie, de ses capitaux. D'où la politique de rigoureuse fermeture pratiquée jusqu'à la fin des années cinquante. Cependant, après un quart de siècle d'immobilisme, les réalités nationales et internationales devaient infléchir cette politique suicidaire. Sous la pression des jeunes technocrates du régime, sensibles à l'évolution extérieure, le pays dut s'ouvrir. Dès 1949, il avait adhéré à l'O.T.A.N. En 1955, il était admis à l'O.N.U. En 1959, il entra dans l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) vers laquelle le portaient ses liens traditionnels avec la Grande-Bretagne. Bientôt, les efforts militaires imposés par la guerre coloniale rendaient de plus en plus nécessaire le soutien de l'étranger. C'est ainsi qu'à partir de 1960, le pays entreprit de rattraper une partie de son retard. Pari impossible : ajoutés aux handicaps initiaux, les quelque 30 ans d'immobilisme délibéré avaient conduit le Portugal à une situation de sous-développement qui le condamnait à entamer une course de fond désespérée.

Routine dans l'agriculture

On connaît les contraintes géographiques (relief, climat, hydrographie) qui pèsent en permanence sur l'agriculture portugaise. Elles apparaissent encore plus fortes lorsqu'on entre dans l'ère de la mécanisation : l'utilisation d'un tracteur, à plus forte raison celle d'une moissonneuse-batteuse, ne se justifie qu'au-delà d'une certaine superficie des parcelles et des exploitations. Or ce qui domine alors – et toujours – le nord du pays, c'est la micro-propriété (souvent moins d'un hectare) en faire-valoir direct, assortie d'une grande dispersion parcellaire. A l'inverse, le sud du pays est la région du latifundium, avec des exploitations très vastes, dépassant fréquemment le millier d'hectares, et mises en valeur par une main-d'œuvre salariée. C'est la situation que l'État nouveau a trouvée lors de sa création. C'est aussi celle qu'il a transmise, un demi-siècle plus tard, aux gouvernements issus de la révolution des œillets. Pouvait-il en aller autrement ?

L'agriculture aurait dû faire l'objet de tous les soins de Salazar, compte tenu de son objectif de maintien d'une société traditionnelle. C'est effectivement elle qui a bénéficié en priorité des mesures du premier plan de développement (1953-1958). Mais celui-ci fournissait plus d'indications que de véritables incitations. Jusqu'à vers 1960, très peu d'investissements (pas plus de 6 % des investissements publics) furent consacrés à l'agriculture. Les projets concernant l'irrigation ont dû être constamment revus à la baisse et les réalisations n'ont été importantes que dans les vallées du Tage et du Sado.

Aussi, malgré le taux élevé de population active employée dans le secteur primaire (le plus élevé des pays européens : 42 % en 1960 ; 30 % en 1970), l'agriculture ne réussissait toujours pas à nourrir la population portugaise. Certes les superficies cultivées en blé se sont accrues entre 1926 et 1934, et la production a connu son record au cours de cette dernière année. Mais les rendements sont toujours insuffisants et les terres gagnées à la céréaliculture dévoilent vite leurs limites : épuisées après quelques années de mise en valeur, elles retournent à la friche ou sont l'objet de reboisement. Il faut donc, comme au



Août 1985. Persistance des archaïsmes : à Negrões (Tras-os-Montes), on pratique toujours la moisson à la faucille

temps de la République, recourir périodiquement à la solution du « pain politique ». Les tentatives d'extension de la riziculture se heurtent, quant à elles, à la concurrence du riz produit dans les colonies. Il reste, il est vrai, les deux fleurons de l'agriculture portugaise : le vin et le liège. L'un et l'autre, en effet, continuent leur progression jusque dans les années 50. A cette date, les vins de Porto sont un peu boudés par leur clientèle traditionnelle, celle des Britanniques, mais ils trouvent des débouchés ailleurs. Quant au liège, sa production atteint en 1958 un million et demi de quintaux, dont 90 % sont exportés, ce qui fait du Portugal, et de loin, le premier pays exportateur. Mais cela ne suffit pas à équilibrer la balance agricole.

Surtout, on constate que les structures sont restées inchangées. Aucun projet de remembrement n'a été présenté pour les régions du Nord, pas plus que le latifundium du Sud n'a fait

l'objet d'un projet de démembrement, alors que la production y conservait encore un aspect très extensif au début des années 70. Impuissantes à nourrir les familles paysannes elles-mêmes, certaines régions se sont vidées de leurs habitants. Ceux-ci sont d'ailleurs privés de recours et de soutiens : en mettant fin dès 1926 à la puissante Fédération nationale des travailleurs ruraux, la dictature a livré les paysans aux organisations patronales. Les maisons du peuple, par ailleurs, ne commencent pas à remplir leur rôle de protection avant les années 60, et ce n'est qu'en 1970, 28 ans après les ouvriers, que les salariés de l'agriculture auront droit aux allocations familiales.

Déséquilibres industriels

L'histoire de l'industrie portugaise au temps des dictatures comporte nettement deux phases, séparées par les années 1959-1960. Avant ces dates, c'est « l'industrialisation manquée » ; après, « l'industrialisation accélérée » (Jacques Marcadé). La première phase a été imposée par Salazar, la seconde lui a été imposée par l'adhésion du Portugal à l'A.E.L.E.

Salazar a freiné le plus longtemps possible la modernisation de l'industrie, pour éviter notamment les grandes concentrations ouvrières, porteuses, à ses yeux, de tous les dangers. On peut donc dire qu'il a programmé la stagnation de l'industrie, en particulier en rendant difficiles, par les lois de 1937 et de 1941, les investissements étrangers. Certes il n'est pas question de nier le poids des handicaps auxquels il avait à faire face : manque de ressources naturelles (charbon, pétrole, minerais) ; faible potentiel hydroélectrique lié aux conditions climatiques. Mais il n'a pas encouragé l'investissement des capitaux nationaux, publics ou privés, dans les entreprises industrielles. Le résultat, c'est que seuls les secteurs à faible technicité ont pu se maintenir ou se développer. C'est notamment le cas des industries textiles, de celles de la conserverie alimentaire (poisson) et de celle du liège, qui pouvaient aussi se satisfaire d'une faible concentration : les deux tiers des établissements avaient moins de 20 ouvriers en 1960. Par ailleurs, cette industrie était protégée

gée par des tarifs douaniers, tournée vers l'empire et peu compétitive.

Les changements sont intervenus surtout au cours du second plan de développement, dont le début, en 1959, coïncide avec l'entrée du Portugal dans l'A.E.L.E. Déjà le premier plan avait permis de lancer quelques actions préparatoires : travaux de construction de barrages, dont celui de Castelo de Bode, sur le Zézère, qui fournit son électricité à Lisbonne, début de l'implantation de la Siderurgia nacional à Seixal, en face de Lisbonne, sur la rive sud de la mer de Paille. Mais c'est à partir de 1960 que le pays s'est ouvert enfin aux capitaux étrangers : en 10 ans, de 1960 à 1970, ceux-ci sont passés de 1,5 % du capital industriel à 30 %. Fait nouveau, en rupture avec la tradition des liens privilégiés avec la Grande-Bretagne, le plus gros investisseur est désormais l'Allemagne. Mais ce qui frappe surtout, c'est la volonté de diversification : outre les pays européens, dont l'Angleterre et la France, le Canada et le Japon, par exemple, s'intéressent aussi à l'industrie portugaise. En fait, ce qui les attire c'est moins le dynamisme de l'économie que le bas niveau des salaires et la stabilité politique et sociale. En effet, au cours des décennies précédentes, le régime avait réussi à aligner les salaires industriels sur ceux des ouvriers agricoles et mis ainsi à la disposition des employeurs une main-d'œuvre à très bon marché. Par ailleurs, malgré quelques explosions, comme en 1942 et 1943 à Lisbonne, les menaces de répression étaient suffisamment dissuasives pour éviter de longs moments de grève.

Les résultats de cette ouverture aux capitaux étrangers devaient se faire sentir dans plusieurs domaines, tels que la sidérurgie, la pétrochimie et les chantiers navals. Ce dernier secteur devint particulièrement florissant à partir de 1961, date de la fondation de la Lisnave sur la rive sud du Tage en face de Lisbonne. Disposant, sur la route des pétroliers transitant par Le Cap, d'un port naturel en eau profonde, le chantier, le plus important du monde occidental, a vite attiré les capitaux étrangers (hollandais et suédois), restés néanmoins minoritaires (40 %) par rapport aux capitaux nationaux. Mais ce n'est que l'une des très nombreuses réalisations opérées avec l'aide des

capitaux étrangers : entre 1965 et 1970, on compte plus de 800 entreprises ainsi créées.

Cette nouvelle étape de l'industrialisation s'accompagne aussi de la concentration. Les principaux bénéficiaires sont en effet les groupes qui dominaient déjà l'industrie. En tête, avec une prépondérance des capitaux familiaux, on trouve toujours la Companhia União Fabril (C.U.F.) qui domine l'industrie chimique et pharmaceutique mais qui s'intéresse aussi à la métallurgie, aux constructions navales, aux transports et à l'hôtellerie. Elle détenait à elle seule 5 % de toutes les entreprises du pays (dont la Lisnave) et employait 11 000 salariés. Ce géant à l'échelle portugaise n'occupait toutefois que le 130^e rang des entreprises mondiales en 1973.

Le rythme inauguré vers 1960 n'avait pourtant pas permis, en 1974, d'effacer 35 ans d'immobilisme programmé. Les objectifs du second plan – un taux de croissance de 3,5 % par an et la perspective de porter en l'an 2000 l'économie au niveau atteint en 1960 par les pays développés –, ces objectifs devaient être révisés à la baisse par le « plan intercalaire » de 1965-1967. Le régime de la dictature laissait derrière lui des structures industrielles archaïques avec une poussière de petites entreprises, la plupart caractérisées par la faiblesse de la valeur ajoutée. Dans ces conditions, la balance commerciale restait chroniquement déficitaire. Mais ce déficit pouvait facilement être occulté par les excédents de la balance des paiements provenant des ressources du tourisme et de l'émigration.

Le touriste et l'émigré au secours de l'économie

Il existait deux autres moyens d'attirer les capitaux étrangers : inciter les touristes à venir dépenser leurs devises ; attirer les salaires des travailleurs portugais installés à l'étranger. Salazar a longtemps répugné à la première solution, par crainte que l'afflux d'étrangers ne vienne contaminer les idées et les mœurs des Portugais. Aussi le pays n'accueillait-il en 1950 que 70 000 touristes et guère plus de 400 000 encore en 1962. Ensuite l'ouverture fut très rapide, puisque le flux de touristes dépassait les deux millions en 1973 et celui des simples visiteurs les



Villages immobiles, souvent déstabilisés
par l'émigration

quatre millions. Le tourisme privilégié par le régime salazariste était un tourisme de luxe, favorisé par le réseau hôtelier d'État constitué par les *pousadas* (l'équivalent des *paradores* espagnols), établies soit dans des sites privilégiés (comme à Sagres, en Algarve), soit dans des monuments historiques (comme à Évora ou à Estremoz). Mais les *pousadas* n'étaient pas les seuls établissements de standing : une hôtellerie de luxe s'est alors développée en bord de mer à proximité de Lisbonne (à Estoril ou Cascais) ou en Algarve. Dès 1967 les trois quarts du déficit de la balance commerciale étaient couverts par les recettes touristiques.

L'émigration, en revanche, a toujours été encouragée. Elle était d'ailleurs, on l'a dit, bien antérieure à l'État nouveau et pouvait apparaître alors comme une donnée structurelle de la vie portugaise. Au cours des 30 premières années du XX^e siècle, on enregistrait annuellement une moyenne de 30 à 35 000 départs. Plus des deux tiers des émigrés gagnaient alors le Brésil et environ 10 % les colonies africaines. Neuf émigrés sur dix provenaient des régions agricoles les plus déshéritées (Tras os Montes) ou les plus surpeuplées (Minho), c'est-à-dire essentiellement du nord du pays. C'était une émigration de la misère matérielle, mais aussi de la misère morale, deux émigrés sur trois étant totalement analphabètes. La crise économique mondiale du début des années 30 modifia les données du problème jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le Brésil ayant fermé ses portes, les points d'accueil traditionnels ont disparu. Le Portugal se vit donc contraint, pendant 15 ans, de retenir sa population : la moyenne des départs se réduisit à 10 000 par an, avec un étiage très prononcé pendant la Seconde Guerre mondiale (moins de 1 000 départs en 1943). Pourtant le gouvernement encourageait, au moins à partir de 1936, l'émigration vers les colonies d'Afrique. Mais en même temps il refusait à celles-ci les moyens de leur développement, en supprimant, par exemple, la subvention qui leur permettait d'équilibrer leur budget.

Avec la fin de la guerre et la reconstruction des pays belligérants, le mouvement d'émigration fut relancé. L'Afrique attirant toujours aussi peu, c'est vers les pays européens que se tour-

nèrent les travailleurs portugais. Le mouvement s'amplifia au début des années 60 : on estime à un million et demi le nombre des départs entre 1960 et 1973. Le principal pays d'accueil devint la France, qui recevait 75 % des émigrés officiels en 1970, et qui continuait en outre à embaucher de nombreux clandestins.

Les conséquences de ces mouvements sont difficiles à saisir dans toutes leurs dimensions. La plus positive pour le Portugal est sans doute le formidable transfert de devises généré par le rapatriement d'une partie des salaires : en 1972, le montant des sommes transférées représentait 10 % des recettes générales de l'État. Cependant ces fonds concouraient très peu aux investissements productifs. Ils servaient surtout à stimuler la consommation et donc, partiellement, l'importation. La principale activité induite était la construction. Mais elle était souvent le fait des travailleurs émigrés eux-mêmes durant leurs congés au pays. Il est peu de villages portugais qui ne soient marqués dans leur paysage par le phénomène : dans certains d'entre eux, au milieu des années 70, le nombre des maisons en chantier (chantier qui s'étalait nécessairement sur plusieurs années) dépassait celui des maisons anciennes. Un mot nouveau a même été introduit dans la langue portugaise pour désigner ces constructions nouvelles, dont le plan et les formes sont empruntés aux régions d'accueil : c'est le mot français... maison. Certaines de ces « maisons », en l'absence de procédure de permis de construire, par leur dimension, leur forme ou leurs matériaux, ont détruit l'harmonie de beaucoup de villages. Il est probable aussi que l'harmonie humaine a également été affectée : les villageois restés en place, en tout cas, opèrent une distinction entre eux-mêmes et ces « Français du Portugal » que sont les émigrés, lesquels sont parfois accueillis avec moins de chaleur que les « Français de France » que sont les touristes. Il est vrai que pour les émigrés il était important de justifier les sacrifices consentis dans l'exil, en manifestant aux yeux de tous leur réussite. La démonstration était d'ailleurs aisée, compte tenu des retards accumulés aussi dans d'autres domaines que l'économique.

L'école et l'hôpital

On connaît les efforts faits par la République pour améliorer le niveau général de l'instruction et les résultats – et leurs limites – qu'elle a obtenus dans le domaine de l'alphabétisation. L'élan donné fut brutalement stoppé par les mesures prises dès les premières années de l'État nouveau. Elles se traduisirent en effet par une série de suppressions affectant les écoles maternelles, les écoles primaires supérieures, les écoles normales, tandis que la durée de la scolarité obligatoire était ramenée à 4 ans, pour les enfants de 7 à 11 ans. Ces mesures n'étaient pas justifiées uniquement par des arguments budgétaires. Elles participaient d'une volonté délibérée de maintenir un bas niveau d'instruction, rendant plus difficiles la prise de conscience des problèmes politiques ou économiques et l'expression des revendications. En 1965 encore, le pourcentage, par rapport au produit national brut (P.N.B.), des dépenses publiques affectées à l'éducation était le plus bas d'Europe. Ce n'est qu'à partir de 1970 que l'obligation de la scolarité fut étendue jusqu'à l'âge de 14 ans.

Il en est résulté un important déficit de formation. En 1974, un Portugais sur trois ne savait ni lire ni écrire. La formation universitaire accusait des retards analogues. Le régime, on l'a vu, avait de bonnes raisons de se méfier des étudiants. Aussi ne chercha-t-il pas à accroître leur nombre : en 1967, la proportion des étudiants pour 100 000 habitants était de 412, soit quatre fois moindre que celle des étudiants français.

Les mêmes restrictions affectaient les dépenses de santé publique. Le taux d'encadrement médical restait l'un des plus bas d'Europe à la fin des années 60. Le réseau hospitalier, très insuffisant, était affecté d'une très grande vétusté. La lutte contre les maladies endémiques, comme la tuberculose, avait pris 20 ans de retard. Les maladies infantiles étaient toujours meurtrières et le taux de mortalité infantile proche de 60 pour mille (mais il était deux fois plus élevé en 1940).

Au total, le passif laissé par le régime salazariste est extrêmement lourd : retards dans le développement économique, retards dans les équipements scolaires, hospitaliers, culturels.



Derrière le sourire, la rude condition
des femmes portugaises

Pendant longtemps ces retards ont paru compensés par un assainissement des finances publiques et par un rigoureux équilibre budgétaire, en contraste avec la plupart des budgets républicains. Mais cet équilibre a été atteint en minimisant systématiquement les prévisions de recettes et en freinant les dépenses en conséquence, au détriment de l'investissement. Le régime s'est donc contenté pendant longtemps, jusque dans les années 60, de maintenir en l'état l'outil industriel, comme s'il lui était possible de gommer les évolutions, de nier la vie. Les choses ont sensiblement changé après 1960. Le taux de croissance a atteint 7 % en 1965, pour connaître des fluctuations ensuite. Mais parallèlement le Portugal découvrait l'inflation, avec 17 % d'augmentation des prix en 1972. C'est donc une économie en redressement, mais restée fragile, que vint frapper le premier choc pétrolier : l'augmentation des prix fut de 33 % dans les six mois précédant la révolution des œillets. Or à cette date le Portugal sait qu'il ne peut plus compter sur le soutien de l'A.E.L.E., dont l'État-membre le plus important, le Royaume-Uni, accompagné du Danemark, vient de rejoindre, le 1^{er} janvier 1973, la C.E.E. Interdit d'entrée dans celle-ci par l'article 237 du traité de Rome, le Portugal a dû se contenter d'un simple accord commercial, prenant également effet à partir du 1^{er} janvier 1973. L'intégration à la Communauté européenne devait passer par un changement des structures politiques. C'est d'Afrique que sont venus les événements qui ont imposé ce changement.

L'État nouveau : malade de son empire

« Le Portugal n'est pas un petit pays ». C'est l'un des slogans qui s'affichaient volontiers dans les locaux des administrations publiques à la fin des années 60. A l'appui, on trouvait une carte de l'Europe sur laquelle étaient surimposés les contours des colonies africaines et qui prétendait représenter « le Portugal dans sa véritable dimension ». Les fissures de l'édifice colonial ne cessaient pourtant pas de s'élargir depuis le début de la décennie, mais la doctrine qui prévalait était celle de la continuité territoriale avec la métropole, continuité affirmée dans l'expression « provinces d'outre-mer » qui, à partir de 1951, avait remplacé celle de colonies.

De l'immense empire asiatique du xvr^e siècle, il ne restait que quelques lambeaux : Macao, la moitié de Timor, quelques territoires indiens épars, comme Goa et Diu... Aussi l'intérêt s'était-il reporté sur les territoires africains, dans les limites reconnues à la souveraineté portugaise par les grands traités du xix^e siècle : celui de Berlin, en 1884, concernant le territoire au sud du Congo et l'enclave de Cabinda ; celui de Londres, en 1891, délimitant la zone d'influence au Mozambique. Mais la carte des possessions portugaises en Afrique s'étendait aussi sur le territoire guinéen autour de Bissau et sur les îles de l'archipel du Cap-Vert. La République avait géré de son mieux cet héritage de la monarchie et l'avait transmis sans modification à l'État nouveau. Dans l'ensemble, les colonies représentaient

alors environ 9 millions d'hommes, soit autant que la métropole, répartis sur plus de 2 millions de km². Par l'étendue, c'était le troisième empire colonial du monde.

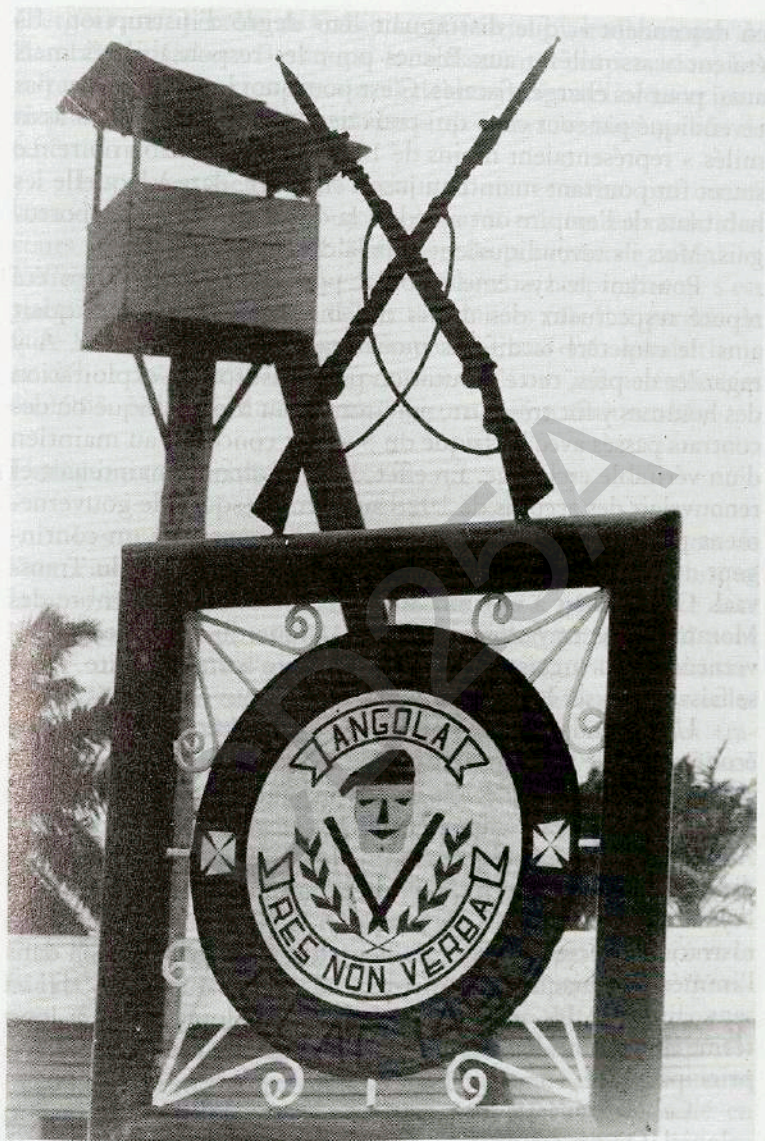
Dans la perspective salazariste d'un Portugal isolé, fermé, les colonies étaient appelées à jouer un rôle de premier plan : comme fournisseur et client de la métropole, mais aussi comme soupape à la pression démographique. Mais l'empire lui-même n'était pas isolé du reste du monde et il était difficile d'établir autour de lui un cordon sanitaire pour éviter la propagation des mouvements qui secouaient les autres colonies d'Afrique. Sa révolte devait entraîner la chute du régime.

L'empire exploité

Les principales dispositions concernant l'exploitation de l'empire sont contenues dans l'Acte colonial du 8 juin 1930, dont l'inspirateur direct est Salazar lui-même qui cumulait alors le portefeuille des Colonies avec celui des Finances. Sa philosophie est simple : les colonies ne doivent pas être une charge pour la métropole. Elles doivent, au contraire, au pire s'auto-suffire, si possible enrichir la métropole. C'est pourquoi Salazar commença par supprimer les subventions qui permettaient d'équilibrer les budgets de l'Angola et du Mozambique. Par ailleurs l'Acte colonial prononçait la suppression des gouverneurs civils institués par la République et rattachait directement l'administration des colonies à la métropole.

L'un des moyens préconisés pour assurer le développement était l'établissement de colons venus de métropole. Mais on a vu que l'Afrique n'a toujours occupé qu'un rang médiocre parmi les régions d'accueil des émigrés. Aussi, malgré une augmentation absolue non négligeable, puisque leurs effectifs sont passés de 12 000 en 1900 à 650 000 en 1968, le pourcentage des Blancs par rapport à l'ensemble de la population a toujours été faible : 8 % en Angola, 2,5 % au Mozambique et moins de 1 % en Guinée.

La République avait institué un statut de l'indigénat prévoyant des conditions particulières pour les « assimilés ». Étaient considérés comme tels, « les gens de la race noire ou qui



Angola : la détermination officielle – « pas de mots, des actes » – ne suffira pas à endiguer l'insurrection.

en descendant », que distinguait leur degré d'instruction. Ils étaient « assimilés » aux Blancs pour les responsabilités mais aussi pour les charges fiscales. C'est pourquoi le statut ne fut pas revendiqué par tous ceux qui pouvaient y prétendre : les « assimilés » représentaient moins de 1 % de la population noire. Le statut fut pourtant maintenu jusqu'en 1961, date à laquelle les habitants de l'empire ont accédé à la dignité de citoyens portugais. Mais ils revendiquaient déjà la dignité africaine.

Pourtant le système colonial portugais a longtemps été réputé respectueux des droits des indigènes et on expliquait ainsi le caractère tardif des mouvements d'émancipation. A y regarder de près, cette réputation paraît usurpée. L'exploitation des hommes y fut très dure, notamment au Mozambique où des contrats passés avec l'Afrique du Sud ont concouru au maintien d'un véritable esclavage. En effet, l'Acte colonial maintenait et renouvelait des accords de 1928 au terme desquels le gouvernement portugais s'engageait à fournir chaque année un contingent de main-d'œuvre mozambicaine pour les mines du Transvaal. On estimait à environ 800 000, en 1960, le nombre des Mozambicains travaillant ainsi en Afrique du Sud. Or le gouvernement portugais était intéressé à cette sorte de traite, car il se faisait reverser la moitié des salaires des ouvriers livrés.

Une grande part des profits de l'exploitation proprement économique de l'empire échappait cependant à la métropole. En effet, dès la République, à la faveur de l'autonomie accordée aux colons, de grandes compagnies étrangères s'étaient établies en Angola et au Mozambique, comme la Compagnie des diamants d'Angola (anglo-américaine) ou celles du Mozambique, du Nyassa ou du Zambèze (anglaises). Or le rattachement à l'administration directe de la métropole en 1930 ne changea rien dans l'immédiat, puisque le dernier bail ne prit fin qu'en 1939. Il va sans dire que les préoccupations du développement à long terme des régions laissées à leur exploitation n'était pas le souci principal de ces compagnies.

Celles-ci n'étaient cependant pas les seules sur le terrain colonial. On y retrouvait aussi les grands groupes portugais déjà évoqués dont la C.U.F. et Champalimaud. Ils développaient la mise en valeur des ressources naturelles, notamment en matière

énergétique : pétrole de Cabinda, potentiel hydroélectrique du Zambèze, à Cabora Bassa, qui fournissaient à l'exportation. Les infrastructures portuaires ont également été améliorées et permettaient le transit des produits des pays voisins privés de fenêtres maritimes.

Les investissements « sociaux », en revanche, ont connu bien des retards et sont toujours apparus très en retrait du discours sur la « mission civilisatrice » de la puissance coloniale. L'effort en matière d'équipement scolaire et hospitalier ne s'est guère manifesté avant le début des années 60. Il a permis de faire baisser de manière significative le taux d'analphabétisme au début des années 70. Deux universités ont même été créées en 1963. Mais dans ce domaine encore l'effort était tardif.

L'empire contesté

Les toutes premières manifestations de contestation de l'autorité portugaise sont antérieures à l'État nouveau, puisque la première révolte en Angola date de 1922. Mais à cette date l'intérieur du pays n'était pas entièrement contrôlé et il peut s'agir simplement d'un mouvement de résistance à l'établissement du pouvoir colonial. Beaucoup plus significatives sont les révoltes de 1948 au Mozambique (contre la vente des travailleurs autochtones à l'Afrique du Sud), de 1953 à São Tomé ou de 1959 en Angola. Dans tous les cas d'ailleurs la réaction de la métropole fut la même, brutale : intervention de la Pide et arrestation des meneurs, tels, en Angola, le leader indépendantiste Agostinho Neto et le frère d'un autre leader, le père Pinto de Andrade.

Dès la décennie 1950-1960, les révoltes ont cessé d'être le fait de groupes isolés, portés aux gestes extrêmes par le désespoir. C'est alors, en effet, que sont nés les différents mouvements de libération qui tentaient de canaliser les mécontentements et de coordonner les actions. En Angola, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) fut fondé en 1956 par Mario de Andrade et Agostinho Neto. Mais il était en gestation depuis 1950 à travers le Cercle d'études africaines réunissant des étudiants autour de l'Angolais Mario de Andrade

et du Mozambicain Eduardo Mondlane. Surtout, il était le résultat de la fusion de plusieurs mouvements nés au début des années 50. Cependant les tentatives de rapprochement avec l'autre grand mouvement, l'Union populaire de l'Angola (U.P.A.), de Roberto Holden, devaient échouer en 1960. La rivalité entre ces deux mouvements que tout séparait ne cessera plus désormais : l'un, l'U.P.A., étant surtout un parti de paysans et d'émigrés du nord du pays ; l'autre, le M.P.L.A., plutôt celui des « assimilés », plus conscients de leur exploitation.

C'est dans ce même milieu de la petite bourgeoisie qu'est né en 1956, en Guinée, le parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.). Son fondateur, Amilcar Cabral, entreprit alors de mobiliser, autour des « assimilés », l'ensemble de la paysannerie.

Au Mozambique enfin, il faudra attendre 1962 pour que naisse le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), dirigé par Eduardo Mondlane. Ici, la mobilisation s'est faite à la fois contre l'exportation de la main-d'œuvre et contre certains projets géants, liés au barrage de Cabora Bassa, qui risquaient d'entraîner une immigration blanche massive.

Ces contestations de l'intérieur bénéficiaient de l'appui des pays voisins, qui offraient des armes, des bases de repli, des camps d'entraînement : c'est le cas du Congo pour le Mozambique.

Enfin, on notera qu'en Asie la contestation de l'empire était le fait d'une grande puissance, l'Inde, qui, dès 1954, occupait les enclaves portugaises. Certes l'Inde devait être condamnée en 1960 par la cour internationale de La Haye, mais ce dernier succès de la diplomatie salazariste en matière coloniale ne devait pas être suivi d'effets territoriaux : l'armée indienne de Nehru chassa définitivement les forces portugaises de Goa en décembre 1961. Salazar ne put que sanctionner les officiers portugais, coupables à ses yeux de ne pas s'être fait massacrer jusqu'au dernier. Mais déjà la menace se faisait également pressante en Afrique.



Mozambique : malgré son caractère disparate (les fusils sont en bois !), l'armée de libération atteindra son objectif

L'empire rebelle

L'attaque de la prison de Luanda, le 4 février 1961, marque le début de l'insurrection angolaise et celui d'une longue et coûteuse guerre coloniale de 13 ans. Deux ans plus tard, en effet, le 23 janvier 1963, la Guinée s'insurgeait à son tour, suivie en septembre 1964 par le Mozambique. L'effort financier et militaire exigé pour faire face à ces mouvements était tel que le régime n'y put résister. Les dépenses militaires représentaient 40 % des dépenses de l'État en 1963 et dépassaient les 50 % en 1972. La jeunesse fuyait un service militaire dont la durée fut portée, en 1968, de 18 mois à 4 ans. Le coût humain s'avérait très lourd : plus de 5 000 Portugais tués, 30 000 blessés, 20 000 mutilés. C'était plus que n'en pouvaient supporter les familles portugaises, dont certaines avaient été un moment séduites par l'appoint important que représentaient les soldes.

A ce retournement de l'opinion portugaise s'est ajouté le durcissement des divers mouvements nationalistes. Le pouvoir de conviction des leaders ou les pressions exercées sur les populations par les troupes insurgées en sont sans doute moins responsables que l'attitude de l'armée portugaise elle-même. En fait, les méthodes, faites de répression, de représailles et d'arrestations, n'avaient pas changé depuis les années 50. En Angola, une manifestation pacifique de soutien au leader du M.P.L.A., Agostinho Neto, emprisonné, avait été dispersée dans le sang dès juin 1960, faisant une trentaine de morts. Mais les représailles destinées à conditionner les paysans et à les dissuader de faciliter les entreprises nationalistes n'ont été connues qu'en 1972. Elles ont été révélées par l'Église, seule institution disposant d'une tribune pour l'évocation de sujets éminemment tabous. L'opinion internationale avait été alertée en 1971 lorsque la Congrégation des Pères Blancs s'était retirée du Mozambique, affichant son désaccord avec les actes de répression posés par l'armée au nom de la défense de la « civilisation chrétienne ». Mais c'est l'affaire Sampaio/Fernando qui fut le véritable révélateur de la situation. Elle mérite d'être rappelée, dans la mesure où elle illustre aussi les rapports de force en présence. Au départ, une campagne de presse, à la suite d'une banale histoire de cérémonie scout pour laquelle deux prêtres, curés de paroisses, les pères Sampaio et Fernando, auraient refusé la présence du drapeau portugais. La D.G.S., ex-Pide, intervint aussitôt pour incarcérer les accusés. Mais la campagne rebondit, alimentée par de nouvelles « révélations » sur l'attitude des deux prêtres, maintenant accusés d'encourager leurs paroissiens dans la voie du séparatisme. Le crime était susceptible d'une peine de 24 ans d'emprisonnement. En fait, ce que l'on reprochait au père Sampaio, c'était d'avoir dénoncé dans un sermon la destruction par l'armée portugaise d'un village du nord du Mozambique et l'extermination de ses habitants. Le procès des deux inculpés, en 1973, permit d'entendre des témoignages confirmant leurs dires. En la circonstance, la hiérarchie épiscopale a soutenu ses prêtres, ce qui ne permettait plus au gouvernement portugais de se prévaloir de sa mission chrétienne. Mais déjà en 1970 le pape Paul VI avait semé le

doute parmi les chrétiens en recevant en audience plusieurs leaders indépendantistes.

A vrai dire, les organisations internationales n'avaient pas attendu ces « révélations » pour condamner l'entreprise de guerre coloniale. Car les désaveux de l'O.N.U., à laquelle le Portugal avait adhéré en 1955, sont contemporains des premières insurrections en 1961 : en décembre de cette année, l'Assemblée générale des Nations unies avait décidé, à l'écrasante majorité de 90 voix contre 3, de former un comité spécial d'enquête sur les territoires portugais d'Afrique. Ensuite la pression n'avait pas cessé de s'accroître sur les États-membres pour les dissuader de prêter leur appui, sous quelque forme que ce soit, au gouvernement portugais ou à son armée. A partir de 1971, ce sont les alliés atlantiques qui manifestent leur irritation dans le cadre de l'O.T.A.N. : le Portugal est un partenaire de moins en moins fréquentable. Désormais il ne peut compter officiellement que sur l'Afrique du Sud.

Dans ces conditions, la partie était jouée. Il y avait une contradiction fondamentale entre l'intention affichée par Marcelo Caetano de moderniser le pays et celle de conserver l'empire. En faisant le choix de l'empire, le régime se condamnait. Les plus lucides parmi les militaires avaient fait le choix inverse.

« Non ou la vaine gloire de commander »

C'est un coup d'État militaire qui a mis fin à la République et signé de ce fait, dans une certaine mesure, l'acte de naissance de l'État nouveau. Pourtant le régime salazariste n'a jamais été une dictature militaire, mais une dictature qui a bénéficié de l'appui de l'armée, du moins jusqu'en 1973. Les rapports entre Salazar et l'armée ont néanmoins toujours été empreints d'ambiguïté. Si c'est l'armée qui a préparé les voies de l'État nouveau, ce n'est pas elle qui a fait Salazar. Elle ne pouvait d'ailleurs pas se reconnaître dans ce civil casanier. De son côté, Salazar n'avait pas une absolue confiance dans les militaires. Il a donc été amené à ménager constamment son armée,

à lui décerner des éloges, à lui faire toute sa place, mais rien que sa place, dans l'État. Pas plus qu'il n'a toléré d'ingérences de l'Église dans les affaires de l'État, il n'a jamais admis une soumission du civil au militaire.

Cela dit, l'armée lui a été fidèle jusqu'à la fin et son soutien a également accompagné les premières années de son successeur. Les raisons de cet accord sont à chercher dans la sociologie des cadres de l'armée, en particulier dans celle des officiers. Ceux-ci appartenaient à la bourgeoisie diplômée et ils menaient un genre de vie conforme aux usages de leur milieu d'origine. Pour un meilleur ancrage dans ce milieu, il leur était interdit d'épouser une femme non diplômée ou ne disposant pas d'un certain degré de fortune. Leur mariage devait par ailleurs avoir lieu à l'église. Ces hommes étaient par profession des hommes d'ordre. Ils ont vite compris que le régime salazariste partageait avec eux ce même idéal et qu'il constituait le meilleur rempart contre le retour des désordres républicains.

S'il y a eu des complots ou des tentatives de coups d'État de la part de militaires, ceux-ci agissaient individuellement, sans l'appui, même tacite, d'une partie conséquente de l'armée. On en a effectivement dénombré 14 entre 1928 et 1973, mais tous ont échoué lamentablement et ont plutôt servi le régime qu'ils ne l'ont déstabilisé. Le seul dont on peut garder le souvenir est celui de la Saint-Sylvestre 1961. Organisé par un petit groupe d'officiers, il prévoyait le soulèvement simultané de plusieurs garnisons dans l'ensemble du pays. Mais seule celle de Béja franchit le pas. Il fut facile aux forces restées fidèles au régime de l'arrêter, avec son capitaine, Varela Gomes. On peut aussi rappeler l'aventure de l'ex-capitaine Galvão, à laquelle nous avons déjà fait allusion. Évadé de prison et réfugié à l'étranger, il s'empara, en janvier 1961, d'un paquebot portugais de 20 000 tonnes, le *Santa Maria*, avec 500 passagers à bord. L'odyssée se termina à Recife, au Brésil, où le capitaine et ses amis demandèrent et obtinrent l'asile politique, après avoir adressé au peuple portugais une proclamation réclamant « une révolution profonde, totale, authentique et humaine ». Une fois l'émotion passée, les protagonistes de ce type de gestes retournèrent invariablement à l'oubli.



« Non ou la vaine gloire de commander »
(scène du film de Manuel de Oliveira)

Malgré les avantages qu'elle offrait, la carrière militaire connaissait néanmoins une certaine désaffection lorsqu'éclata la guerre coloniale : plusieurs centaines de postes d'officiers ne trouvent pas preneurs à partir de 1965 et le phénomène se confirme au cours des années suivantes. Un certain nombre d'officiers, conscients de l'enlisement dans lequel était entré le conflit, avaient même choisi de désertir, rejoignant ainsi un courant d'appelés de plus en plus nourri (peut-être 100 000 réfractaires en 1973). Il fallait donc combler les vides laissés dans les rangs des officiers de carrière : ce fut le rôle, à partir de 1973, de ceux que l'on appelait les « miliciens ». Mais ces derniers, des appelés, étaient beaucoup moins dociles que les officiers de métier. Par ailleurs, ils propageaient dans l'armée l'idée, de plus en plus répandue dans les milieux d'affaires, que le développement du pays était strictement incompatible avec l'effort de guerre.

Or les militaires faisaient par ailleurs le constat que cet effort, colossal pour le pays, était pourtant insuffisant pour leur permettre de remplir la mission qui leur était confiée : aucune solution militaire n'était envisageable à moyen terme. Ce qui revenait à admettre que seule une solution politique avait des chances d'aboutir.

Ce constat a été fait en 1973 de façon séparée, à la fois dans le milieu des officiers subalternes et par le récent chef d'état-major adjoint, le général Antonio de Spínola. Homme d'ordre, peu scrupuleux sur le choix des moyens mis en œuvre pour y parvenir, celui-ci avait une bonne connaissance des problèmes africains, puisqu'il avait été confronté pendant 5 ans, en tant que chef du corps expéditionnaire, à l'insurrection de Guinée-Bissau. Le 22 février 1974, moins de six mois après sa « promotion » à l'état-major, il diffuse le fruit de ses réflexions dans un ouvrage, *le Portugal et l'avenir*, où il préconise la négociation avec les « rebelles », en vue d'une solution politique. Avait-il l'accord du président du Conseil, désireux d'opposer la position de l'armée aux arguments de ses ultras ? Certains l'ont prétendu, sans preuve. En tout cas, si manœuvre il y a eu de la part de Marcelo Caetano, on sait qu'elle a échoué. Il dut remplacer Spínola, ainsi que son supérieur hiérarchique, le chef d'état-major, le général Costa Gomes, par des officiers dont l'attachement à la solution militaire était notoire.

C'est ce « limogeage » qui devait permettre au groupe des « capitaines » et au général Spínola de se rencontrer. Rien ne prédisposait, en effet, ce dernier à devenir le porte-drapeau d'un mouvement engagé par des officiers subalternes et à donner son adhésion au Manifeste du 22 mars exprimant les idées et revendications de ce qu'on appellera bientôt le Mouvement des forces armées. Ce n'était qu'une répétition générale, en attendant le lever de rideau du 25 avril. Un pays qui s'était acharné au cours de son histoire à établir une puissance militaire et coloniale découvrait la vanité de la « gloire de commander », dénoncée par le grand cinéaste portugais Manuel de Oliveira dans le film présenté à Cannes en 1990 : *Non ou la vaine gloire de commander*.

Réapprendre la démocratie

Le 25 avril 1974, la révolution des œillets rétablissait la démocratie au Portugal. Cette mesure répondait à de profondes aspirations à l'intérieur du pays et constituait en même temps le passage obligé pour une éventuelle candidature à l'entrée dans la Communauté européenne. De ce fait, les milieux d'affaires même les plus méfiants ne pouvaient que s'y rallier. Mais il ne suffit pas de décréter la démocratie pour qu'elle entre dans les faits. Après un demi-siècle de dictature, dans un pays qui jusqu'alors n'avait connu qu'une courte et mouvementée période d'organisation démocratique, il allait falloir déployer une grande force de persuasion pour surmonter les surenchères ou pallier l'absence de « culture du pouvoir » des nouveaux responsables politiques, qu'ils soient militaires ou civils. Par ailleurs, il fallait satisfaire les légitimes aspirations sociales si longtemps méprisées, sans pour autant accabler une économie rendue exsangue par l'effort militaire des treize dernières années. L'enthousiasme des hommes pouvait difficilement suppléer à la carence des moyens. Pourtant, après une dizaine d'années de turbulences, le Portugal a acquis la stabilité qui lui permettait de s'intégrer à l'Europe. On suivra ce cheminement, parfois tortueux, jusqu'au 1^{er} janvier 1986, en privilégiant le politique et l'économique.

Le 25 avril

Cette journée occupe une telle place dans la mémoire portugaise et européenne qu'il faut s'y attarder. Le mouvement de

rébellion conduit par de jeunes officiers sous la direction du capitaine Orelø Saraiva de Carvalho a pris de court à la fois le gouvernement et les officiers supérieurs hostiles au régime. L'échec, en effet, cinq semaines plus tôt, de la mutinerie consécutive à l'éviction des généraux Costa Gomes et Spínola semblait devoir renvoyer aux calendes grecques une nouvelle tentative. Mais les militaires s'étaient assurés de complicités dans la population civile, notamment auprès d'employés de Radio-Renaissance, la radio catholique. Le signal de l'insurrection devait être donné par la diffusion sur les ondes de cette station d'une chanson, interdite parce que jugée subversive, du chanteur et compositeur José Afonso, *Grândola, vila morena*. Il y célébrait une « terre de fraternité », « où le peuple commande ».

C'est du moins le fait que retiendront certains milieux, car la chronologie est difficile à établir dans le détail. En fait dès l'aube l'émetteur Radio-Clube avait diffusé un communiqué d'un mouvement jusqu'alors inconnu, le Mouvement des forces armées (M.F.A.) insistant sur sa volonté d'éviter toute effusion de sang. Le message était répété tous les quarts d'heure à partir de 5 h 30. On apprenait que le soulèvement avait commencé dès 3 heures du matin et que les points névralgiques de Lisbonne étaient occupés. Vers 10 heures l'émetteur gouvernemental tombait aux mains des insurgés et prenait le relais pour la diffusion des communiqués du M.F.A. La marine se ralliait et ses bâtiments remontaient le Tage.

En début d'après-midi, une junte militaire de sept membres déclarait assumer provisoirement le pouvoir. En faisaient partie les généraux Spínola et Costa Gomes. Seules résistaient quelques unités appartenant à la garde républicaine, à la Légion portugaise et à la D.G.S. (ex-Pide), toutes très liées au régime. Ces îlots de résistance sont pris d'assaut. Le président du Conseil, Marcelo Caetano, se rend au général Spínola, tandis que le président de la République, Americo Tomás, est mis en état d'arrestation. L'un et l'autre prendront le lendemain matin des avions séparés à destination de Madère où ils seront mis en situation de résidence surveillée. Les communiqués se succèdent, annonçant les changements que la nation appelait de ses vœux : libération des prisonniers politiques incarcérés à Caxias



25 avril 1974 : la foule envahit les rues de Lisbonne et fraternise avec les militaires

et à Peniche, organisation d'élections libres, afin que les Portugais « de toutes couleurs et de toutes races » puissent choisir un régime conforme à leurs vœux, affirmation réitérée des garanties de « libertés fondamentales... notamment la liberté d'expression ». Rapidement aussi, au fil des arrestations, les membres les plus tristement connus de la police politique prennent la place des prisonniers à Caxias.

Surtout, malgré les appels au calme lancés par les militaires, malgré l'invitation à rester chez soi, la foule peu à peu s'enthousiasme, envahissant les rues de Lisbonne. Le flux grossit rapidement et la fraternisation s'opère entre civils et militaires. Ceux-ci acceptent les œillets qui leur sont offerts et fleurissent leurs fusils. L'emblème d'une révolution pacifique allait symboliser les espoirs de toute une nation.

Le souvenir de ce jour se perpétue dans la toponymie urbaine où les rues et places du « 25 de abril » sont légion. A

Lisbonne, le grand pont sur le Tage, édifié sept ans plus tôt, l'une des grandes réalisations techniques de la dictature, abandonne le nom du vieux dictateur pour prendre celui du 25 avril. Le jour anniversaire de la révolution est aussi jour férié et, symboliquement, on le choisira comme jour des premières élections libres, en 1975, ainsi qu'à plusieurs reprises lors des échéances suivantes. Cependant, pour l'heure, malgré l'adhésion massive de la nation, les problèmes posés à la junte provisoire étaient assez redoutables.

Les ambiguïtés de la victoire

Le général Spinola avait été, dès le 26 avril, désigné comme président de la junte. Il avait confirmé aussitôt le contenu des communiqués du M.F.A., concernant la libération, déjà commencée, des prisonniers politiques, la tenue d'élections libres, au suffrage universel, pour la désignation d'une Assemblée constituante, la suppression de la censure, celle aussi de la police politique. Les jours suivants les exilés politiques, parmi lesquels les deux grands leaders politiques, Mario Soares, pour le parti socialiste, et Alvaro Cunhal, pour le parti communiste, commencèrent à rentrer au pays.

Le 1^{er} mai fut l'occasion d'un défilé gigantesque dans toutes les villes. A Lisbonne, il rassembla plus de 300 000 personnes communiant dans la même clameur incantatoire du « peuple uni, jamais vaincu » (*O povo unido, jamais vencido*) par laquelle la foule exorcisait ses démons. Mais déjà c'était l'occasion pour les dirigeants de mettre en garde contre le danger contre-révolutionnaire. Le 15 et le 16 mai, les institutions provisoires étaient mises en place. Spinola, devenu président de la République, avait désigné le président du Conseil du premier gouvernement provisoire. Il s'agissait de Palma Carlos, un vieux républicain tranquille. Ce premier ministère réunissait des membres de la junte et des dirigeants connus de partis de gauche, comme Mario Soares, Paul Rego, Francisco Salgado Zenha pour le parti socialiste, ou Alvaro Cunhal pour le parti communiste, ainsi que des représentants d'un parti centriste, le parti populaire démocrate (P.P.D.). La cohésion de ce gouverne-



1^{er} mai 1974 : les œillets fleurissent les fusils
et les boutonnieres

Octobre 1974 : dès la révolution des œillets, le pont Salazar,
sur le Tage, à Lisbonne, a spontanément été rebaptisé
« pont du 25 avril »



ment fut de courte durée : moins de deux mois après sa formation, le président du Conseil et plusieurs ministres démissionnaient pour protester contre l'impossibilité à faire admettre leur programme économique, social et fiscal.

Le 15 juillet, le second gouvernement provisoire fut constitué autour du colonel Vasco Gonçalves. Les représentants du M.F.A. y faisaient leur entrée en force ; ils y avaient sept représentants, contre un seul précédemment. D'une manière générale, la composition du ministère satisfaisait les partis de gauche et paraissait susceptible d'accélérer le processus de démocratisation. En revanche, elle concourait à l'isolement du général Spínola, partisan d'une démocratisation et d'une décolonisation moins radicales. Dès le mois de septembre l'épreuve de force était engagée entre la droite, regroupée autour du président de la République, et la gauche, réunie autour du président du Conseil. L'un des points de clivage les plus importants concernait la décolonisation de l'Angola, que Spínola, conformément aux vœux américains, envisageait progressive et qu'il voulait négocier avec le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), tandis que les capitaines voulaient l'assurer dans l'immédiat et en privilégiant comme interlocuteur le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) d'Agostinho Neto.

C'est alors que le général Spínola appela ses partisans à une « manifestation silencieuse » à Lisbonne. Il se heurta à la détermination des militants de gauche qui dressèrent des barricades aux entrées de la capitale, tandis que le M.F.A. dénonçait les tentatives des « forces contre-révolutionnaires » pour déstabiliser le régime. Or non seulement le M.F.A. constituait une réelle force morale, mais il s'était aussi doté d'une force d'intervention avec la création du Commandement opérationnel du continent (COPCON) dont la responsabilité était confiée à Otelo de Carvalho. Spínola n'insista pas : il démissionna, après avoir annulé la manifestation, le 27 septembre. Costa Gomes, son ancien chef d'état-major, le remplaça alors à la tête de l'État. Désormais l'hypothèque de la décolonisation était levée, tous les responsables politiques s'accordant sur l'urgence à satisfaire les aspirations à l'indépendance. La Guinée-Bissau et le Cap-Vert

avaient officiellement accédé à l'indépendance dès le 10 septembre ; le Mozambique les rejoindra le 25 juin 1975, São Tomé e Príncipe le 12 juillet et l'Angola le 11 novembre de la même année.

Le second gouvernement Gonçalves s'ouvrait donc sous de bons auspices. Cependant une nouvelle ligne de fracture ne devait pas tarder à apparaître, non plus entre le président de la République et le chef du gouvernement, mais entre deux pôles politiques au sein même du gouvernement. L'un s'organisait en fonction du P.P.D., au centre droit. Il bénéficiait des sympathies de la majorité des socialistes de Mario Soares et de celles d'une partie des membres du M.F.A. Il représentait les intérêts de la bourgeoisie moderniste et disposait de l'appui de la partie la plus ouverte de l'Église. Son projet était celui d'une démocratie pluraliste, conçue à la fois comme un but et comme la voie de l'intégration à l'Europe. L'autre pôle s'appuyait sur le parti communiste et sur son compagnon de route, le président du Conseil. Il avait la faveur de la majorité des officiers du M.F.A. L'objectif était de réorienter, par la voie des nationalisations, l'ensemble de l'économie, au risque de heurter l'opinion européenne et américaine et de replonger le pays dans un nouvel isolement.

Les positions respectives se précisèrent au cours des deux premiers mois de l'année 1975, à l'approche des élections à l'Assemblée constituante, fixées d'abord au 31 mars. Deux logiques s'affrontaient à leur sujet : celle du P.P.D. et du parti socialiste qui visait à accélérer la sortie du provisoire pour créer rapidement un État de droit ; celle du parti communiste et du M.F.A. qui tendait à retarder les élections pour réaliser au préalable les réformes de structure qui assureraient un point de non-retour. Le parti communiste marqua un premier point en janvier, en faisant admettre, à la suite d'une importante manifestation, le principe d'une Confédération syndicale unique. Cependant l'équilibre des forces n'était pas rompu avant la tentative de putsch du 11 mars.

La surenchère des capitaines

Ce jour-là, 11 mars 1975, des parachutistes encerclent la caserne d'un régiment d'artillerie de Sacavem, à Lisbonne, très marqué par les idées défendues par le M.F.A., tandis que des avions survolent la capitale. Mais sous la pression populaire, les insurgés fraternisent avec les assiégés. Très rapidement on voit dans le général Spínola l'instigateur du putsch. Quelques jours plus tôt, cinq seulement des 200 officiers du M.F.A. s'étaient prononcés en faveur de sa candidature aux élections présidentielles : il était brusquement passé de l'extrême popularité à l'oubli et au rejet. Mais peut-être a-t-il cru, néanmoins, pouvoir disposer du dévouement de certaines unités d'élite et du soutien de cette « majorité silencieuse » qu'il avait déjà sollicitée. Celle-ci d'ailleurs s'inquiétait d'incidents violents, de plus en plus fréquents, entre militants d'extrême gauche et partis politiques traditionnels : le 7 mars, par exemple, des manifestants d'extrême gauche avaient attaqué et dispersé, à Setúbal, un meeting du P.P.D., faisant deux morts.

Une fois le putsch mis en échec, il ne restait plus à Spínola qu'à s'exiler. La silhouette rigide de cet officier, dont les journaux et les télévisions du monde entier avaient rendu le monocle familier, disparaissait à jamais de la scène politique : sa rentrée au Portugal trois ans plus tard se ferait dans une grande discrétion. Les officiers compromis dans le mouvement furent alors arrêtés, emprisonnés, démis de leurs fonctions : l'épuration des cadres militaires, mal faite jusqu'alors, pouvait commencer. En fait, l'action maladroite de Spínola servait à tel point la cause du M.F.A., que certains journalistes ont pensé que le général était tombé dans le piège qui lui avait été tendu. Quoi qu'il en soit, c'est bien le M.F.A. qui retira les bénéfices les plus évidents de l'opération. Il décida immédiatement de se donner un statut institutionnel en se dotant notamment d'un organisme exécutif, le Conseil de la révolution, lequel cumulait les pouvoirs exercés précédemment par la junte et par le Conseil d'État et était chargé d'éviter à la révolution toute dérive droite. Les premières réformes de structure suivirent de peu : deux jours après le putsch, le Conseil de la révolution prononce

les premières nationalisations, dans les banques et les assurances. Un mois plus tard, une trentaine d'entreprises de secteurs de base venaient renforcer ce premier train de nationalisations. Le Conseil répondait aussi aux vœux du parti communiste en interdisant de campagne électorale trois partis extrémistes, un de droite et deux de gauche.

Ces mesures ne faisaient pourtant pas l'unanimité, même à gauche. Elles mettaient fin, au contraire, au timide rapprochement esquissé le 11 mars entre socialistes et communistes. Les clivages devaient apparaître au grand jour à l'occasion des élections. Prévues initialement pour le 31 mars, elles avaient été reportées au 25 avril à la suite des événements. La campagne donna lieu à l'apparition des premières fresques murales à travers lesquelles les partis politiques communiquaient leur message à l'intention d'un électorat marqué par l'analphabétisme. Le phénomène devait par la suite se reproduire à chaque consultation électorale, à quelque niveau que ce soit. Ce 25 avril en tout cas les électeurs se déplacèrent à plus de 90 % pour participer à ces premières élections libres depuis un demi-siècle. En accordant massivement leurs suffrages au parti socialiste (37,5 % des voix, 115 des 250 sièges), ils manifestaient leur intérêt pour une révolution mesurée. L'autre grand vainqueur était le parti populaire démocratique (26,3 %), qu'on pouvait penser proche des socialistes, tandis que les communistes ne recueillaient que 12,6 % des voix. Quant au M.F.A. qui avait appelé au vote blanc, il n'avait été suivi que par 7 % de l'électorat. Pourtant, c'est de nouveau à Vasco Gonçalves, proche des communistes, que le président Costa Gomes confia pour la quatrième fois la formation du gouvernement.

Un nouveau train de nationalisations fut alors lancé. Mais ce qui remit en cause la cohésion gouvernementale ce fut l'affaire du journal *Republica*. En mai 1975, une partie du personnel, en désaccord avec l'orientation, socialiste, du journal, en avait occupé les locaux, séquestrant le directeur et sortant une édition pirate. Irrité, Mario Soares, au nom des socialistes, accusa les communistes d'avoir orchestré le mouvement et les militaires d'avoir fait fermer le journal. Sans démissionner du gouvernement, les socialistes boycottèrent un moment le

Conseil des ministres, puis rentrèrent dans le rang. Pour peu de temps : en juillet ils devaient quitter le gouvernement en compagnie des centristes pour protester contre la décision du M.F.A. de créer une Assemblée nationale populaire qui veillerait à la défense de la révolution. Mais c'est aussi le moment où le gouvernement vient de prendre des mesures impopulaires de limitation de la consommation et de blocage des salaires.

Les militaires tentent alors d'occuper le terrain en formant un triumvirat contrôlant les décisions politiques et militaires. Il est composé du président de la République, du Premier ministre et du chef du COPCON, Otelo de Carvalho. Mais cette confiscation du pouvoir sert de révélateur aux fissures qui menacent le M.F.A. Plusieurs membres du Conseil de la révolution, privé de pouvoir de décision, se réunissent autour de Melo Antunes pour signer un manifeste mettant en garde contre les dérives gauchistes de certains de leurs pairs et réaffirmant leur attachement au pluralisme politique.

L'été et l'automne voient le déferlement de la violence, verbale et physique, et la multiplication des plans de gouvernement. Sous l'égide d'Otelo de Carvalho, le COPCON propose un projet gouvernemental destiné à assurer « l'émancipation du Portugal de la dépendance par rapport à l'impérialisme américain et à la Communauté européenne ». Dans le nord du pays où les petits propriétaires sont nombreux, les violences anticomunistes deviennent quotidiennes. Dans les grandes villes les manifestations ouvrières se multiplient. Dans les casernes naît un mouvement d'inspiration gauchiste, celui des « Soldats unis vaincraient » (S.U.V.). D'autres gauchistes, deux mille peut-être, s'emparent de la station de Radio-Renaissance, l'émetteur catholique, pour le mettre « au service du peuple ». Les responsables politiques sont pris entre leur volonté de promouvoir une révolution radicale et la nécessité d'en contrôler le rythme. Vasco Gonçalves est le premier à faire les frais de ces contradictions : il est démis de ses fonctions de Premier ministre, puis exclu du M.F.A. Mais Otelo de Carvalho le suit d'assez près. A la mi-novembre, les ouvriers du bâtiment en grève assiègent pendant 36 heures le palais de São Bento où siège le gouvernement. Celui-ci se voit contraint de satisfaire leurs revendica-

tions : les salaires sont brusquement augmentés de 44 %. Mais quelques jours plus tard Otelo de Carvalho est remplacé au commandement de la région militaire de Lisbonne. Une rébellion manquée, le lendemain, 25 novembre, des parachutistes de Tancos, ne fait que précipiter sa chute : il est évincé du COPCON et emprisonné. Cet épisode marque la fin de la prépondérance des militaires, la fin des surenchères populistes, la fin de l'utopie vécue. Finis les rêves, il fallait construire une démocratie plus conforme aux modèles européens occidentaux.

Cette folle année 1975 avait vu s'affronter deux projets contradictoires dont chacun pouvait puiser sa justification dans les urnes du 25 avril. En effet, celles-ci affirmaient clairement une aspiration massive à des changements en profondeur. Mais le parti communiste et le Premier ministre Vasco Gonçalves voulaient construire à marche forcée un socialisme autoritaire, sans doute proche des modèles de l'Europe de l'Est. D'où leur insistance sur l'urgence des nationalisations et de la réforme agraire. Quant à leur projet, s'il bénéficiait du soutien de l'Intersyndicale, il se heurtait à la résistance des petits propriétaires, et à celle d'une fraction des ouvriers toujours sensibles aux sirènes de l'anarcho-syndicalisme. L'autre projet, celui d'un parti socialiste tiré sur sa droite par le parti populaire démocratique, proposait des formes plus classiques, à l'ouest de l'Europe, de démocratie, avec un regard appuyé sur les modèles scandinaves. C'est cette dernière ligne qu'allaient imposer le retrait forcé des militaires et les contraintes d'une économie à la dérive.

Le coup d'arrêt

Le 25 novembre 1975 marque le début d'une régression du processus révolutionnaire, avec des mesures de normalisation destinées à satisfaire les conservateurs et à calmer les inquiétudes des petits propriétaires dont les manifestations d'hostilité à la réforme agraire culminent fin 1975-début 1976.

La remise en ordre passait par une réhabilitation de la police, tenue jusqu'alors à une discrétion certaine sous le contrôle des militaires du COPCON. Mais ce dernier, rattaché à l'état-major au lendemain du 25 novembre, avait perdu son

autonomie de décision. On vit la police intervenir pour réprimer avec brutalité une manifestation le 1^{er} janvier 1976 ; le bilan était lourd : trois morts et six blessés graves. La remise en ordre se manifestait aussi par une offensive contre tout ce qui pouvait paraître radical à gauche, comme les expériences autogestionnaires trop visibles. Des mesures furent également prises pour pallier quelques-uns des effets sociaux de la dérive économique : création d'un institut spécial pour favoriser les investissements ; mesures de protection en faveur de l'épargne des émigrés, qui pouvaient désormais ouvrir des comptes en devises.

L'opinion publique attribua l'inspiration de ces mesures au parti socialiste, alors que le parti communiste, privé du soutien du M.F.A. et de plus en plus isolé, s'enfermait dans une attitude rigide : il n'arrivera qu'en quatrième position aux élections législatives du 25 avril 1976, derrière un parti de droite, le Centre démocratique et social (C.D.S.). En revanche, les électeurs confirmaient le parti socialiste dans son rôle hégémonique (37 % des suffrages et 107 sièges), qu'il partageait toujours, néanmoins, avec le centre droit, puisque le parti populaire démocratique (qui allait devenir le parti social démocrate) obtenait 24 % des suffrages. C'est donc Mario Soares qui recueillait le fruit de ces mesures de remise en ordre et c'est lui que le président de la République chargea de constituer le premier gouvernement constitutionnel, après six gouvernements provisoires. Mario Soares choisit de former un gouvernement homogène, socialiste, et de ce fait minoritaire. Il récidiva quelques semaines plus tard, après la tenue des élections présidentielles qui assurèrent le triomphe de Ramalho Eanes (61,5 % des suffrages), soutenu par les socialistes, le centre et une partie de la droite. On pouvait néanmoins mesurer, à cette occasion, le degré de popularité conservé par Otelo de Carvalho, candidat malheureux à la présidence, mais qui réalisait le score flatteur de 16,5 %, plus de deux fois supérieur à celui du candidat communiste.

Le pays disposait désormais de ses institutions définitives, telles qu'elles avaient été définies par la Constitution adoptée le 2 avril 1976. Le régime était de type présidentiel, modéré par le Conseil de la révolution. Le président de la République était élu

au suffrage universel direct, pour cinq ans, et ne pouvait exercer plus de deux mandats consécutifs. Il choisissait le Premier ministre, mais dans le parti majoritaire et en accord avec le Conseil de la révolution. Celui-ci, présidé par le chef de l'État, comportait des membres de droit, les chefs d'état-major, et quatorze membres du M.F.A. élus par l'assemblée plénière du mouvement. Le pouvoir législatif était exercé par une Chambre unique d'environ 250 députés. Le président de la République pouvait prononcer sa dissolution, mais toujours avec l'accord du Conseil de la révolution.

Le rôle de chacun des principaux acteurs étant désormais balisé, on pouvait espérer, en raison des convergences idéologiques entre le chef de l'État et la majorité parlementaire, que la vie politique connaîtrait quelque répit. C'était oublier l'ampleur des problèmes, économiques et sociaux, à résoudre et la démesure des ambitions personnelles. Pour l'heure, les préoccupations essentielles concernaient la baisse de la productivité, l'accroissement de l'absentéisme, les affrontements autour de la réforme agraire. Les responsables politiques étaient d'accord pour marquer une « pause » dans le processus révolutionnaire, en particulier en matière de nationalisations et de réforme agraire. Avant même la fin de l'année 1976, quelques mesures de restitution de terres à leurs anciens propriétaires étaient prononcées. A l'intérieur, ces mesures recevaient toujours l'approbation d'une majorité, ce dont témoignent les succès socialistes aux élections locales de décembre. A l'extérieur, elles étaient encore plus nettement appréciées puisque le Portugal est admis au Conseil de l'Europe dont il devient le 19^e membre : c'est la reconnaissance de ses efforts de décolonisation, mais c'est aussi la récompense de sa détermination à construire une démocratie pluraliste. Cependant certains organismes internationaux exigeaient davantage.

Normalisation

Le délabrement de l'économie portugaise au début de 1977 était tel que seules d'importantes aides internationales pouvaient éviter la banqueroute. Or le Fonds monétaire inter-

national (F.M.I.) subordonnait son concours à des mesures d'assainissement destinées à ramener l'inflation à moins de 20 % par an. Pour cela, il fallait élever le taux d'escompte et dévaluer la monnaie. Ces mesures correspondaient également au souhait des partenaires européens rencontrés par Mario Soares en mars 1977 en vue de les convaincre d'accepter la candidature de son pays au Marché commun.

Le gouvernement n'a donc plus le choix. S'il veut sortir le pays de son sous-développement économique et s'il veut être crédible aux yeux de l'Europe des Neuf, il doit prendre des mesures draconiennes, au risque de l'impopularité. L'une des plus traumatisantes fut sans doute la dévaluation de l'escudo, la première depuis 1931 : en février 1977, elle fut présentée comme nécessaire à la défense de l'épargne des émigrés et à la reprise des exportations et elle fut fixée à 15 %. Elle fut suivie de la vente de 110 tonnes d'or accumulées par Salazar. Mais elle était accompagnée d'autres mesures tout aussi douloureuses : l'augmentation du loyer de l'argent et l'augmentation des tarifs publics. D'autres devaient suivre au cours de l'année, dans le cadre d'un véritable plan d'austérité, comme la hausse du prix des carburants. Parallèlement, des mesures sociales étaient prises en faveur des entrepreneurs : ils obtenaient le droit de suspendre les contrats collectifs dans certains cas, au détriment de la sécurité de l'emploi. Surtout, peut-être, on notait les premières mesures de remise en cause des « acquis » révolutionnaires, comme la possibilité de retour dans le secteur privé des petites et moyennes entreprises indirectement nationalisées.

Mais ce qui devait diviser le plus la classe politique, ce fut la nouvelle loi agraire du 22 juillet 1977, votée par la majorité du parti socialiste et du parti social-démocrate, rejetée par un groupe hétéroclite où figuraient, aux côtés des députés de droite, ceux du parti communiste et cinq dissidents du parti socialiste (dont l'ancien ministre de l'Agriculture, Lopes Cardoso). A la fin de l'année, ces décisions provoquèrent une crise au sein des deux principaux partis politiques et le Parlement refusa sa confiance au gouvernement socialiste minoritaire qui avait engagé sa responsabilité sur un projet de « pacte social » avec la droite. C'était la fin de l'État-parti socialiste.

C'était aussi le début d'une crise politique profonde, opposant le président de la République et le Premier ministre. Dans un premier temps, au début de 1978, Mario Soares choisit d'élargir la responsabilité gouvernementale à la droite, sans passer par le centre droit, en faisant entrer dans la coalition trois représentants du Centre démocratique et social (C.D.S.). Le pari était risqué : c'était offrir à la gauche l'occasion de réitérer ses accusations de dérive droitière et à la droite la possibilité de choisir le moment de la rupture. Cette dernière éventualité devait intervenir six mois plus tard, la raison invoquée par le C.D.S. étant la politique, à ses yeux trop complaisante vis-à-vis des communistes, du ministre de l'Agriculture Luis Saias. C'est alors qu'entra en jeu le président Eanes. Contre l'avis du Conseil de la révolution, il destitua le Premier ministre Mario Soares et mit la classe politique devant l'alternative suivante : constitution par le leader du parti socialiste d'un cabinet de coalition largement majoritaire, ou bien désignation par le président d'un gouvernement de « personnalités ». Mario Soares ayant rejeté la première solution, le président Eanes désigna, pour diriger le gouvernement, un « technicien », proche du patronat, Nobre da Costa. Le régime évoluait nettement vers le présidentialisme, ce qui ne manquait pas d'émouvoir les milieux de gauche. Or, ce premier gouvernement de « personnalités » ayant été censuré par l'Assemblée, le président récidiva en chargeant Carlos Mota Pinto de former un nouveau gouvernement de « techniciens indépendants », qui passe alors, aux yeux de la gauche, pour être « le plus à droite que le Portugal ait connu depuis 1974 ». L'année 1978 s'acheva sur une manifestation gigantesque à Lisbonne, organisée par l'Intersyndicale, pour protester contre ces dérives.

L'agitation sociale et les manœuvres politiques devaient amener au milieu de 1979 la démission du gouvernement et la dissolution du Parlement élu le 25 avril 1976. Maria de Lourdes Pintasilgo, ambassadeur auprès de l'U.N.E.S.C.O., militante catholique de gauche, fut chargée de former un gouvernement de transition destiné à préparer les élections. En décembre, celles-ci donnèrent la victoire à la droite, tant à l'Assemblée qu'aux instances locales. En effet, l'Alliance démocratique,

regroupant le parti social-démocrate (centre droit), le Centre démocratique et social (droite) et les monarchistes du parti populaire monarchiste, emporta 128 sièges, tandis que le parti socialiste n'en conservait que 74, et l'Alliance pour le peuple uni (A.P.U.) regroupant les communistes et leurs satellites du Mouvement démocratique populaire, 47. Sa Carneiro, le leader du P.S.D., va alors former le premier cabinet officiellement de droite depuis la révolution des œillets.

Si maintenant on essaie de prendre un peu de recul par rapport à ces six années tumultueuses, on peut discerner les enchaînements qui ont accompagné l'émergence et la maturité de la jeune démocratie portugaise. Dès les élections à la Constituante d'avril 1975, les électeurs ont manifesté à la fois leur désir de réformes et leur souci d'ordre et de mesure : d'où leur choix, pour assurer ce programme, d'un parti socialiste qu'on savait modéré. Cependant, une gauche plus radicale, dominée par les militaires, s'est maintenue au pouvoir jusqu'au 25 novembre suivant. A partir de cette date, les socialistes, en accord avec la majorité de l'opinion, ont travaillé à éliminer tout pouvoir populaire et toute présence communiste dans le gouvernement. Une fois écarté le risque de dérive gauchiste ou d'autoritarisme communiste, les électeurs de droite qui avaient accordé leurs suffrages aux socialistes sont retournés à leur famille d'origine. C'est cette frange de l'électorat qui détenait désormais la clef des changements de majorité en l'absence, avant la fin des années 80, d'une perspective d'union de la gauche.

Stabilisation

Après six années relativement agitées, la vie politique portugaise prit un rythme plus lent pendant les six années qui précédèrent son entrée dans la Communauté européenne. Le fait le plus marquant de cette époque est sans doute la révision constitutionnelle de 1982 qui assura au régime son caractère semi-présidentiel. Deux ans plus tôt cependant, en 1980, Ramalho Eanes avait été réélu président de la République avec une confortable majorité (56 %) grâce aux voix de la gauche. La

campagne électorale, il est vrai, avait été endeuillée par la mort dans un accident d'avion du leader du P.S.D., Sa Carneiro, dont les funérailles avaient eu lieu la veille même du scrutin. L'Alliance démocratique, qui avait triomphé aux élections législatives trois mois plus tôt, ne recueillait que 40 % des voix, tandis que le candidat du M.F.A., Otelo de Carvalho, était totalement rejeté (1,5 %).

La nouvelle formulation de la Constitution avait été acquise, le 12 août 1982, par 197 voix (les socialistes et la droite) contre 40 (les communistes). La principale disposition concernait le rôle des militaires dans la vie politique : la suppression du Conseil de la révolution renvoyait définitivement les capitaines dans leurs casernes. Le Conseil de la révolution, chargé de protéger les « acquis » de la révolution des œilletons, était remplacé par un Tribunal constitutionnel, un Conseil supérieur de la défense nationale et un Conseil d'État. Par ailleurs, les pouvoirs du président de la République étaient réduits : il ne pouvait désormais désigner les chefs militaires que sur proposition du gouvernement. Cependant la Constitution réaffirmait le maintien des « grandes directions imposées par la révolution » et le caractère irréversible des acquis de celle-ci, notamment dans le domaine des nationalisations.

Pourtant, c'est toujours le chef de l'État qui garantit le mieux la stabilité du régime en l'absence de larges majorités parlementaires. On compte en effet deux dissolutions du Parlement en moins de trois ans (février 1983-juillet 1985). Aux élections qui suivent la première, les socialistes, avec 36 % des voix, arrivent derrière l'Alliance démocratique (39 %) regroupant la droite et le centre droit. Mais le parti socialiste étant néanmoins le premier parti, c'est à son leader, Mario Soares, que revient de former le gouvernement : il choisit comme partenaires les centristes du parti social-démocrate. C'est la rupture de cette coalition par les centristes qui provoque la seconde dissolution. Et les élections qui suivent, en octobre 1985, leur donnent une assez large majorité (30 % des voix, 88 sièges), loin devant le parti socialiste, qui s'est effondré à 20 % des suffrages. Mais à cette occasion les forces de gauche avaient vu la naissance d'un nouveau parti, réuni autour des idées et de la

personne du président Eanes, le parti rénovateur démocrate (P.R.D.), qui recueillait 18 % des voix. Conformément à la Constitution, c'est le nouveau leader du parti vainqueur, Anibal Cavaco Silva, qui était appelé à former le nouveau gouvernement.

Pour un ancrage européen

Plus que ces péripéties politiques assurant l'alternance au pouvoir et qui témoignaient du bon fonctionnement des institutions démocratiques, la grande affaire du Portugal au début des années 80, c'est l'ancrage dans l'Europe. Pour certains hommes politiques, tel Mario Soares, cette préoccupation date des premières heures de la révolution. L'une de ses premières démarches, en effet, a consisté à solliciter une aide de la C.E.E. Il a d'abord obtenu, en octobre 1975, une aide financière exceptionnelle d'urgence, sous la forme d'un prêt de la Banque européenne d'investissement, d'un montant de 150 millions d'unités de compte. Puis un protocole additionnel est venu, en 1976, compléter les mesures déjà prévues en 1972 entre la C.E.E. et le Portugal, lorsque la Grande-Bretagne avait quitté l'A.E.L.E. En même temps, un protocole financier apportait un nouveau crédit de 200 millions d'unités de compte.

La demande d'adhésion à la C.E.E., formulée en mars 1977, a reçu un avis favorable de la commission en mai de l'année suivante. Elle a été accompagnée de plusieurs mesures dont une aide de pré-adhésion, consentie en décembre 1980, de 275 millions d'ECU ; une partie de cette somme, prise sur le budget communautaire, devait contribuer à la modernisation des P.M.E., au développement de la formation professionnelle et à l'amélioration des structures du secteur primaire (agriculture et pêche). La création d'un portefeuille « Intégration européenne » dans le cabinet Pinto Balsemão, après l'élection présidentielle de décembre 1980, manifestait la volonté d'aboutir vite. Pourtant les négociations devaient durer jusqu'au 29 mars 1985. Les cérémonies officielles de signature du traité d'adhésion purent avoir lieu le 12 juin, à Lisbonne. Dès lors le pays se préparait à la chance et au choc que constituait le 1^{er} janvier

1986. Mais avant de rendre compte de la manière dont le Portugal a assumé les conséquences de ses choix, il faut revenir sur certains des bouleversements opérés dans le pays au cours des douze années qui séparent la révolution des œillets de l'entrée dans la Communauté européenne.

La révolution aux champs : le flux...

L'une des originalités de la révolution des œillets a été de privilégier les transformations dans les campagnes, au point que la réforme agraire est devenue le symbole le plus puissant du processus révolutionnaire, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Le diagnostic de la situation de l'agriculture portugaise en 1974 peut tenir en ce constat de carence : bien qu'employant près du tiers de la population active, le secteur agricole ne parvenait pas à faire face aux besoins alimentaires essentiels de la population. La situation n'était pas nouvelle, mais le demi-siècle de dictature corporatiste avait singulièrement accru les maux traditionnels : stagnation de la production, archaïsme et inertie des structures. Aussi l'agriculture portugaise se présentait-elle comme la plus pauvre et la moins compétitive de l'ensemble des pays européens. L'émigration qui frappait le monde rural portugais avait vidé les campagnes d'une partie de leurs forces vives et l'âge moyen des chefs d'exploitation s'était considérablement accru.

Mais les problèmes étaient différents selon les régions. Dans le Nord et plus spécialement dans le Minho (Nord-Ouest), beaucoup d'exploitations étaient trop petites pour assurer l'autosubsistance d'une famille, la superficie moyenne étant inférieure à deux hectares. A cela s'ajoutait un parcellaire extrêmement dispersé et exigu : il n'était pas rare, au moment de la moisson, de voir des champs portant moins de dix gerbes de blé. Un proverbe, toujours cité, prétend que le paysan du Minho ne peut pas envoyer sa vache paître dans son champ sans qu'elle ne fume le champ du voisin. Le régime de faire-valoir dominant était celui du métayage et il se traduisait par de lourds prélèvements en nature au profit du propriétaire. Au sud du Tage, la situation était totalement différente, Algarve mis à part. Ici, la

moyenne des exploitations approchait les 30 hectares, mais surtout la structure dominante était celle du *monte*, grand domaine de plusieurs centaines, voire de plusieurs milliers d'hectares, exploité de manière extensive par une main-d'œuvre salariée, souvent saisonnière, toujours mal payée, sous la houlette de régisseurs représentant le grand propriétaire absentéiste. Le nombre des ouvriers agricoles avait cependant commencé à diminuer depuis une vingtaine d'années grâce au recours, de plus en plus important, aux entrepreneurs de labours. En 1974, on comptait environ 450 000 journaliers (contre 750 000 au milieu des années 50). Par ailleurs certains de ces grands domaines, à proximité de Lisbonne surtout, connaissaient des mutations depuis également deux décennies, qui faisaient d'eux des entreprises soucieuses de rentabilité et dont les bénéficiaires étaient investis dans le capitalisme urbain. Mais ils représentaient l'exception.

De toute manière, minifundium du Nord et latifundium du Sud avaient en commun de générer la même misère, sans parvenir à sortir le pays de sa dépendance alimentaire. C'est pourquoi dès avril 1974 l'ensemble des nouveaux responsables de la vie politique étaient conscients de l'urgence qu'il y avait à briser les structures agraires pour introduire une dynamique nouvelle. Mais les solutions proposées allaient vite révéler des ambiguïtés dans l'approche du problème. En gros, deux stratégies s'opposaient. La première dans l'ordre chronologique voyait dans la réforme agraire, selon les termes de la Constitution de 1976, « l'un des instruments fondamentaux pour la construction de la société socialiste ». C'est la philosophie qui a prévalu entre le 25 avril 1974 et le 25 novembre 1975. Ensuite les divers gouvernements constitutionnels ont plutôt vu dans la réforme agraire un outil de rénovation économique, une voie pour faire entrer le latifundium dans une économie capitaliste soucieuse de rentabilité. Mais alors on s'installait déjà dans la phase de reflux du processus révolutionnaire.

Les premières mesures de réforme ont concerné la petite exploitation. Elles ont été prises par le quatrième gouvernement provisoire, le troisième de ceux qu'a dirigés Vasco Gonçalves, et elles portaient la marque du ministre de l'Agriculture

Salgado Zenha. Le décret-loi promulgué le 15 avril 1975 introduisait en effet une réforme des baux ruraux : il supprimait les sous-locations (qui se traduisaient par une rémunération des intermédiaires) et le métayage ; il rendait obligatoires les contrats écrits ; il permettait au gouvernement de plafonner les rentes foncières en espèces. Ces mesures intéressaient naturellement plutôt les régions du Nord, mais pas exclusivement. Elles avaient été précédées, depuis l'été 1974, de manifestations avec occupation des terres, dans le Ribatejo et l'Alentejo, pour l'accroissement des salaires, l'obtention de garanties d'emploi et la négociation de contrats collectifs.

A cette même date, un mois donc après le putsch raté du 11 mars, le gouvernement annonçait ses projets d'expropriation, sanctionnés par les décrets de juillet. Étaient frappés d'expropriation les domaines dont la superficie se situait au-dessus de 50 000 « points » de revenu potentiel, ce qui, traduit en unités de superficie, concernait ceux qui atteignaient ou dépassaient 500 hectares en culture sèche ou 50 hectares en culture irriguée. En même temps les conditions d'indemnisation des expropriés étaient prévues, ainsi que des « réserves » pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas d'autres moyens de subsistance et qui désiraient continuer l'exploitation de leurs terres.

Mais le mouvement d'occupation des terres prit une ampleur de plus en plus considérable au cours de l'été de 1975. A la fin de l'année, pour quelque 400 000 hectares légalement expropriés au profit de l'État, on comptait plus d'un million d'hectares de terres occupées. A cette date encore, près de 500 « nouvelles unités de production » avaient été créées. Elles réunissaient 72 000 travailleurs. Elles s'organisaient selon deux modes. L'« unité collective de production » provenait de la fusion d'anciens domaines latifundiaires. Elle pouvait dépasser une superficie de l'ordre de 10 000 hectares. C'était le cas, dans le district de Béja, d'*Esquerda vencera* (« Gauche vaincra ») et de *Margem esquerda* (« Rive gauche »), respectivement de 10 800 et 14 100 hectares. Dans ces cas, la « nouvelle unité de production » coïncidait avec la réalité socio-économique du village alentéjan. L'autre structure était celle de la coopérative. Elle intéressait, en général, des unités plus petites, et s'était consti-

tuée aux dépens de domaines déjà acquis à certaines formes de modernisation.

La réforme était complétée par la mise en place de « structures d'appui », comme les centres régionaux de réforme agraire chargés de coordonner les activités des nouvelles unités de production et de redistribuer les bénéfices des plus favorisées pour permettre les investissements des plus pauvres.

Ces mesures devaient être rendues irréversibles par leur introduction dans la Constitution de 1976, qui leur consacra un titre et huit articles. Mais en même temps le texte constitutionnel introduisait des limites géographiques et économiques : c'était le début d'une autre phase.

... et le reflux

Le 10 août 1977 était votée la loi-cadre de réforme agraire, à laquelle est resté attaché le nom du ministre socialiste de l'Agriculture d'alors, Antonio Barreto. Dans le langage officiel, ce texte introduit la « seconde réforme agraire ». Mais la réalité est bien celle d'une contre-réforme. La loi-cadre prend, en effet, le contre-pied de la plupart des mesures antérieures. Animée par une stratégie politique de lutte contre l'influence communiste, elle s'inspirait aussi d'un objectif économique et social nouveau, conforme aux recommandations du Fonds monétaire international et aux aspirations des futurs partenaires européens. Comme la réforme proprement dite, elle s'intéressait à la fois à la petite et à la très grande propriété.

Prenant acte du fait que la loi de 1975 n'avait pas été appliquée (peu de conversions de rentes en monnaie, peu de renégociations de contrats, peu de contrats écrits), le législateur de 1977 est revenu en arrière et a supprimé l'obligation de l'écrit pour les contrats de fermage. En fait cet immobilisme était moins dû à l'inertie de la petite paysannerie qu'à l'attitude des pouvoirs publics. En effet, en l'absence d'aide de l'État, il était souvent impossible aux petits exploitants de réunir les liquidités nécessaires pour assurer un paiement en monnaie. Pourtant, avec la dévaluation de l'escudo, cette conversion aurait été très avantageuse pour eux.

L'offensive menée contre les nouvelles unités de production était d'une tout autre ampleur. L'État commença par leur mesurer son aide financière, en restreignant le recours au crédit agricole pour urgence et en réduisant la durée des prêts : les coopératives qui avaient emprunté pour réaliser les investissements indispensables se virent dans l'obligation de rembourser plus vite qu'elles n'avaient prévu. Surtout, une série de mesures visaient au démembrement des nouvelles unités de production. La superficie des « réserves » des anciens propriétaires fut revue à la hausse : dans le district d'Evora, elles passèrent de 70 à 700 hectares en plantations de chênes-lièges. Par ailleurs, on y réintégra les bâtiments d'exploitation, ce qui privait les nouveaux possesseurs d'infrastructures indispensables.

A partir de 1980, le processus de démembrement s'enrichit d'une autre pratique, amorcée dès 1978 : la redistribution par enchères publiques de lots pris sur les nouvelles unités de production. L'objectif était de constituer, aux dépens de ces unités collectives, une moyenne exploitation familiale. Les baux étaient de six ans. La superficie affectée par ces distributions n'a pas été considérable : 45 000 hectares, soit 8 % des terres des nouvelles unités de production, répartis entre 1 100 exploitations. Mais sa signification idéologique était claire : c'était renoncer à la logique, inscrite dans la Constitution, de transformation des rapports de production et à travers eux de transformation de la société.

De toute manière cette transformation était rendue illusoire par le petit nombre des travailleurs engagés dans les nouveaux rapports de production. Les effets cumulés des entraves financières, de l'agrandissement des « réserves » et de la redistribution des lots individuels ont en effet entraîné une spectaculaire érosion du domaine socialisé. En six ans, de 1977 à 1982, 600 000 hectares lui ont été enlevés, entraînant la disparition de 188 nouvelles unités de production. Au cours des cinq années suivantes l'érosion a affecté 100 000 hectares supplémentaires. Il restait, en 1987, 360 nouvelles unités de production couvrant 360 000 hectares et cultivées par 16 800 travailleurs.

Il faut reconnaître que le système n'a pas donné les résultats économiques attendus. Après deux ou trois années de progression spectaculaire des rendements et des gains de productivité, les difficultés ont commencé. Certaines étaient directement liées aux dispositions de la loi Barreto sur le crédit et sur l'extension des « réserves ». Mais les gouvernements antérieurs ont aussi leur part de responsabilité, pour avoir privilégié les aspects de démonstration politique au lieu d'accorder la priorité au soutien économique et technique, à la coordination des expériences, à l'organisation des marchés. Mais l'échec économique de la contre-réforme est tout aussi patent : la reconnaissance de larges « réserves » aux propriétaires n'a pas, dans l'ensemble, concouru à la promotion d'une agriculture performante. En effet, si une minorité d'anciens latifundistes a su utiliser le système indemnitaire pour une amélioration des infrastructures et de la mécanisation, la plupart y maintient toujours le système traditionnel en usant des possibilités que leur offre la loi en terres de plantations de chênes-lièges, dévoreuses d'espace.

Pourtant le système des indemnisations peut induire indirectement certaines transformations sociales. Le principe voulait que le financement des expropriations fût assuré par les « fermages » prélevés par l'État sur les exploitations collectives ainsi que sur les lots redistribués. L'État s'acquittait de sa dette vis-à-vis des expropriés en bons négociables en Bourse, dont la valeur était reconnue pour une période de 6 à 23 ans. Ainsi les anciens grands propriétaires ont une nouvelle possibilité de transférer le capital foncier dans les secteurs industriel et commercial. La réforme agraire, de façon très indirecte, s'avère ainsi un moyen de reclassement social des latifundistes.

C'est néanmoins ailleurs qu'il faut chercher les principales incidences de la réforme agraire. Conquise par les travailleurs avant d'être institutionnalisée par le législateur, elle a débloqué une situation foncière multiséculaire, dont des générations de responsables politiques avaient perçu les effets désastreux sans pouvoir s'attaquer aux racines du mal. Or en quelques mois, une structure, le grand domaine latifundiste, a été détruite de manière irréversible. Par ailleurs les manifestations de force

paysanne tranquille de l'été 1975, à l'opposé des jacqueries, ont été l'occasion de prises de conscience du retard pris dans l'exploitation des campagnes. Elles ont été prolongées par des revendications, suivies par des réalisations, concernant les infrastructures routières, les moyens de transport, l'adduction d'eau, mais également les écoles, les crèches, les centres culturels. D'une façon plus générale, la réforme agraire a démontré la force du « peuple uni » et fondé l'espoir des plus démunis. Le reflux amorcé en 1977 au niveau de l'institution n'a pas nécessairement atteint les esprits.

La révolution à l'école...

Les efforts de la première République en matière d'enseignement avaient été brutalement interrompus par le coup d'État militaire de 1926 et par les premières décennies de l'État nouveau. Il a fallu, en effet, attendre les années cinquante pour que soient prises les premières mesures, limitées, en faveur de l'enseignement primaire. Mais c'est seulement au temps de Caetano, sous l'impulsion du ministre de l'Éducation nationale Veiga Simão, que furent prises les dispositions pour une scolarité primaire effective et pour une ouverture de l'enseignement secondaire à tous ceux qui le désiraient. Mais en 1974 ces dispositions étaient souvent restées lettre morte, tant étaient grandes les carences dans la formation des maîtres et dans les infrastructures matérielles. C'est le régime issu de la révolution des œilletons qui devait réaliser ce programme, en le dépassant.

Les militaires au pouvoir en 1974 et 1975 avaient une claire conscience des besoins d'instruction dont souffraient notamment les zones rurales. D'où leur campagne, organisée par la V^e section de l'état-major, de « dynamisation et de conscientisation ». Elle s'est traduite par la tenue de plus de 2 000 sessions dans le nord et le centre du pays. Parallèlement des groupes d'étudiants, souvent gauchistes, entamaient une campagne d'alphabétisation dans les mêmes secteurs. Chacune de ces deux expériences, d'où les arrière-pensées politiques n'étaient pas absentes, a vite révélé ses limites, se heurtant aux pesanteurs d'un milieu souvent dominé par un clergé conserva-

teur. Cependant un plan d'alphabétisation des adultes devait être repris en 1977 dans un cadre et dans un esprit différents.

Concernant la formation initiale, on notera surtout les efforts entrepris en matière d'enseignement pré-élémentaire et primaire. En 1976, la scolarité a été décrétée obligatoire et gratuite de 6 à 14 ans, tandis que, pour la rendre effective, le travail des enfants de moins de 14 ans était interdit. Le pourcentage des dépenses publiques d'enseignement est passé de 1,6 % du produit national brut en 1970 à 4,1 % en 1985, ce qui situe le Portugal en tête des pays méridionaux de la communauté européenne.

Les résultats sont lisibles dans les courbes représentant l'évolution du taux d'alphabétisation. Des statistiques officielles très optimistes faisaient état en 1970 d'un pourcentage d'illettrés de 22 %, mais la plupart des observateurs s'accordaient à l'établir au-dessus de 30 %. Or en 1985 ce taux, pour les personnes âgées de 15 ans et plus, était de l'ordre de 16 %, avec une distorsion encore importante entre les hommes (12 % d'analphabètes) et les femmes (21 %). Pourtant on sait qu'à la fin des années 80 encore la scolarisation se heurte toujours au travail clandestin des enfants : diverses enquêtes conduites séparément en 1989 établissent leur nombre aux environs de 100 000, dont certains de 6 et 7 ans. Ils sont employés surtout dans l'industrie textile et dans celle de la chaussure.

Ces statistiques ne tiennent pas compte des différences régionales et notamment du retard des zones rurales du Nord-Est. Elles ne prennent pas non plus en compte l'analphabétisme « fonctionnel » qui interdit en fait l'usage de l'écrit. Or cette forme d'analphabétisme a des répercussions politiques et culturelles dans la vie courante, par l'intermédiaire de la télévision et du cinéma. En effet, jusqu'à ce jour, le Portugal a choisi de diffuser les séries et films étrangers en version originale sous-titrée. L'Espagne, de son côté, a fait le choix de les diffuser en version castillane. Or il est plus facile, ou moins difficile, à bon nombre de Portugais de suivre les dialogues de *Dallas* ou de *Santa Barbara* en castillan que de les lire en portugais : c'est pourquoi, à certaines heures, un tiers des téléspectateurs portugais choisit la télévision espagnole...

Des progrès ont également été accomplis dans le domaine de l'enseignement supérieur, mais ils ont leurs limites. Des établissements d'enseignement technique court ont été créés en différentes régions. Cependant les structures d'accueil demeurent insuffisantes pour faire face à une demande légitime. On a dû instaurer un *numerus clausus*. Cela se traduit par un faible pourcentage d'étudiants par rapport à l'ensemble des élèves scolarisés aux différents niveaux d'enseignement : avec un taux de 5,6 % en 1986, il était le plus faible d'Europe. C'est un témoignage incontestable de retard.

Pourtant le pays bénéficie d'un mécénat culturel d'une grande efficacité, à travers une fondation dont l'importance est telle qu'elle représente presque un second ministère de la Culture : il s'agit de la fondation Gulbenkian. C'est en 1953, deux ans avant sa mort, que Calouste Gulbenkian a établi son testament par lequel il créait une « fondation perpétuelle et portugaise », à buts « charitables, artistiques, éducatifs et scientifiques ». Né en 1869 dans une riche famille de banquiers arméniens, Calouste Gulbenkian avait acquis, lors du partage de la Turkish Petroleum Company, la part qui restait après que quatre grandes compagnies se furent réparti chacune 23,75 % de la production, ce qui lui valut le surnom de « Monsieur 5 % ». Établi au Portugal à partir de 1942, il légua aussi à son pays son extraordinaire collection d'œuvres d'art. En trente années, la fondation devait transformer le paysage culturel portugais. Dotée d'un budget annuel d'environ 50 millions de dollars (ce qui représente moins de 5 % du capital), elle ne limite pas son activité au domaine des Beaux-arts, s'intéressant autant à l'éducation, à la recherche scientifique, aux bibliothèques, à l'édition... Avec son Institut culturel portugais à Paris ou son Institut franco-portugais à Lisbonne, c'est un ambassadeur obligé et efficace de la culture portugaise à l'étranger. Cette institution a par ailleurs assuré sans crise apparente la continuité culturelle entre l'ancien et le nouveau régime. C'est donc par facilité que l'on a rattaché son étude à celle de la révolution. Il en est de même dans d'autres domaines.

... et dans l'Église

Nous avons fait état dans un précédent chapitre des complaisances de la hiérarchie ecclésiastique vis-à-vis de certaines méthodes de l'État nouveau. L'évêque de Porto mis à part, l'ensemble de l'épiscopat est resté fidèle au régime jusqu'à la fin. Il était suivi d'une grande partie de son clergé, mais de nombreux militants catholiques de renom avaient clairement choisi la voie de l'opposition, comme en témoigne l'affaire de la chapelle du Rato en décembre 1972. L'épiscopat ne pouvait donc pas adopter une attitude trop ostensiblement négative vis-à-vis du nouveau régime. La conférence épiscopale, réunie à Fatima dans les jours encadrant le 25 avril 1974, conseillait même aux catholiques de « participer » au changement : l'Église, si elle n'avait pas appelé la révolution de ses vœux, ne ferait pas obstacle à sa réussite.

C'était néanmoins sans compter sur le conservatisme du clergé du Nord, sur les maladresses de certaines démarches dans le cadre de la campagne d'alphabétisation, ou sur certaines démonstrations de force communistes qui pouvaient apparaître comme des provocations dans un milieu où l'anticommunisme servait de doctrine politique. Aussi les rapports entre une partie de l'Église et les gouvernements présidés par Vasco Gonçalves se sont-ils tendus au cours de l'année 1975. Le clergé du Nord prit ouvertement position pour les partis conservateurs lors de la campagne électorale. Il dénonçait en même temps les communistes, encourageant ainsi les violences dont étaient victimes leurs militants ou leurs locaux. Il a fallu une lettre des évêques, inspirée peut-être par le patriarche de Lisbonne, qui avait déjà donné des signes évidents de son attachement à la démocratie, pour que cessent ces manifestations. Dès lors les choses rentrent dans l'ordre : l'Église portugaise a accepté la révolution dans les faits, ce qui pour elle impliquait aussi une révolution.

Le changement de régime, les incertitudes des premiers mois sont par ailleurs intervenus dans une Église confrontée à de nombreux problèmes internes, avec un clergé moins suivi de ses ouailles, notamment dans les villes, et gagnée par le doute : depuis la fin des années 70 le nombre des vocations diminuait



10^e anniversaire de la révolution des œillets :
la foule est toujours au rendez-vous

et on notait de nombreuses défections dans les rangs du clergé. Le choc de la révolution des œillets a sans doute contribué à réorienter les choix de pastorale et à tenir davantage compte de l'opinion des laïcs engagés dans des responsabilités syndicales ou politiques. Peu à peu, comme l'État, l'Église portugaise prend un autre visage.

Ainsi les bouleversements induits par le 25 avril 1974 affectent tous les domaines de la vie portugaise : s'ils sont plus éclatants dans le domaine politique, ils sont également profonds dans l'organisation économique et dans les rapports sociaux. Mais c'est surtout concernant la place du pays dans le monde que les répercussions ont été incommensurables. Sans renier son passé, que lui rappelle constamment la communauté lusophone dans le monde, le Portugal s'est ancré à l'Europe où il entend prendre toute sa place.

A l'heure européenne

Le 1^{er} janvier 1986, le Portugal, en compagnie de l'Espagne, a pris le risque de l'aventure européenne aux côtés des Dix. Car c'est bien de risque qu'il s'agit, mais d'un risque calculé, puisque provenant d'un choix. En effet, il serait simpliste de considérer que ce sont les désillusions africaines qui ont précipité le Portugal dans les bras de l'Europe. D'ailleurs le choix de l'Europe n'entrave nullement les pas du Portugal en direction du monde lusophone. Il reste qu'il implique un pari sur la capacité de réaction du pays, de son économie notamment, au choc européen, et de son aptitude à surmonter d'éventuels nouveaux handicaps. Dans une interview accordée à un quotidien régional français, *L'Indépendant de Perpignan*, en juillet 1990, le président en exercice, Mario Soares, dressant le bilan des atouts dont dispose son pays, évoquait la paix, la stabilité politique, l'histoire, et aussi « la grande culture, et profonde, du peuple portugais, son amour du travail, son sens de l'honnêteté », qu'il opposait aux handicaps que constitue l'archaïsme des infrastructures. C'est le pari du volontarisme, le pari de l'Homme, contre la résignation que pourraient appeler les structures.

Le 1^{er} janvier 1986, cependant, peu d'observateurs auraient misé sur les chances de réussite, compte tenu de la conjoncture économique portugaise. Six ans plus tard, le 1^{er} janvier 1992, à l'heure où le Portugal obtient pour six mois la présidence du Conseil des ministres de la C.E.E. (charge qu'il avait refusée en 1986 en arguant de son manque de préparation), on peut dire que le pari est largement gagné. Le « petit dernier »

de l'Europe s'est avéré le « bon élève » de la classe, celui que l'on cite en exemple pour la faiblesse de son taux de chômage et pour la rapidité de sa croissance.

La démocratie tranquille

Les six premières années de vie à l'heure européenne ont confirmé l'ancrage du pays dans la démocratie, bien que les électeurs aient exprimé des choix qui pouvaient mettre les institutions à l'épreuve. Forte du succès du parti du Premier ministre, Cavaco Silva, aux élections législatives d'octobre 1985, la droite pensait installer l'un des siens au palais présidentiel de Belem. Or son candidat, Diogo Freitas do Amaral, arrivé largement en tête, avec 46,3 % des voix, au premier tour des élections présidentielles de janvier 1986, se faisait distancer au second tour, le 16 février, par le leader d'un parti socialiste en déroute trois mois plus tôt : en la personne de Mario Soares, pour la première fois depuis 70 ans, un civil accédait à la présidence de la République. Cette victoire avait été obtenue grâce à l'union des forces de gauche, divisées au premier tour. En effet, outre un candidat du parti communiste, Salgado Zenha, soutenu par le président sortant, était aussi entré en lice un ancien Premier ministre, Maria de Lourdes Pintasilgo. Mais au second tour la discipline de vote avait joué totalement en faveur du leader socialiste, le report des voix communistes étant particulièrement manifeste dans ses bastions de l'Alentejo.

On pouvait néanmoins s'interroger sur l'évolution des relations entre un président de gauche, détenteur de pouvoirs relativement bien délimités, mais considéré par l'opinion comme détenteur du pouvoir suprême, et un Premier ministre de droite qui, au soir de l'élection, affirmait sa décision de poursuivre l'œuvre engagée depuis trois mois. L'avenir devait donner tort aux pessimistes : la cohabitation allait se révéler courtoise, voire cordiale.

L'année suivante les électeurs étaient de nouveau appelés aux urnes pour désigner prématurément une nouvelle Assemblée, celle qui était née en 1985 ayant été dissoute après un vote de censure à l'encontre du gouvernement Cavaco Silva. Or le



1986 : campagne pour les élections présidentielles. Le socialiste Mario Soares (en bas) l'emporte au second tour, alors que la victoire semblait promise à son principal concurrent (en haut) à l'issue du premier

19 juillet 1987, ils faisaient à ce dernier et à ses amis sociaux-démocrates un véritable triomphe, en leur accordant plus de la moitié des suffrages. C'était la première fois depuis la révolution d'avril qu'un parti politique obtenait la majorité des sièges au Parlement. Mis à part le parti socialiste, toutes les formations étaient laminées par le raz-de-marée social-démocrate. Les grands perdants étaient l'ancien président, Ramalho Eanes, et son parti rénovateur démocratique, qui recueillait moins de 5 % des voix. Le vainqueur avait pourtant le triomphe modeste, affectant de considérer que l'électorat avait manifesté avant tout son souci de stabilité. En tout cas, conformément à la Constitution, il était appelé à former le nouveau gouvernement, un gouvernement désormais assuré de la durée.

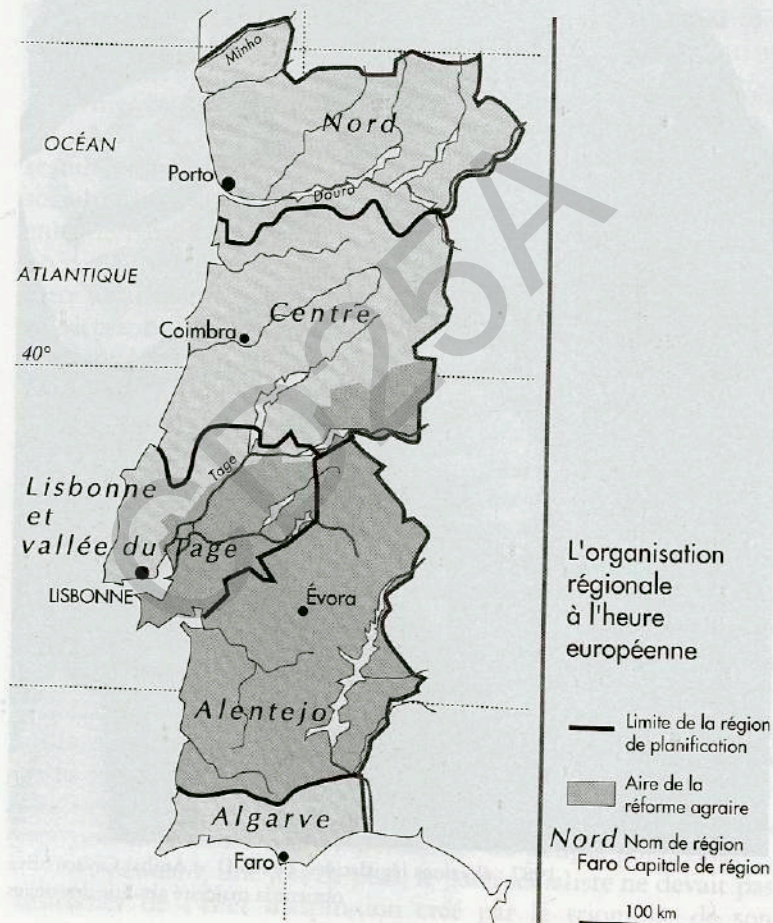
Mais la durée engendre souvent l'usure. En 1989, des scandales financiers avaient quelque peu déstabilisé le parti social-démocrate. A gauche, en revanche, la fusion s'amorçait entre le parti socialiste et le parti rénovateur démocratique, et un dialogue s'ouvrait avec les communistes. Les dividendes de cette politique devaient apparaître dès les élections municipales de décembre 1989 où la gauche unie l'emporta largement, gagnant les mairies des deux grandes villes, Lisbonne et Porto, tandis que les sociaux-démocrates s'effondraient même dans les circonscriptions les plus sûres. Le balancier semblait continuer sa course et le pays s'installait dans une alternance tranquille, même si certains acteurs, tels les communistes d'Alvaro Cunhal, réélu secrétaire général du parti en mai 1990, campaient toujours sur des positions figées. Les élections présidentielles du 13 janvier 1991 ont amplement confirmé cette volonté des électeurs portugais d'être « gouvernés au centre » : soutenu à la fois par les socialistes et par le parti social-démocrate du Premier ministre, Mario Soares a été réélu triomphalement avec plus de 70 % des suffrages exprimés, soit un nombre de voix – trois millions sept cent mille – sensiblement plus élevé que celui réuni en 1976 et 1980 par le général Ramalho Eanes. Il mérite plus que jamais le titre de « Don Mario I^{er} » que lui a décerné, avec une affectueuse ironie, la majorité du peuple portugais.

Cependant, une fois de plus, le parti socialiste ne devait pas bénéficier de l'effet d'aspiration créé par le triomphe de son



1987 : élections législatives. Le P.S.D. d'Anibal Cavaco Silva obtient la majorité absolue des sièges

ancien leader charismatique. Bien au contraire, lors des élections législatives du 6 octobre 1991, il devait de nouveau laisser la majorité absolue à Anibal Cavaco Silva dont le parti social-démocrate (centre droit) obtenait 50,4 % des suffrages. La seule consolation du secrétaire général du parti socialiste, Jorge Sampaio, maire de Lisbonne, qui réunissait près de 30 % des voix, était de voir son parti échapper au sort du parti communiste, lequel, pour la première fois de son existence, passait au-dessous des 10 %.



La volonté d'oublier les outrances des premières années d'après la révolution apparaît aussi dans « l'affaire Otelo de Carvalho ». Après son échec, avec moins de 4 % des voix, aux élections présidentielles de 1980, le bouillant lieutenant-colonel avait maintenu en activité quelques cellules du mouvement qu'il avait créé, le Front d'unité populaire. En même temps naissait un nouveau mouvement, les Forces populaires du 25 avril (F.P.-25), qui se faisait connaître par une série d'attentats et de hold-up. Otelo de Carvalho fut suspecté d'en être l'inspirateur et le principal dirigeant. C'est à ce titre qu'il fut arrêté en 1984 avec une cinquantaine de militants d'extrême gauche, dont deux prêtres et une religieuse. Le tribunal de Lisbonne, en mai 1987, prononça à leur encontre de lourdes peines : Otelo de Carvalho était condamné à 15 ans de réclusion, bien qu'il ait toujours nié toute participation aux F.P.-25. Six mois plus tard, la Cour d'appel aggravait de trois ans la peine de prison. Or, en mai 1989, la Cour suprême, constatant que le procès avait été entaché de plusieurs irrégularités et que l'essentiel de l'accusation reposait sur le témoignage de quatre « repentis », ordonnait la mise en liberté du prisonnier politique le plus célèbre, en attendant que le Tribunal constitutionnel se prononce sur l'appel déposé par les avocats. Il est à parier que d'ici là, la loi d'amnistie des prisonniers politiques déposée au Parlement sera votée. Une page sera alors déjà tournée. Un temps en tout cas est révolu, celui au cours duquel un pays avait besoin d'un « héros » pour incarner ses rêves et se rassurer sur la disparition définitive de ses vieux démons. Les nouveaux héros ont désormais un profil plus pragmatique.

Le réalisme à la portugaise

La réalisation du programme économique du Premier ministre en exercice depuis 1985, Anibal Cavaco Silva, se heurtait à un obstacle constitutionnel. La Constitution de 1976, en effet, préconisait « la transformation des relations de production et d'accumulation capitaliste en vue de la construction d'une société socialiste ». L'une des voies pour atteindre cet objectif était la pratique des nationalisations, et la Constitution

insistait sur leur « caractère irréversible ». La contradiction ne pouvait être résolue que par une révision de la Constitution. L'ancrage dans l'Europe ne pouvait qu'en être favorisé.

Un rapprochement entre les deux principaux partis politiques, le parti social-démocratique et le parti socialiste, a abouti à un accord en ce sens en octobre 1988. Or ces partis représentaient à eux seuls la majorité des deux tiers requise pour l'adoption d'une modification de la Constitution. Le nouveau texte est entré en vigueur le 8 août 1989. Il comporte plus de 200 modifications, avec notamment la suppression de toute référence à une « transition vers le socialisme ». Certains obstacles à « l'esprit d'entreprise » ont également disparu, comme l'interdiction des lock-out ou le contrôle des commissions ouvrières sur la gestion des entreprises. Surtout, un bon nombre des entreprises nationalisées depuis 1975 allaient pouvoir réintégrer le secteur privé.

La première privatisation d'entreprise a concerné une brasserie installée dans le nord du pays, l'Unicer. Le principe retenu pour toutes les opérations de privatisation est celui de la vente en Bourse, mais avec des possibilités d'exceptions. Une tranche du capital privatisé est réservée aux petits épargnants et aux travailleurs des entreprises concernées. En même temps la part offerte aux capitaux étrangers est limitée à 10 ou 20 % selon les cas. L'ensemble des privatisations doit toucher en tout une soixantaine d'entreprises et affecter ainsi les principaux secteurs de la production, de la sidérurgie à la pétrochimie, en passant par la banque, les assurances ou les transports. Or la valeur globale des quinze plus grosses entreprises privatisables correspond au tiers du produit intérieur brut du Portugal. Pour l'État, cela constitue un ensemble de recettes exceptionnelles qui lui facilitent l'équilibre de son budget. Cependant dans certains secteurs les enjeux des privatisations sont tels qu'elles suscitent craintes et convoitises dans les milieux politiques et financiers. Il en fut ainsi lors de la privatisation, en mai 1990, du plus grand quotidien portugais, le *Jornal de Noticias*, dont l'État détenait 86 % des parts. Un quart des 850 000 actions devait être réservé à des coopératives de journalistes. La direction et la rédaction en chef avaient donc pour la circonstance fondé leur coopérative,

Alphapresse, soutenue par un grand capitaliste portugais, Amorim. Mais, sur pression gouvernementale, dit-on, celui-ci devait se retirer au dernier moment, pour céder la place à un patron de presse étranger, le Français Robert Hersant, au grand dam des journalistes du *Jornal*. L'opération, en l'occurrence, au lieu des 3 milliards d'escudos escomptés, avait cependant rapporté plus de 10 milliards.

L'État n'a pas cessé pour autant d'être un acteur économique. Il intervient d'abord par l'I.P.E. (Investissements et participation de l'État), un holding financier créé en 1976, qu'il contrôle à 55 % et qui a des prises de participation dans une centaine d'entreprises. Quant à l'Institut d'appui aux petites et moyennes entreprises, il gère depuis 1977 les fonds communautaires destinés au Portugal et il analyse les projets portugais qui font l'objet d'une demande d'aide à la C.E.E.

Les risques de l'Europe verte

L'agriculture portugaise n'était pas préparée à subir le choc de l'Europe. C'est pourquoi le traité d'adhésion a prévu une période transitoire de dix ans avant l'alignement des droits et obligations agricoles sur ceux de ses partenaires.

Le constat des carences a déjà été présenté pour rendre compte de l'opportunité de la réforme agraire. On peut y ajouter quelques statistiques plus récentes faisant référence à l'année 1988. Elles ne témoignent pas de changements quantitatifs importants depuis 1974. Parmi les Douze, le Portugal est toujours le pays qui présente le taux le plus élevé de population active employée dans l'agriculture : plus de 20 % (contre 8 % de moyenne pour l'ensemble des pays de la C.E.E.). Pourtant le secteur agricole ne concourt que pour un peu plus de 6 % au Produit intérieur brut. La population agricole portugaise représente plus de 12 % de la population agricole des Douze, mais elle ne fournit que 1,2 % de la production agricole européenne. La surface moyenne des exploitations (3 hectares) est la plus faible d'Europe. Par ailleurs, l'âge moyen des chefs d'exploitation est très élevé, deux sur trois ayant plus de 55 ans, et les possibilités de formation sont compromises par un taux d'alpha-

bétisme de l'ordre de 30 %. Comment dans ces conditions l'agriculture portugaise peut-elle soutenir le choc en retour de l'Europe verte ?

La période de transition a été consentie au Portugal, comme à l'Espagne, pour permettre à son agriculture, en réformant ses structures, de devenir compétitive. Ses objectifs sont diversifiés : il s'agit à la fois de la doter des infrastructures qui lui font défaut (développement du secteur irrigué), de la libérer de structures foncières archaïques (minifundium et latifundium), d'assurer la libre formation des prix. Dans ce dernier domaine, la situation est particulièrement délicate. En effet, l'État portugais est depuis longtemps animé d'un double souci : maintenir des prix relativement bas à la consommation (c'est le « pain politique » de la première République) et assurer un prix correct à la production. D'où un système d'aides, sous forme de prix « institutionnels », pour des produits aussi divers que le blé, le lait, l'huile d'olive, le vin ou les tomates... Or ce système est évidemment incompatible avec les exigences de la politique agricole commune.

Le régime de transition mis en place le 1^{er} janvier 1986 est complexe, à l'image de la complexité des problèmes portugais. Pour certains produits il s'aligne sur les mesures prises en faveur d'autres États membres lors de précédents élargissements. Beaucoup de ces mesures ne sont d'ailleurs prévues que pour une durée de sept ans. Mais pour le plus grand nombre des produits d'autres étapes et d'autres modalités ont été définies. Ainsi les actions de restructuration des marchés devaient prendre fin au bout de cinq ans, voire trois ans dans certains cas. En revanche, les grands travaux d'infrastructure et la formation professionnelle nécessitent une transition de dix ans.

Les moyens dont dispose le Portugal pendant ces dix années de répit et de remise à niveau, pour importants qu'ils apparaissent, risquent d'être insuffisants. L'agriculture portugaise peut compter sur une aide financière de la Communauté pour sa politique structurelle : 47 milliards d'escudos les deux premières années, 60 milliards de 1988 à 1992. Le Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles finance également des changements de structure, à la hauteur de 50 % des projets,



Le vignoble du Haut-Douro :
l'un des fleurons de l'agriculture portugaise

les 50 % restants étant pris en charge par l'État portugais et les bénéficiaires. D'autres fonds communautaires interviennent également, comme le Fonds européen de développement économique régional et le Fonds social européen. Ils alimentent en partie un organisme spécifique à l'agriculture portugaise, le Programme spécifique de développement de l'agriculture portugaise, créé en 1986 pour dix ans, à raison de 70 millions d'ÉCU par an. Ce « programme spécifique » est destiné à promouvoir les grands travaux d'infrastructure. On peut pourtant s'interroger sur l'efficacité de ces aides, dans la mesure où le plus grand nombre des agriculteurs ne sont pas prêts à former des projets, parce qu'ils n'ont ni la formation nécessaire pour les gérer, ni les moyens financiers d'avancer leur quote-part.

L'ouverture de l'Europe peut-elle, du moins, proposer de nouveaux débouchés aux produits portugais ? L'opportunité n'intéresse évidemment que les produits excédentaires, c'est-à-dire les produits dits « méditerranéens », tels que les fruits, les vins, les légumes, l'huile d'olive, la viande de mouton et de chèvre. Mais ces produits ne représentent qu'une proportion relativement faible (37 %) du marché agricole portugais (alors qu'ils constituent les deux tiers de la production agricole italienne et la moitié de celle de la Grèce). Encore faut-il qu'ils soient compétitifs sur le marché européen. Or les prix de tous les produits portugais de ce secteur sont, par exemple, supérieurs à ceux de l'Espagne, la plupart sont plus élevés que ceux de la Grèce et beaucoup dépassent la moyenne communautaire. Seuls une réforme des structures, le développement de la mécanisation et de l'irrigation pourraient – mais dans quel délai ? – amener à la baisse les différentiels de prix entre le Portugal et la C.E.E. Par ailleurs, si l'Europe fournit de nouveaux débouchés, elle introduit aussi une nouvelle concurrence. Celle-ci affecte les produits de première nécessité, comme les céréales. Or dans ce domaine encore, les prix portugais, artificiellement soutenus par l'État pour compenser une productivité insuffisante, sont plus élevés que ceux de la moyenne communautaire. L'amélioration des coûts de production apparaît dès lors comme une exigence. En résumé, les onze partenaires de la Communauté verte n'ont rien à craindre de la concurrence portugaise, ce qui peut faciliter les négociations. Mais, malgré les aides dont elle bénéficie, l'agriculture portugaise joue une partie qui est loin d'être gagnée. Au point que certains responsables portugais se demandent sérieusement si, dans une perspective de division du travail à l'intérieur de la Communauté, le Portugal ne devrait pas rechercher des créneaux dans d'autres secteurs.

La recherche de nouveaux « créneaux »

L'industrie portugaise est toujours caractérisée par l'importance des secteurs traditionnels que constituent le textile et la chaussure, le liège et la pâte à papier : l'ensemble de ces secteurs fournit la moitié des exportations industrielles. Or ces

industries sont fortement concurrencées par la production asiatique dont les prix sont plus bas. Cependant le Portugal peut jouer la carte de la qualité tout en maintenant des prix avantageux. Pour cela il peut compter sur un faible taux d'absentéisme ouvrier, sur une main-d'œuvre à bon marché et – il faut bien le rappeler car c'est aussi une donnée économique – sur le travail clandestin des enfants. Mais l'entrée dans le Marché unique européen implique l'adoption des normes européennes, que les petites et moyennes entreprises sont loin de respecter. De toute manière, ces secteurs traditionnels doivent être relayés par d'autres, plus dynamiques.

Le Portugal peut aussi compter sur ses bons résultats dans des secteurs en déclin dans le reste de l'Europe, tels la fonderie ou les chantiers navals : après des années de marasme, la Lisnave a de nouveau rempli ses carnets de commande. D'une façon générale, les secteurs industriels les plus florissants sont ceux qui exigent une main-d'œuvre abondante et d'un bon niveau de qualification, sans pour autant recourir aux techniques de pointe. Mais le « créneau » est étroit et provisoire.

Aussi l'industrie portugaise compte-t-elle surtout sur une restructuration, sous la forme de holdings multisecteurs, tels les groupes Amorim (liège) ou Sonae (télécommunications) dont l'éventail des activités inclut les secteurs du tourisme, de la banque, des transports ou de l'agriculture. L'un des soucis des responsables politiques est en effet d'éviter une colonisation par les capitaux étrangers qui ferait du Portugal le Hong-Kong de l'Europe. Des garde-fous ont été imposés dans ce sens aux entreprises privatisées pour que les capitaux étrangers n'excèdent pas 20 %. Mais la meilleure défense étant l'offensive, ces holdings sont aussi le vecteur des investissements portugais à l'étranger. Une banque d'investissement, le *Banco do Fomento*, se spécialise dans l'aide aux entreprises qui étendent leurs activités à l'étranger. Déjà Amorim est implanté dans divers pays européens, dont la Hongrie. Sonae a des filiales en Grande-Bretagne, de même que Portucel (pâte à papier) ou Indasa (abrasifs).

Cependant les capitaux étrangers ne cessent pas de progresser, en particulier dans le secteur des services. Les grandes réalisations touristiques de l'Algarve sont très tributaires des

investissements étrangers, allemands et anglo-saxons, rejoints récemment par les Néerlandais et les Suédois. Livrés à eux-mêmes, sans cahier des charges précis et contraignant, les promoteurs, mus par le seul objectif du profit immédiat, ont défigurés une côte que l'élitisme salazariste avait su préserver. Et si la clientèle étrangère semble momentanément satisfaite, le caractère exorbitant des prix et le non-respect de l'environnement en tiennent les Portugais écartés. Il est de ce fait préoccupant de voir des décideurs économiques préconiser une orientation prioritaire de l'économie portugaise vers les « créneaux » des services et du tourisme. C'est d'ailleurs nier les qualités de la main-d'œuvre portugaise, que l'on s'accorde, ailleurs, à reconnaître. Le grand voisin ibérique ne s'y est d'ailleurs pas trompé : en cinq ans, entre 1986 et 1991, l'Espagne s'est emparée de plus d'un millier d'entreprises portugaises et a multiplié par quinze le montant de ses investissements dans le pays.

Il serait cependant injustifié de terminer cette évocation des perspectives économiques sur ces notes pessimistes. Depuis l'adhésion à la C.E.E., le Portugal a connu une croissance rapide de son produit intérieur brut, de l'ordre de 4,2 % par an (4,8 % pour l'année 1989). Le taux de chômage a été ramené à 4 % de la population active en 1991, c'est-à-dire qu'il est le plus bas de l'Europe des Douze, mis à part le Luxembourg. L'inflation, qui se situait aux environs de 28 % deux ans avant l'adhésion, est passée en dessous de la barre des 10 % en 1988, pour connaître une nouvelle poussée de fièvre en 1989 (12,7 %). Avec un produit intérieur brut par habitant de loin le plus faible des Douze, le Portugal ne peut qu'être tiré vers le haut par la dynamique européenne. Les régions portugaises ont d'ailleurs réussi à se faire reconnaître comme partenaires à part entière dans les négociations qui ont abouti, en avril 1990, à la définition d'un « arc atlantique » regroupant 21 régions européennes et destiné à faire contrepoids au « croissant fertile » du Centre-Europe. Mais la place et le rôle du Portugal dans le monde ne se mesurent pas en km², ni en poids démographique, ni en taux de croissance, mais en rayonnement culturel.

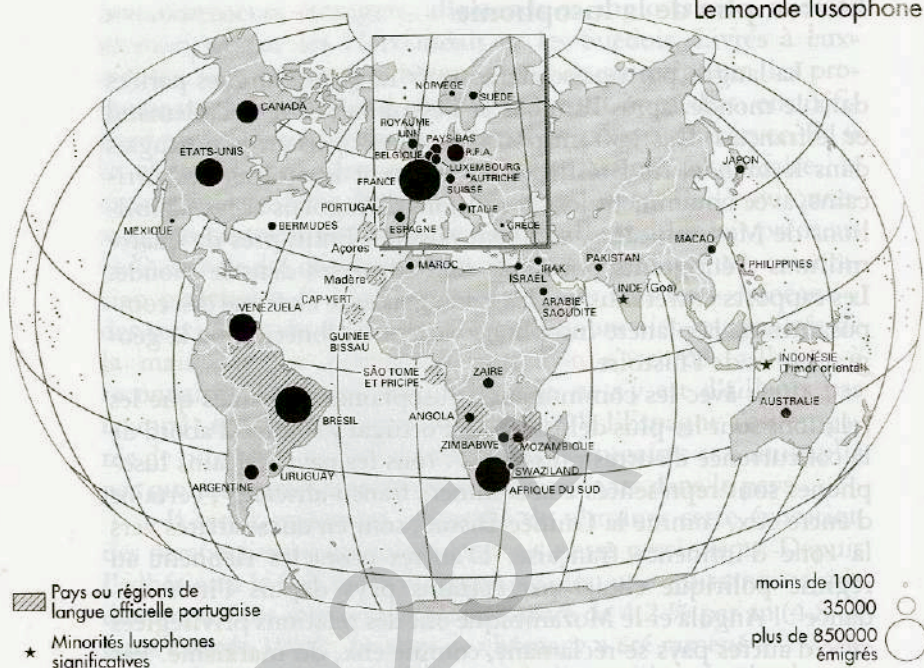
Le tremplin de la lusophonie

La langue portugaise arrive au 6^e rang des langues parlées dans le monde, après l'anglais et l'espagnol, devant l'allemand et le français. Des 180 millions d'hommes parlant le portugais dans le monde, les Brésiliens représentent la moitié. Les Africains, avec notamment les six millions d'Angolais et les 14 millions de Mozambicains, viennent ensuite. Enfin près de quatre millions d'émigrants portugais sont dispersés dans le monde. Les rapports entretenus par les Portugais avec chacune des composantes de la planète lusophone varient en fonction de la géographie et de l'histoire.

C'est avec les communautés lusophones africaines que les relations sont les plus délicates. Le Portugal y souffre d'abord de la concurrence d'autres puissances : tous les pays africains lusophones sont représentés aux sommets franco-africains ; certains d'entre eux, comme la Guinée-Bissau, sont en outre attirés vers la zone d'influence française. D'autres obstacles tiennent au régime politique choisi par certains pays depuis l'indépendance : l'Angola et le Mozambique ont des relations privilégiées avec d'autres pays se réclamant, comme eux, du marxisme. Par ailleurs le Portugal ne dispose pas, au titre de l'aide potentielle, du poids financier que peuvent faire valoir d'autres anciennes puissances coloniales. Enfin, la présence de 700 000 lusophones en Afrique du Sud, dont beaucoup de Blancs proches des thèses de l'apartheid, complique encore les relations.

Cela dit, les dirigeants portugais qui se sont succédé depuis 1974 n'ont jamais renoncé à établir ou à rétablir le dialogue. La volonté de maintenir vivante la communauté lusophone s'est manifestée par de nombreux voyages de responsables politiques portugais, au plus haut niveau, en Afrique lusophone : le président Eanes a visité successivement le Mozambique (1976), l'Angola et la Guinée-Bissau (1982) et le Cap-Vert (1986). Les accords de coopération intéressent pratiquement tous les domaines : militaire au Mozambique et en Guinée-Bissau ; technique, dans tous les États, y compris São Tomé e Príncipe (pour les transports aériens) ; monétaire : en 1989, la Guinée-Bissau, un moment attirée par la zone franc, a

Le monde lusophone



conclu un accord de convertibilité entre le peso guinéen et l'escudo, ce qui constitue l'amorce d'une zone escudo ; culturel, avec la fourniture de manuels scolaires au Mozambique et à la Guinée-Bissau. Ces relations sont bénéfiques à l'économie portugaise et l'aident à équilibrer sa balance commerciale. La langue portugaise permet aussi aux écrivains africains lusophones d'atteindre une audience internationale. Son importance a été officiellement reconnue en 1985, date à laquelle le portugais est devenu l'une des langues de travail de l'Organisation de l'unité africaine.

Avec le Brésil, les accords se situent à d'autres niveaux. De grands groupes portugais, comme Champalimaud, y implantent des filiales. Mais le Brésil joue aussi sa propre carte en Afrique lusophone où il peut apparaître comme un concurrent.

En Asie, si l'on met à part quelques territoires indiens, comme Goa, où la langue portugaise connaît un regain d'intérêt, il ne reste qu'une tête de pont de la culture portugaise : Macao. Par un accord de 1987, le Portugal a admis son rattachement à la Chine en 1999, dans des conditions semblables à celles qui avaient été retenues pour Hong-Kong : le territoire maintiendra son économie de marché. Quant à Timor-Oriental, occupé par l'Indonésie depuis 1975, c'est un îlot lusophone oublié. Malgré les condamnations de l'O.N.U. à l'encontre de l'Indonésie, et malgré l'activité d'un mouvement de résistance, le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental (FRETILIN), 200 000 Timorais victimes de la répression indonésienne semblent rayés de la mémoire internationale. L'Australie n'a-t-elle pas officiellement reconnu, en 1985, la souveraineté de l'Indonésie sur la région ?

Mais la lusophonie, ce sont aussi les quelque 4 millions d'émigrés de la diaspora portugaise. Nous avons évoqué leur rôle dans l'équilibre de la balance des paiements du Portugal. Il est plus difficile de l'évaluer dans d'autres domaines. Ils participent officiellement à la vie politique de leur pays en élisant quelques représentants à l'Assemblée. Mais les taux de participation sont toujours très bas. Dans le domaine culturel, des communautés ont su cultiver leur différence dans le cadre de la vie associative (associations sportives, groupes folkloriques). Quelques municipalités, en France entre autres, comme celle de Cerisay (Deux-Sèvres), ont tenu à les associer aux prises de décision en leur accordant une représentation, à titre consultatif, à l'Assemblée communale. Dans ces cas, les apports lusitaniens à la vie locale peuvent être variés, allant du domaine de l'expression d'une sensibilité à celui de la gastronomie. Ils ont surtout le mérite d'inciter à poursuivre la découverte de l'autre par le voyage portugais.

Le qui a « inventé le monde », qui s'expatrie, semble-t-il, facilement, tout en manifestant, par le *cosmopolite*, une sorte de culture d'exil, faite de la nostalgie de la terre natale, ce peuple sait accueillir l'étranger, n'hésitant jamais, pour faciliter la communication, à utiliser les quelques-mots qu'il a appris dans la langue de l'autre. Mais si l'étranger, à son tour, fait l'effort d'apprendre la langue de ses hôtes portugais, alors il est

alors, dans les années 1970, on met à part quelques territoires indiens
 comme Goa, où le langage portugais connaît un regain d'inté-
 rêt, il ne reste guère que le point de la culture portugaise.
 Mais, par un accord de 1974, le Portugal a signé son traité
 d'adhésion à la CEE en 1976, dans des conditions particulières à
 celles qui avaient été prévues pour les autres pays de la région.
 maintenus son statut de territoire d'outre-mer à l'instar d'Algarve,
 occupé par l'Indonésie depuis 1975, c'est un fait important
 public. Malgré les recommandations de l'ONU, à l'exception de
 l'Indonésie, ce n'est pas l'adhésion à un mouvement de renouveau
 le point d'adhésion pour l'adhésion de l'Est-Ouest
 tel (BRETELIN) 100 000 Portugais, victimes de la dépression
 indonésienne semblent avoir été la conséquence internationale.
 L'Australie n'a-t-elle pas été admise récemment en 1987, la
 souveraineté de l'Indonésie.

Mais la situation est loin d'être simple, les quelques millions
 d'émigrés de la diaspora portugaise. Nous avons vu que leur
 rôle dans l'économie de l'Indonésie est important au Portugal. Il
 est plus difficile de les intégrer dans le pays d'accueil.
 pour officiellement à la fin de la guerre, les Portugais ont
 quelques représentants à l'Assemblée nationale portugaise, des
 partent sont toujours très bas. Dans les années 1970, des
 communautés ont eu à souffrir leur rôle dans le développement de la
 vie associative (associations sportives, culturelles, etc.).
 Quelques municipalités, en France, ont reçu les services de la
 (Gaza) (Dix-Sept) ont reçu les services de la diaspora portugaise.
 selon un leur accordant une reconnaissance à l'Assemblée nationale
 l'Assemblée communale. Dans ce cas, les Portugais ont
 la vie locale peuvent être utiles, même dans le domaine de l'économie.
 signal une reconnaissance à l'Assemblée nationale. Ils ont obtenu
 le moyen de porter à l'Assemblée nationale la reconnaissance de leur rôle
 dans le développement de l'Assemblée nationale.

De fait, à ce niveau, il y a une certaine concurrence. De
 fait, y a-t-il une certaine concurrence, y a-t-il une certaine concurrence
 tout de même, y a-t-il une certaine concurrence, y a-t-il une certaine concurrence
 d'être un concurrent.

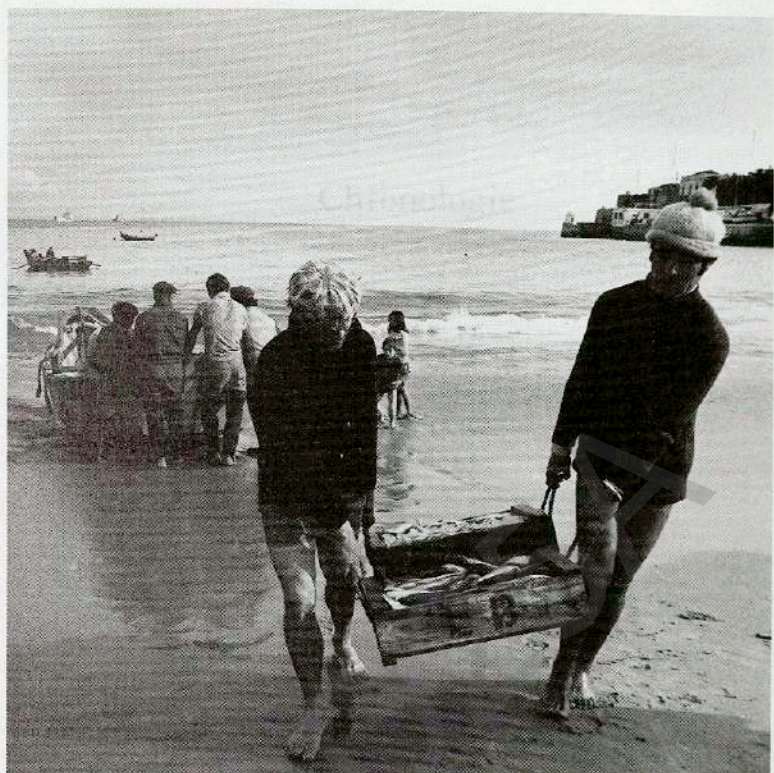
Conclusion

Ce voyage aux sources d'une nation nous ramène naturellement à la terre où celle-ci a pris naissance et dont elle s'est nourrie. Il y a sans doute autant de voyages portugais possibles que de quêtes légitimes de voyageurs. Il serait néanmoins dommage de traverser les paysages portugais sans redécouvrir les Découvreurs : même si les caravelles ont définitivement jeté l'ancre, elles ont marqué l'âme portugaise de manière indélébile. On retrouvera ces marins, avec leur superbe et leurs craintes, à Lisbonne, au bord du Tage, mais aussi à Tomar, à Batalha ou à Sagres. Mais on se souviendra aussi qu'avant de s'aventurer sur mer et de s'expatrier outre-mer, les Portugais édifiaient leur part d'Europe, participant notamment à la création artistique et littéraire, et qu'ils n'ont jamais cessé, même lorsqu'ils se sont retrouvés à la tête d'un empire démesuré, de regarder vers elle et d'accueillir ses hommes et ses idées. Il ne faudrait pas que le demi-siècle d'immobilisme et de fermeture imposés par la dictature vienne ternir l'image de ce peuple éclectique, ouvert d'instinct à l'étranger.

Si l'expression « terre d'accueil » a un sens, c'est bien au Portugal. Ce peuple qui a « inventé le monde », qui s'expatrie, semble-t-il, facilement, tout en manifestant, par la *saudade*, une sorte de culture d'exil, faite de la nostalgie de la terre natale, ce peuple sait accueillir l'étranger, n'hésitant jamais, pour faciliter la communication, à utiliser les quelques mots qu'il a appris dans la langue de l'autre. Mais si l'étranger, à son tour, fait l'effort d'apprendre la langue de ses hôtes portugais, alors il est

aussitôt récompensé par la qualité de l'échange. Le voyageur qui revient chaque année au Portugal se demande chaque fois si ses hôtes ne vont pas manifester de l'agacement devant l'afflux de plus en plus important d'étrangers souvent plus soucieux de sable et de soleil que de rencontre. Et chaque fois le « miracle » se reproduit, en particulier dans les campagnes, le miracle de se sentir accueilli, presque attendu. Saura-t-il jamais, par exemple, ce *desocupado* de Monsanto, « le plus portugais des villages portugais », en Beira, quel rôle de promoteur de la culture portugaise il remplit, quand il parcourt aux côtés des touristes les pentes escarpées qui mènent à la forteresse médiévale, pour le simple plaisir de partager ce qu'il aime ?

Car la grande richesse, inépuisable, du Portugal, ce sont bien ses hommes. On ne risque rien à se laisser guider par eux, sauf à s'exposer au désir incoercible de revenir vers eux : on comprendra alors ce qu'est, peut-être, la *saudade*.



L'entrée dans l'« Europe bleue » appelle des changements dans les structures de la pêche

1355 : assassinat d'Inês

1383 : révolution de Lisbonne

le maître de la mer devient « regente » du royaume

1385 : proclamation de Jean I^{er} par les Côtes

bataille d'Aljubarrota

1411 : traité de paix entre le Portugal et l'Espagne

1415 : prise de Ceuta

début des expéditions atlantiques

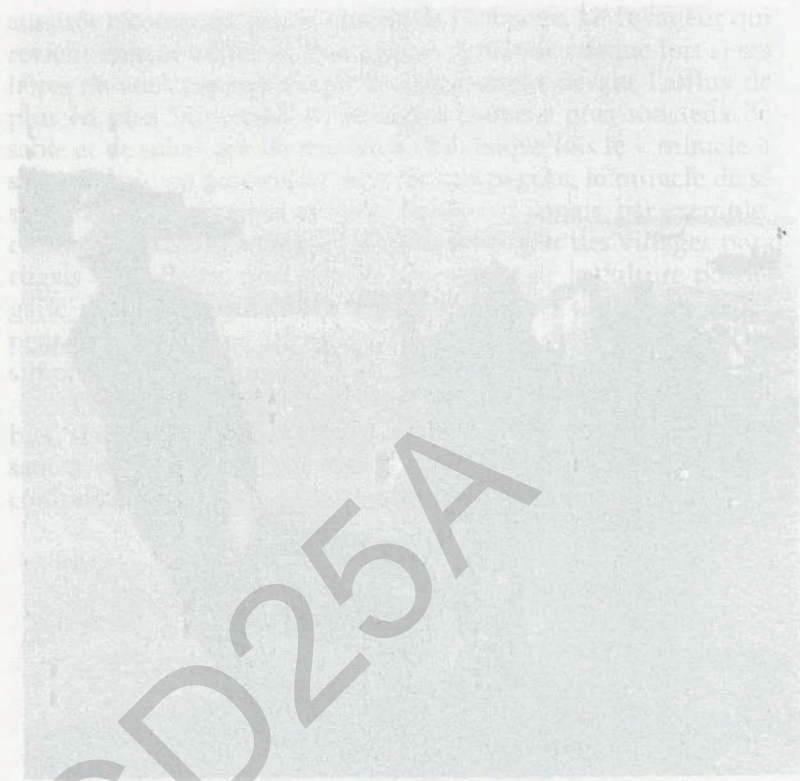
1434 : franchissement du cap Bojador

1483 : Bartolomé Dias double le cap de Bonne Espérance

1494 : traité de Tordesillas

1496 : conversion forcée des juifs devenus

« nouveaux chrétiens »



des photographes dans les rues de la ville
Le musée d'art de la ville de Paris

CD25A

Chronologie

II^e et I^{er} s. av. J. C. : conquête romaine

III^e siècle : construction du temple d'Evora

Du début du V^e jusqu'en 585 :

domination suève dans le Nord

550 : Martin de Braga convertit le pays au catholicisme

De 585 à 711 : domination wisigothique

711 : invasion de la péninsule par les musulmans

1095 : indépendance du comté de Portugal.

1128 : Alphonse-Henri devient maître du Portugal

1140 : première mention du titre de roi

1147 : prise de Lisbonne

1249 : achèvement de la reconquête

1290 : fondation de l'Université

1319 : création de l'Ordre du Christ

1355 : assassinat d'Inès de Castro

1383 : révolution de Lisbonne

le maître d'Avis devient « recteur » du royaume

1385 : proclamation de Jean I^{er} par les Cortès

baraille d'Aljubarrota

1411 : traité de paix entre le Portugal et l'Espagne

1415 : prise de Ceuta

début des expéditions atlantiques

1434 : franchissement du cap Bojador

1483 : Bartolomeu Dias double le cap de Bonne Espérance

1494 : traité de Tordésillas

1496 : conversion forcée des juifs devenus

« nouveaux chrétiens »

- 1497-1499 : voyage de Vasco de Gama aux Indes
 1500 : Cabral découvre le Brésil
 1536 : établissement de l'Inquisition au Portugal
 introduction des Jésuites
 1540 : premier *auto da fé*
 1557 : prise de Macao
 1572 : publication des *Lusiades* de Luis de Camões
 1580 : les Espagnols occupent le Portugal. Philippe II
 (1581-1598), Philippe III (1598-1621), Philippe IV
 (1621-1640) sont rois d'Espagne et rois de Portugal
 1604 : fondation du Conseil des Indes
 1624 : les Hollandais attaquent Bahia
 1628 : création de la Compagnie de Commerce des Indes
 1640 (1^{er} décembre) : proclamation de Jean de Bragance
 1654 : traité de Westminster, expulsion des Hollandais du Brésil
 1657 : la Compagnie du Commerce du Brésil est nationalisée
 1668 : traité mettant fin aux guerres de Restauration
 1687 : première expérience de papier-monnaie
 1697 : découverte d'or au Brésil
 1703 : traité de Methuen avec l'Angleterre
 1727 : le café est introduit au Brésil
 1750 : Sebastião José de Carvalho e Melo
 (futur marquis de Pombal) est nommé ministre
 1755 : tremblement de terre
 1759 : suppression de la Compagnie de Jésus au Portugal
 1777 : disgrâce de Pombal, « Viradeira »
 1801 : guerre des oranges
 Olivença passe à l'Espagne
 1806 : blocus continental imposé par Napoléon.
 1807 : invasion française (Junot)
 installation du régent au Brésil
 1818 : fondation du Sinédrio
 1820 : révolution libérale
 1821 : réunion des Cortès constituantes
 1821 : suppression du tribunal du Saint-Office
 1822 : Constitution libérale
 indépendance du Brésil
 1825 : Camões d'Almeida Garrett (début du romantisme)

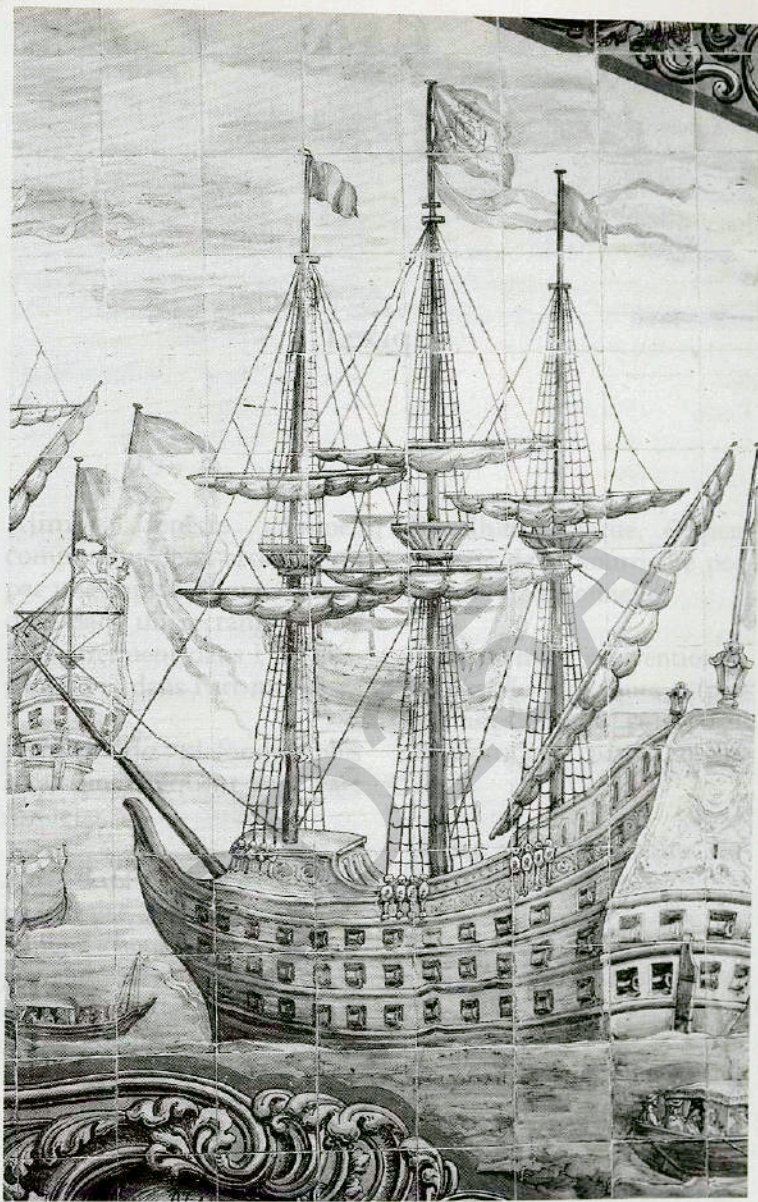
- 1826 : octroi de la Charte constitutionnelle
guerre civile
- 1828-1834 : retour à l'absolutisme
- 1834 : abolition des ordres religieux
- 1836 : révolution septembriste
- 1838 : Constitution libérale
- 1842 : retour à la Charte
- 1846 : révolte de la « Maria da Fonte »
- 1851 : gouvernement de « régénération ».
- 1856 : inauguration du premier tronçon de chemin de fer.
- 1859 : introduction du système métrique
- 1867 : code civil
- 1875 : fondation du parti socialiste.
- 1876 : fondation du parti républicain
- 1891 : révolte républicaine à Porto
- 1908 : régicide.
- 1910 (5 octobre) : proclamation de la République
- 1910 : législation sur le divorce
expulsion des congrégations
droit de grève
- 1911 : loi de séparation de l'Église et de l'État
constitution
- 1912 : première grève générale
- 1916 : entrée dans la Première Guerre mondiale
- 1917 (mai) : apparitions de Fatima.
- 1917 (déc.) : coup d'État de Sidonio Pais
- 1918 : bataille de la Lys
assassinat de Sidonio Pais
- 1919 (jan.-fév.) : « monarchie du Nord ».
- 1921 : création du Parti communiste
(19 oct.) : nuit sanglante à Lisbonne
- 1926 (28 mai) : coup d'État militaire de Braga
prise du pouvoir par le général Carmona.
- 1928 : Carmona, président de la République.
Salazar, ministre des finances
- 1930 : acte colonial
- 1932 : Salazar, président du Conseil
création de l'Union nationale

- 1933 : Statut National du Travail
promulgation de la Constitution et naissance officielle de l'*Estado Novo*
- 1936 : création de la Jeunesse portugaise.
- 1939 : signature du Pacte ibérique
- 1940 : signature du Concordat
- 1943 : cession aux Alliés d'une base aux Açores
- 1945 : autorisation du M.U.D.
- 1949 : adhésion à l'OTAN
- 1953-1958 : premier plan de développement
- 1955 : adhésion à l'ONU
- 1958 : campagne de Humberto Delgado pour les élections présidentielles et élection de Américo Tomas
- 1958 : lettre de l'évêque de Porto à Salazar
- 1959 : second plan de développement
- 1959 : adhésion à A.E.L.E.
- 1961 : détournement du *Santa Maria*
début de l'insurrection angolaise
occupation des territoires de l'Inde
tentative de putsch à Béja
- 1963 : insurrection de la Guinée
- 1964 : insurrection du Mozambique
- 1968 : (sept) : maladie de Salazar ; Marcelo Caetano, président du Conseil.
- 1968-1973 : 3^e plan de développement
- 1970 : mort de Salazar
- 1973 : fondation du parti socialiste
création du Mouvement des Capitaines
- 1974 : publication du livre du général Spínola *Le Portugal et son avenir*
 destitution de Spínola et échec de la mutinerie du 5^e Régiment d'Infanterie
- 1974 (25 avril) : révolution des œillets
(mai) : Spínola, président de la République
(juill.) : gouvernement provisoire (Vasco Gonçalves)
(sept.) : indépendance du Cap-Vert et de la Guinée
échec de la « manifestation silencieuse »
démission de Spínola

- 1975 (11 mars) : échec de la tentative de putsch
du général Spínola
(mars-juill.) : occupation des grandes propriétés
dans l'Alentejo.
(juin) : indépendance du Mozambique
(juill.) : indépendance de São Tomé e Príncipe
(11 nov.) : indépendance de l'Angola
(25 nov.) : tentative de coup d'État des parachutistes de Tancos
- 1976 2 avril : promulgation de la Constitution
25 avril : élections législatives
juin : élections présidentielles favorables à Ramalho Eanes
juil. : 1^{er} gouvernement constitutionnel (Mario Soares)
- 1977 (mars) : dépôt de la candidature à l'entrée dans la CEE
1977 (juil.) : loi Barreto de réforme agraire.
Débat en vue de la « reprivatisation
de l'économie »
- 1978 (janvier) : 2^e gouvernement constitutionnel (Mario Soares)
Août 1978 - Janvier 1979 : gouvernements « d'initiation
présidentielle »
- 1980 (janv.) : 6^e gouvernement constitutionnel (Sa Carneiro)
(déc.) : réélection de Ramalho Eanes à la Présidence de
la République
- 1982 (juil.) : révision constitutionnelle
- 1983 : succès du P.S. aux élections législatives, Mario Soares
chef du gouvernement
- 1985 : création du P.R.D. (parti du président de la République)
- 1986 (1^{er} janvier) : entrée officielle du Portugal dans la CEE
(fév.) : élection de Mario Soares à la présidence de la
République
- 1987 (juil.) triomphe du P.S.D. aux élections législatives
nouveau gouvernement Cavaco Silva
- 1989 (août) : révision de la Constitution
- 1989 : privatisation des entreprises nationalisées
- 1991 (janvier) : réélection de Mario Soares à la présidence de la
République
(octobre) : nouveau succès du P.S.D. de Cavaco Silva aux
élections législatives

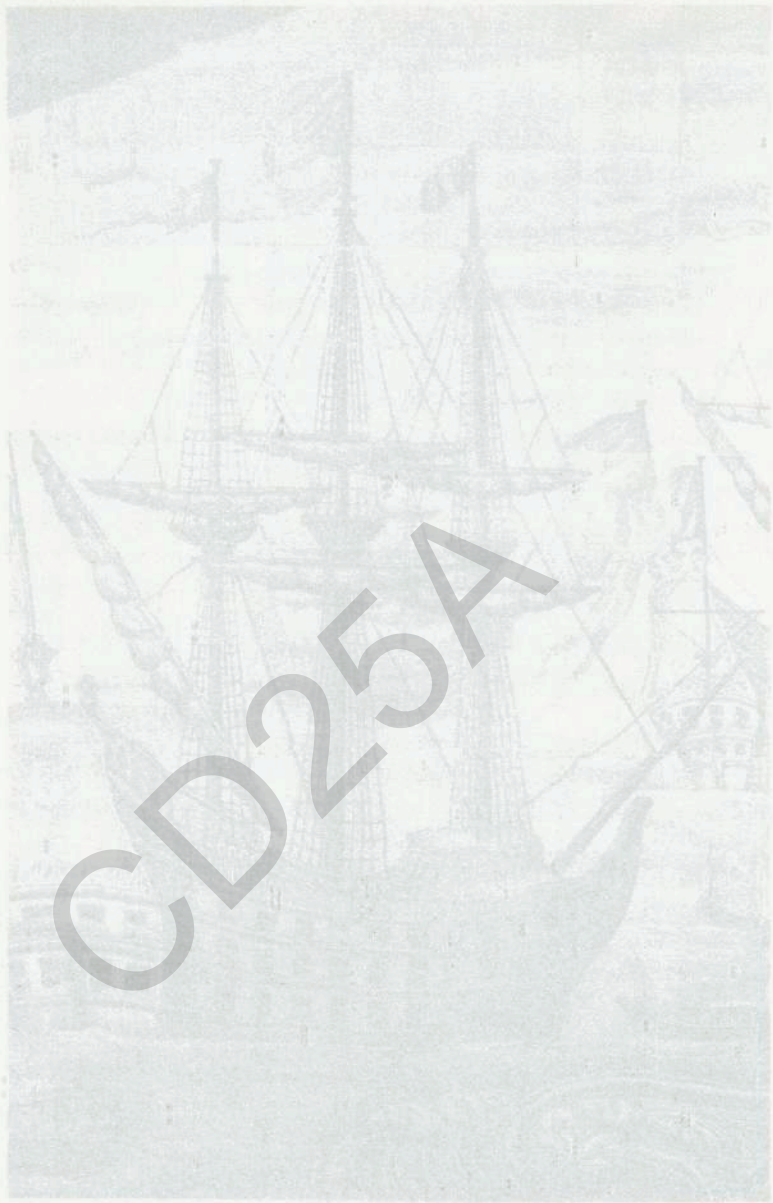
1975 (11 mars) : écho de la tentative de coup d'état
 (mars-juin) : occupation des Atterdes par les
 (juin) : indépendance du Bénin
 (juin) : indépendance de Sao Tomé et Príncipe
 (11 nov) : indépendance de Angola
 (25 nov) : tentative de coup d'état des militaires au Gabon
 1976 2 avril : promulgation de la Constitution
 25 avril : élections législatives
 juin : élections présidentielles favorables à René Sillars
 1977 (mars) : écho de la tentative de coup d'état au Mali
 1977 (juin) : loi relative à l'organisation de l'économie
 1978 (janvier) : 2^e gouvernement de René Sillars
 Août 1978 - janvier 1979 : gouvernement de René Sillars
 1980 (janv) : 6^e gouvernement de René Sillars
 (déc) : élection de René Sillars
 1982 (juil) : révision constitutionnelle
 1983 : succès du PS aux élections législatives
 chef du gouvernement
 1985 : élection du F.R.D. (parti de René Sillars)
 1986 (1^{er} janvier) : entrée officielle du F.R.D. au pouvoir
 (juin) : élection de René Sillars à la présidence de la République
 1987 (juin) : élection de René Sillars à la présidence de la République
 nouveau gouvernement de René Sillars
 1989 (août) : révision de la Constitution
 1989 : présidence de René Sillars
 1991 (janvier) : élection de René Sillars à la présidence de la République
 (octobre) : élection de René Sillars à la présidence de la République

CD25A



Lisbonne. Azulejos du XVII^e siècle. (« Fête en l'honneur
de l'Infante Catherine de Bragançe et de Charles II d'Angleterre »).

Le souvenir de l'aventure maritime.
(Ambassade d'Italie à Lisbonne)



Le navire de l'expédition de l'Amiral de France en 1665. (Reproduction de l'original de l'Amiral de France en 1665.)

Lexique

Ajimez : fenêtre géminée comportant deux arcs séparés par une mince colonne, encadrée dans un rectangle ; élément fréquent dans l'art musulman et dans l'art mudéjar.

Artesonado : plafond de bois à caissons, fréquent dans l'art mudéjar.

Autodafé : mot d'origine portugaise signifiant littéralement « acte de foi » (*auto da fé*) ; supplice des personnes ou destruction des objets par le feu, prononcés par l'Inquisition.

Azulejo : vient de l'arabe *az-zulajj* ; carreau de faïence émaillée utilisé dans le décor de l'art hispano-mauresque, puis omniprésent dans l'art portugais à partir du XVI^e siècle.

Bacalhau : morue, élément de base de la nourriture portugaise traditionnelle.

Caciquismo : intervention régulière de « caciques » (propriétaires terriens, curés) dans les élections à partir du XIX^e siècle.

Castro : centre d'habitat fortifié proto-historique.

Citania : centre d'habitat fortifié proto-historique (cf. *Castro*).

Concelho : collectivité locale de l'importance d'un canton français mais dotée de l'autonomie municipale.

Estado Novo : régime fondé par la Constitution de 1933 et qui justifie la dictature

salazariste. Il est remplacé, en 1968, par l'État social de Marcelo Caetano, qui le prolonge jusqu'en 1974.

Estalagem : auberge de propriété privée (par opposition à la *pousada*).

Fado : chant et musique (guitare) des milieux urbains de Lisbonne et de Coïmbre, plutôt populaires et d'interprétation féminine dans la première ville, plutôt étudiants et d'interprétation masculine dans la seconde.

Grémio : groupement professionnel auquel l'*Estado Novo* faisait l'obligation d'adhérer.

Junta : assemblée politique ou conseil jouant notamment un rôle important dans les périodes de transition.

Marranes : juifs ou musulmans convertis de force au christianisme à partir du XVI^e siècle ; on les appelle aussi « chrétiens nouveaux ».

Monte : ensemble des bâtiments d'habitation et d'exploitation d'une grande propriété latifundiaire.

Mozarabe : chrétien vivant ou ayant vécu sous régime musulman et dont la langue et le vêtement sont arabisés.

Mudéjar : musulman vivant sous régime chrétien.

Padrão : borne ou mémorial ; les Découvreurs en ont jalonné les étapes de l'exploration des côtes africaines.

Plateresque : type de décor architectural affectant les monuments espagnols du temps des Rois catholiques ; ainsi nommé parce que rappelant l'art de l'orfèvre (*platero*).

Pousada : auberge de grand confort ou de luxe, administrée par l'État et installée soit dans un monument historique soit dans un site exceptionnel.

Retornado : ancien habitant des colonies africaines portugaises rentré en métropole lors de la décolonisation des années 1974-1975.

Saudade : sentiment de nostalgie fait d'attachement à la terre natale, de regret du passé et de malaise vécu dans l'exil.

Sébastianisme : courant de type messianique né à la suite de la disparition du roi Sébastien I^{er} à la bataille d'Alcacer-Kébir, en 1578, et qui se traduit par l'attente de l'homme providentiel qui redressera le pays quand celui-ci se trouve en difficulté.

Septembrisme : mouvement libéral né du coup de force de septembre 1836.

Talha : boiserie sculptée ;
talha dourada : bois sculptés peints en or et caractéristiques des retables baroques.

- BOTTINEAU Yves, *Le Portugal et sa vococation maritime*, Paris, 1979.
- BOURDELIN Didier et LABOIT Michel, *Le Portugal au cours du XVI^e siècle*, Paris, 1990.
- CHANDERIGNI Michel, dir., *Littérature portugaise (1470-1700) - L'invention du monde par les nations portugaises*, Paris, 1990.
- DURAND Robert, *La campagne portugaise en Espagne et Tage aux XII^e et XIII^e siècles*, Paris, 1979.
- GEORGEL Jacques, *La colonisation portugaise au Brésil, 1500-1974*, Paris, 1981.
- GUCHARD François, *Le Portugal au XVIII^e siècle*, Paris, 1990.
- HERMANN Christiane, MARCOTTE Jacques, *La péninsule Ibérique au XVIII^e siècle*, Paris, 1989.
- LABOURDETTE Fran-Étienne, *Le Portugal de 1780 à 1807*, Paris, 1985.
- MAGALHAES GEORGINA Martins, *L'économie de l'empire portugais aux XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1969.
- MAGALHAES GODINHO Vitorino, *Os Descobrimentos, XV^e - XVIII^e - A revolução das mentalidades*, Paris, 1990.
- MARCADE Jacques, *Le Portugal au XIX^e siècle*, Paris, 1988.
- MARQUES A.H. de Oliveira, *História do Portugal de origem ao novo tempo*, trad. française, Paris, 1978.
- RUDEL Christian, *Les libertés coutumières d'Alentejo*, Paris, 1980.
- TEYSSIER Paul, *Le Portugal* (coll. « Nous partons pour... »), Paris, 1963.

separatistas : rognans
apoyados en el
de la diáspora
Kéfir, en 1778, et qui se
dans par la suite
providentiellement
pays quand celui-ci se
Padrão : borne
les Découvreurs en ont
jalonné les étapes de l'explora-
tion des côtes africaines.

pittoresque : type de décor
à l'origine affectant les
maisons espagnoles du
territoire des Rois catholiques ;
appelé ainsi parce que rappe-
lant l'art de l'orfèvre (*platero*).

Pousada : auberge de grand
confort ou de luxe, adminis-
trée par l'État et installée soit
dans un monument histo-
rique, soit dans un site excep-
tionnel.

Retornado : ancien habitant
des colonies africaines portu-
gaises rentré en métropole
lors de la décolonisation des
années 1974-1975.

Saudade : sentiment de nos-
talgie, de tristesse, de regret
du passé et de malaise vécu dans
l'exil.

Éléments bibliographiques

- BOTTINEAU Yves, *Le Portugal et sa vocation maritime*, Paris, 1977.
- BOURDELIN Didier et LABORI Michel, *Le Portugal au seuil du XXI^e siècle*, Paris, 1990.
- CHANDEIGNE Michel, dir., *Lisbonne hors les murs, 1415-1580 : l'invention du monde par les navigateurs portugais*, Paris, 1990.
- DURAND Robert, *Les campagnes portugaises entre Douro et Tage aux XII^e et XIII^e siècles*, Paris, 1982.
- GEORGEL Jacques, *Le salazarisme, Histoire et bilan, 1926-1974*, Paris, 1981.
- GUICHARD François, *Géographie du Portugal*, Paris, 1990.
- HERMANN Christian et MARCADE Jacques, *La péninsule ibérique au XVII^e siècle*, Paris, 1989.
- LABOURDETTE Jean-François, *Le Portugal de 1780 à 1802*, Paris, 1985.
- MAGALHAES GODINHO Vitorino, *L'économie de l'empire portugais aux XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1969.
- MAGALHAES GODINHO Vitorino, *Les Découvertes, XV^e - XVII^e : Une révolution des mentalités*, Paris, 1990.
- MARCADE Jacques, *Le Portugal au XX^e siècle*, Paris, 1988.
- MARQUES A.H. de Oliveira, *Histoire du Portugal des origines à nos jours*, trad. française, Paris, 1978.
- RUDEL Christian, *La liberté couleur d'œillets*, Paris, 1980.
- TEYSSIER Paul, *Le Portugal* (coll. « Nous partons pour... », Paris, 1963.

Éléments bibliographiques

BOTTINERAU Yves, *Le Portugal et sa littérature portugaise*, Paris, 1977.
 BOURDELIN Didier et LAFITE Michel, *Le Portugal au sein de
 l'Europe*, Paris, 1980.
 CHANDENNE Michel, *Le Portugal de 1415-1580 :
 l'insertion du monde*, Paris, 1990.
 DURAND Robert, *Les cartes de la découverte*, Paris, 1982.
 GEORGE Jacques, *Le Portugal, 1415-1974*,
 Paris, 1981.
 GUICHARD-FRANÇOIS, Géographie de la France, 1990.
 HERMANN Christian et MARCADE Jacques, *Le Portugal
 au XVII^e siècle*, Paris, 1989.
 LABOURDETTE Jean-François, *Le Portugal, 1415-1974*,
 Paris, 1982.
 MAGALHÃES GODINHO Vitorino, *Économie de la France
 aux XV^e et XVI^e siècles*, Paris, 1969.
 MAGALHÃES GODINHO Vitorino, *La Colonisation XV^e - XVI^e : Les
 révélations des mentalités*, Paris, 1990.
 MARCADE Jacques, *Le Portugal au XV^e siècle*, Paris, 1988.
 MARQUES A.H. de Oliveira, *Histoire du Portugal des origines à nos
 jours*, trad. française, Paris, 1978.
 RUDOL Christian, *La littérature portugaise de 1415 à 1980*,
 TESSIER Paul, *Le Portugal (coll. « Nouvelles littéraires pour... »)*, Paris,
 1963.

CD 254A

Index

- Afonso 88, 89
Afonso (marquis de), José 278
Alagrete, 127
Albuquerque, Afonso de 94
Alcoforado, Mariana 138
Alexandre VI 92
Almada, Alvaro Vaz de 80
Almeida, Antonio José de 197
Almeida, Francisco de 94
Alphonse 62
Alphonse-Henri 36, 38, 39, 40,
42, 47, 55, 121
Alphonse III 40
Alphonse IV 58, 59, 60
Alphonse V 67, 69, 80, 85, 86, 90,
103, 104
Alphonse VI 35, 36, 123
Alphonse VII 38
Amaral, Diogo Freitas do 308
Amaro (Frei) 76
Amorim 315
Andrade Gomes Freire de 161
Andrade, Mario de 269
Andrade, Pinto de 269
Angelo, Carolina Beatrix 184
Antoine, prieur de Crato 112
Antunes, Melo 286
Aragon, Ferdinand d' 89
Arriaga 200, 201
Arruda, Diogo de 97, 102
Arruda, Francisco de 97, 100
Avis, Jean I^{er} d' (voir Jean I^{er})
- Bandarra, Gonçalo 121
Bandeira, Sa da 163, 164, 166
Barreto, Antonio 298
Barthélemy 90
Bearsley, John 128
Béatrice 65, 66
Beltraneja (la) 85
Benoît XV 207
Blanc, Louis 178
Boitac, Diogo de 97
Bontempo, João Domingos 174
Bourgogne, Henri de 36, 41
Bourgogne, Raymond de 36
Braga, Martin de 27, 243
Bragance, duchesse de 112
Bragance, Jean de 121
Braga, Teófilo 171, 178, 201
Bruno, Sampaio 178
- Cabeçadas, Mendes 210
Cabral, Amilcar 270
Cabral, José 164
Cabral, Pedro Alvares 92, 93
Cadaval 127
Caetano, Marcelo 205, 212, 216,
224, 226, 250, 273, 276, 278, 301
Calderon 81
Camacho Brito 198
Camara, Luis Gonçalves de 111
Camara Reis, L. da 199
Camões 15, 18, 58, 60, 62, 69,
80, 104, 106

- Campos, Ezechiél de 183
 Cão, Diogo 75, 88
 Cardoso, Lopes 290
 Carlos roi du Portugal 180
 Carmona, Oscar de Fragoso 210, 221
 Carneiro, Sa 292, 293
 Carvalho e Melo, Sebastião José
 de (voir Pombal)
 Carvalho, Orela de 278, 282, 286,
 287, 288, 293, 313
 Castelo Branco, João Rodrigues
 de 136
 Castilho, João de 98, 102
 Castille, Isabelle de 86, 89
 Castro, Inês de 58, 59, 63, 65
 Castro, Pedro Fernandez de 59
 Catherine 130
 Cattaneo 90
 Cerejeira 207, 208, 240, 242
 César 23, 24
 Chanterène, Nicolas 98
 Charles II 130
 Charles Quint 84
 Correia, Joaquim Alves 244
 Clairvaux, Bernard de 55
 Coelho Latino 171
 Coelho, Pedro 60
 Colomb, Christophe 76, 90, 91, 92
 Comte 174
 Condorcet 155
 Cordes, Sinel de 210
 Cortesão, Jaime 174, 199
 Costa, Afonso 197, 200, 201
 Costa Gomes da 203, 210, 276,
 278, 282, 285
 Coutinho Gago 189
 Covilhã, Pedro de 75
 Craveiro, Lopes 221, 224
 Cresques, Abraham 84
 Cromwell 126, 127
 Cunha Real 210
 Cunhal, Alvaro 251, 280, 310
 Dante 53
 Delgado, Humberto 222, 223,
 234, 236, 237, 244, 246
 Denis I^{er} 52, 54, 64, 76
 Descartes 137
 Dias, Bartolomeu 75, 82, 88
 Domingues, Afonso 67, 68
 Doria 90
 Drake 117
 Duarte I^{er} 67, 68, 80, 85, 102, 112
 Duguay-Trouin 130
 Eanes, Gil 74, 82
 Eanes, Ramalho 288, 291, 292,
 294, 310, 321
 Ericeira (comte de) 131
 Eusébio 248
 Ferdinand d'Aragon 86
 Ferdinand I^{er} de Castille et Leon 34
 Ferdinand I^{er} de Portugal 52, 65, 149
 Ferdinand (infant) 74, 80, 81
 Ferdinand VII d'Espagne 161
 Fernandes, Mateus 97, 101
 Fernando 59, 272
 Ferro, Antonio 239
 Figueiredo, José de 103
 Flaubert 174
 Fourier 178
 Francisco de Holanda 103
 François (saint) 76
 François-Xavier (saint) 94
 Franco, João 181
 Freire, Maria de Jesus Caetano 207
 Freitas, José Vicente de 211
 Galvão 252
 Gama Barros 174
 Gama, Vasco de 75, 79, 82, 88,
 93, 98, 106
 Gand, Jean de 67
 Garcia, Elias 178
 Garrett, Almeida 166, 173
 George III 157
 Gil (Dom) 62
 Godinho, Vitorino Magalhães 79,
 81, 131

- Gois, Damião de 107, 109
 Gomes, Ferreira 246
 Gomes, Texeira 202, 203
 Gomes, Varela 274
 Gonçalves, Alvaro 60
 Gonçalves, Bento 251
 Gonçalves, Nuno 81, 103, 104
 Gonçalves, Vasco 282, 283, 285,
 286, 287, 296, 304
 Gouveia, André de 107, 109
 Gouveia, Antonio de 107, 109
 Gouveia, Diogo 107
 Granjo, Antonio 202
 Grimaldi 90
 Guilleragues (marquis de) 138
 Gulbenkian, Calouste 303
 Guzman, Louise de 123, 124, 125
 Guzman, Pierre de 123
- Hawkins 117
 Henri dit le Navigateur 18, 64,
 72, 74, 76, 78, 80, 81, 84, 88,
 94, 97, 102, 104
 Henri IV de Castille 85
 Herculano, Alexandre 167, 174
 Hersant, Robert 315
 Holden, Roberto 270
 Hollywood, Jean de 84
 Homem, Diogo 85
 Homem, Lopo 85
 Hugo, Victor 174
 Huguet (maître) 67, 68
 Hydace 26
- Isabelle 80, 85, 88, 89
 Isabelle II 171
- Jacques (saint) 46
 Jean I^{er} de Castille 65
 Jean I^{er} 52, 65, 66, 67, 68, 69, 72,
 85
 Jean II 69, 85, 87, 88, 89, 91, 92,
 108
 Jean III 87, 89, 96, 108, 111
 Jean IV 123, 130, 133, 135, 137
- Jean V 123, 133, 137, 138, 145,
 146, 153, 155
 Jean VI 161, 162
 Jean XXIII 243
 Jeanne 85
 Joseph I^{er} 145, 146, 148
 Junot 158, 160
- Lacerda, Francisco de 171
 Lancastre, Filipa de 67, 69, 80
 Leite, Duarte 81
 Lénine 249
 Léon XIII 207
 Léopold II 172
 Lomellino, Marco 90
 Lopes, Fernão 52, 59, 60
 Louis 113
 Louis XIV 133
 Loulé (duc de) 166
 Ludovice ou Ludwig, 138, 139
 Lumière 189
- Macedo, Duarte Ribeiro de 131
 Machado, Bernardino 200, 201, 203
 Magalhães, J.S. 155
 Magellan 18, 91
 Maia, Carlos de 202
 Maia, Manuel da 149
 Majorque, Jaime de 84
 Malagrida 151, 152
 Malraux 249
 Mantoue, Marguerite de 123
 Manuel, Constance 59
 Manuel I^{er} 69, 87, 88, 89, 90, 96,
 97, 100, 102, 103, 107, 108,
 112, 137, 140, 149
 Manuel II 177, 181, 198, 205
 Maria da Fonte 164, 168
 Maria II 162, 163
 Marie I^{er} 145, 154, 155, 156, 157
 Marocello, Lanzerotto 90
 Martins 91
 Martins, Oliveira 174
 Marx 249
 Mazarin 126

- Melo, A.M. Fontes Pereira de 165
 Melo Lopes, David de 81
 Meneses, Luis de 131
 Methuen, John 127
 Meung, Jean de 53
 Michel-Ange 103
 Michelet 174
 Miguel I^o 162, 163, 198
 Mondlane, Eduardo 270
 Monteiro, Armando 223
 Montesquieu 155
 Montherlant, Henry de 62

 Napoléon I^o 158, 160
 Nasoni, Nicolau 139
 Nehru 270
 Neto, Agostinho 269, 272
 Neto, Lino 246
 Nicot Jean 107
 Nobre da Costa 291
 Nogueira, Henriques 171, 178

 Olivarès 116, 124
 Oliveira, Manuel de 276
 Oliveira, Mario Pais de 246
 Orta, Garcia de 106

 Padouc, Antoine de 76
 Pais, Sidonio 178, 184, 190, 195,
 196, 198, 199, 201, 202, 233
 Pais, Silvo 232
 Paiva, Afonso de 75
 Palma, Carlos 280
 Palma, Herminio de 252
 Passos, José 164
 Paternus 84
 Paul VI 244, 272
 Paz dos Reis, A. da 189
 Pedro, voir Pierre I^o
 Pedro (infant XV^o s.) 80, 81, 85
 Pedro (infant XVIII^o s.) 150
 Pedro (infant XIX^o s.) 162, 163, 174
 Pereira, Duarte Pacheco 92
 Pereira, Nuno Alvares 66
 Pereira, Pedro Teotonio 224

 Perestrello 90
 Pessanha, Manuel 90
 Pessoa, Fernando 106, 121
 Pétaïn 212
 Pétrarque 105
 Philippa 90
 Philippe II 111, 112, 113, 115,
 116, 117, 118
 Philippe III 111, 115, 116
 Philippe IV 111, 116, 124
 Pierre I^o (le Cruel) 52, 58, 60, 62,
 63, 65, 152
 Pierre II 133
 Pimenta de Castro 178, 201
 Pina Manique 158
 Pintasilgo, Maria de Lourdes 291,
 308
 Pinto Balsemão 294
 Pinto, Carlos Mota 291
 Pinto, Serpa 172
 Pombal Sébastião José de Carvalho
 e Melo (marquis de) 131, 145-156,
 186
 Primo de Rivera 203
 Proença, Raul 199
 Ptolémée 84

 Queiros, Eça de 174, 189

 Rabelais 249
 Racine 249
 Raphaël 103
 Rechiarius 27
 Rego, Paul 280
 Regras, João das 65
 Reinel, Jorge 85
 Reinel, Pedro 84
 Rhodes, Cecil 172
 Ribeiro 246
 Ribeiro, Aquilino 249
 Ribeiro, Diogo 85
 Ribeiro, Hintze 181
 Ribeiro, Orlando 12
 Ribeiro dos Santos, José 250
 Rouen, Jérôme de 100

- Rousseau 151, 155
 Sa Carneiro 292, 293
 Sa da Bandeira 163, 164, 166
 Sagan 249
 Saias, Luis 291
 Salazar Antonio de Oliveira 205-
 216, 219, 221-228, 230, 232,
 234, 236, 239, 240, 243, 244,
 246, 249, 251, 256, 258, 266,
 270, 273, 290
 Saldanha 165, 171
 Sampaio 272
 Sampaio, Jorge 312
 Sanches, Antonio Nunes Ribeiro
 136, 154, 155
 Santos, Eugenio dos 149
 Santos, Machado 202
 Sardinha, Antonio 215
 Schomberg 126
 Sébastien I^{er} 16, 111, 112, 120, 121,
 244
 Sequeira, Antonio Domingos 174
 Sergio, Antonio 249
 Serra, Manuel 246
 Séville, Isidore de 28
 Silva, A.M. da 202
 Silva, Antonio José da 136
 Silva, Anibal Cavaco 294, 308,
 312, 313
 Silva, Duarte da 136
 Silva, Paula Teresa da 138
 Soares, Mario 227, 236, 251, 280,
 283, 285, 288, 290, 291, 293,
 294, 307, 308, 310
 Spinola, Antonio de 276, 278,
 280, 282, 284
 Staline 249
 Suède, Christine de 137
 Teixeira, Tristão 72
 Teles, Basilio 178
 Thérèse 38, 42
 Tomas, Americo 216, 218, 221, 278
 Tomas, Manuel Fernando 162
 Torralva, Diogo de 100
 Toscanelli 91
 Tyr, Martin de 91
 Urraca 36
 Varzim, Abel 244, 246
 Veiga, Simão 301
 Vélez de Guevara 62
 Velho, Bartolomeu 85
 Verney, Antonio 155
 Vieira, Antonio 135, 136, 137
 Vieira de Almeida 236
 Vincent (saint) 103, 104
 Vinci, Léonard de 103
 Viriathe 24
 Voltaire 150, 155, 249
 Willis 157
 Zarco João, Gonçalves 72
 Zenha, Francisco Salgado 249,
 280, 297, 308
 Zurara 78, 81



CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE

p. 23 : Archives Hatier / p. 25 : Photo Bleton VIOLETT / p. 37 : © Collection Viollet / p. 49 : Rapho-photo © YAN / p. 61 : © Giraudon / p. 67 : © LL. VIOLETT / p. 73 : © Giraudon (Mus. Nac. de Arte Antiga) / p. 83 : © Giraudon / p. 99 : Rapho-photo LIN / p. 101 : Roger VIOLETT / p. 105 : © HARLINGUE-VIOLETT / p. 113 : © Collection Viollet / p. 119 : © Giraudon / p. 129 : © Collection Viollet / p. 141 : © Giraudon / p. 141 : © Roger VIOLETT / p. 147 : © Collection Viollet / p. 151 : © Collection Viollet / p. 169 : © LL. VIOLETT / p. 175 : Roger VIOLETT / p. 179 : © Collection Viollet / p. 181 : © Harlingue VIOLETT / p. 191 : © LL. VIOLETT / p. 209 : GAMMA-PIX / p. 217 : GAMMA / p. 221 : © Photo Keystone / p. 225 : Document Illustration-SYGMA / p. 235 : © Photo Keystone / p. 241 : Rapho-photo Zalewski / p. 245 : © Photo Keystone / p. 255 : Rapho-photo G. Dussaud / p. 259 : Rapho-photo P. Michaud / p. 263 : Rapho-photo YAN / p. 267 : © Photo Keystone / p. 271 : © Photo Keystone / p. 275 : Collection Christophe L. / p. 279 : Photo © Francolon-GAMMA / p. 281 : Photo © Bellini-GAMMA / p. 281 : Photo © Francolon-GAMMA / p. 305 : Photo © F. Ricardo-GAMMA / p. 309 : Photo © R. Gaillarde-GAMMA / p. 309 : Photo © R. Gaillarde-GAMMA / p. 311 Photo © Franco-Sprint-GAMMA / p. 317 : Rapho © Photo Charles Philipe / p. 327 : Photo © Francolon-GAMMA / p. 335 : © Giraudon.

Cartographie : Catherine Zacharopoulou

CD25A

Imprimé en Italie par G. Canale & C. S.p.A. - Borgaro T.se - Torino

CD25A

**Collection NATIONS D'EUROPE,
dirigée par Serge Bernstein et Pierre Milza**

Au fil des douze volumes de la collection, s'élabore sous nos yeux l'histoire de l'Europe occidentale. Des peuples s'installent, des États s'organisent, traversant leurs crises propres jusqu'aux grands bouleversements de l'époque contemporaine; des nations connaissent leur "siècle d'or", apportant à l'édifice européen leurs penseurs, leurs savants, leurs artistes.

Chaque livre rend compte de l'originalité du pays dont il raconte l'histoire.

Aux confins du continent, le Portugal, appelé depuis toujours par le grand large, rejoint la Communauté européenne fort de ses traditions pluriséculaires.

Robert Durand, professeur d'histoire médiévale à l'Université de Nantes, est spécialiste de l'histoire du Portugal à laquelle il a notamment consacré sa thèse de doctorat intitulée *les Campagnes portugaises entre Douro et Tage aux XII^e et XIII^e siècles*.

Couverture: E. Aparicio - D. Hoch

